



Après quatre jours d'émeutes violemment réprimées L'armée a pris le pouvoir au Mali et arrêté le président Traoré

Impatiente Afrique

AFRIQUE qui est, Afrique qui est. Au Mali, un ancien général putschiste, s'installant devant le verdict des urnes - réjouissant première, - quitte le pouvoir après dix-sept ans d'une désastreuse dictature « militaire-militariste ». Au Mali, un autre général-président, cramponné à son trône, tente de noyer dans le sang la révolte de la rue avant d'être renversé par ses officiers rebelles. Ici, la démocratie s'installe en douceur, à la faveur de l'alternance. Là, un peuple en colère paie chèrement l'éviction d'un autocrate discrédité, chassé par les siens.

Au-delà du contraste qui, pour l'heure, oppose ces deux pays d'Afrique francophone, celle de la liberté, concédée chez l'un, réprimée chez l'autre. Les enfants s'émancipent, assoiffés d'une démocratie longtemps circonscrite à quelques heures de oasis - la Botswana, le Sénégal, l'Ile Maurice, il est vrai si peu africaine - mais dont le continent noir tout entier est aujourd'hui en quête.

APPAUVRI par les gèbes d'un socialisme tropical aussi péremptoire qu'incompréhensible, dévasté par les ravages d'une corruption florissante, lassée de l'extravagance des cultes de la personnalité, fatiguée des slogans vides et des dogmes d'emprunt, l'Afrique se réconcilie avec son temps, en faisant siennes - enfin - la grande idée démocratique, déjà régénérée par les vieilles nations d'Europe centrale. Elle le fait à son rythme, au gré des humeurs des roitelets et des tyranniques qui la gouvernent. D'où l'image un peu floue d'une « Afrique à deux vitesses », où le changement n'opère plus ou moins vite, selon la nature des régimes et de leurs chefs.

Ce qui compte, c'est la sans général de l'évolution en cours, fût-elle pour la liberté des peuples. Car la démocratie est contagieuse, et beaucoup l'ont « attrapée ». Sao-Tomé et le Cap-Vert ont discrètement montré l'exemple en choisissant comme dirigeants d'anciens opposants. Le Gabon et la Côte-d'Ivoire ont dit adieu au parti unique; le Togo et le Zaïre ont promis d'en faire autant. Et ce n'est pas un hasard si les animateurs de l'opposition malienne, apprentis de la démocratie, visionnant l'inlassablement les vidéos des tournées l'an dernier au Bénin, lors de la conférence nationale qui prépara l'avènement du multipartisme. Restait à surmonter la peur, ce qui finit - la colère aidant - les foules de Bamako.

DANS ces heures mutuelles, Paris a joué son rôle. Rompant avec une trop longue tradition de complaisance envers ses clientèles africaines, la France - tout en y mettant les formes - fit enfin connaître ses exigences lors du sommet de La Baule en juin 1990. Le montant de l'aide diminue aux dirigeants du continent noir dépendant désormais de l'ardeur qu'ils mettront à « démocratiser » leurs régimes et à assainir leurs finances. Cette mise en garde, plus ou moins entendue des gouvernants, n'a pu qu'encourager les peuples d'Afrique à hausser la voix en attirant leur désir de vaincre enfin la fatalité du délabrement politique et économique où ont sombré trop de jeunes nations.

M0147 - 0327 0 - 6.00 F



Après quatre jours d'émeutes violemment réprimées, la radio malienne a confirmé, mardi 26 mars dans la matinée, l'arrestation, dans la nuit, du président Moussa Traoré et la formation par des militaires d'un « Conseil de réconciliation nationale » qui a pris le pouvoir. Les nouveaux dirigeants, qui ont affirmé leur volonté de « dialoguer », devaient rencontrer les représentants de l'opposition.

Radio-Bamako, captée à Abidjan et à Dakar, a précisé qu'un couvre-feu avait été instauré de 21 heures à 5 heures et que les aéroports et les frontières avaient été fermés. D'autre part, toutes les liaisons téléphoniques avec la capitale malienne semblaient avoir été interrompues. Un premier bilan faisait état de cinquante-neuf morts et deux cents blessés depuis lundi soir à Bamako. Parmi les morts se trouvaient le ministre de l'éducation et le beau-frère de l'ex-président malien, Mamadou Diarra. Les deux corps ont été brûlés par la foule. La composition du Conseil de réconciliation nationale (CRN) n'a pas été divulguée. Dirigé par le commandant des unités parachutistes, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, le CRN a suspendu la Constitution et dissous le gouvernement ainsi que le parti

unique UDPM (Union démocratique du peuple malien). La radio a ajouté que des mesures vont être prises pour établir un régime « pluraliste ». Emmené de son palais de Bamako vers une teneur du matin (2 heures à Paris), le président Moussa Traoré a été conduit sous forte escorte en direction d'une base aérienne militaire, ont rapporté des témoins. Selon M. Bakary Karamba, chef de l'unique syndicat malien et président du comité de coordination du Mouvement pour la démocratie, le chef de l'Etat est détenu par des paracultistes et a été arrêté pour ne pas avoir démissionné comme le demandait l'opposition. Les dirigeants de l'opposition devaient rencontrer les militaires mardi matin afin de décider du sort du président.

Lire la suite page 2

45 000 demandeurs d'emploi supplémentaires

Le chômage a fortement augmenté en février

En février, 45 200 demandeurs d'emploi supplémentaires ont été ajoutés au chômage, à une brutale augmentation de 1,8 %, en données corrigées : la guerre du Golfe a eu des répercussions immédiates sur le chômage en France. Pendant quatre semaines, les entreprises ont gelé leurs embauches, et les personnes qui étaient à la recherche d'un travail se sont massivement inscrites à l'ANPE. Les résultats n'avaient pas été aussi mauvais depuis 1984.



Lire page 17 l'article d'ALAIN LERAURE

La grève des mineurs en URSS

Le gouvernement fait dépendre l'ouverture de négociations de la reprise du travail page 3

Ouverture en Irlande du Nord

Les unionistes acceptent de participer à des discussions page 24

La controverse autour de RFO

Un entretien avec M. François Gicquel, PDG de la Radio-télévision française d'outre-mer page 19

Le palmarès des Oscars

Hollywood « danse avec les loups » et ignore Gérard Depardieu page 24

Plafonnement de la consommation des ménages

Les Français ont utilisé la hausse du pouvoir d'achat pour épargner davantage page 17

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

Un mark de l'Est cher payé

Les déboires de l'Allemagne ne doivent pas freiner l'union européenne

par Jacques Lesoume

Des dizaines de milliers de manifestants qui défilent dans les grandes villes de l'ancienne Allemagne de l'Est, au président de la Bundesbank qui porte de « désastre » économique, et l'opinion publique française découvre avec étonnement les problèmes de l'union économique et monétaire allemande.

Or, pour une fois, l'histoire est exempte de surprise. Tout avait été scellé le jour où le chancelier

Kohl, pour adresser aux Allemands de l'Est le message politique fort qu'ils étaient membres à part entière de la nation, avait décidé qu'un ostmark s'échangerait contre un deutschemark. Ce jour-là, le plupart des analystes français, élevés dans un pays avec une longue expérience de l'inflation, ont mis l'accent sur la distribution massive de pouvoir d'achat en RDA et sur les risques de dérapage des prix.

Or les calculs montraient que cet effet était limité : de 1 % à 1,5 % de hausse supplémentaire

sur l'année suivante. On occultait ainsi - en sous-estimant le mécanisme des prix et les conséquences du coût du travail (en termes réels) sur le fonctionnement de l'économie - le phénomène principal : avec le niveau de la productivité du travail en Allemagne de l'Est, le nombre d'entreprises rentables dans les nouvelles conditions de coût allait être infime par rapport à ce qu'il eût pu être avec un taux de change de deux ostmarks pour un deutschemark.

Lire la suite page 18

Une loi-cadre sur la bioéthique pourrait être proposée

Faut-il légiférer, et de quelle manière, dans le champ de la bioéthique ? Comment prévenir les dérives actuelles et à venir, qu'il s'agisse de la procréation médicalement assistée, de l'utilisation des organes et des produits du corps humain ou encore de la thérapie génétique ? La mission pour le droit de la bioéthique et les sciences de la vie, confiée par le premier ministre à M^{me} Noëlla Lanolri a pour la première fois précédé, lundi 25 mars, à Paris, à l'audition publique de personnalités françaises et étrangères. Elle pourrait proposer une loi-cadre.

Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU

SCIENCES MÉDECINE

■ Mentor sur disque dur. ■ Alzheimer : un médicament sans pressions. ■ Une loi pour l'Ordre. ■ Points de vue : « Procréer, une liberté à encadrer », par le professeur Jacques Lansee. ■ « S.O.S. Musée de l'homme », par André Languey.

pages 11 et 12

La traque des Palestiniens du Koweït

Ils sont l'objet d'une « chasse aux sorcières » qui mêle dans le même opprobre les collaborateurs, la « majorité silencieuse » et même les résistants

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Sur environ 5 kilomètres, avec trois contrôleurs de police, la scène va se répéter à deux reprises. Après un rapide coup d'œil sur la carte d'identité prouvant sa nationalité palestinienne, le soldat dit simplement : « Garez-vous. Attendez ! » Cinq minutes, dix minutes, un quart d'heure passent avant qu'il ne consente à se déplacer pour procéder à la fouille de la voiture. Examen du coffre en détail et des sièges arrière. Le soldat a eu le temps de voir qu'il s'agissait d'un médecin et, devant le regard étonné du passager - un banquier koweïtien qui se fait connaître - il répond, un peu agacé : « Excusez-moi, ce sont les ordres. » Si pour ce médecin, vivant depuis trente ans à Koweït, cela s'est relativement bien passé, il n'en a pas été de même pour son cousin, sorti brutalement de sa voiture et placé face contre terre

plusieurs heures durant. Pédiatre, celui-ci croyait bien faire en offrant ses éventuels services aux enfants du soldat. Mais la réponse a fusé : « Si mes enfants étaient malades, je préférerais les faire soigner par des juifs en Israël que par toi. » Exemple extrême ? Pas tant que cela, raconte Sleiman, qui, se rendant avec son fils et son beau-frère koweïtiens à Hammadi, a entendu un soldat dire à ce dernier : « Comment se fait-il que toi, propre comme un point blanc, tu te retrouves avec ces deux points noirs ? » Les check points sont la hantise de Sleiman, petit commerçant du quartier palestinien d'Halwaili. « La dernière fois, dit-il, cela a duré trois heures. Ils ont quasiment déssé la voiture, du moteur au coffre, et regardé tout ce que nous avions. Ils ont lu intégralement mon carnet d'adresses, les papiers personnels que j'avais dans mon portefeuille. Tout. » La semaine dernière, affirme Khaled, un médecin, « une mère a amené

son enfant qui ne tenait plus debout à l'hôpital. Elle nous a dit qu'il était tombé, mais mes confrères koweïtiens l'ont pressée de dire la vérité. En fait, celui-ci, employé de la centrale électrique de Doha, avait été battu jusqu'au sang et menacé de mort s'il révélait quelque chose. » Sa faute ? Le premier jour de l'offensive terrestre, il refusait de sortir.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 6

Lire également

Visite d'une ville « libérée » du Kurdistan irakien par YVES HELLER page 24

La mystérieuse marée noire du Golfe par VÉRONIQUE MAURIS page 7

SIGMUND FREUD



Tome XVI, 1921 - 1923. Psychologie des masses. Le moi et le ça. 432 pages - 245 F

Déjà paru : Tome III. Textes psychanalytiques divers. (1894-1899). Tome XIII. Une névrose infantile. Métapsychologie (1914-1915). Traduire Freud. Par A. Bourguignon, P. Cotet, J. Laplanche et F. Robert. Volumes reliés pleine toile sous jaquette.

ŒUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Direction de la publication : André Bourguignon, Pierre Cotet.

Direction Scientifique : Jean Laplanche.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KSE ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (internat), 2,50 \$.

ÉTRANGER

L'armée a pris le pouvoir au Mali

Suite de la première page

Les troubles, qui ont débuté au Mali vendredi et ont fait, selon l'opposition et des diplomates, au moins cent cinquante morts et un millier de blessés, avaient repris lundi en fin de soirée. Vers 23 h 30, la foule a envahi les rues et érigé des barricades enflammées, en scandant des slogans hostiles à Moussa Traoré. Des voitures blindées de l'armée sillonnaient la capitale, tandis que des soldats bouclaient certains quartiers stratégiques, comme celui abritant le siège de la télévision nationale.

Les cris de la foule étaient ponctués de coups de feu, tandis que, dans le ciel, on pouvait voir les lueurs de balles traçantes. Selon M. Karamba, les coups de feu étaient le fait de manifestants tirant en l'air pour exprimer leur joie. La rumeur faisant état du renversement du général Traoré a en effet immédiatement provoqué un concert de vivats et de pétares, les manifestants, transistors à la main, espérant une confirmation de la nouvelle. Dans un quartier du centre-ville, des jeunes gens se sont livrés au pillage, cassant les magasins et les administrations. A l'hôpital Gabriel-Touré, des médecins ont estimé que deux ou trois personnes avaient été tuées au cours des violences de la nuit, mais le bilan définitif pourrait être plus élevé.

A la prison centrale de Bamako, en proie à une émeute des détenus de droit commun depuis lundi matin, on entendait encore des coups de feu, tandis qu'une fumée montait des bâtiments. Nul ne pouvait s'écarter sans être mis en joue par le cordon de forces de sécurité installées aux alentours. Dans la matinée, les détenus avaient tenté de s'évader collectivement à la faveur de la libération de vingt-quatre détenus politiques, interpellés au cours des manifestations du mois de janvier et de la semaine dernière. Cette mutinerie a fait quinze morts et un nombre indéterminé de blessés, selon des sources proches des milieux médicaux.

A l'annonce du renversement du général Traoré, les observateurs d'extrême gauche ont pu constater que les militaires qui ont dirigé l'opération et les membres du Comité de coordination de l'opposition. Selon eux, cette nouvelle pouvait impliquer, dès mardi, l'arrêt de la grève générale limitée lancée par l'Union nationale des travailleurs maliens, la centrale syndicale unique du pays. Cette grève, qui avait commencé dans la nuit de dimanche à lundi et semblait largement suivie à Bamako, ne devait cesser, selon ses organisateurs, qu'après la « démission du président Moussa Traoré ».

Des informations non confirmées indiquent que l'opération militaire a été menée par l'ancien ministre de la défense, le colonel Kafoungoua Koné et le commandant des unités parachutistes, le colonel Amadou Toumani Touré. (AFP, Reuters, AP)

« En collaboration avec les organisations démocratiques » ?

Voici des extraits du texte de la proclamation faite par les militaires qui ont pris le pouvoir, selon Radio Bamako :

« Considérant l'obstination du régime de Moussa Traoré de se maintenir au pouvoir par tous les moyens, considérant le climat dans lequel ce régime a plongé notre pays, considérant le mépris affiché face aux inquiétudes de notre peuple d'accéder à une vie juste et honnête, nous, forces armées et de sécurité du Mali, constituées en Conseil de réconciliation nationale, avons décidé, en collaboration avec les organisations démocratiques de notre pays, de mettre fin au régime sanguinaire et corrompu de Moussa Traoré et de son clan. A partir de cet instant, le Conseil de réconciliation nationale, sous la conduite du lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, prendra en charge le maintien de l'ordre et la sécurité des biens et des personnes sur tout le territoire national (...). Que soient bannis à jamais la corruption, l'infamie, la répression et toutes les autres pratiques inavouables dans notre cher Mali (...).

La France juge la situation « prometteuse »

La France juge que « ce qui se passe au Mali paraît prometteur et porte d'espoir », a déclaré, mardi 26 mars, le porte-parole du ministère français des affaires étrangères. M. Daniel Bernard a ajouté que le gouvernement français se « réjouit » de l'arrêt des massacres au Mali, où la radio nationale a annoncé dans la matinée l'arrestation du président Moussa Traoré et la formation par les militaires d'un Conseil national de réconciliation (CNR) qui a pris le pouvoir.

Luodi, le porte-parole du Quai d'Orsay avait exprimé la vive préoccupation des autorités françaises : « Le gouvernement français est vivement préoccupé par la situation qui prévaut au Mali. Il s'inquiète de l'usage de la force armée et déplore les pertes en vies humaines », avait-il souligné. A propos de la communauté française dans ce pays (3 000 personnes, dont plus de 2 000 à Bamako), le porte-parole avait précisé qu'il n'y avait « aucune raison d'éprouver d'inquiétude ».

En outre, on déclarait de source proche du gouvernement, à Paris, « éprouver une assez vive émotion » par rapport « aux événements sanglants » du Mali et « déplorer les conditions dans lesquelles s'exerce la répression » tout en réaffirmant que la seule solution passait par « le dialogue avec l'opposition et des élections démocratiques ».

M. Soglo a remporté une large victoire sur M. Kérékou

BÉNIN : l'élection présidentielle

Le premier ministre Nicéphore Soglo a remporté la première élection présidentielle réellement démocratique qu'a connue le Bénin en vingt ans, éliminant le président Mathieu Kérékou qui ne recueille que le tiers des suffrages. Après un long règne musclé, le général Kérékou est le premier militaire africain ayant réussi un coup d'Etat à être éliminé par les électeurs.

M. Soglo a obtenu 67,6 % des suffrages exprimés contre 32,4 % à M. Kérékou, selon

des chiffres quasi définitifs publiés lundi. L'ampleur de cette victoire est cependant assombrie par la fracture politique Nord-Sud : M. Kérékou conserve une grande popularité dans le nord du pays, où il est né, et vient d'être plébiscité. Cet antagonisme s'est dramatiquement manifesté à Parakou, la plus grande ville du Nord, où des partisans du général Kérékou se sont livrés à une chasse aux Sudistes. Bilan : deux morts et une quinzaine de blessés.

Des rumeurs ont circulé à Cotonou sur de possibles troubles, et même sur la mort de M. Soglo, qui n'a pas tenu de meeting lors de la campagne pour le second tour, et a paru très fatigué lors de ses interventions télévisées.

Son entourage a révélé qu'il souffrait d'une fièvre typhoïde et d'une crise de sciatic, mais a affirmé que le nouveau président serait investi lundi prochain, comme prévu. (AFP.)

Le nouvel élu Un « technocrate » entre politiciens et militaires

Les deux concurrents au scrutin présidentiel du 24 mars ne pouvaient guère être plus différents. S'il a été le même âge, à quelques mois près, tout - ou presque - les sépare. A commencer par leur origine géographique, car il réunit une grande importance en Afrique, et particulièrement dans ce petit pays qui s'étend en longueur du Nord au Sud : M. Mathieu Kérékou est un Nordiste, M. Nicéphore Soglo, un Sudiste. Significativement, chacun a fait le plein de voix dans sa région et l'élection n'a pas manqué d'être entachée de quelques incidents interethniques.

L'un est militaire, qui a conquis le pouvoir par la force des armes ; l'autre un civil, monté en grade dans la fonction publique (nationale et internationale), qui, s'étant découvert récemment une ambition politique, a accédé à la présidence par la voie démocratique. Si ce « technocrate » a eu un lien quelconque avec le passé des militaires, ce fut par son oncle, le général Christophe Soglo, mais celui-ci, qui avait refusé le premier coup d'Etat au Bénin en 1963, avait été ren-

versé, quatre ans plus tard, par de jeunes officiers au nombre desquels figurait Mathieu Kérékou.

Né en 1934 à Lomé, M. Soglo a accumulé à Paris les diplômes en droit et en lettres - il se vante de sa « culture française » - et a conservé la double nationalité. Il est entré ensuite à l'ENA - « En d'autres termes, c'est un énarque », mentionne fièrement sa biographie officielle. De retour au Bénin, il deviendra, après une carrière assez discrète, ministre de l'économie et des finances, de 1983 à 1985. Puis il sera, de 1985 à 1988, administrateur à la Banque mondiale, où il pourra mieux encore observer l'évolution de l'ensemble de l'Afrique et nourrir sa réflexion avant que ne souffle sur le continent noir ce « vent de liberté » qui va le pousser sur le chemin du pouvoir (1).

« Désastre économique et politique »

Ses compétences économiques et sa relative neutralité politique lui valurent d'être choisi pour prendre la tête du gouverne-



ment de transition en mars 1990, à l'issue de la conférence nationale qui, un mois auparavant, a préparé la fin du régime « militaire-marxiste » du président Kérékou, en ouvrant la voie au pluralisme. L'ancien fonctionnaire international sera l'un des plus virulents à dénoncer la « désastre économique et politique » que connaît le Bénin. Durant cette période de transition, le courant ne passe pas entre M. Kérékou et

M. Soglo, mais ils éviteront, vaille que vaille, d'étaler leurs divergences. Toutefois, leurs déclarations de candidature ainsi que l'effervescence de la campagne électorale échapperont de craquer le fossé entre eux.

Les hommes qui, quasi unanimement, avaient porté M. Soglo au poste de premier ministre lui reprochent maintenant son manque de concentration et son « opportunisme ». Peut-être parce que depuis douze mois, il s'est est souvent pris eux « politiciens ». Alors qu'il avait nourri l'espoir d'une élection dès le premier tour, M. Soglo, n'a pas caché son amertume devant les critiques de ceux qui ont été jusqu'à l'accuser d'avoir trahi l'« esprit de la transition » en briguant la magistrature suprême. Celui qui a pu mesurer l'avantage de n'avoir été ni politicien ni militaire connaît déjà l'inconvénient de ne plus être tout à fait un homme neuf.

(1) Lire l'entretien que nous avons accordé M. Soglo, dans un article intitulé : « Rencontre avec « un dirigeant du troisième type » (Le Monde du 9 juin 1990).

Un vaincu qui a la vie dure

Lorsqu'il prend le pouvoir, le 26 octobre 1972, personne n'imaginait que le commandant Mathieu Kérékou est là pour durer, étant donné le nombre de coups d'Etat qui avaient marqué la vie du Bénin (ex-Dahomey) depuis l'indépendance. Il aura finalement réussi à se maintenir aux affaires pendant près de deux décennies. Mais on ne peut pas dire qu'il a tenu les promesses de ses débuts : combattre « les luttes d'influence néfastes, la corruption, le régionalisme et le favoritisme ».

Né en 1933, dans le nord-ouest du pays, il endosse l'habit de l'homme d'âge de quarante ans à l'Ecole française des enfants de troupe. Après avoir reçu une formation d'officier à Fréjus, il est sous-lieutenant au moment de l'indépendance, lorsque Hubert Maga, premier président de la République, l'appelle à son cabinet militaire. Il commande ensuite un groupement de parachutistes avant de faire partie du mouvement des « jeunes cadres » de l'armée qui déposent, en 1967, le général Christophe Soglo.

Ne partageant pas les idées de ses supérieurs qui installent, en juillet 1969, à la tête de l'Etat un civil, M. Emile Darlin Zinsou, il refuse, un an plus tard, de prêter serment au triumvirat de personnalités, elles aussi civiles, qui se voient confier les rênes du pouvoir. Et l'ambitieux officier parviendra, en 1972, avec l'aide de quelques gendarmes, à mettre fin à cette expérience.

Le général Kérékou lance un « programme de construction nationale ». Mais, c'est en 1974 qu'il affiche les couleurs de sa révolution et annonce un changement de société. Il choisit le marxisme-léninisme comme idéologie et le socialisme scientifique comme voie de développement. En 1975,

le Dahomey devient la République populaire du Bénin et un parti unique est mis en place.

Tout, cependant, ne va pas pour le mieux. Dès janvier 1975, le chef de l'Etat doit maîtriser une première tentative de soulèvement militaire. Mais la plus sérieuse alarme a lieu deux ans plus tard lorsque l'aéroport de Cotonou lui doit mener une tentative de débarquement d'une centaine de mercenaires européens et africains conduits par le fameux Bob Denard.

Candidature de dernière minute

La greffe marxiste ne prend pas. Les Béninois feignent d'adhérer aux slogans révolutionnaires. Des luttes d'influence entre doctrinaires et révisionnistes, que le président a du mal à arbitrer, se multiplient au sein du parti. Soucieux de sa sécurité, il s'entoure d'une garde personnelle bien équipée, renforce les services spéciaux et la répression, contre tous ceux qui contestent son pouvoir. Il déjoue ainsi un nouveau complot, en avril 1988 et fait arrêter plus d'une centaine de militaires.

Les graves difficultés économiques que traverse le pays obligent M. Kérékou à s'écarter de la voie du socialisme pour emprunter celle du pragmatisme. Une politique d'austérité crée un vif mécontentement populaire dans le meuble où l'oligarchie du pouvoir, elle, ne se prive de rien et, bien au contraire, s'adonne sans scrupules à tous sortes de trafics, y compris celui de la drogue.

M. Kérékou n'ignore rien de la situation. Mais, ce fervant animisme prend comme confident M. Amadou Mohamed Cissé, un escroc de haute volée qui joue, sur le fil, les marabouts. Ce ressortis-

sent franco-malien se voit confier la responsabilité des services de sécurité du pays avec rang de ministre d'Etat ; mais, soupçonné d'énormes détournements de fonds, il est arrêté en juillet 1989 à Paris.

On assiste à la déconfiture du système bancaire et à d'interminables grèves de fonctionnaires privés de salaires. L'Etat ne répond plus. Les scandales se multiplient et finiront par précipiter la chute de M. Kérékou. De nouveaux troubles, en décembre 1989, le contraignent à accepter une « conférence nationale » qui, au mois de février suivant, regroupe l'ensemble des responsables politiques, y compris les exilés. Cette vaste coalition impose un gouvernement de transition, la liberté de presse, le multipartisme, et une nouvelle Constitution.

Silencieux depuis cette conférence, il préside discrètement le pays et l'on s'attendait qu'il s'efface définitivement lors de l'installation du nouveau régime. Il a créé la surprise en annonçant sa candidature à la dernière minute et en obtenant, au premier tour, 27,34 % des suffrages, immédiatement après M. Soglo (36,22 %). Le signe, pour de nombreux Béninois, que M. Kérékou, malgré sa défaite au deuxième tour, n'avait pas dit son dernier mot et qu'il faudra encore compter avec lui. Ainsi qu'avec « ses » gens du Nord qui ont massivement voté en sa faveur parce que, notamment, ce sont les dirigeants du Sud et de Cotonou qui ont le plus souvent gouverné le pays.

JACQUES DE BARRIN

Pour la FINLANDE

suivez les cygnes...

« Vie du pays ! FINLANDE ». La ville blanche du nord se dessine à l'horizon autour du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues, ses monuments, ses boutiques, la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous n'entendez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages

se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau boueux et transparents.

L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous retenir un corps neuf : marche, canot sur le lac d'Inari, pêche, randonnées en 4x4, balnear, mountain bike, autant de moments qui resteront inoubliables !

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Aubert 75008 PARIS
Tél. : (1) 42 66 40 13
Finitlandie

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____

Finitlandie naturellement votre

مركز من الإيجل

Le Parlement roumain...
préoccupé, lundi 25 mars, la grève des mineurs qui depuis le début du mois s'est vement été démentie par le fait qu'il est très difficile d'avoir un tableau d'ensemble de la situation : certaines mines sont tout à fait arrêtées, d'autres ont quelques-unes d'elles, mais que les besoins de la région.

MOSCOU
de notre correspondant spécial
Selon des sources locales, les deux mille soldats russes à d'été en grand nombre dans les bases d'été de la région de Moscou ont été envoyés à un mouvement de rétrogradation de vingt mille à Moscou, car d'après les données locales, il y a eu une épidémie de typhoïde dans la région de Moscou. Les soldats ont été envoyés à Moscou, car d'après les données locales, il y a eu une épidémie de typhoïde dans la région de Moscou.

La production de charbon...
basse de 1989 à 1990, le ministre de l'Énergie, Vladimir Loukatchev, a déclaré que la production de charbon en 1990 sera de 100 millions de tonnes, contre 110 millions en 1989. La production de charbon en 1990 sera de 100 millions de tonnes, contre 110 millions en 1989.

ROUMANIE :
un tribunal militaire de Bucarest
Verdicts étonnants pour les anciens dirigeants du PC
BUCAREST
de notre correspondant

Après huit mois de détention, le généralissime roumain, le général Ion Iliescu, a été condamné à 15 ans de prison par un tribunal militaire de Bucarest. Le verdict a été rendu par un tribunal militaire de Bucarest.

Les 100 personnes tuées...
2 100 personnes tuées lors de la révolution roumaine de 1989, a déclaré le ministre de l'Intérieur, Ion Iliescu, lors d'une conférence de presse. Les 100 personnes tuées lors de la révolution roumaine de 1989, a déclaré le ministre de l'Intérieur, Ion Iliescu, lors d'une conférence de presse.

Invités à l'expression par le...
Cibotaru, prétendument le fils de Ion Iliescu, a été invité à l'expression par le tribunal militaire de Bucarest. Cibotaru, prétendument le fils de Ion Iliescu, a été invité à l'expression par le tribunal militaire de Bucarest.

En décembre dernier, le...
ministre roumain, M. Petre, avait demandé au jugeant à l'échelle de l'Union soviétique de lui faire passer le pays au jour qui ont mené la région de la guerre civile.

JEAN-BAPTISTE

EUROPE

URSS : face à une grève de près d'un mois

Le gouvernement accepte d'ouvrir des négociations si les mineurs reprennent le travail

Le Parlement soviétique s'est préoccupé, lundi 25 mars, de la grève des mineurs, qui dure depuis le début du mois. Le mouvement est diversifié, et il est très difficile d'avoir un tableau d'ensemble de la situation : certaines mines sont totalement arrêtées, d'autres extrahent un charbon qui n'est pas vendu, quelques-unes enfin n'assurent que les besoins de leurs régions.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Selon diverses sources, quelque cent mille mineurs seraient aujourd'hui en grève, essentiellement dans les bassins d'Ukraine et de Sibirie. Ils étaient cinquante mille au début du mouvement, mais deux cent quatre-vingt mille la semaine dernière, d'après les déclarations des comités de grève. L'agence Tass indique qu'un quart des six cents mines de l'URSS seraient bloquées, mais dans le Koubass, en Sibirie, la proportion est de deux tiers. En outre, une dizaine de mines et une décharge du Koubass au Parlement de Russie, M^{me} Bella Denissova, font la grève de la faim depuis le 11 mars pour appuyer leurs revendications.

La production de charbon aurait baissé de 60 à 65 % en mars. Selon le ministre de l'Industrie, 3 millions de tonnes de charbon ont été perdues et le manque à gagner direct et indirect s'élèverait à 250 millions de roubles. La résolution qui a été votée mardi par le Soviet suprême ordonne la « suspension » de la grève pendant

deux mois, comme la loi sur les conflits sociaux adoptée à l'automne 1989 en donne le droit aux députés. Cette mesure pourrait être étendue à toutes les industries de base dépendant de l'Etat. Au cours des débats, qui ont été vifs, certains parlementaires ont fait remarquer qu'il ne servait à rien de voter des résolutions si elles n'étaient pas applicables, et que le Parlement risquait, une fois de plus, le ridicule.

Les députés demandent également que des négociations soient engagées par le gouvernement avec les mineurs sur les revendications économiques : augmentations de salaire (de 200 à 250 %), meilleures conditions de travail, amélioration de l'approvisionnement dans les régions bouillantes, mais pas sur les revendications politiques : démission de M. Gorbatchev et du gouvernement, dissolution du Congrès élu sur des bases jugées non démocratiques.

Trêve

au Kazakhstan

Les comités de mineurs considèrent que les arrêts de travail actuels ne sont pas une nouvelle grève, mais la poursuite du mouvement commencé il y a deux ans et qui avait paralysé les mines soviétiques pendant l'été. Ils insistent avoir été alors trompés par les autorités, qui n'ont pas tenu les promesses faites pour obtenir la reprise du travail.

Leurs exigences politiques s'expliquent, disent-ils, par ce manque de confiance. Seront-ils mieux écoutés si leurs interlocuteurs étaient les dirigeants des Républiques fédérées, et non le gouvernement de l'Union ? Ils le pensent, et le conflit de compétences entre les diverses instances

fédérales et fédérées ne facilite pas, en effet, la solution du conflit. Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a été très clair : pas question de discuter aussi longtemps que le travail d'aura pas repris. Il a ensuite admis que les négociations pourraient commencer en même temps que le travail reprendrait. C'est aussi l'objectif de la résolution du Soviet suprême. Les négociations pourraient s'engager le 29 mars, et les mineurs ont donc jusqu'à vendredi pour redescendre au fond.

Mais M. Pavlov s'en est pris en même temps aux autorités de la Fédération de Russie, dirigée par M. Boris Eltsine qui, selon lui, fûtent leurs responsabilités dans l'approvisionnement, le logement, les soins médicaux, les moyens de transport, qui doivent être assurés aux mineurs.

Au cours d'une tournée dans le Koubass, le premier ministre de Russie, M. Ivan Silaev, a voulu rassurer les mineurs, dont le mouvement est soutenu par les forces démocratiques alliées de M. Eltsine, faisant attention toutefois de ne pas prendre des engagements qui risqueraient de se retourner contre lui. Il a donné raison aux mineurs de vouloir échapper à la tutelle des ministères centraux et il a promis de ne pas remplacer une bureaucratie par une autre, car la Russie reconstruirait la souveraineté sur ses ressources : « Ce que nous voulons, c'est créer les bases économiques

d'un fonctionnement indépendant des entreprises ». A-t-il dit, ajoutant qu'il était prêt à faire venir des sociétés étrangères pour moderniser les mines russes.

An Kazakhstan, où quelque cent mille mineurs suivaient le mouvement dans le bassin du Karaganda, le président de cette république d'Asie centrale n'a pas attendu que le nouveau traité de l'Union soit signé et la répartition des compétences entre le « centre » et la « périphérie » redéfinie. Pour prendre les choses en main, M. Noursoultan Nazarbaitev est allé parler directement aux mineurs et, après cinq heures de discussions, a obtenu une trêve de trois mois. « Pour vivre mieux, il faut travailler mieux »,

leur a-t-il dit, répondant point par point aux treize revendications avancées par les grévistes, et montrant ainsi qu'il connaissait leurs problèmes.

Il a promis que d'ici trois mois le gouvernement d'Alma-Ata prendrait la responsabilité des entreprises. Il n'a pas été question des revendications politiques des mineurs.

La grève des mineurs soviétiques a donné lieu enfin à une polémique entre la télévision soviétique et l'ambassadeur des Etats-Unis. Un commentateur du journal télévisé avait critiqué comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS la présence de deux diplomates américains à une réunion de grévistes et la solidarité affichée par le syndicat AFL-CIO. L'ambassadeur, M. Jack Mallock, a alors convoqué le ban et l'arrière-ban de la presse soviétique et étrangère pour répondre qu'il était tout à fait normal que les diplomates américains appuient leurs camarades soviétiques. Le journal *l'Indépendant* a ainsi proposé un vieux slogan à l'ambassadeur des Etats-Unis : « Protégez de tous les pays, unissez-vous ! »

DANIEL VERNET

o. Trois Géorgiens tués en Ossétie. - Trois Géorgiens ont été tués dimanche et deux autres blessés lors d'un échange de tirs avec des soldats soviétiques, près d'un village d'Ossétie du Sud attaqué par des combattants géorgiens, a indiqué lundi 25 mars l'agence Interfax. - (AFP)

Les manifestations interdites à Moscou pendant trois semaines

Le gouvernement soviétique a décidé, lundi 25 mars, d'interdire toute manifestation à Moscou jusqu'au 15 avril, alors qu'un grand rassemblement est prévu dans la capitale soviétique jeudi - jour de l'ouverture du Congrès des députés de Russie - pour soutenir Boris Eltsine. Le cabinet des ministres a adopté, « sur les directives du président Gorbatchev », une résolution interdisant à Moscou les « meetings, piquets, défilés et manifestations » et chargeant le KGB et la police de défendre l'ordre public, selon Tass.

Le Parlement soviétique s'était prononcé contre la manifestation de jeudi organisée par le mouvement Russie démocratique, mais la mairie

de Moscou, présidée par le réformiste Gavril Popov, avait passé outre et l'avait autorisée.

Mardi dans la *Pravda*, M. Piotr Bogdanov, vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS et responsable du maintien de l'ordre à Moscou, justifiait l'interdiction de la manifestation du 28 mars par la hausse de la criminalité dans la capitale soviétique. Il invite les Moscovites à respecter la loi, démentant cependant les rumeurs selon lesquelles la police pourrait utiliser des blindés et des gaz lacrymogènes contre d'éventuelles manifestations.

L'interdiction des manifestations couvre aussi la période d'entrée en vigueur des hausses de prix prévues

le 2 avril, et les dirigeants d'entreprises sont appelés par le gouvernement à faire assurer la discipline.

Par ailleurs, l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui a démissionné il y a trois mois en dénonçant l'influence croissante des conservateurs, a estimé lundi, dans une interview télévisée à la BBC, que M. Gorbatchev et Eltsine « devraient régler leurs différends en travaillant à un compromis ». M. Chevardnadze ne pense pas que les militaires soient actuellement « hors du contrôle » du pouvoir civil, mais n'exclut pas la possibilité d'un coup d'Etat militaire « si les événements évoluent différemment ». - (AFP, Reuters)

ROUMANIE : au tribunal militaire de Bucarest

Verdicts cléments pour les anciens dirigeants du PC

BUCAREST

de notre correspondant

Après huit mois d'un procès décevant, le « nouveau Nuremberg » promis par les autorités roumaines s'est achevé, lundi 25 mars, dans une salle pour une fois bondée du tribunal militaire de Bucarest, sur des verdicts cléments et pour le moins décevants, accueillis par des sourires de satisfaction chez certains inculpés, puis par des effusions familiales.

Les 1 030 personnes tuées et les 2 198 blessés lors de la répression de la révolution roumaine auront coûté, au maximum, cinq ans et six mois de prison aux anciens dignitaires du Parti communiste roumain (nos dernières éditions du 26 mars). Le tribunal militaire de Bucarest a acquitté cinq des vingt et un membres du comité politique exécutif du PC roumain (CPEX, bureau politique) poursuivis pour « génocide », parce qu'ils étaient absents à deux des trois séances du CPEX où la répression avait été approuvée. Les seize autres, plus assidus, ont été condamnés (dont cinq avec sursis) à des peines allant de cinq ans et demi à deux ans de prison. Non pour « génocide », accusation qui avait valu le peloton d'exécution à Nicolae et Elena Ceausescu, mais pour « avoir favorisé l'infraction ». Dans la salle, la belle-sœur de Ioan Totu, ex-responsable du Plan, trouvait la condamnation de ce dernier à cinq ans et demi de prison « injuste, car il n'a rien dit et il a pris plus que les autres ».

Invités à s'exprimer par le colonel Ciobotaru, président du tribunal, qui venait de lire le jugement d'une voix tendue, les « vingt et un » qui, tous, avaient demandé l'acquiescement, ont préféré se taire. Le procureur avait réclamé pour eux les « circonstances atténuantes », compte tenu de leur grand âge, leur état de santé et leurs regrets ». M. Paola Iacob, défenseur de trois des inculpés et avocat du fils de Nicolae Ceausescu, Nelu, qui, lui, avait été condamné en août dernier à vingt ans de prison pour « incitation au meurtre particulièrement grave », était presque satisfait. « La moyenne des peines est de deux ou trois ans, calculait-elle. Ce n'est pas une victoire, mais ils auraient pu avoir entre vingt ans et la perpétuité. Il est normal qu'on ait tenu compte de l'âge, de la santé et du passé sans infraction des accusés ». Les condamnés ont dix jours pour faire appel.

En décembre dernier, le premier ministre roumain, M. Petre Roman, avait demandé au parquet « de rechercher et d'envoyer devant la justice ceux qui ont mené le pays au désastre ». Pour l'instant, sa requête ne semble guère suivie d'effet.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'Albanie sans illusions

Discretement, loin des passions électorales occidentales

Les Albanais se préparent à voter le 31 mars.

L'opposition a le vent en poupe.

TIRANA

de notre envoyé spécial

Pantoufles, pates d'éléphant, Adidas, chemises cirées, ils marchent par petits groupes ou se tenant par l'épaule, s'arrêtent une cigarette ou contempler la bicyclette d'un ami - un mur dans ce pays sans voitures, - lancent une plaisanterie à un autre groupe qui déambule dans l'autre sens, se remettent à marcher, s'assoient parfois sur le trottoir pour se relever quelques instants plus tard et entamer, pour la dixième ou vingtième fois peut-être, un nouvel aller-retour.

Ils sont ainsi des milliers de jeunes, entre quinze et trente ans, à arpenter, matin et soir, le boulevard principal de Tirana qui, sur quelques kilomètres, mène de la place Skanderbeg à l'université. Seul des grands anciens dont la statue reste encore sur le boulevard, Lénine peut assister à cette étrange oïria. Staline, lui, a disparu depuis décembre : débauché par les ouvriers municipaux sur les ordres de responsables du pays. Quant à Eover Hoxha, le fondateur du régime, sa statue, qui dominait la place, a été abattue en février par les étudiants en colère.

Une étonnante tolérance

L'université est fermée. Les rares entreprises du pays ne fonctionnent pratiquement plus, et les administrations, déjà végétatives, ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes. Alors, comme il n'y a rien à faire - « sinon une fois par mois aller chercher mon salaire », dit un jeune technicien - ils marchent et ils parlent. Ils parlent de ceux qui sont partis à Brindisi ou plus loin, de la victoire de l'Olympique sur Milan et, bien sûr, des élections du 31 mars. Les premières élections libres, en fait, depuis la création du pays.

L'immense majorité d'entre eux va certes voter pour le principal parti d'opposition, le Parti démocratique, et se rend compte de l'importance de ce scrutin. Mais, vieillissant sans doute avoir l'âge par trop de propagande et l'incidence sur

l'état réel de délabrement de l'économie de leur pays, ils n'attendent pas de miracle d'une éventuelle victoire de leur parti. Tous s'oot encoeur qu'un seul mot à la bouche : parti ! Mais partir pour revendre un jour, dans cinq ou dix ans, avec de l'argent, un « vrai » diplôme, une qualification et bâtir enfin « quelque chose » chez eux.

Une semaine avant cette consultation historique à l'heure des points de vue, tout est ainsi étrangement calme au pays des aigles. Quelques pancartes électorales, des réunions le plus souvent confidentielles des différents partis en présence, constituent, pour le moment, le meurt quotidien de cette campagne peu meslée. Comme si, entre deux flambées de violence, les Albanais, dont tous disent qu'ils craignent avant tout une guerre civile, avaient peur de leurs propres instincts.

Et c'est la démocratie qui est gagnante. Il faut avoir vu, à Peza, une ville de 2 000 habitants, lieu traditionnel du Parti du travail (communiste), un jeune soldat dire tout haut, sans aucune crainte, au milieu d'un groupe de militants communistes qu'il votera « évidemment » pour le Parti démocratique, pour se rendre compte de l'esprit de tolérance étonnant qui règne aujourd'hui ici.

Comme on est loin par exemple des invectives, des coups bas, des exclusions de la dernière campagne électorale en Roumanie ! Et comme aussi la diversité des opinions dans un pays qui a connu quarante-cinq ans d'oppression.

Quittant Peza, où les communistes tiennent donc le haut du pavé, nous nous arrêtons ainsi, tout juste quelques kilomètres plus loin, aux abords d'une autre petite ville. Sur la vingtaine de personnes interrogées devant un arrêt d'autocars, tous, du jeune médecin à la vieille paysanne en passant même par l'instituteur, répondent sans réfléchir une seconde qu'ils voteront « pour la jeunesse ».

Traduire, pour le Parti démocratique, Témoignages qui nuancent le manichéisme de certains observateurs, qui estiment que les jeunes et les habitants des villes voteront pour l'opposition alors que le Parti communiste recueillera les suffrages des plus anciens et des campagnes.

Autre incertitude : si les deux grands partis, seuls à présenter des candidats dans les deux cent cinquante circonscriptions prévues, selon toute vraisemblance, trieront les plus petits formations, comme le Parti républicain, formé de notables, le Parti agraire, excoisance du Parti communiste ou encore la formation Omonia, qui présente des candidats de la partie grecophone du pays ? Apparemment, les programmes de tous ces partis se ressemblent : démocratie, pluralisme, économie de marché, intégration à l'ensemble européen.

Lutter contre le centralisme

La grande différence porte davantage sur le rythme de changement souhaité et sur le statut qui sera réservé aux paysans. Point crucial dans un pays où 65 % des habitants vivent à la campagne. Un autre débat est de savoir qui a permis la démocratisation du pays.

« Nous, affirment les militants des partis d'opposition, car ce changement a commencé quand nous avons soutenu les premières manifestations des étudiants et avons exigé le pluralisme que le pouvoir n'a accepté que contraint et forcé. » C'est Romiz Allia, rétroquant les communistes, qui, dès 1985, avait entrepris de démocratiser la vie du pays, de lutter contre la bureaucratie et le centralisme. Argument qui semble porter, puisque de nombreux jeunes partisans du Parti démocratique reconnaissent un rôle d'arbitre au successeur d'Eover Hoxha !

Le mode de scrutin, à plusieurs tours, n'est pas fait pour simplifier une situation déjà complexe. Au premier, dimanche 31 mars, seront élus les candidats ayant obtenu plus de 50 % des suffrages. Dans le cas où personne n'aurait cette majorité absolue ne resteront en lice, une semaine plus tard, que les deux premiers. Mais si lors de ce second tour aucun d'entre eux n'obtient 25 % des inscrits, les partis devront alors changer leurs candidats pour un troisième round, voire un quatrième... Les résultats complets ? On ne les saura sans doute pas avant le 14 avril.

JOSÉ-ALAIN FRALON

YOUgoslavie : reprise du dialogue

Le président de la Croatie et celui de la Serbie ont eu un long entretien

BELGRADE

de notre correspondant

Sans annonce préalable, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a rencontré, lundi 25 mars, son homologue de Serbie, M. Stobodan Milosevic. L'entretien, qui a duré plusieurs heures, a porté essentiellement sur l'avenir politique et économique de la Yougoslavie. Il s'est déroulé dans une petite ville proche de la frontière entre les deux Républiques. Ces discussions entre M. Milosevic, fervent défenseur d'un modèle fédéral centraliste, et M. Tudjman, partisan d'une union d'Etats souverains, ou de la « dissociation », témoignent de la gravité de la crise politique que traverse le pays.

Les présidents des deux principales Républiques de la Fédération ont admis qu'il fallait « éliminer toute option pouvant desservir les intérêts du peuple serbe ou du peu-

ple croate » et trouver une solution durable dans un délai maximum de deux mois. Quant aux problèmes économiques, M. Milosevic et Tudjman estiment qu'il faut examiner la proposition de la chambre yougoslave de commerce qui préconise « une modification des réformes et de la composition du gouvernement fédéral » de M. Markovic, pendant cette période transitoire, « afin d'éviter la débâcle économique ». Les présidents des six Républiques avaient décidé, la semaine dernière à Belgrade, d'intensifier leurs rencontres pour tenter de sortir de l'impasse actuelle. Le dirigeant de la Croatie, M. Franjo Tudjman, avait fixé au 28 mars, à Dubrovnik, le premier rendez-vous. Après ses entretiens avec M. Milosevic, il a déclaré que les « problèmes cruciaux » devraient être résolus dans un délai de deux mois.

F. H.

PLUS QUE JAMAIS AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ !

Antoine Gaudino
L'ENQUÊTE IMPOSSIBLE
Albin Michel

Le vrai dossier des fausses factures enfin révélé

Albin Michel

DIPLOMATIE

Dans une lettre à M. Gorbatchev

M. Bush presse Moscou de « faire progresser » les négociations sur le désarmement

Le président Bush a adressé une lettre personnelle à M. Gorbatchev pour lui demander notamment de « faire progresser » les négociations START sur la réduction des arsenaux stratégiques des deux pays, a annoncé lundi 26 mars le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Fitzwater. Cette lettre avait été remise le même jour au président soviétique par l'ambassadeur américain à Moscou, M. John Matlock, au cours d'un entretien présenté par l'agence Tass comme s'étant déroulé « dans l'esprit amical habituel ».

Les négociations sur un traité START qui devait initialement être signé à Moscou lors d'un sommet Bush-Gorbatchev prévu

en février mais reporté continuent d'achopper sur des détails techniques portant sur la vérification. La visite faite à Moscou en début du mois par le secrétaire d'Etat James Baker ne s'est pas terminée par un accord sur les progrès sur ce dossier.

A Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Tchoukine, a confirmé que son gouvernement souhaite signer un accord START à l'occasion du sommet et s'est dit assuré que les experts élimineront les dernières divergences « dans les toutes prochaines semaines ».

Il reste que les rapports entre les deux pays sont compliqués par ce que les États-Unis considèrent comme une tentative de Moscou pour tourner le traité CFE sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. La transmission de ce traité au Sénat américain

pour ratification a été retardée par le transfert en Sibirie de chars soviétiques normalement couverts par cet accord et par l'attestation aux forces armées, non couvertes par le traité, de trois divisions terrestres.

Un responsable américain cité par le *Washington Post* a estimé lundi que les militaires soviétiques ont renforcé leur influence à Moscou et s'emploient à « défaire » les accords passés par M. Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères, dans les dernières semaines qui ont précédé sa démission en décembre. « Gorbatchev était sur la ligne de Chevardnadze, mais maintenant il a des problèmes sérieux », a dit ce responsable.

Cette observation est confirmée par M. Chevardnadze lui-même qui, dans un entretien à la BBC, critique les militaires soviétiques

pour les mêmes raisons : « J'éprouve de la déception pour ce qui s'est passé avec ce traité [CFE], du ressentiment », a dit l'ancien chef de la diplomatie soviétique.

An total, le seul accord soviéto-américain de désarmement qui fonctionne sans problème, est le traité sur les missiles nucléaires intermédiaires (FNI), signé en 1987 : après que les dernières fusées Pershing 2 eurent été retirées d'Allemagne le 13 mars, les seize derniers missiles de croisière américains basés en Europe devaient être détruits dans l'Arizona, a annoncé lundi le Pentagone. Tous les engins couverts par le traité FNI devaient être neutralisés avant le 31 mai de cette année. (AFP, UPI)

ASIE

LAOS : ouverture du cinquième congrès du PC

La mise en œuvre des réformes économiques n'a pas ébranlé l'autorité de la vieille garde communiste

Le cinquième congrès du Parti communiste laotien s'ouvre mercredi 27 mars à Vientiane. Ses travaux, qui doivent s'étaler sur trois ou quatre jours, donneront la mesure de l'ouverture sur le reste du monde d'un régime encore étroitement lié au Vietnam.

BANGKOK

de notre correspondant

Le précédent congrès, en 1986, avait lancé le « nouveau mécanisme économique », politique de réformes qui évitait de remettre en cause le monopole du pouvoir exercé depuis 1975 par le Parti populaire révolutionnaire (PPRL). En gros, le parti a été tenu : des progrès ont été accomplis, et l'autorité de la vieille garde communiste dirigée par M. Kaysone Phomvihane, numéro un du parti et premier ministre, n'a pas été entamée.

Le Laos, vaste territoire enclavé peuplé de 4 millions d'habitants (16 à 20 kilomètres carrés), reste l'un des quatre pays les plus pauvres de la planète, avec un revenu annuel par tête inférieur à 1 000 francs, un médecin pour 3 000 habitants et 90 % de ses villages sans accès routier. Après dix ans de pénurie socialiste, il s'est ouvert sur le monde des échanges commerciaux dans la foulée des réformes préconisées alors par M. Gorbatchev. En 1989, il a dégelé ses relations avec la Chine et, depuis, les deux pays règlent à l'amiable leurs litiges frontaliers.

Vientiane a dépeché son premier ministre à Paris voilà quatre mois. Entre-temps, la promulgation, en 1988, d'un code libéral des investissements étrangers a favorisé un fort mouvement de capitaux, notamment thaïlandais. Depuis les graves incidents frontaliers de janvier 1988, les relations se normalisent entre Bangkok et Vientiane. Le nouvel homme fort de Thaïlande, le gé-

ral Suebinda Krapreayon, a réservé au Laos sa première visite à l'étranger après le coup d'État du 23 février.

Cette année, une quinzaine de volontaires du Corps de la paix (Peace Corps) américain seront autorisés à résider au Laos. En novembre, les Australiens entreprendront la construction d'un pont au-dessus du Mékong, reliant pour la première fois la rive laotienne à la thaïlandaise.

Une centaine de projets étrangers

Alors que les Soviétiques réduisent ostensiblement leur présence — ainsi qu'ils le font au Vietnam et au Cambodge —, les nouveaux investissements au Laos représentent une enveloppe de 160 millions de dollars par an soit près du cinquième de son PNB. L'ouverture est donc réelle et, probablement, sans retour. Plus d'une centaine de projets étrangers ont été agréés en l'espace de deux ans. Les principaux bénéficiaires sont, bien entendu, les Thaïlandais, dont les biens de consommation envahissent les marchés laotiens. Le commerce a repris, en dépit de la sévère sécheresse de 1987-1988.

Le gouvernement s'est lancé dans une politique de privatisation et a annoncé, en janvier, qu'il ne se portait pas au secours des dizaines de coopératives ou d'entreprises commerciales d'État au bord de la banqueroute, afin de laisser la place à des sociétés privées plus dynamiques.

Ce qui ne veut pas dire que tout aille pour le mieux. Désespérément démunis, le Laos était, de toute façon, condamné à s'enfermer.

VIETNAM : la France souhaite la levée de l'embargo américain. — En visite au Vietnam, M. Tany Dreyfus, secrétaire d'État auprès du premier ministre, a déclaré, lundi 26 mars à Ho-Chi-Minh-Ville, que « la France fera tout pour faciliter la levée de l'embargo américain (contre le Vietnam), et nous espérons qu'après la guerre du Golfe il y aura un assouplissement de la position de Washington ».

M. Dreyfus, qui doit s'entretenir avec de hauts dirigeants de Hanoi, a ajouté : « Nous souhaitons aider le Vietnam (...) et nous voulons développer la coopération avec ce pays. » (AFP)

mais sa capacité à absorber une aide étrangère est limitée. En outre, après avoir végété pendant plusieurs années, une discrète guérilla a réprimé un peu de souffle dans les montagnes du Nord-Ouest depuis l'effondrement des régimes communistes est-européens.

Comme plus de 300 000 Laotiens se sont enfuis depuis 1975, la résistance « récurée » notamment parmi les Hmongs (ou Mèes), minorité ethnique d'origine vietnamite dans la diaspora et parmi les réfugiés en Thaïlande.

Installés sur la rive opposée du Mékong, 65 000 réfugiés, pour l'essentiel des Hmongs, refusent encore d'être rapatriés alors qu'un peu plus de 6 000 ont regagné leurs foyers dans le cadre d'un programme du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et que 15 000 à 20 000 sont revenus par leurs propres moyens.

Une alchimie dépassée

Enfin, en octobre dernier, deux anciens ministres ont été arrêtés et accusés d'avoir tenté de renverser les autorités en place. En fait, ils se seraient seulement prononcés en faveur du multipartisme, ce qui reste contraire à la ligne des trois PC indochinois.

Le 2 décembre, à l'occasion du quinzième anniversaire du régime, M. Kaysone, que l'on dit aujourd'hui malade, avait rappelé que « le peuple est décidé à poursuivre l'actuelle politique de développement » en se rassemblant « autour du parti », ce qui demeure apparemment la ligne à la veille du cinquième congrès du PC.

Un projet de Constitution, publié en juin 1990 et qui doit être adopté cette année prévoit d'ailleurs la poursuite du rôle dirigeant du PPRL, tout en ratifiant les réformes économiques en ébauchées depuis 1988. Le congrès dira si la vieille garde communiste éprouve plus de difficultés qu'il y a deux ans à imposer cette alchimie sans originalité et plutôt dépassée.

JEAN-CLAUDE POMONTI

JEAN-CLAUDE ROUYERAN
MÉMOIRES ET THÈSES
L'art et les méthodes
PRÉPARATION-REDACTION-PRÉSENTATION
POUR RÉUSSIR MÉMOIRES ET THÈSES
Un volume 15x21, 200 pages 88 F
En vente chez tous les libraires et chez :
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tel. 43 54 32 70

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les démocrates mettent en cause l'efficacité des services de renseignement

WASHINGTON
correspondance

« Pour l'humilier encore davantage, Saddam Hussein devrait être choisi comme candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1992 », disait récemment un humoriste. En effet, étant donné le climat actuel d'euphorie et l'exceptionnelle popularité du président Bush (plus de 90 % d'avis favorables), les aspirants à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1992 sont rares. La crainte d'être ridiculisé freine les ambitions.

Ainsi, aucune personnalité ne s'est mise en avant, à l'exception de George McGovern, ancien sénateur, écarté par Nixon en 1972 (il avait perdu quarante-neuf États sur cinquante) et de Paul Tsongas, ancien sénateur du Massachusetts, se situant actuellement à la gauche du parti. Et encore, les deux hommes sont-ils conscients de n'avoir aucune chance.

Néanmoins, les démocrates commencent à sortir de leur réserve... Ils passent même à la contre-attaque, accusant les républicains d'avoir sacrifié le « bipartisme », « l'esprit d'unité nationale à des fins électorales ». Comment les républicains peuvent-ils nous décevoir comme des « appeasers », des Munichais, disent les démocrates. Après tout, poursuivent-ils, deux anciens présidents de l'état-major combattaient et six anciens secrétaires à la défense partageaient entre eux l'opinion qu'il fallait déclencher les hostilités il fallait continuer d'appliquer les sanctions. Et, bien entendu, les démocrates ne cessent de répéter que, moins d'une semaine avant l'invasion du Koweït, la moitié des élus républicains à la chambre votaient contre les sanctions.

Appréciations erronées sur la puissance irakienne

Les démocrates ont également trouvé un autre terrain sur lequel contre-attaquer. Nos appréciations erronées sur la puissance militaire de l'Irak et sur la perspective d'énormes pertes « en vies humaines », disent-ils, s'appuyaient sur les renseignements donnés par l'administration Bush et sur certaines déclarations alarmistes de plusieurs chefs militaires.

Aussi, le sénateur Boren et le représentant McCurdy, tous deux démocrates et présidents des commissions spécialisées dans les affaires de renseignement, se proposent, en quelques semaines, d'ouvrir une enquête, de tenir des audiences publiques sur la carence de la communauté du renseignement. Personne ne conteste que la

CIA et le National Security Agency, dépendant du Pentagone, ont accompli un excellent travail technique. Par leurs satellites, ils ont pris des photos, ont intercepté des communications et donné des indications précises sur les mouvements des troupes irakiennes. D'une manière générale, ils avaient informé les dirigeants de l'imminence de l'attaque irakienne.

Mais cette bonne performance est contrebalancée par des insuffisances et des défaillances. En particulier, les services de renseignement auraient péché par une surestimation de la puissance militaire irakienne ; le nombre de cinq cent mille hommes aurait été exagéré. Avant même l'offensive aérienne du 26 janvier, les divisions irakiennes étaient considérablement affaiblies par les destructions. Bref, au début de l'offensive terrestre, selon certaines analyses actuelles, elles se comptaient plus que deux cent mille hommes.

Inexactitude des estimations

De même, les services de renseignement auraient exagéré la capacité de l'Irak de mener une guerre chimique ; en tout cas, ils n'ont pas expliqué pourquoi, ayant ces armes à leur disposition, les irakiens ne les avaient pas utilisées. En revanche, les services auraient sous-estimé la capacité des irakiens de mettre en point des lanceurs mobiles (Scud) ; le général Schwarzkopf lui-même aurait admis l'inexactitude des estimations des services spéciaux. Enfin, ceux-ci n'auraient pas détecté à temps la fuite des appareils irakiens se réfugiant en territoire iranien.

Pour le sénateur Boren, la carence des services a deux raisons essentielles. D'une part, ils se sont trop longtemps concentrés sur l'Union soviétique et les pays de l'Est européen ; d'autre part, ils se sont trop fiés à la technologie, aux satellites et, insuffisamment, aux hommes de terrain, à ce qu'on appelle le *humint* (human intelligence), c'est-à-dire le renseignement humain. La technologie ne peut donner des indications valables sur les intentions des dirigeants ennemis, ni sur l'état d'esprit de la population. Il est donc nécessaire d'améliorer notre *humint*, estime le sénateur Boren ; d'où la nécessité d'augmenter le nombre et la qualité des agents opérant dans la clandestinité, plutôt que d'acheter très cher un matériel perfectionné ou d'embaucher de savants analystes, frais écoliers des universités.

HENRI PIERRE

A TRAVERS LE MONDE

AUSTRALIE

Mort de Sir John Kerr ancien gouverneur général

Ancien gouverneur général d'Australie de 1974 à 1977, Sir John Kerr est mort dimanche 24 mars à l'âge de soixante-seize ans. Ce juriste, dont les frasques et le goût pour la boisson avaient défrayé la chronique de son pays, connu son heure de gloire lorsque, en novembre 1975, il avait révoqué le gouvernement travailliste de M. Gough Whitlam, provoquant de nouvelles élections, qui aboutirent à la victoire des conservateurs.

Cette décision avait provoqué un véritable « séisme » politique en Australie, suscitant une violente campagne contre Sir John. Il fut accusé par certains travaillistes d'avoir été un agent de la CIA et fut même victime d'une tentative d'attentat. L'hostilité marquée de ses compatriotes l'avait contraint à démissionner de ses fonctions en décembre 1977 pour devenir ambassadeur à l'UNESCO, poste qu'il quitta un mois plus tard pour prendre sa retraite.

BRESIL : démission du ministre du pétrole. — Le ministre du pétrole, des mines et des télécommunications, M. Ozires Silva, a démissionné lundi 25 mars. Il sera remplacé par M. Eduardo Teixeira, président de la Petrobras, compagnie nationale du pétrole. (Reuters)

TCHÉCOSLOVAQUIE

D'anciens agents de la police politique travaillent à la chancellerie présidentielle

La grande purge se poursuit en Tchécoslovaquie, où la présence d'anciens agents de la StB (l'ex-police politique communiste) à la chancellerie présidentielle a été officiellement confirmée lundi 26 mars. Après les révélations du parlement concernant une centaine de députés, le premier ministre Marian Calfa a indiqué lundi au quotidien *Mlada Fronta* Dnes qu'une cinquantaine de hauts fonctionnaires travaillant dans les ministères de Prague étaient d'anciens agents secrets. Le porte-parole de la présidence, Michael Zantavsky, a précisé lors d'une conférence de presse qu'il y en avait une dizaine à la chancellerie du chef de l'Etat. « Il ne s'agit que de personnes travaillant dans des fonctions subalternes », a-t-il dit, tout en ajoutant qu'il y avait parmi eux des « reporters », des fonctionnaires préparant des dossiers pour le président Havel. Tous ont déjà été révoqués ou le seront d'ici la fin du mois, selon M. Calfa. « Ils partent généralement de leur plein gré », a ajouté M. Zantavsky. (AFP)

(Publicité)

Il y a une règle d'or dans la communication : quand on annonce des pertes, on évite de faire parler de soi. On attend que le soleil brille à nouveau. Mais il y a une règle d'or chez Bull : parler des solutions au lieu de taire les problèmes. 1990 a été, ne le cachons pas, une année difficile pour l'informatique européenne. Demain, notre Groupe annonce de très mauvais résultats : plusieurs milliards de francs de pertes dont une partie significative en provisions pour frais de restructuration. Comme la plupart des grands fournisseurs de systèmes d'information, nous sommes confrontés à une profonde crise de mutation.

Des technologies en progrès rapide, des fournisseurs émettant des messages cacophoniques, une offre de produits foisonnante : les utilisateurs ont bien des raisons d'être perplexes et de se demander comment adapter leurs organisations à ces évolutions. Mais cela n'est pas tout. Les constructeurs comme Bull doivent faire face au ralentissement de la croissance et à une forte baisse de leurs marges. En Europe surtout, la concurrence s'est exacerbée. Les constructeurs américains et japonais, dans la perspective de 1993, portent l'essentiel de leurs efforts commerciaux sur les pays de la Communauté, en s'appuyant sur leurs marchés nationaux qu'ils dominent largement.

Face à cette situation, les 44 000 hommes et femmes de Bull sont décidés à se battre. Nous nous battons pour nos clients à travers le monde, pour que la qualité de nos produits et services satisfasse toutes leurs exigences. Nous nous battons pour la maîtrise de notre technologie, de nos produits et de notre destin d'entreprise. Nous nous battons parce que nous partageons, en Europe, avec nos clients, une ambition commune de construire un marché intégré et ouvert, riche de sa diversité. Nous nous battons pour que Bull, 8^e fournisseur mondial de systèmes d'information et premier européen, soit un des points d'appui de cette construction européenne. Nous nous battons enfin et surtout pour que les clients de Bull soient les plus avancés dans la mise en œuvre de systèmes et de solutions d'information. Il ne peut en être autrement. Présents dans 90 pays, comptant des millions d'utilisateurs qui nous font confiance, nous devons nous montrer dignes de leurs attentes.

Pour relever ce défi et surmonter ces difficultés, nous avons mis en œuvre dès novembre 1990 un Plan de Mutation drastique couvrant la période 1991/92.

Ce plan permettra d'améliorer en deux ans notre marge opérationnelle de plus de 4 milliards de francs, notamment par les actions suivantes :

- Concentration de l'appareil de production sur cinq usines principales spécialisées et hautement équipées, au lieu des treize existantes début 1990
- Réduction des frais de fonctionnement conduisant à diminuer de près de 20% les effectifs mondiaux du Groupe en 1990/1991
- Concentration sur des marchés et segments stratégiques et recherche de partenariats dans des secteurs d'activité où nous n'atteignons pas la taille critique
- Restructuration complète de l'organisation mondiale du Groupe, notamment par la mise en place

C'est le pire moment que nous puissions choisir pour faire de la publicité. C'est pour cela que nous le faisons.

d'une responsabilité unique de la production et de la recherche-développement • Restructuration de l'offre de produits autour d'une nouvelle architecture.

Cette crise est un risque. C'est aussi une formidable opportunité. Les clients ne veulent plus se soumettre aux contraintes imposées par les constructeurs. Ils veulent bénéficier d'évolutions technologiques qui ouvrent très largement la gamme de leurs choix. Les remparts s'effondrent, ceux qui nous protégeaient, comme ceux qui protégeaient nos concurrents. Nous comptons bien en profiter. Afin de construire de véritables réseaux intelligents donnant un accès simple, "transparent" pour l'utilisateur, à partir d'un poste individuel, à une multitude de fonctions, de services et d'équipements répartis à travers le monde, nous avons annoncé le 14 mars 1991, le Distributed Computing Model*. Celui-ci définit le cadre de l'offre du Groupe et assure l'intégration et la complémentarité entre nos grands systèmes et les systèmes standards. Nous offrons à nos clients à la fois le libre accès à la formidable bibliothèque des applications standards et aux hautes fonctionnalités transactionnelles de nos grands serveurs centraux. Nous créons un environnement qui met réellement l'homme au cœur du système

d'information. Pour renouveler notre offre dans ce cadre, nous avons lancé dès 1990 un programme complet de développement représentant un effort de 14 milliards de francs sur 4 ans dont plus de 11 milliards seront réalisés en Europe. Dans ce projet, nous augmentons les moyens de recherche-développement de Zenith Data Systems dans le domaine des micro-ordinateurs de bureau et des micro-ordinateurs portables pour donner à cette société une place prééminente sur son marché.

Nous savons que demain, l'utilisation des systèmes d'information représentera le premier secteur économique du monde : aux Etats-Unis, ce marché devance déjà celui de l'automobile. Nous savons que les technologies de l'information constituent aujourd'hui la pierre angulaire de la compétitivité économique : dans les bureaux, dans les usines, dans les produits. Nous savons que les technologies de l'information touchent de plus en plus à notre mode de vie même : culture, santé, école, sécurité. Nous savons qu'elles sont au

cœur de l'identité culturelle des communautés qui les emploient. Nous savons que la technologie prend souvent le relais des idéologies et des armes en tant qu'instrument déterminant dans les compétitions économiques et politiques entre nations. Nous savons que la possibilité pour les pays européens de s'appuyer sur une haute technologie dont ils ont la maîtrise influera de façon décisive sur les conditions mêmes d'organisation du marché unique qui s'ouvrira à la fin de l'année prochaine.

Nous savons que cette bataille sera longue, coûteuse et difficile et que nous aurons à la mener en coopération toujours plus étroite avec nos partenaires mondiaux.

Gagner une telle bataille est l'affaire de tous. Les hommes et les femmes de Bull se sont engagés à réussir ces objectifs pour que Bull offre à ses clients des réponses pertinentes à leurs exigences les plus fortes et donne ainsi à l'Europe les compétences dont elle a besoin pour tenir son rang.

Ce n'est pas en courbant le dos qu'on peut relever la tête. C'est en parlant fort aujourd'hui que nous ferons parler de nous demain.

*Distributed Computing Model est une marque déposée de Bull.

Groupe Bull

CLIVE CUSSLER
Trésor

LARRY COLLINS
Dédale

PATRICIA HIGHSMITH
Ripley s'amuse

Le LIVRE de POCHES

Littérature générale

LARRY COLLINS Dédale
ROBERT MERLE Le Propre de l'homme
ARTHUR KOESTLER Le Zéro et l'infini
BERNARD LENTERIC Diane - Les Enfants de Salomon 3
DANIELLE STEEL La Belle Vie
ANNE FRANK Contes
SERGE DOUBROVSKY Le Livre brisé
PATRICIA HIGHSMITH Ripley s'amuse
CEUX QUI PRENNENT LE LARGE
DENISE BOMBARDIER ET CLAUDE SAINT-LAURENT Le Mal de l'âme
JEAN CAU Les Culottes courtes
JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER Le Métier de patron
JEAN-MAURICE ET FRANCIS PONTAUT ET SZPINER L'Etat hors la loi
FANNY CORNUAULT Kabris
MICHEL PERREIN La Margagne

Biblio/Romans

RENÉ CREVEL Mon Corps et moi
LAO SHE Le Pousse-pousse

Biblio/Essais

YVES SIMON Jours ordinaires et autres jours
JEAN-LUC MARION L'Idole et la distance
MICHEL MEYER Le Philosophe et les passions

Poïcters/Thrillers

CLIVE CUSSLER Trésor
ALFRED HITCHCOCK Histoires avec pleurs et couronnes

Langues Modernes

UNILINGUES
ERNEST HEMINGWAY The Old Man and The Sea (Le Vieil Homme et la mer)
FRED UHLMAN Reunion (L'Ami retrouvé)
HEINRICH BOLL Die Verlorene Ehre der Katharina Blum (L'Honneur perdu de Katharina Blum)

BILINGUE
THOMAS MANN Tristan (suivi de Le Paillasse)

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La traque des Palestiniens du Koweït

Suite de la première page

Les Irakiens étaient venus le chercher pour aller travailler, ce qui a suffi à le désigner comme collaborateur. Le même traitement a été infligé au directeur palestinien de la centrale, qui, au dire même des Koweïtiens, avait travaillé au mieux pour réparer celle-ci, après deux jours d'interdiction du courant par l'occupant. Toujours à l'hôpital, celui-ci a bien reçu des excuses du ministre de l'électricité, mais ne pense plus qu'à une chose : partir.

Pour la communauté palestinienne du Koweït - 300 000 personnes avant la guerre, environ 120 000 aujourd'hui - la libération a marqué le début d'une terrible « chasse aux sorcières » qui mène dans le même opprobre vrais collaborateurs et résistants, et surtout l'immense « majorité silencieuse » qui, durant l'occupation, a tenté, comme tout le monde, de survivre.

Désignés indistinctement comme collaborateurs de l'occupant irakien, les Palestiniens vivent depuis plus d'un mois dans la peur et l'humiliation, rejetés qu'ils sont à la simple vue de leur carte d'identité. Si les premiers jours de la libération ont été les plus durs, avec des milliers d'arrestations arbitraires, des passages à tabac, des tortures, des exécutés sommaires opérés par des jeunes en civil et armés qui avaient pris possession de la rue en y dressant partout des barrières et que les vrais résistants koweïtiens dénonçaient comme des résistants de la vingt-cinquième heure, la situation ne s'est guère améliorée avec la reprise des check points par l'armée koweïtienne.

Interrogatoires « musclés »

Difficilement vérifiables tant le désordre régnait à Koweït, les chiffres diffèrent, mais on estime, de source palestinienne responsable, que treize personnes ont été tuées, parmi lesquelles un enfant de treize ans, Iyad Ibrahim, dont le corps, atrocement mutilé, a été trouvé dans la rue, tandis que ses trois camarades arrêtés avec lui ont toujours porté disparus. Plus de 300 personnes auraient été sévèrement torturées. De 2 000 à 3 000 personnes seraient arrêtées et 150 seraient portées disparues.

Les arrestations, affirme-t-on de même source, se poursuivent aujourd'hui au rythme de trente à quarante par jour, ce qui correspond à peu près au nombre des libérations, 1 200 à ce jour, maintenant à un niveau constant le chiffre des personnes arrêtées, qui sont détenues dans quatre écoles et la prison militaire.

La durée des arrestations sans jugement varie de quelques jours à une vingtaine, mais les interrogatoires « musclés » portent toujours sur les mêmes questions : « Vos relations avec les Irakiens durant l'occupation, les noms des gens de l'OLP qui ont coopéré avec l'occupant, les noms des Palestiniens qui ont conduit des Irakiens chez des Koweïtiens ? A quel mouvement appartenez les personnes arrêtées et les noms des autres membres de ces mouvements ? ». Or, affirme un responsable, la plupart de ces personnes n'appartiennent à aucune organisation, ne peuvent rien dire, ne savent rien et on leur fait peur en leur demandant de signer des confessions écrites.

Après des demandes répétées, et sans doute sous la pression internationale, le gouvernement koweïtien a toutefois autorisé pour la première fois samedi, soit vingt-six jours après l'entrée des troupes alliées à Koweït, le Comité international de la Croix-Rouge à visiter ces prisonniers et à enregistrer leurs noms, « pour qu'aucun d'eux ne puisse disparaître entre les visites ».

L'appel lancé par le premier ministre et prince héritier Cheikh Saad, à son retour, à ne pas se venger sur la communauté palestinienne et son affirmation que les collaborateurs seraient restés lettre morte et, comme l'affirme un Koweïtien, « tant que le gouvernement ne fera pas un exemple en pénalisant publiquement quelqu'un qui aura injustement frappé ou arrêté un Palestinien, rien ne changera ».

Or, si les autorités affirment condamner ces représailles et ont

aidé l'occupant », déclare ainsi M. Khaled El-Najjar, un des représentants de l'opposition démocratique et l'un des rares à dénoncer publiquement les représailles anti-palestiniennes : « Je savais que nous ne pourrions pas éviter les problèmes, car nous avons vu de nos propres yeux des Palestiniens aux check points des Irakiens. Certains d'entre nous ont été torturés par des Palestiniens et des femmes ont été violées par eux. Oui, c'est arrivé. C'est une fausse dramatique pour les Palestiniens qui l'ont commise ». Et il ajoute : « Cela n'est en aucun cas une raison pour se venger sur n'importe quel Palestinien. Nous avons été les victimes des forces de Saddam Hussein. Nous ne voulons pas jouer le même rôle qu'eux, si mineur soit-il en comparaison. Nous, peuple koweïtien, devons mettre fin à cela ».

Que des Palestiniens aient collaboré avec les troupes irakiennes, c'est un fait acquis, y compris chez ceux du Koweït, qui affirment, eux, que ceux-ci sont venus avec l'armée irakienne : « Plusieurs milliers de combattants d'Abou Abbas ou d'Abou Nidal au des Palestiniens d'Irak sont venus au Koweït », affirme ainsi un responsable palestinien, dont les propos

viennent. Aujourd'hui, seul l'aspect négatif de leur comportement est retenu, et, au-delà des meurtres et des tortures, dans le nombre est en diminution, selon un représentant d'une organisation humanitaire, c'est une communauté qui est en permanence humiliée et confrontée à l'angoisse de l'avenir.

Partir mais où ?

Comme pour tous les étrangers, les contrats des Palestiniens ont pris fin, « pour cause de force majeure », le 2 août, et chacun s'installe sur son sort. Institutrice depuis vingt-cinq ans dans une école koweïtienne, Leila n'a pas encore osé aller voir. « Le ministre de l'éducation a rappelé les seuls Koweïtiens, dit-elle. Alors j'ai tendu ». Pour son frère, pompier, le verdict a été plus direct : le premier jour, raconte-t-il, il est allé à la caserne mais on lui a dit : « Tu peux rester chez toi. Ce n'est pas la peine de venir ».

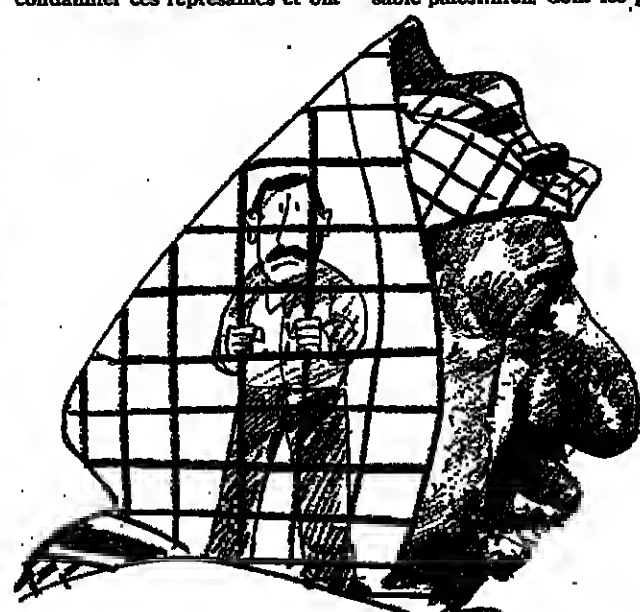
Médecin spécialiste, Maher a vu son contrat temporairement renouvelé, la règle générale pour les non-Koweïtiens en ce moment, mais il s'inqiète. Comme des milliers de ses compatriotes sans passeport, principalement originaires de la bande de Gaza, il n'est détenteur que d'un seul laissez-passer égyptien et celui-ci ne lui donne ni le droit de se rendre en Egypte ni même celui, il en a fait l'expérience, d'obtenir un visa de transit par la Jordanie.

Où pourrait-il aller ? Le fait toutefois que les Koweïtiens ne fassent pas mystère de leur volonté de réduire drastiquement leur main-d'œuvre étrangère a de quoi préoccuper sérieusement les Palestiniens, qui, pour nombre d'entre eux, sont au Koweït depuis vingt à trente ans. Pour l'instant, certes, rien n'est joué, mais le fossé est profond entre deux communautés qui coexistaient dans l'harmonie, et le Koweït ne sera plus jamais un havre pour les Palestiniens, principaux artisans du développement du pays.

Conscients du phénomène, certains songent déjà à partir. Mais où ? Détenus, pour la plupart, ceux qui en possèdent un, d'un passeport jordanien, ils savent que le gouvernement d'Amman - déjà confronté au poids de ceux qui, sauf cas très particuliers et à condition que leurs sponsors répondent personnellement d'eux, ne seront pas autorisés à rentrer - n'est pas en mesure de satisfaire à leurs besoins. De cette situation douloureuse et précaire, beaucoup reculent responsable le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui n'a visiblement pas les faveurs de la communauté palestinienne du Koweït, même s'il reste, comme le confie, contre l'avis de ses fils, Sleiman, « la seule lueur d'espoir ». « C'est pour ça que je m'accroche à lui, dit-il. Il n'avait pas le choix. » Il est responsable de tous nos malheurs, d'interrompt Mawran. C'est parce qu'il ne pense pas à nous qu'il s'est mis avec Saddam.

Dans leur désarroi, c'est sur la communauté internationale - et d'abord sur les alliés - que les Palestiniens comptent pour leur protection tant il est vrai que, comme le dit l'un d'eux, pour la majorité, « ce pays est noir pays. Nous y avons passé notre vie et c'est pour cela que nous supportons ce qui arrive ». Beaucoup espèrent encore que le temps arrangera les choses, mais sans y croire vraiment. « Il est certain, comme l'avoue Khaled, infirmier d'être Palestinien au Koweït aujourd'hui. Mais où est notre choix ? »

FRANÇOISE CHIPAUX



déjà mis fin aux perquisitions dans les maisons, elles ne semblent pas prêtes à faire un geste officiel pour le prouver. « Le peuple ne le comprendrait pas », affirme ainsi un ministre, qui ne craint pas de dire : « Tous les Palestiniens devront partir ». Malgré les événements, aucun contact n'a encore eu lieu entre les officiels koweïtiens et les responsables palestiniens qui, d'ailleurs, se terrent pour l'instant. Les autorités restent en tout cas sourdes aux appels à l'apaisement des gouvernements occidentaux et même de l'Arabie saoudite, inquiète des éventuels dérapages de la situation.

Une cassure profonde

S'il est difficile de faire la part des accusations portées de part et d'autre sur la période de l'occupation, il est certain qu'une cassure profonde s'est créée entre Koweïtiens et Palestiniens, lourde de conséquences pour l'avenir. Au-delà des cas précis de collaboration militaire avec les Irakiens, qui ne semblent pas très nombreux, au moins de la part des Palestiniens du Koweït, les Koweïtiens sont quasi unanimes à dénoncer ce qu'ils appellent « la joie de la plus grande partie des Palestiniens à l'entrée des troupes irakiennes ».

« Nous leur confions des messages, des coups de téléphone à passer, des lettres », affirme un des chefs de la résistance, qui s'emploie aujourd'hui à faire libérer les Palestiniens. Forcés en pas, il semble aussi que, dans leur majorité - et les Koweïtiens le dénoncent aujourd'hui - les Palestiniens, comme beaucoup d'autres étrangers, aient rompu assez vite ce que les résistants appellent la « grève civile ».

« Ils ont, les premiers, travaillé dans l'administration civile, envoyé leurs enfants à l'école, ouvert leurs magasins, changé les plaques minéralogiques de leurs voitures », accuse ainsi un responsable de l'opposition, qui ajoute : « On a besoin de nettoyer notre maison et c'est le gouvernement d'unité qui doit faire le tri ».

Mais, comme l'affirme un employé de banque palestinien, « nos patrons koweïtiens nous demandaient de venir pour protéger les choses. Nous avons pu mettre en sécurité des éléments indispensables des ordinateurs, des documents essentiels, aider la population à sur-

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Domicile de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lessourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN 0395-2037

Reproduction autorisée
des extraits du Monde au [1] 40-85-29-33

Imprimé
au « Monde »
114-115-116-117
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-30-10
Tél. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

111 MON 02

111 MON 02

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-ITALIE-LUXEMBOURG	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyer ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lessourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-94-71 - Société filiale
du journal Le Monde et Siège France SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Selon le « New York Times »

Les Américains aident indirectement les insurgés irakiens

Une semaine environ après l'annonce par la résistance kurde de l'occupation de Kirkouk, le département d'Etat a confirmé que la plus grande ville pétrolière de l'Irak se trouvait bien sous le contrôle des insurgés. La veille, le *New York Times*, citant des responsables américains, écrivait que les forces gouvernementales étaient sur le point de prendre le dessus sur les rebelles dans le Sud et également au Kurdistan. « Nous sommes au courant de ce danger, affirmait l'un de ces responsables, mais nous faisons en même temps face au problème de ne pas nous intégrer dans les affaires intérieures de l'Irak ». Cependant, toujours selon le *New York Times*, l'administration américaine aide indirectement les rebelles sans l'admettre publiquement.

Selon l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), deux bombardiers et cinq hélicoptères ont atta-

qué lundi à trois reprises Kirkouk et la ville voisine de Dohouk. D'après l'UPK, un des hélicoptères a été abattu. Les raids ont fait de nombreuses victimes, ajoute l'UPK, qui a de nouveau demandé aux forces alliées encore stationnées dans le Golfe d'empêcher les forces gouvernementales d'utiliser l'aviation. Washington, pour sa part, a affirmé ne pouvoir confirmer l'emploi par les Irakiens d'appareils « à ailes fixes ».

Les Etats-Unis vont livrer quarante avions de combat à la Turquie. Les Etats-Unis vont transférer en Turquie quarante avions de combat F-4E à titre d'aide militaire complémentaire après la guerre du Golfe, a annoncé, lundi 25 mars, l'ambassade des Etats-Unis à Ankara. Cette information a été donnée après les entretiens qui ont réuni au cours du week-end à Washington les présidents George

Si les insurgés kurdes semblent contrôler la majeure partie du Kurdistan à l'exception de Mossoul, (lire en page 24 l'article de notre envoyé spécial Yves Heller au Kurdistan), l'insurrection chiite dans le Sud marque le pas. A ce propos, le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, a indiqué que les combats dans le Sud s'étaient poursuivis lundi, mais que leur intensité semblait moins importante. M^{me} Tutwiler a dit n'avoir pas de

Bush et Turgut Ozal, et qui ont été essentiellement consacrés à l'après-guerre et à l'aide américaine à la Turquie. Les quatre premiers F-4E concernés devaient arriver lundi à la base aérienne turque d'Erdincshir, à 230 kilomètres à l'est d'Ankara. Le F-4E était l'avion de combat le plus couramment utilisé par l'aviation américaine pendant la guerre du Vietnam. (Reuters)

précisions sur la situation à Bagdad, qui serait, selon la radio de Téhéran, « explosive ». L'agence syrienne SANA, pour sa part, affirme que M. Saddam Hussein fait venir des renforts de la garde républicaine à Bagdad « pour nettoyer la capitale, afin de pouvoir être libre de mater ensuite l'insurrection des autres régions ».

A Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères a rejeté fermement les « allégations » irakiennes selon lesquelles les militaires iraniens auraient franchi la ligne du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, en les qualifiant de « purement mensongères ». L'ambassadeur irakien aux Nations unies avait adressé au secrétaire général Javier Perez de Cuellar, une lettre énumérant treize incidents frontaliers recensés entre les 6 et 17 mars dans lesquels seraient impliqués des soldats iraniens ainsi que d'autres « groupes » ou « individus » venus d'Iran. (AFP, Reuters)

Brume de fumée à Bahrein

La « marée noire du siècle » n'a eu que des effets très limités

Jours maussades à Bahrein. Comme tous les Etats riverains du Golfe, le petit fleuve connaît depuis un mois un nouveau phénomène météorologique : le « brume de fumée ». Ciel plombé, soleil brouillé, températures inférieures de plusieurs degrés à la normale. Ces fumées, dégagees par les puits en flammes du Koweït, gâtent le temps à des centaines de kilomètres à la ronde, descendant désormais certains jours jusqu'au détroit d'Ormuz. Bahrein attend la « marée noire du siècle ». Mais elle n'arrive pas.

MANAMA

La guerre est finie, reste la pollution. Contrairement à toute attente, elle vient des airs, pas des eaux. « On réalise que ce n'est pas seulement un crime contre le Golfe, mais contre toute la planète », a indigné le ministre bahreïni de l'information. Car si l'atmosphère est souillée de suie jusqu'à une altitude de 3 600 mètres, les eaux du Golfe, elles, restent tranquillement turquoise. Voilà plus de huit semaines que Bahrein, particulièrement exposé de par sa situation géographique, attend de pied ferme la « marée noire du siècle », qui n'arrive pas.

La catastrophe écologique « sans précédent », « délibérément » provoquée par l'Irak, et dénoncée comme telle le 21 janvier dernier par le président américain à grand renfort d'images choc - cormoran détrempé de pétrole, piegea souillée, etc. - qui s'étouffait à point nommé, la contestation pacifique, n'a pas eu lieu. Et pour cause ! Car si ces sources officielles restent sur le sujet délibérément « vagues », les experts, eux, commencent à parler de « désinformation militaire ».

On sait passés les quelque 15 millions de tonnes de pétrole qui, annonçait-on il y a deux mois, devaient recouvrir toutes les rives du Golfe ? Mystère... Il y a bien eu une marée noire. Elle a pollué les côtes saoudiennes sur 150 kilomètres environ. De Ras-al-Sofanya jusqu'à Abu-Ali, les plages, les marais, les mangroves sont englués de pétrole. Mais rien n'évoque le « raz de marée » pétrolier attendu.

Estimations exagérées

« Ce n'est rien comparé à ce que cela aurait pu être si 4,5 millions de tonnes de pétrole avaient été réellement déversées. Le Golfe n'est pas recouvert de pétrole », assure M. Walter Vreeland, expert au comité bahreïni pour l'environnement, placé en état d'alerte permanente et relié à tous les postes de surveillance de la région. L'application du mystère est double : d'une part les millions de tonnes n'ont jamais existé, d'autre part la nature, grâce à une météo favorable, a fait son

œuvre et largement limité les dégâts. Deux mois après la « marée noire », l'ampleur exacte des fuites n'est toujours pas connue avec précision. Seule certitude : les estimations initiales ont été largement exagérées. Personne, assure-t-on de source diplomatique, n'a réellement constaté de vus les dégâts.

Les estimations ont été déduites des capacités théoriques des réservoirs du terminal d'Al-Finjan (1 000 000 tonnes) et de trois tankers ancrés à proximité (500 000 tonnes) (le Monde daté 3-4 mars). Aujourd'hui, les chiffres officiels, révisés à la baisse, varient de 3 à 7 millions de barils déversés. La réalité est probablement beaucoup plus faible. « Probablement moins de 500 000 tonnes », dit M. Vreeland, chiffre confirmé par des sources saoudiennes très bien informées.

De ces quantités, que reste-t-il aujourd'hui dans les eaux du Golfe ? Second mystère. Le vent et les courants ont poussé vers le nord-ouest, puis cassé en deux le nappes initiales. De plus, l'évaporation a fait disparaître la majeure partie des débris les plus volatils. Petit à petit, le nappes s'est réduite, morcelée et transformée en petites boules de goudron de quelques centimètres de diamètre, dont une bonne partie est sombrée au fond, le reste flottant entre deux eaux ou venant s'échouer sur les côtes saoudiennes. Reste un film flottant, très étendu, puisque les fins, qui se déplacent tous les jours au gré des courants, surtout des courants de marée.

Chaque jour deux avions, appartenant à l'Arabie saoudienne, la compagnie pétrolière saoudienne, l'avaient les côtes américaines, survolent le Golfe sur 180 kilomètres, de Bahrein jusqu'au sud de l'Irak, pour repérer la position exacte des nappes de pétrole. Ils communiquent le résultat à tous les Etats concernés. La marée noire est désormais disséminée en lambeaux de tailles et de densités variables, qui continuent de menacer les côtes du Koweït, de l'Arabie saoudienne et de Bahrein. « Elle viendra tôt ou tard, assure M. Vreeland. Tous les ans nous avons une mini-marée noire. Cette année, nous en aurons plus que d'habitude. Rien de tragique... »

On est très loin des conséquences apocalyptiques prévues à l'origine. Jusqu'ici, en effet, les effets de la « marée noire du siècle » restent des plus restreints. Aucune grande usine de dessalement d'eau de mer n'a été atteinte ou même menacée. La pêche reste autorisée dans tout le Golfe, sauf, comme tous les ans, pour les crevettes, en pleine période de reproduction. Et, mis à part les oiseaux nichant sur les côtes nord-est de l'Arabie saoudienne, le nombre des « victimes » reste limité : les poissons, les huîtres perlières, les crevettes sont jusqu'à nouvel ordre intacts. On déplore le mort de trois dauphins et de trois dugongs (des siréniens appelés aussi vaches marines), mais pour des raisons « qui n'ont strictement rien à voir avec la marée noire », assure M. Vreeland.

VERONIQUE MAURUS

Dans une lettre distribuée aux Nations Unies

Moscou propose sa vision de l'après-guerre

Dans une lettre distribuée le 25 mars aux Nations unies, Moscou propose le retrait des forces étrangères dans le Golfe. L'Union soviétique souhaite également que l'ONU joue un plus grand rôle dans la région.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Dans une lettre distribuée lundi 25 mars à l'ONU, l'ambassadeur soviétique, M. Iouri Vorontsov, énumère ce qu'il appelle « quelques observations sur le règlement de la situation dans la région du Golfe persique ». L'ambassadeur suggère que la présence militaire étrangère « ne dépasse pas celle qui existait dans la région avant le 1^{er} août 1990 », veille de l'invasion du Koweït par l'Irak. M. Vorontsov ajoute que « un appui militaire étranger n'est pas souhaitable », ce rôle devrait revenir aux forces de maintien de la paix des Nations unies.

Les Soviétiques proposent aussi la création d'une force navale « battant

pour la navigation dans le golfe Persique ». Se référant à ce qu'il qualifie de « confiance nouvelle qui règne actuellement entre les membres permanents du Conseil », il propose la participation du comité d'état-major du Conseil de sécurité « à la recherche d'une solution aux situations de crise ». Ce comité de l'ONU, plus ou moins tombé en désuétude et composé de militaires des cinq pays membres permanents du Conseil (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France), a le pouvoir, selon la Charte des Nations unies, de créer une force multinationale en cas de conflit.

Pour Moscou, le rôle essentiel pour déterminer les « paramètres du règlement » est « apporté, bien entendu, aux Etats du Golfe eux-mêmes ». Moscou met en garde les Etats de la région contre la création « comme auparavant, d'un groupe fermé, d'un bloc ou d'un groupe isolé des autres pays, qui serait une source de nouveaux antagonismes et de renaissance des anciennes rivalités ».

Dans cette lettre, adressée au

secrétaire général des Nations unies, l'ambassadeur soviétique demande à la communauté internationale de « rechercher une solution au conflit arabo-irakien « sans plus tarder ».

Sur ce sujet, un diplomate soviétique à l'ONU estime que « sans une conférence internationale sur le Moyen-Orient, tout règlement de la question palestinienne sera impossible ».

Selon l'Union soviétique, « il convient d'examiner sérieusement » la question d'une « réduction équilibrée » des fournitures d'armes dans la région. « Cette question nécessite une approche responsable de la part des principaux fournisseurs d'armes comme de leurs acheteurs ».

En conclusion, la lettre soviétique distribuée lundi souligne : « En formulant ces idées, nous ne prétendons pas détenir l'« ultime solution ».

Une solution soviétique « est proposée à la recherche d'une solution rapide aux problèmes liés au règlement de la situation dans la région après la crise et à discuter de toute idée constructive. »

AFSANÉ BASSIR-POUR

Le roi Hussein a repris contact avec le président syrien

Le roi Housseïb de Jordanie a effectué, lundi 25 mars, une brève visite à Damas, au cours de laquelle il a évoqué avec le président syrien Hafez El Assad « les résultats de la guerre du Golfe » et « les idées de paix évoquées sur la scène internationale ». C'est la première visite du souverain jordanien dans la capitale syrienne depuis novembre 1988. De source

diplomatique arabe, on a indiqué que la visite du souverain jordanien s'inscrivait dans le cadre des efforts de la Jordanie pour un rapprochement entre les Etats arabes divisés par la crise du Golfe.

A Washington, le département d'Etat, en recevant un conseiller du roi Hussein, a souligné lundi le rôle important que la Jordanie pouvait jouer dans la recherche de

la paix au Proche-Orient. « Malgré notre profonde déception devant le comportement de la Jordanie pendant la crise du Golfe, nous reconnaissons que la Jordanie a un rôle potentiellement important à jouer dans la recherche de la paix et la sécurité dans la région après la guerre », a déclaré M^{me} Tutwiler, porte-parole du département d'Etat. (AFP)

Prélevés sur le contingent présent dans le sud de l'Irak

Des spécialistes français du déminage arrivent au Koweït

KOWEIT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Prélevés sur le contingent « Daguet », toujours dans le sud de l'Irak, les premiers des deux cent cinquante hommes du REG (régiment étranger de génie) devaient arriver lundi 25 mars au Koweït. Ces spécialistes du déminage renforceront sur place le contingent de quatre cent cinquante militaires français qui s'y trouvent déjà et qui comporte des éléments du 1^{er} RGP (régiment du génie parachutiste), basé à Montauban, du 2^e RMA (régiment d'infanterie de marine) du Maas et des commandos de la marine et d'un détachement de l'ALAT (détachement de l'aviation légère de l'armée de terre), chargé à la fois du déminage et de la dépollution, c'est-à-dire outre le déminage, le ramassage des munitions et des armes. Les hommes du 1^{er} RGP ont, en un peu plus de trois semaines, obtenu des résultats importants : une quinzaine d'ambassades nettoyées, soixante-douze résidences privées, plus d'une dizaine de bâtiments publics, huit écoles. Expédiées en tonnes, leur collecte est à la mesure de l'engagement irakien au Koweït : plus de 120 tonnes de munitions récupérées, dont une cinquantaine de munitions légères et environ 30 tonnes d'obus de mortier.

Quoté aux mines de diverses catégories, antipersonnel (les plus courantes), on antichars, elles se comptent par milliers, plus de six mille par jour. Jusqu'à maintenant, les parachutistes, qui partagent ce difficile travail avec des unités américaines, ont complètement nettoyé les 22 kilomètres de plage qui leur ont été attribués et chaque jour Koweït résonne des explosions de mines. Des plongeurs des commandos « Hubert » de la marine nationale ont, pour leur part, déjà récupéré dans le port de Raf-El-Ardh, entièrement reconstruit, plus de 800 kilos de munitions et neutralisé en mer une cinquantaine d'autres. Les commandos « Hubert » sont aussi intervenus dans le port de Schuwaik, notamment pour baliser les obstacles marins, grues ou épaves.

Outre ces missions d'utilité publique, les militaires français font de la récupération de matériels de guerre qu'ils étudieront à leur retour en France, poursuivant leur enquête sur la nature et la complexité des défenses irakiennes, encore nombreuses à Koweït.

Installé dans les bâtiments d'une école anglaise proche de l'ambassade de France, le détachement français à Koweït, qui ne devrait pas dépasser huit cents à mille hommes pour l'instant, pris sur « Daguet », ne semble en tous les cas pas sur le point de rentrer tant la tâche reste grande et les difficultés nombreuses.

F. C.

Israël : Nouvel essai d'une missile anti-missiles. - Israël a procédé, lundi 25 mars, à l'essai d'un missile anti-missiles baptisé Hertz (hébreu), mis au point en coopération avec les Américains. Il s'agit d'un second essai, le premier lancé ayant eu lieu le 9 août 1990, une semaine après l'invasion du Koweït par l'Irak. Selon la télévision israélienne, cet essai, organisé depuis une vedette en Méditerranée, a été un demi-succès : le tir a été interrompu au bout d'une minute en raison de défaillances des systèmes électroniques.

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

ribulations d'un carrien dans les épices poivre, cannelle, et autres délices le tentent : le rouge là, c'est quoi ? Ah ! mon ami, il faut goûter... c'était de la poudre à éternuer !

TUNIS 1000 F

VOI ALLER RI TOUR DEPART DE PARIS
LE 30/03.6 ET 13/04/1991
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 731064

Les premiers détachements de « Daguet » sont rentrés en France

Quelque onze cents soldats français du dispositif « Daguet » ont débarqué, lundi 25 mars, à Toulon, en provenance de port saoudien de Yambu. Ils avaient embarqué, avec une partie de leurs matériels, à bord du transport militaire *Ourgan* et de deux navires civils spécialement affectés, le roulier *Cop d'Afrique* et le car-ferry *Chartres*. Leurs familles les attendaient sous la pluie. Le mauvais temps pendant le trajet en Méditerranée a légèrement retardé l'arrivée de ces hommes, dont certains ont quitté la France il y a sept mois.

Ce sont les premiers détachements de « Daguet » à rentrer. Ils appartiennent au 1^{er} régiment de hussards parachutistes (Tarbes), au 1^{er} régiment de spahis (Valence) et aux commandos de recherche et d'action en profondeur de la 11^e division parachutiste (Toulouse). Ils seront basés au camp militaire de Carpiagne, près de Marseille, jusqu'à mercredi 27 mars, jour prévu de l'arrivée à Toulon de quelque sept cents cinquante autres hommes du même dispositif « Daguet » issus du 2^e régiment étranger d'infanterie (Nîmes) et du 21^e régiment d'infanterie de marine (Fréjus). D'autres retours auront lieu avant juin.

Pour marquer cet événement, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, se rendra le 27 mars à Toulon, où il présidera une revue des troupes suivie d'un défilé terrestre et aérien.

POUR GARDER UNE PEAU JEUNE, VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



هكمان النحل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

L'audition publique de dix-sept « grands témoins »

Une loi-cadre pourrait être proposée pour la bioéthique

La mission Pour le droit de la bioéthique et les sciences de la vie confiée à M^{me} Noëlle Lenoir, maître des requêtes au Conseil d'État, a procédé lundi 25 mars à l'audition publique de dix-sept « grands témoins », personnes choisies « parmi les plus marquantes et les plus représentatives de la réflexion éthique » (1). Les textes de ces interventions seront annexés au rapport qui sera remis au président de la République et au premier ministre. Cette mission vise notamment à évaluer les politiques et à recenser les solutions retenues ou proposées en France et à l'étranger en matière de bioéthique. Elle pourrait proposer la rédaction d'une loi-cadre précisant les principes fondamentaux devant être respectés par les scientifiques et les médecins.

Pour se défendre de ce qui allait vite être perçu comme une forme d'improvisation, M^{me} Noëlle Lenoir, responsable de la mission sur la bioéthique créée « en accord avec le président de la République » par le premier ministre, devait rappeler à plusieurs reprises que la procédure dite des « auditions publiques », en vogue outre-Atlantique, est encore l'oubliée en France. Dans l'ambassade Jean-Moulin mise à la disposition de la mission par l'École nationale d'administration, on a donc quelque peu innové en invitant, lundi 25 mars, dix-sept personnalités (baptisées « grands témoins ») à venir répondre en public à une série de questions tenant aux multiples problèmes soulevés par les développements des sciences du vivant et leurs exigences progressives dans le champ de la médecine.

Innovation oblige, cette audition publique ne se fit donc pas sans quelques tâtonnements, les questions, parfois soigneusement préparées à l'avance — comme dans le cas du cardinal Lustiger, — ne parvenant pas, le plus souvent, à pallier l'hétérogénéité des propos. Pour autant cette journée devait constituer un moment important dans l'actualité nationale sur la bioéthique, éclairant d'un jour

nouveau la déjà vieille question de l'opportunité de légiférer en la matière.

Faut-il ou non encadrer par des textes de loi les pratiques médicales, thérapeutiques, greffes d'organes, soins aux mourants — qui, d'une manière ou d'une autre, soulèvent des questions morales et politiques? Dans ce domaine complexe, on disposait déjà d'un rapport intitulé *De l'éthique au droit*, rédigé à la demande du gouvernement par une commission présidée par M. Guy Braibant, président de la section du rapport et des études du Conseil d'État. Ce rapport est à l'origine d'un ambitieux avant-projet de loi qui, ces derniers temps du moins, semblait devoir rester lettre morte, la volonté de l'Hôtel Matignon se heurtant entre autres, ici, à l'immobilisme de l'Élysée.

C'est pour tenter de sortir de cette impasse, et aussi pour analyser la nature des différents blocages, que le premier ministre devait confier à M^{me} Lenoir — qui fut directrice de cabinet de M. Pierre Arpaillange et membre de la Commission Braibant — l'actuelle mission d'information.

Décret insuffisant

Comme on pouvait le prévoir, la majorité des interventions et des questions de cette journée d'auditions publiques devaient porter sur la procréation médicalement assistée, ainsi que, pour une part moindre, sur les thérapies géniques, une nouvelle technique récemment mise en œuvre aux États-Unis. Le thème des procréations médicalement assistées est d'autant plus exemplaire que l'on dispose, comme l'a rappelé M. Jean Michaud, conseiller à la Cour de cassation et par ailleurs président de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction, d'un décret daté du 8 avril 1988.

Ce texte prévoit notamment que cette commission nationale est chargée de donner au ministère de tutelle des avis sur les centres habilités à mettre en œuvre les différentes techniques de procréation médicalement assistée. Or le paradoxe veut ici que l'activité de cette commission ne peut se borner à la simple technique, contrainte qu'elle est d'intégrer a posteriori une dimension éthique à ses

travaux tenant par exemple à la pratique des procréations médicalement assistées à partir de dons de gamètes extérieures au couple.

Soulignant avec justesse à quel point les problèmes soulevés ici sont différents de ceux de la fin de la vie — là où les textes et la conscience collective sont, selon lui, pleinement suffisants — M. Michaud devait s'exprimer en faveur d'un renouvellement du texte de 1988 qui devrait, selon lui, se situer demain au niveau de la loi. « Avec la procréation médicalement assistée, l'homme, pour la première fois dans son histoire, peut constituer de la vie humaine en dehors du corps maternel, a-t-il déclaré. Parallèlement, le diagnostic prénatal permet d'éviter la naissance d'enfants atteints de malformations majeures ou mineures. On a ainsi, réunies, les conditions qui permettent d'éviter l'être humain que l'on craint pour constituer l'être humain que l'on veut. Le législateur se doit de prendre position sur ces problèmes qui engagent la société de demain. »

M. Jacques Toubon d'accord pour légiférer

Faut-il une loi sur la bioéthique? Pour une fois, la réponse d'un homme politique, M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a été d'une grande clarté : « Je suis favorable à une loi de principe, brève et, autant que faire se peut, bien écrite. Un petit peu sur le modèle du Code civil. A côté de cela, il faut certainement que nous fassions dans l'immédiat quelques textes : tout d'abord, un texte qui sanctionne pénalement le principe de non-commerçabilité des organes, des produits et des tissus du corps humain ; puis une loi sur les registres et en fin d'analyse avec certains aspects de la loi Huriet sur l'expérimentation humaine. Enfin, concernant les maternités de substitution, il faudrait immédiatement légiférer si la Cour de cassation modifie la jurisprudence. »

A sa manière, M. Jacques Toubon ne dit pas autre chose lorsqu'il souligne l'urgence de légiférer en matière de bioéthique (voir encadré). Le député RPR va plus loin encore lorsque, soulignant la nécessité des prises de parole multiformes sur ces sujets, il formule son souhait de voir améliorer la composition et le mode de fonctionnement du Comité consultatif national d'éthique que préside le professeur Jean Bernard. « Il faut réfléchir à une amélioration de la composition de ce comité et à la nécessité de l'inscrire dans la loi, a-t-il expliqué. Comment faire en sorte que les usagers puissent être représentés en son sein? Ce comité devrait par ailleurs jouer un double rôle, de référence pour le législateur et d'instance rappelant la permanence des grandes valeurs morales. Il devrait organiser la diffusion de la connaissance et les débats, publier un rapport chaque année et mettre en place chaque réunion annuelle sur des thèmes divers qui devraient être légitimes. »

Pour sa part, le professeur Jean

Bernard, président depuis sa création, en 1983, du Comité consultatif national d'éthique, avait, peu de temps avant cette intervention de M. Toubon, vanté les mérites de la structure actuelle, qui souffre certes d'une pénurie extrême de moyens, mais dont l'audience tient précisément, selon lui, à son statut consultatif et à l'absence de pouvoir direct qui le caractérise.

M. Testart : « Une morale à l'endurance congénitale »

Ce sont encore les procréations médicalement assistées qui seront au centre de l'audition de M^{me} Boutin, députée centriste des Yvelines et seule femme à figurer parmi les dix-sept « grands témoins ». Soulignant les difficultés psychologiques imposées par ces techniques, leur coût élevé et les discordances enregistrées dans les résultats avancés par les professionnels, M^{me} Boutin, par ailleurs membre du Conseil supérieur de l'adoption, n'a pas craint de défendre devant l'assistance une position minoritaire en réclamant la levée de l'anonymat des donneurs de sperme.

Cette mesure, qui permettrait aux enfants issus d'une insémination artificielle avec donneur de connaître la vérité biologique sur leur ascendance, est, selon M^{me} Boutin, indispensable au regard de l'identité de l'enfant. « Ne pas lever cet anonymat, a-t-elle déclaré, c'est prendre le risque de perturbations psychologiques graves qui, à terme, pourraient conduire à la folie de toute une société. Quant au donneur, il me semble qu'un homme qui donne son sperme doit prendre ses responsabilités. »

C'est aussi un point de vue marginal que devait développer M. Jacques Testart, directeur de recherche à l'INSERM. Critiquant avec force les dérives actuelles concernant les indications médicales des procréations médicalement assistées, M. Testart devait dénoncer les « appariements de couples reproducteurs », pratique mise en œuvre par les centres d'études et de conservation du sperme pour réduire le risque de naissances anormales, mais qui du même coup, font que « les enfants conçus dans un lit » ont, d'une certaine manière, moins de chances que ceux issus des procréations médicalement assistées. Toujours selon M. Testart, c'est « cette morale à l'en-

durance congénitale » qui, demain, pourrait servir à justifier le tri génétique des embryons fécondés in vitro.

Faut-il parler de simple progrès médical ou de véritable dérive eugénique avec le diagnostic prénatal de la trisomie 21? C'est le problème exposé par le professeur Jean-François Mattéi, député UDF et spécialiste de génétique médicale. On est, en effet, passé ici, en quelques années, du dépistage individuel a posteriori — chez une femme enceinte susceptible de donner naissance à un enfant mongolien — à un dépistage proposé a priori chez toutes les femmes de plus de trente-huit ans et, peut-être demain, à toutes les femmes enceintes.

Comment ne pas transformer la reproduction d'un geste médical thérapeutique soulageant les douleurs d'un individu (ou d'un couple dans le cas de la procréation) en une politique qui, avec l'aide de la génétique, viserait tout simplement à « améliorer l'espèce »? Cette question se pose en vraie grandeur avec l'actuel développement des thérapies géniques. Si cette modification postcoïtale du patrimoine héréditaire ne soulève guère de problème dès lors qu'elle ne concerne que quelques cellules somatiques, il en va tout différemment dès lors que l'on chercherait à modifier le patrimoine héréditaire de cellules germinales, modification transmissible à la descendance.

Or, cette hypothèse, formellement condamnée par de nombreux scientifiques français, comme le professeur Jean Dausset, Prix Nobel de médecine, o'est aujourd'hui nullement écartée aux États-Unis, comme l'a souligné le professeur Michael Blaese (Institut national américain de la santé), l'un des principaux acteurs de cette nouvelle thérapeutique. Selon lui, « à l'avenir, ce sera à la société de dire ce qu'elle entend permettre et interdire ». Sans doute faudra-t-il alors saisir, comme l'a expliqué le professeur Henri Atlan, biologiste et philosophe, à quel point thérapie génétique somatique et thérapie génétique germinale sont fondamentalement différentes.

Conclusion ou pas pour M. Guy Braibant : il revient à l'État, sinon d'imposer, du moins de contrôler, via le financement de la protection sociale et de la recherche, et aussi d'interdire. « Je pense aujourd'hui que l'on peut sans mal s'accorder sur quelques grands principes, qu'il s'agisse de l'interdiction de la commercialisation des organes et des produits du corps humain ou la fabrication des embryons humains pour la recherche, explique M. Braibant. Il me semble qu'au vu des législations étrangères, on pourrait utilement fixer en France un cadre législatif reprenant les grands principes de la gratuité, de la finalité thérapeutique et scientifique et de la non-commercialisation, ce cadre pouvant ensuite être complété et détaillé selon l'urgence par le législateur. » C'est, dit-on, la solution que devrait, en définitive, retenir le rapport de M^{me} Lenoir.

JEAN-YVES NAU

EN BREF

La ville de Petit-Couronne réclame 18 millions de francs à Shell. — La raffinerie Shell qui, depuis des années, laissait s'écouler des hydrocarbures dans le sol de la commune de Petit-Couronne (Seine-Maritime) va se voir réclamer 18 millions de francs par la municipalité. Cette pollution avait provoqué, en août dernier, l'explosion d'un pavillon et la contamination de la nappe phréatique. La mairie estime que l'image de la ville et donc son développement futur sont compromis.

Meurtre d'une étudiante dans une résidence universitaire d'Amiens. — Une étudiante en première année de lettres a été assassinée, lundi 25 mars en début de soirée, sur le campus de l'université d'Amiens (Somme). La jeune fille, originaire de Compiègne, a été retrouvée égarée dans sa chambre de la résidence universitaire du Thil, près d'Amiens. Des étudiants, alertés par le bruit, ont tenté de poursuivre le meurtrier, mais en vain. La porte de la victime n'était pas fracturée et le crime semble être le fait d'un familier plutôt que d'un rôdeur.

Le maire de Charvieu-Chavagneux (Isère) refuse de marier un étranger en situation irrégulière. — M. Gérard Desmout, maire (RPR) de Charvieu-Chavagneux, a annoncé, lundi 25 mars, qu'il refuserait de célébrer le mariage, prévu le 29 mars, d'une Franco-Algérienne, et d'un Tunisien en situation irrégulière, dont il demande l'expulsion. « Je n'ai pas de temps à perdre en me mettant à la disposition d'un étranger qui n'a rien à faire dans notre pays », argumente le maire. Le maire de Charvieu-Chavagneux n'en est pas à son premier conflit avec les immigrés. En août 1989, un local de prière islamique avait été détruit « par erreur » par une pelle mécanique, entraînant, en mai dernier, l'inculpation du maire pour « entrave à la liberté du culte et démolition de biens appartenant à autrui ».

(1) La journée des auditions publiques était organisée par M^{me} Noëlle Lenoir et M. Bruno Sturien, magistrat, avec l'aide des professeurs François Gros et Axel Kahn.

(Publicité)

RONFLEMENT : UNE FORMULE FRANÇAISE TESTÉE EN MILIEU HOSPITALIER

Strasbourg. — Les chercheurs de VRL, un jeune laboratoire alsacien, ont mis au point le premier produit de bien-être à formulation homéopathique contre le ronflement. Il s'agit d'une solution à utiliser en pulvérisations, qui agit contre la sécheresse et la congestion des muqueuses, et qui assure une substantielle réhydratation des fosses nasales. En effet, le ronflement ou ronchopathie chronique est dû principalement au traitement du voile du palais au contact de l'air inspiré. Facteurs aggravants : l'atmosphère desséchée, l'encombrement des voies respiratoires, l'usage du tabac, de l'alcool, des somnifères, des tranquillisants. À noter : un français sur quatre ronfle, au moins occasionnellement après 50 ans, un homme sur deux.

Après une période de tests en milieu hospitalier, qui a fait apparaître une amélioration sensible chez 54% des utilisateurs et une disparition totale du ronflement chez 19% d'entre eux, HOMÉORONFLEX est disponible en pharmacie.

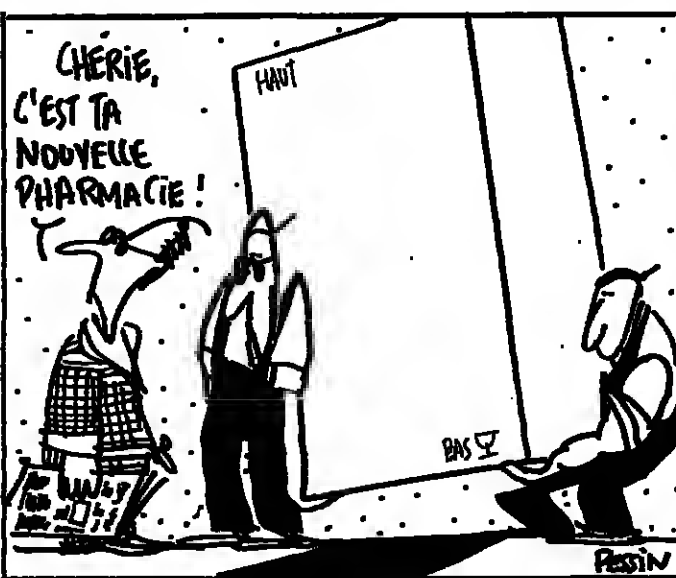
VRL propose aussi HOMÉOTAS, pastilles homéopathiques à sucer pour un meilleur contrôle de la consommation tabagique. HOMÉOTAS également en pharmacie.

Pour freiner la surconsommation de produits pharmaceutiques
Le gouvernement lance une campagne de sensibilisation sur le bon usage des médicaments

La ministre des affaires sociales et de la solidarité, la Caisses nationale d'assurance maladie et le Comité français d'éducation pour la santé vont lancer, le 5 avril prochain, une campagne de sensibilisation des Français au « bon usage du médicament ». Un spot télévisé rappelle qu'« un médicament, ça ne se prend pas à la légère » sera diffusé jusqu'à la fin du mois.

Il est des particularismes dont on pourrait fort bien se passer. Ainsi, la « pharmacophilie », ce mal bien français caractérisé par le fait, entre autres, que chaque habitant de l'Hexagone achète, en moyenne, cinquante boîtes de médicaments par an. Vit-on si mal en France que cela justifie une consommation deux fois plus importante en quantité qu'en Allemagne, et trois fois plus qu'aux États-Unis? Tel n'étant pas a priori le cas, comment expliquer pareil comportement? Quelle explication donner au fait que les Français sont quasiment champions du monde en matière de consommation de tranquillisants ou d'hypnotiques?

A vrai dire, médecins et sociologues se perdent en conjectures. Ils ne peuvent que constater la nocivité de cette surconsommation. Témoins ces quelques chiffres donnés, lundi 25 mars, par M. Claude Evrin lors du lancement de la campagne sur le bon usage du médicament : plus de la moitié des cas d'intoxications recensés au centre antipoisons de Marseille sont dus aux médicaments. Les tranches d'âge les plus concernées sont celles des deux extrêmes de la vie : les enfants de 0 à 3 ans et les personnes âgées. En 1986, en France, plus de 17 000 personnes ont été



hospitalisés pour intoxication par produit pharmaceutique, hors tentative de suicide. Cet usage immodéré, a rappelé M. Evrin, est inquiétant pour l'avenir. Des enfants élevés dans un milieu où le recours au médicament constitue un paradigme à tous les problèmes risquent, à leur tour, d'en consommer encore davantage.

La responsabilité des médecins

Le plus extraordinaire est que nous n'avons pas conscience d'être des surconsommateurs, persuadés que nous sommes — les études le montrent bien — de ne prendre des médicaments qu'en cas de vraie maladie. Bien entendu, ce problème majeur de santé publique a un coût. Depuis des années, le

poste « pharmacie » de l'assurance maladie croît de 10 à 12 % par an. Ce rythme de croissance, a rappelé M. Evrin, « représente un doublement des dépenses tous les sept ans. Cela n'est pas acceptable pour l'équilibre de la protection sociale ».

Les pouvoirs publics ont donc décidé de sensibiliser les Français afin de les inciter à mieux consommer les médicaments. « Notre objectif », a expliqué M. Bruno Durieux, le ministre délégué à la santé, est « avant tout de veiller à l'intérêt des malades en les incitant à une meilleure observance des prescriptions, à mieux respecter les posologies et les durées des traitements qui leur ont été prescrits ».

La campagne que les pouvoirs publics ont donc décidé de mettre en œuvre à partir du 6 avril consistera avant tout à sensibiliser l'opi-

nio sur la réalité du médicament : rappeler qu'il coïncide avec des substances actives qui, si elles sont mal utilisées, peuvent devenir dangereuses ; qu'un médicament n'est pas un produit banal, qui peut être pris à la légère. Pour ce faire, un spot d'une durée de trente secondes sera diffusé deux cents fois du 6 au 30 avril sur quatre chaînes (TF1, Antenne 2, FR3 et la Cinq).

D'une manière générale, et c'est sans doute là l'une des causes les plus importantes de cette très forte consommation médicamenteuse, il faudrait que les médecins apprennent — ou rapprennent — à ne plus prescrire systématiquement un médicament dès lors qu'un patient leur expose une plainte. Bien souvent, ce que viennent rechercher les patients lorsqu'ils s'adressent à leur médecin, c'est la levée d'une incertitude. Un dialogue autour d'une réponse technique basée sur une prescription médicamenteuse.

FRANCK NOUCHI

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Mentor sur disque dur

Textes, plans archéologiques, images d'archives : l'ensemble des données disponibles sur la Grèce antique sera bientôt sur CD-ROM

VOUS voulez consulter un texte d'Aelius Aristide introuvable en librairie ? Si vous habitez Paris, la Nationale s'impose. Seulement les jours ouvrables, bien sûr. Et suffisamment tôt pour être assuré d'y trouver une place libre. Comptez ensuite une demi-heure à consacrer aux fichiers de la BN, le temps d'y dénicher l'ouvrage du sophiste que vous recherchez. Et ajoutez, au bas mot, une heure d'attente avant de l'obtenir.

Si vous habitez la province, la tâche sera plus dure encore. Mais le parcours de l'érudit devrait s'alléger dans les années à venir, avec le développement des banques de données sur ordinateur. Encyclopédie américaine sans précédent de la Grèce antique, Perseus vient de donner le coup d'envoi de cette révolution culturelle et pédagogique. Un prototype en vraie grandeur de ce qui peut offrir le mariage de l'informatique et des humanités, qui a été présenté pour la première fois à l'université Paris-VII, le 19 mars, lors de la journée annuelle de l'Association des professeurs de langues anciennes de l'enseignement supérieur (APLAES).

Grâce à la mythologie grecque, Perseus nous vient cette fois des États-Unis. Réalisé par le laboratoire des langues anciennes de l'université de Harvard (Massachusetts) avec le concours du MIT (Massachusetts Institute of Technology), cette banque de données s'appuie



Temple d'Apolon, Délos (Grèce)

sur l'un des produits les plus récents de la technologie : le CD-ROM - compact disc read only memory - ou la mémoire à lecture seule. Un seul disque optique numérique peut en effet contenir jusqu'à quatre millions de pages de texte, de graphiques et d'images. L'Encyclopædia Universalis, et bien plus encore, condensée sur une plaque de polycarbonate métallisée de douze centimètres de diamètre et d'un millimètre d'épaisseur, devient ainsi reproductible à volonté sur l'écran d'un micro-ordinateur équipé d'un lecteur de CD-ROM.

Prenons englobers, à terme, les données historiques, linguistiques et culturelles de 5 500 volumes spécialisés sur la Grèce antique. Premier et principal chapitre de cette encyclopédie interactive : l'intégralité des textes grecs recensés depuis Homère jusqu'au sixième siècle après J.-C., en versions grecque et anglaise. Ce corpus étant accompagné d'une paratextuelle des éditions et traductions, d'une analyse morphologique et, pour chaque mot, d'une définition et d'un commentaire grammatical.

Combien de fois Hérodote emploie-t-il le terme grec alors en usage pour désigner un bouclier ? Plus besoin, pour le savoir, de relire les milliers de pages de ses *Histoires*. Le temps d'appuyer sur la source de l'ordinateur, et la réponse s'affiche à l'écran. Dans quel contexte l'associe-t-il à cet autre mot sélectionné parmi les nombreux termes grecs

désignant la conquête ? Nouveaux geste de l'index, et la machine replonge dans le texte ancien. L'ordinateur peut ainsi devenir un véritable dictionnaire bilingue interactif, grâce auquel il cesse même d'être indispensable - quoique recommandé - de lire le grec pour avancer dans ses recherches.

Invitation au voyage

Deuxième chapitre : l'archéologie. L'invitation au voyage, vers des sites qui se comptent par centaines. Une fois l'emplacement d'un lieu visité sur la carte de la Grèce, il suffit d'appeler à l'écran le *small site plan* : voici les plans de construction successifs de Delphes, en l'an 600 av. J.-C., de 586 à 548, de 550 à 500. Vos pas imaginaires vous portent-ils devant l'outel du temple d'Apolon ? Vous saurez tout, presque instantanément, sur l'architecture de ce périptère dorique, sur son histoire et celle de l'omphalos, la pierre fétiche dont il était le gardien et qui représentait, selon les Grecs, le nombril du monde. Et si vous prend soudain l'envie de contempler le Trésor des Athéniens, « cliquez » encore deux ou trois fois. Sa photo s'incrusterait au centre de l'écran aussi nette qu'une diapositive prise selon l'axe que vous aurez sélectionné sur le plan.

Beau livre illustré ? Sans doute, mais bien plus encore. Des sculptures de la Grèce antique à sa géo-

graphie actuelle photographiée depuis l'espace par le satellite américain Landsat, ou passant par les monnaies régionales collectées dans les musées, c'est une civilisation tout entière que Perseus, soudain, met en perspective. A portée de l'esprit, et d'une manière infiniment plus puissante que ne l'autorise le support papier.

Parce qu'ils s'adressent à des lycéens ou à des étudiants de différents niveaux, parce qu'ils conduisent souvent leurs propres recherches en parallèle, les enseignants sont les premiers bénéficiaires potentiels d'une telle banque de données. « L'ordinateur ouvre directement le dialogue entre le texte et l'élève », précise Hervé Bourbon, professeur de lettres classiques au lycée Frédéric-Mistral de Fresnes. De plus, le programme dont il est équipé permet de naviguer à l'intérieur d'une phrase et d'y repérer tous les éléments qui entretiennent entre eux des correspondances syntaxiques. D'où un apprentissage véritablement actif, sans commune mesure avec les possibilités offertes par le dictionnaire le plus complet.

Pour les linguistes eux-mêmes, l'apport de l'informatique peut vite devenir irremplaçable. Du moins pour ceux qui ont accepté l'extraordinaire outil de recherche que pouvait représenter le mariage de l'écrit et du binaire.

CATHERINE VINCENT
Lire la suite page 12

Alzheimer : un médicament sous pressions

Le rôle de la Food and Drug Administration américaine est à nouveau mis en cause à propos d'un traitement de cette maladie encore incurable

WALL STREET s'affolait. Oui ou non, le tétrahydroamino-acridine (autre nom : tacrine ou appelé le tacrine) avait-il été autorisé par la Food and Drug Administration (FDA) américaine dans le traitement de la maladie d'Alzheimer ? Ce vendredi 15 mars, les nombreux analystes financiers présents à Rockville (Maryland), autour du siège de la FDA ne savaient plus quel ordre, d'achat ou de vente, donner.

Quotante heures durant, le temps pour les huit experts de la FDA de statuer sur la demande d'autorisation de mise sur le marché déposée par la firme Warner-Lambert de Morris Plains (New-Jersey), Wall Street répercuta, au cas amplifiant, les rumeurs les plus folles.

Toute la journée, les cours fluctuaient sans arrêt, à tel point qu'il fallut même interrompre un instant les cotations. Lorsque, enfin, les experts sortirent de la salle de réunion pour annoncer leur décision de refuser la demande d'autorisation de mise sur le marché, la déception de la foule qui s'était rassemblée autour de l'immeuble fut à la mesure de l'enjeu commercial considérable que représentait, pour la firme, ce médicament. Ne disait-on pas, que, à lui seul, le THA rapporterait chaque année à Warner-Lambert environ 1 milliard de dollars ?

L'affaire du THA avait commencé en 1986, avec la publication dans les colonnes du *New England Journal of Medicine* d'une étude conduite par un psychiatre de Los Angeles, le docteur William Summers, montrant pour la première fois qu'un médicament semblait être capable de corriger la perte de mémoire, l'un des symptômes les plus handicapants de la maladie d'Alzheimer, la principale cause de démence sénile (le *Monde* du 14 novembre 1986) (1). Le THA, une molécule agissant au niveau des mécanismes régulateurs de l'un des principaux neurotransmetteurs (l'acétylcholine) par l'intermédiaire d'une enzyme (l'acétylcholinestérase), avait été expérimenté sur divers malades atteints de la maladie d'Alzheimer. Plusieurs d'entre eux, qui avaient oublié jusqu'à leur nom, purent récupérer ainsi une partie de leurs facultés.

Le retentissement médiatique de cette étude fut considérable. Aux États-Unis, comme d'ailleurs co-

France, la maladie d'Alzheimer est un véritable fléau touchant plus de quatre millions de personnes et en comptant chaque année environ cent mille (ce qui est fait la quatrième cause de mortalité chez les adultes). On tenait ainsi un médicament capable d'avoir une certaine efficacité sur l'un des principaux symptômes de la maladie.

Hélas, il fallut vite déchanter lorsqu'il s'avéra que, dans 25 % des cas environ, apparaissaient, chez les patients traités, des troubles hépatiques (augmentation du taux de certaines enzymes). Heureusement, ces atteintes étaient réversibles à l'arrêt du traitement. Le 25 octobre 1987, la FDA faisait savoir qu'elle souhaitait l'arrêt de l'expérimentation du THA et décidait d'ouvrir une enquête sur les conditions dans lesquelles le docteur Summers avait conduit son étude.

Parallèlement, d'autres études étaient entreprises aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France sur plusieurs centaines de patients. On s'aperçut vite de la difficulté qu'il y avait à déterminer par avance les patients « répondeurs » au traitement et les « non-répondeurs ». En outre, les expérimentateurs rencontrèrent de nombreux problèmes d'ordre méthodologique, du fait, en particulier, de la difficulté qu'ils avaient à mener et à interpréter, des essais en double aveugle.

Le 31 janvier 1991, soit peu de temps avant que la FDA ne rende son verdict, paraissait dans *The New England Journal of Medicine*, un éditorial du directeur de cette publication, le docteur Arnold Reisman, ainsi que le pré-rapport de la FDA concernant l'étude du docteur Summers. Le docteur Reisman rappelait que la décision de publier l'article du docteur Summers avait été prise après de longues délibérations.

Les relecteurs de la revue étaient bien conscients des insuffisances de cette étude, mais il leur avait semblé que, compte tenu du caractère incurable de la maladie d'Alzheimer, de tels résultats ne pouvaient qu'encourager chercheurs et médecins à poursuivre leurs travaux. Quant au rapport de la FDA, il était bien entendu très critique sur les travaux du docteur Summers, ce qui ne manquait pas d'envoyer les rapports entre cette institution et la firme Warner-Lambert.

Dans un tel contexte, les experts de la FDA étaient confrontés à un

problème pour le moins délicat : soit ils refusaient d'autoriser le THA, arguant du fait que son efficacité n'était pas clairement avérée et, que, en outre, il induit dans un nombre non négligeable de cas l'apparition d'effets secondaires ; et, du même coup, ils privaient les patients atteints de la maladie d'Alzheimer du seul produit à avoir montré une efficacité thérapeutique, aussi minime soit-elle (2). Soit ils autorisaient le THA et risquaient par la suite de se voir reprocher d'avoir accepté la commercialisation d'un produit qui n'avait pas réellement fait la preuve de son efficacité. Après quatorze heures de discussions sèches, ils optèrent pour la seconde attitude.

« Il faut en passer par la Maison Blanche »

« Les données présentées étaient insuffisantes », déclara à la sortie le docteur Steven Ferris (New York University Medical Center), qui dirigeait ce groupe d'experts. « L'efficacité du THA, si elle existe, il y a, est trop faible », ajouta pour sa part le docteur Paul Leber, l'auteur du rapport de la FDA sur l'étude du docteur Summers. Un autre expert, le docteur Leon Thal, estima que les données présentées n'étaient pas suffisamment convaincantes pour justifier une autorisation de mise sur le marché.

Dans le camp d'en face, on ne décollait pas. « C'est un triste jour pour les patients atteints d'Alzheimer », déclara M. Peter Wolf, un porte-parole de Warner-Lambert. Un autre dirigeant de cette firme, M. Peter Barton Hunt, estima pour sa part que s'il s'était agi non pas d'un médicament contre la maladie d'Alzheimer, mais d'un produit contre le sida, pareille décision aurait été suivie d'un bain de sang ». Un autre spécialiste, le docteur Trey Sunderland, du National Institute of Mental Health, rappelle que les premiers médicaments antihypertenseurs n'étaient pas, eux non plus, mais qu'il fallait bien un commencement à tout. « Doit-on se passer d'un médicament sous le seul prétexte qu'il n'est pas « le » médicament idéal souhaité ? », résumait-il à sa façon un autre spécialiste, le docteur Kenneth Davis du Mount Sinai School of Medicine.

La presse américaine ne se priva pas, elle non plus, de quelques édi-

toriaux particulièrement virulents à l'encontre de la FDA. Le *Wall Street Journal*, en particulier, n'y alla pas par quatre chemins estimant que tout cela n'était que règlements de comptes « bureaucratiques », dont les premières victimes sont les malades eux-mêmes. « Il est en tout cas plus clair que jamais, pouvait-on lire dans un éditorial publié par le quotidien des milieux d'affaires américains, que pour obtenir quoi que ce soit en la matière il faut en passer par la Maison Blanche. » Allusion à peine déguisée à l'action des différents groupes de pression à propos des lenteurs de la FDA concernant la mise sur le marché des médicaments actifs contre le sida.

Une nouvelle fois, voilà donc la ténacité qu'exerce la Food and Drug Administration et ses procédés d'argument des nouveaux médicaments, mise sur la sellette. Avec, comme toujours, la même interrogation : s'agissant d'une maladie très répandue et mortelle, pour laquelle il n'existe aucun traitement, faut-il, dès lors qu'un médicament semble pouvoir bénéficier à certains patients, alléger - et accélérer - les procédures d'autorisation ?

Visiblement, la FDA est embarrassée par cette affaire. Il y a quelques jours, le docteur Paul Leber, qui dirige le département des médicaments neuro-pharmacologiques de la FDA, a adressé une lettre aux dirigeants de Warner-Lambert dans laquelle il leur proposait de mettre en œuvre un plus vite, et en étroite collaboration, un nouveau programme d'expérimentation du THA. Ainsi, devait expliquer vendredi 22 mars un porte-parole de la FDA, il sera possible, tout en poursuivant l'expérimentation du médicament, de le prescrire à un beaucoup plus grand nombre de patients. En somme, le THA se verrait accorder un sort semblable à celui réservé à de nombreux médicaments contre le sida : une non-autorisation bien tempérée.

FRANCK NOUCHI

(1) Concernant la maladie d'Alzheimer et, en particulier, sa prise en charge, on lira avec intérêt la *Maladie d'Alzheimer* de Hubert Aeppli (Éditions Odile Jacob).

(2) En réalité, un autre médicament, l'hydralazine, fabriqué par la firme pharmaceutique Sandoz, a été autorisé dans le traitement de la maladie d'Alzheimer. Mais une récente étude a semblé montrer qu'il n'avait pas l'efficacité qu'on lui prêtait initialement.

Une loi pour l'Ordre

Banal lifting d'une institution cinquantenaire ou lissage profond d'une structure cherchant à pouvoir se présenter comme l'émancipation et le défenseur du corps médical français ? On découvrirait bientôt dans le détail le contenu de l'avant-projet de loi qui modifiera le mode de fonctionnement du conseil de l'Ordre des médecins.

Ce texte attendu, rédigé chez M. Bruno Durieux, ministre délégué à la Santé, sera présenté dès cette semaine aux instances représentatives de la profession. Il est possible d'en donner dès aujourd'hui les grandes lignes.

Cet avant-projet de loi reprendra pour l'essentiel la philosophie et nombre de propositions du rapport que le docteur Jean Terquem, conseiller d'Etat, avait remis il y a quelques mois au gouvernement (le *Monde* du 11 janvier). Il est notamment acquis qu'une mesure aussi importante que la publicité des débats à l'échelon disciplinaire sera traduite en termes législatifs, l'échelon régional se transformant ici pour des raisons pratiques en échelon interrégional.

Une série d'incompatibilités

De la même manière, le texte prévoit une série d'incompatibilités entre diverses fonctions ordinaires (à l'échelon des bureaux départementaux et interrégionaux et du bureau national) et syndicales. On devrait, d'autre part, notablement améliorer le système qui permet à l'Ordre d'engager une action à visée disciplinaire concernant un médecin dont le comportement peut apparaître en contradiction avec le code de déontologie, voire avec le code pénal.

L'un des chapitres essentiels retenus dans l'avant-projet de loi porte sur le nouveau rôle dévolu à l'institution ordinaire, qui, dorénavant, devrait être le garant concret de l'indépendance des médecins exerçant sous contrat dans des cliniques privées. L'Ordre devrait ainsi bientôt pouvoir se substituer à ceux de ses membres qui pour

diverses raisons exercent la médecine sous le contrôle étroit d'un gestionnaire privé. Le modèle retenu lui devrait être celui d'un nouvel article du code du travail introduit par la loi du 2 août 1989, l'action ordinaire vis-à-vis de telle ou telle clinique ou de telle ou telle chaîne privée d'hospitalisation ne pouvant toutefois être poursuivie sans l'accord du médecin intéressé.

La durée des mandats

Pour autant, et comme on pouvait le prévoir, tout dans cette réforme ne va pas soulever quelques problèmes. C'est notamment le cas pour la durée des mandats. Les limitations prévues dans le rapport Terquem ne semblent nullement du goût des élus en place, qui souhaitent pouvoir exercer de manière consécutive deux mandats de six ans.

C'est aussi vrai pour le mode d'élection, qui cherche à obtenir une meilleure représentativité de l'ensemble du corps médical. Certains inquiètent, non sans raisonnablement, des effets pervers que pourrait avoir, via la modification envisagée, l'émergence d'un mandarinat hospitalier dans l'institution ordinaire.

La traduction définitive du rapport Terquem sous forme d'avant-projet de loi n'est plus qu'une affaire de jours. Si, comme il est permis de le penser, on prolonge jusqu'à la fin de l'année 1992 les mandats ordinaires en cours, les nouvelles élections pourront être organisées dans un an, la loi devant, quant à elle, être votée d'ici la fin de l'année.

Sauf surprise de taille, moins de cinquante ans après avoir été rétabli par le général de Gaulle, l'Ordre des médecins pourrait ainsi - sans ombre dans le corps médical ou dans les combats d'un autre âge où il a failli disparaître - tenter de ranimer avec une mission qui n'a pas pris une ride : la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession médicale.

JEAN-YVES NAU

BULLETIN D'ABONNEMENT

POINTS DE VUE

Procréer, une liberté à encadrer

par le professeur Jacques Lansac

La procréation humaine, comme celle de tous les mammifères, est une reproduction hétérosexuelle. Depuis notre père Adam qui, le premier, a expérimenté cette méthode, il faut un sujet de sexe mâle qui sera le père de l'enfant; un sujet de sexe féminin qui le portera et l'allaitera, et un ou plusieurs rapports sexuels pour introduire le sperme du père dans les voies génitales de la future mère.

Dans l'espèce humaine, les sujets des deux sexes vivent en groupe, et, bien que d'aucuns affirment qu'il s'agit de mammifères supérieurs, il arrive que des individus transgressent les lois de la société. Celle-ci, pour se défendre, retient en prison certains sujets le plus souvent de sexe mâle. En France, environ 52 000 sont actuellement retenus dans des maisons d'arrêt. La société prive donc ces citoyens (prévenus ou condamnés) de liberté, de vie hétérosexuelle (les quartiers d'hommes étant séparés de ceux des femmes) et, par là même, de possibilités de reproduction.

Les techniques de procréation médicalement assistée ont permis de dissocier la procréation de la sexualité puisque la rencontre du spermatozoïde et de l'ovule se fait en dehors de tout rapprochement sexuel. Ces techniques sont qualifiées, pour ce fait, par l'Eglise catholique, de «deshumanisantes». Elles sont, pour cette raison aussi, critiquées par nos collègues psychologiques ou éthiciens qui nous rappellent d'avoir remplacé «les enfants de l'amour» par «les enfants de la science». Rares sont les jours où la presse n'évo-

que le «dossier noir» des bébés-éprouvette avec ses dérives, ses menaces et les abus qu'il faut dénoncer.

Les médecins en charge des techniques de reproduction ont d'ailleurs, depuis longtemps, compris les difficultés de ces problèmes et travaillent en groupes pluridisciplinaires, évaluent les effets de leurs techniques et réfléchissent aux problèmes d'éthique. La Fédération des CECOS a été la première dans ce domaine à établir des règles éthiques strictes. Le gouvernement a, de son côté, mis en place le Comité national d'éthique.

D'autres organismes ont réfléchi à ces questions : le Conseil d'Etat, le conseil de l'Ordre, le Conseil de l'Europe. Ainsi se sont élaborés des guides de bonnes pratiques médicales. Un consensus s'est établi pour reconnaître que les techniques de procréation assistée doivent être réservées à des couples hétérosexuels stables ayant des difficultés pour procréer naturellement. Les médecins, après avoir étudié la cause de la stérilité et avant de mettre en route la thérapie, la plus adaptée, doivent apprécier la solidité du projet parental et tenir compte, autant que faire se peut, des droits de l'enfant à venir.

La question posée aujourd'hui est de savoir si l'on doit autoriser ces techniques complexes pour permettre aux détenus de procréer durant leur détention.

On peut répondre que tous les détenus doivent pouvoir bénéficier des techniques médicales dont bénéficient les citoyens libres de ce pays. Certes, il n'est pas ques-

tion qu'un détenu ne reçoive pas des soins conformes aux données de la science pour une tuberculose ou un cancer. Or l'impossibilité de procréer en prison n'est pas une maladie mais est liée aux règles de la vie carcérale voulues par le législateur. Les médecins ne sont là que pour résoudre les cas pathologiques, et ici il n'y a pas de pathologie. Il suffit de modifier les règles de la vie en prison en créant, par exemple, des «parloirs sexuels». Les médecins n'interviendraient alors que dans les cas de stérilité reconnue comme pour tout le monde.

Et l'enfant dans tout cela ?

En autorisant la procréation médicalement assistée pour tous les détenus, on donne à ceux-ci plus de possibilités qu'aux autres citoyens qui n'ont accès à ces techniques que pour des raisons médicales d'origine contrôlée par les médecins de la Sécurité sociale. Ce n'est pas un aspect de liberté (pour reprendre le célèbre formule de l'ancien garde des sceaux, M. Robert Badinter) serait donc réservé à ceux qui en sont privés ! C'est pour le moins paradoxal.

Il faudra aussi, je pense, dans le même logique, autoriser toutes ces techniques à ceux qui ont en mission dans une contrée lointaine, aux pilotes long-courrier, aux couples de fonctionnaires qui ne peuvent avoir deux postes dans la même ville... Et que dire du prix de revient de la réalisation de ces techniques à l'heure où tous les ministères de la santé ne cessent

de souligner les responsabilités des médecins en matière de dépenses ?

Et l'enfant dans tout cela ? N'a-t-il pas droit à ce père dont le rôle est essentiel pendant la grossesse et les premières années de la vie, insistent les psychiatres. Que dire de cet enfant qui n'aura d'autre image du père que celle d'un homme derrière les barreaux, et qui ne pourra jouer avec lui que dans dix ou quinze ans ? Que dire à cet enfant des crimes commis par son géniteur qui parfois seront peut-être des sévices à enfants ? Ne voit-on pas que l'on demande aux médecins de créer «médicalement» de la pathologie psychiatrique infantile ?

Il est temps de définir le cadre législatif d'utilisation de ces techniques. Il ne manque pas d'études, de colloques, de rapports, de projets de loi. Tous les pays voisins de la France se sont attaqués à ce travail législatif. Serons-nous une fois de plus en retard, alors qu'il s'agit en quelque sorte de prolonger la Déclaration universelle des droits de l'homme ?

Peut-on rappeler au garde des sceaux (qui est ancien ministre de l'Agriculture) qu'en matière de procréation animale c'est en 1966 que l'un de nos prédécesseurs a signé des arrêtés très précis concernant l'insémination artificielle des animaux ? C'était très important et sûrement plus urgent. Il s'agissait de bovins, d'ânes et d'ânesses...

► Le professeur Jacques Lansac est président de la Fédération nationale des CECOS (Centre d'étude et de conservation du sperme).

L'été se remet à l'heure

Comme tous les ans à la même époque, l'heure d'été revient : dans la nuit du 30 au 31 mars - c'est-à-dire entre le samedi saint et le jour de Pâques - les pendules seront avancées d'une heure, non seulement en France mais aussi dans la plus grande partie de l'Europe occidentale.

L'heure légale française sera, comme tous les étés depuis 1976, en avance de deux heures sur le «temps universel», soit TU +2, ou plus précisément UTC +2 puisque, depuis août 1979, le nom officiel de l'heure qui sert de référence dans le monde entier est «temps universel coordonné».

Le temps universel est né le 22 octobre 1884 avec l'adoption du méridien de Greenwich (l'observatoire britannique situé dans la banlieue de Londres) comme méridien-origine. Une heure de référence commune et indiscutable était devenue nécessaire avec, notamment, le développement des transports internationaux.

Trop souvent encore, on appelle l'heure de référence «Greenwich mean time ou GMT». Ce qui est incorrect. Le temps civil, en effet, est compté de minute à minute : alors que le temps moyen d'un lieu est calculé de midi à midi puisque fondé sur l'observation du passage du Soleil au méridien de ce lieu.

L'heure d'été a été instaurée en France pour la première fois en 1916 pour économiser les sources de lumière artificielle. Mais dans notre pays, jusqu'en 1941, l'heure d'été a été UTC +1 et l'heure d'hiver UTC.

Ce qui correspond à notre situation géographique par rapport au méridien de Greenwich. En 1941, les occupants allemands nous ont imposé leur heure : soit UTC +1 l'hiver et UTC +2 l'été. En 1945, on en est revenu à la situation d'avant-guerre.

Pas pour longtemps. En 1948 en effet, on revenait à l'heure unique pour toute l'année, mais celle-ci était UTC +1. Cette situation a duré jusqu'en 1976. Cette année-là, les chocs pétroliers ayant servi de détonateur, on est revenu à une heure d'été, mais fixée à UTC +2.

Cela a fait économiser, bon an mal an, à EDF quelque 300 000 tonnes d'équivalent-pétrole (TEP) puisque l'essentiel de l'énergie électrique venait alors de centrales thermiques au charbon ou au fuel.

Actuellement, 79 % de l'électricité sont produits dans des centrales nucléaires, mais l'économie est encore de 250 000 TEP puisque les besoins en électricité d'été, diminués par l'ensoleillement tardif, entraînent une réduction de 0,5 % de la consommation annuelle d'électricité.

Chaque année depuis 1976, le passage à l'heure d'été rallume le même querelle : pour les uns, le Soleil qui brille jusqu'à 22 heures perturbe le sommeil des enfants, des adultes et des animaux ; pour les autres, c'est bien agréable de dîner ou de «veiller» au soleil...

L'heure d'hiver (TU +1) reviendra le 29 septembre. Pour l'année 1992, on sait déjà que l'heure d'été s'écoulera du 29 mars au 29 septembre.

YVONNE REBEYROL

S. O. S. Musée de l'homme !

par André Langaney

FACE à la tour Eiffel, le long du parvis des Orfèvres, le président de la République, le Musée de l'homme, musée du ministère de l'Éducation nationale, bénéficie d'un environnement urbain exceptionnel et de flots de centaines de milliers de visiteurs, tant parmi les groupes scolaires et les enseignants que parmi les touristes, les promeneurs et un public plus motivé. On aurait pu croire que le ministère de tutelle, possédant une telle vitrine en un tel lieu, aurait à cœur d'y soigner son image de marque, surtout en un endroit que ses fondateurs, Paul Rivet et Georges-Henri Rivière, avaient consacré à la communication au public des connaissances sur le phénomène humain dans son ensemble : origine de l'homme et de ses civilisations, diversité physique, sociale et culturelle des milliers de populations qui peuplent notre Terre et méritent notre respect.

Force est de constater qu'à la splendeur de l'inauguration de 1937 ont succédé, lentement puis en s'accroissant, une usure et un déclin largement dus à l'indifférence de l'autorité de tutelle, quelle que soit sa tendance politique. Pourtant une multitude de plans de rénovation, globaux ou partiels, n'ont cessé d'être proposés par les personnels du musée

depuis des décennies. Les recherches, les enseignements - donnés souvent ailleurs faute de lieu acceptable - et l'expertise de ces personnels continuent à valoir à l'établissement une réputation internationale que renforcent les expositions souvent prestigieuses réalisées avec des moyens dérisoires.

Faute d'investissement en argent et en personnel, les lieux se dégradent, la fréquentation baisse, les perspectives de rentabilisation s'éloignent et les collections du patrimoine national et international, uniques au monde, sont menacées, tant par les réductions de personnel que par l'insécurité des locaux et des conditions de stockage. Quelques professionnels des musées et des trafiquants d'art exotiques ont beau jeu de réclamer le rattachement au Louvre d'un musée où l'on oublierait complétement les hommes et leurs civilisations, pour ne plus voir que quelques pièces exceptionnelles qu'ils ont produites.

La solution n'est évidemment pas là, et l'on peut s'étonner de l'ineptie d'une proposition qui reviendrait à fermer le centre de recherche qui a conduit aux œuvres de Rivet, Lévi-Strauss, Leroi-Gourhan, Gréau, Lavié, Victor, Rouch, Coppens et bien d'autres, qu'il serait fastidieux de citer. Par contre, il est plus que jamais temps de rappeler à nos plus

hautes autorités qu'une vitrine publique, surtout placée du Trocadéro, se rénove complètement plus d'une fois par siècle, et s'entretient, si l'on ne veut pas fermer boutique.

La rénovation totale du Musée de l'homme et les centaines de millions de francs qu'elle implique sont d'autant plus nécessaires que les développements récents de la biologie et un contexte social national et international difficile rendent le message qu'il véhicule prioritaire pour quiconque se soucie des droits de l'homme, de liberté et de paix sociale.

L'éclosion du secrétariat d'Etat aux grands travaux a permis la réalisation d'une exposition à grand succès sur nos origines : «La nuit des temps». Mais il s'agit là de moins de 300 mètres carrés sur 5 500 mètres carrés de galeries publiques. Auxquelles s'ajoutent les laboratoires, la bibliothèque et les réserves, qui étouffent du volume croissant des collections, qu'il est étonnant de stocker dans le bâtiment, en un tel lieu.

Tous parents, tous différents

Le Musée de l'homme est une partie intégrante du Muséum national d'histoire naturelle, dont le directeur, Jacques Fabrice, et les instances dirigeantes, en accord avec le secrétariat d'Etat aux grands travaux et le ministère de l'Éducation nationale, ont mis en place une «cellule de rénovation». Coordonnée par Denis Vielou, sous-directeur au Muséum, celle-ci doit fournir le programme scientifique de la rénovation du musée et en suivre la réalisation. Bien que ce programme ne soit pas encore public, ce n'est pas trahir un secret d'Etat que révéler qu'il sera coordonné, dans les prochaines années, grâce à trois opérations exemplaires de ce que le Musée de l'homme peut et doit faire.

A la fin de 1991, l'exposition «Tous parents, tous différents» présentera les principaux résultats de la biologie des populations humaines actuelles acquies ces toutes dernières années : chacun des cinq milliards d'êtres humains

est génétiquement unique ; on peut donc parler d'une population qui vitait il y a (seulement) mille siècles ; les différences de patrimoine génétiques entre populations sont négligeables ; les différences de couleur de peau ou de traits du visage sont des adaptations très récentes à l'environnement de nos dernières années. Un tel message établit que les hommes d'aujourd'hui, sans être jamais identiques, sont biologiquement équivalents. Il fonde, scientifiquement et moralement, le principe de l'égalité des droits.

L'an prochain, le cinquième centenaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb sera l'occasion de témoigner du prestige et du génie des Amérindiens qui, des millénaires plus tôt, ont civilisé le Nouveau Monde, de l'Alaska à la Terre de Feu et de l'Amazonie à l'Atlantique, avant de reculer devant la barbarie de nos ancêtres européens. Les civilisations qui ont produit Naxos et Méchu Pachu n'ont rien à envier à l'Europe qui, elle, sera célébrée au Musée de l'homme comme il convient, par le rappel de ses sources, au moment de sa naissance officielle en 1993.

Égalité des humains en droit, respectabilité de toutes les cultures, origines de cette Europe qu'il convient de faire, action de l'environnement sur les hommes et les civilisations : le programme de rénovation du Musée de l'homme place les plus hautes autorités de l'Etat face aux soucis qu'elles n'ont cessé d'affirmer comme étant prioritaires, en particulier ces dernières années. Les personnels du Musée de l'homme sont prêts et attendent que ces autorités passent aux actes et leur donnent, enfin, les moyens de mettre en œuvre leur savoir et leurs talents.

► André Langaney est directeur du laboratoire d'anthropologie biologique du Musée de l'homme.

Le conseil des ministres du 27 mars devrait s'occuper des grands travaux, parmi lesquels est prévue la rénovation du Musée de l'homme.

Mentor sur disque dur

Suite de la page 11

François Charpiau fait partie de ces oiseaux rares. Professeur titulaire et spécialiste des langues anciennes à l'université de formation et de recherche de linguistique (FRL) de l'université Paris-VII, il bécote sans relâche, depuis quinze ans, pour inciter ses collègues à s'initier aux arcanes de l'informatique.

«La mise au point d'une méthode d'apprentissage des langues anciennes par ordinateur exige une véritable collaboration entre littéraires et informaticiens», affirme-t-il. Hiatus infranchissable ? Aux États-Unis, les chercheurs se débattaient pour tant de cette improbable interdisciplinarité. Ainsi la prestigieuse université de Stanford (Californie) confie-t-elle un département d'informatique à un littéraire, formé dans la plus pure tradition oxfordienne. Et le programme Persius n'aurait sans doute jamais vu le jour sans une association active entre linguistes et informaticiens - association à laquelle, pour la France, seules les équipes de l'UFR et de Centre de recherche en documentation et informatique scientifique et technique (le CREDO, au CNRS) ont participé.

Une manne commerciale

Autre discipline prête à bénéficier de cette technologie d'avenir : l'histoire. «Qu'est-ce que le travail quotidien d'un historien, sinon la recherche minutieuse, la confrontation et le traitement d'informations provenant de diverses sources ?» soulignait récemment André Zysberg, chercheur à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine du CNRS (1). Reportée à l'histoire antique, une banque de données exhaustive et interactive joue ainsi un rôle essentiel. «On peut déduire de la lecture des Vies des douze Césars qu'un empereur romain était obligatoirement mauvais lorsqu'il était trop petit, de teinte pâle, lorsqu'il avait des taches sur la peau ou une vue trop faible. Mais la réflexion sera beaucoup plus fructueuse si l'on juxtapose le texte de Suétone à la statue romaine. Avec le CD-ROM, cette opération ne prendra que quelques minutes, et nous trouverons à nouveau le temps de réfléchir, ironise François Charpiau.

Autrement dit, de devenir plus intelligent !

Tout un programme. Restes à savoir si les spécialistes français des langues anciennes et classiques - nos institutions ont tenté le message, ou s'ils laisseront cette manne culturelle et commerciale à d'autres, moins frileux et plus réalistes. «Va-on continuer longtemps à se déssaisir de nos droits plutôt que de s'associer aux initiatives américaines, alors que notre pays se targue de figurer parmi les principaux héritiers de l'Antiquité ?», s'indigne Gérard Losfeld, responsable du CREDO à l'université Lille-III. «Et ferons-nous de même lorsqu'il s'agira de mettre sur ordinateur la littérature française du dix-septième siècle ?»

Seule certitude : à l'heure où les éditeurs français ont vu leurs ventes baisser de 10 %, le petit cousin latin de Persius figure déjà dans les cartons des laboratoires américains.

Persius, lui, continue son aventure. Et cours d'obédience, il devrait être commercialisé par l'université Harvard à l'automne prochain, pour une somme estimée à 1 200 dollars (moins de 7 000 francs). Après sa première présentation qui a attiré de nombreux étudiants et de nombreux enseignants de l'université et de secondaire, il devrait faire l'objet d'une nouvelle démonstration, le 11 mai prochain, cette fois strictement réservée aux universitaires (3). Objectif à terme : obtenir des pouvoirs publics l'établissement d'un centre de recherche à Paris-VII ou à Lille-III, qui permettrait aux collègues, aux lycées et aux laboratoires de recherche coœuvres au système d'utiliser le programme à leur guise.

CATHERINE VINCENT

(1) Le Courrier du CNRS, mai-juillet 1986.
(2) Deux dictionnaires sous forme de CD-ROM (Zyromis, version électronique du Dictionnaire Hachette de notre temps, et le Grand Robert électronique), ainsi que plusieurs catalogues d'images, des méthodes d'apprentissage des langues vivantes et des ouvrages encyclopédiques.
(3) Pour tous renseignements : François Charpiau, unité de formation et de recherche de linguistique (UFR), université Paris-VII, 2, place Jussieu, tour centrale, 75251 Paris Cedex 5.

L'ASTRADUL

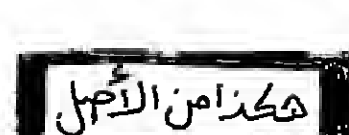
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres

Vous proposez une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Poursuivi en référé par des associations de commerçants **M. Edouard Leclerc et les pièges de la publicité comparative**

La campagne de « publicité comparative » lancée le 18 mars par les centres distributeurs Edouard Leclerc a déclenché une série de poursuites engagées par les associations de commerçants mis en cause, qui s'estiment victimes d'un délit. Mardi 26 mars, les juges devaient examiner le cas des bijoutiers-horlogers, avant de se pencher, le lendemain, sur celui des pharmaciens. Mais, en attendant que les pompistes se joignent à ces procédures, le tribunal des référés de Paris, présidé par M. Jean Germain, était saisi, lundi 25 mars, par la Confédération nationale de la boulangerie française.

« Chez moi, c'est pas les Restos du cœur, bande de cloches ! » lance ce boulanger veki, manifestement furieux, croqué par Wolinski devant des baguettes de pain affichées à 3,20 F. Plus loin, une séduisante cliente semble le narguer en s'emparant d'une baguette tendue par le vendeur ravi, d'un rayon boulangerie et qui ressemble fort à M. Leclerc.

Le texte qui accompagnait ces images, prises dans le Parisien, le 18 mars, comparait les prix du pain relevés à Nancy, en précisant que le Centre Leclerc de cette région vendait la baguette 1,50 F. Mais aussitôt après, le commentaire changeait de ton pour souligner les dangers d'une telle publicité comparative à laquelle les établissements Leclerc se déclaraient hostiles.

Pourtant, M. Jean-Louis Fourgoux, conseil de la Confédération nationale de la boulangerie française, a estimé qu'il s'agissait d'une publicité « dénigrante, mal-

veillante et mensongère » et que les « aveux » du Centre Leclerc ne diminuait pas le préjudice subi tant par la diffusion de cette publicité que par les retombées médiatiques qui ont suivi la campagne. Aussi, il a demandé la cessation de la publicité litigieuse et une provision de 400 000 F de dommages et intérêts sur l'indemnité qui pourrait être accordée ultérieurement par les juges civils. Et M. Fourgoux s'est placé sur le strict plan du droit pour justifier le caractère illicite d'une telle publicité, qui ne compare pas des produits identiques et serait fondée sur des éléments erronés puisque l'avocat s'est rendu dans un Centre Leclerc de Levallois où on lui a vendu une baguette 2,60 F.

« Une action d'assailants »

Sur le fond, M. Mario Amadio, défenseur des Centres Leclerc, était totalement d'accord avec son adversaire pour affirmer : « La publicité comparative n'est pas un combat honnête ; elle est toujours une action d'assailants ». L'avocat n'avait d'ailleurs pas de mots assez forts pour le condamner et, afin de bien le démontrer, il expliquait l'idée de son client qui e voulu dire : « Voilà la publicité que nous ne voulons pas parce qu'elle est déloyale ». Ce le but avoué des centres Leclerc était de dénoncer les dangers d'une proposition de loi autorisant la publicité comparative, qui doit être soumise au Parlement à la session de ce printemps. Il s'agissait donc de « faire appel à l'opinion publique par un exemple concret de publicité comparative, dont le trait est volontairement forcé et le contenu délibérément polémique pour susciter le débat ». M. Claude Vaillant, défenseur de l'Agence de publicité Roux, Séguéla, Ceyzac et

Goudard, a soutenu le même thème en considérant que l'affirmation de M. Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, selon laquelle la publicité comparative serait autorisée « sans aucune restriction » était une sorte de « déclaration de guerre », qui avait alerté tous les professionnels de la publicité, conscients des dangers d'une telle mesure.

La publicité comparative serait donc un piège. D'ailleurs, le Confédération de la boulangerie y serait elle-même tombée en voulant dénoncer les mensonges de ses adversaires. Selon M. Bruno Cavalié, conseil du Centre distributeur Leclerc de Levallois, la baguette achetée par M. Fourgoux lui a été vendue par un commerçant indépendant, certes installé dans le même centre commercial mais n'ayant aucun rapport avec les établissements Leclerc. En outre, le prix de 3,20 F, d'abord avancé par l'avocat des boulangers, serait celui de la baguette de campagne. Pour M. Cavalié, il s'agit donc d'un « mensonge délibéré », destiné à « jeter le discrédit » sur le Centre Leclerc de Levallois ; et il réclame donc à son tour une indemnité provisionnelle de 400 000 F.

Le tribunal se prononcera vendredi 29 mars sur un litige qui semble bien éteint du débat principal, puisque les Centres Leclerc et l'Agence de M. Séguéla paraissent bien avoir réduit leur démonstration sur les dangers de la publicité comparative, même si M. Fourgoux s'interrogeait sur les buts réels de la publicité ambiguë parue dans le Parisien en déclarant : « Nous n'avons pas affaire à de vaillants Don Quichottes ou à des mousquetaires ; nous avons affaire à des ticheurs ».

MAURICE PEYROT

Au tribunal correctionnel de Paris

Le président de la filiale immobilière de la Caisse des dépôts condamné pour discrimination raciale

La 17^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Alain Lacabère, a condamné, lundi 25 mars, M. Frédéric Pascal, président de la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations (SCIC) à 8 000 francs d'amende en le déclarant coupable de « refus de fourniture d'un bien en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance à une nation déterminée » (Le Monde du 20 février).

M^{me} Djamilia Tolba, de nationalité algérienne, avait sollicité l'attribution d'un logement HLM à Sartrouville. Sa candidature avait donc été proposée à la société gérante HLM Travail et propriété, filiale de la Caisse des dépôts. Mais, le 22 septembre 1989, le maire CDS de Sartrouville, M. Laurent Wetzel, recevait un courrier de cette société l'informant

que le dossier de M^{me} Tolba lui était retourné avec cette précision : « En effet, un appartement libéré par un Français doit obligatoirement être reloué par un Français. Voici la politique de la SCIC ».

M^{me} Annette Vitse, condamnée à 4 000 F d'amende, avait signé ce courrier par inadvertance, après qu'il a été rédigé par un agent de gestion sans expérience. Mais le jugement relève : « On n'imagine pas un employé, ayant, selon M^{me} Vitse, quatre mois d'ancienneté, prendre la responsabilité d'écrire, sans avoir reçu d'instructions en ce sens, une lettre aussi précise que celle destinée à Djamilia Tolba, en inventant des critères d'attribution des logements qui ne correspondraient pas et seraient même en totale opposition à ceux en vigueur dans l'entreprise ».

Les juges constatent en outre que M. Pascal « a admis, lors des débats, que la nationalité des candidats jouait un rôle dans la répartition des logements faite par la

SCIC, en précisant toutefois que la prise en considération de l'origine des intéressés était nécessaire pour assurer, selon les objectifs poursuivis par l'entreprise, leur intégration harmonieuse dans la société française et éviter la constitution de ghettos dans certains quartiers des grandes villes. Ce discernement ne pouvant, selon le prévenu, fautive de volonté coupable, être assimilé à une discrimination répréhensible ». Mais la loi ne permet pas au tribunal de juger cet aspect et les magistrats soulignent : « L'éventuelle légitimité du but poursuivi par l'auteur du refus, constitué en l'espèce par la politique dont Frédéric Pascal se prévaut, n'a pas à être prise en considération pour apprécier l'existence du délit ». En effet, selon l'article 416 du code pénal, la discrimination raciale ne peut s'abriter derrière aucun « motif légitime ».

MAURICE PEYROT

EN BREF

□ L'ancien inspecteur Gaudino demande une audience au président de la République. — Révoqué de la police nationale par le ministre de l'Intérieur le 18 mars à la suite de la publication de son livre

« L'enquête impossible » retraçant l'affaire des fausses factures du Sud-Est et son implication dans le financement de la campagne présidentielle de François Mitterrand (Le Monde du 20 mars), l'ancien inspecteur de la brigade financière de la PJ de Marseille, Antoine Gaudino a demandé, lundi 25 mars, une audience auprès du président de la République « afin qu'il intervienne en sa qualité de premier magistrat ». « Les bénéficiaires du trafic d'influence et de la corruption du parti au pouvoir ont échappé à toute poursuite judiciaire

après avoir entravé l'action de la justice. Or c'est ce même pouvoir qui sanctionne celui qui n'a fait que son travail et dit la vérité », a déclaré M. Gaudino.

□ Les frères Cheesmet comparaîtront devant le tribunal correctionnel. — La chambre criminelle de la Cour de cassation a confirmé, lundi 25 mars, le renvoi de MM. Jacques et Pierre Chaumet devant le tribunal correctionnel de Paris, inculpés pour « banqueroute, escroquerie, abus de confiance, exercice illégal d'activité d'établissement de crédit et importation non déclarée de marchandise prohibée » à la suite de la faillite de la bijouterie de la place Vendôme (Le Monde du 15 décembre 1987), les frères Chaumet avaient fait appel de l'arrêt rendu, le 10 août 1990, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris les citant à comparaître devant un tribunal correctionnel. Les deux joailliers avaient été placés en détention provisoire du 13 juin au 11 décembre 1987 par le juge d'instruction, M. François Chanut. Le procès devrait avoir lieu à l'automne prochain.

□ Fausses factures : trois chefs d'entreprise de bâtiment écroulés à Metz. — Le doyen des juges d'instruction de Metz, M. Jean-François Blanchet, a inculpé de faux et usage de faux en écritures de commerce et d'abus de biens sociaux MM. Rémy Olsommer, PDG de la Route TP à Longeville-lès-Saint-Avold (Moselle), Jean-Claude Bertoldi et Yves Dubois, responsables tous deux de plusieurs entreprises de bâtiment et de travaux publics dont les noms n'ont pas été communiqués. Ecroulés à la maison

d'arrêt de Metz, les trois hommes sont impliqués dans une affaire de fausses factures d'un montant estimé pour l'instant à 5 millions de francs.

□ Nouvelle saisie d'armes chez un militaire. — Les douaniers du poste-frontière de Sarrebruck ont saisi, dimanche 24 mars, une arme de calibre 7,65 et un fusil de chasse à canon saisi dans la voiture d'un militaire français, sous-officier d'active, qui revenait d'Allemagne sur l'autoroute A4. Une visite à son domicile à Laon (Aisne) a permis de découvrir trois autres fusils de chasse. L'enquête a été confiée au SRPJ de Metz.

□ Mouvement de grève des personnels de l'éducation surveillée. — Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES) appelle les trois mille éducateurs de justice à une grève de vingt-quatre heures, vendredi 29 mars, afin d'obtenir une revalorisation de leur statut. Ces éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse jugent « inacceptable » le projet de réforme statutaire que leur a transmis le ministère de la justice. Dans un communiqué, publié lundi 25 mars, le SNPES regrette que ce projet « n'intègre aucune revalorisation indicielle ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS et SPECTACLES

DIAGONALES

MADMOISELLE Camille Claudel s'excuse : elle n'a pas le chapeau et les gants qu'il faut pour se rendre là où le comte Monsieur Auguste Rodin. C'est écrit sur un petit brouillon jauni que l'on peut contempler au Musée Rodin, rue de Varenne, du mercredi au dimanche, de 10 heures à 18 heures.

Le document, comme le reste de l'exposition Camille Claudel, est enfoncé dans un dédale de grilles. L'ensemble évoque plus une consigne de gare qu'un esquisse. Mais c'est évidemment l'impression de claustrophobie psychiatrique qui est cherchée, en mémoire de la détention où s'est éteinte la « statue » (ainsi Camille se désignait-elle elle-même, comme pour tourner l'embarras grammatical devant « sculptrice » ou « femme sculpteur »). Exercer un métier qui ne se décline même pas au féminin : tel était, semble-t-il, le premier scandale, d'ordre social.

La correspondance entre le maître et l'élève montre qu'ils restent prisonniers des questions de chapeau et de gants, même quand ils parlent de « gloire » et de « position ». Ces deux notions n'ont plus cours aujourd'hui, du moins sous ces noms. Vers 1890, en milieu bourgeois, elles réglaient les conduites des artistes les plus effranchés. Un sculpteur en renom pouvait vivre avec une maritonne trempan bien la soupe, comme la Baurat, non avec le ravissant soubrette d'un futur poète-ambassadeur.

Si Camille finit par briser toutes ses œuvres, et par regarder fixement ses pieds, trente ans durant, dans un esile du Vaucluse, rejoignant au précédent ainsi, dans le martyre de la « folie d'artiste », les Van Gogh et autres Artaud, ce n'est pas parce que la Création avec un grand C rend fou, comme la bonne société d'alors l'affirmait pour son confort, à l'abri des imageries romantiques, mais bien parce que la jeune femme dérangeait le cours des carrières et des préjugés.

Les grilles de l'exposition prolongent le mythe commode d'une réclusion pathologique, au lieu de désigner les préventions mondaines dont souffrit et meurt Camille. L'installation des œuvres dans la chapelle servant d'annexe au Musée Rodin suffit à symboliser la position seconde où la jeune amante trop aimante et trop douée doit être maintenue. S'il fallait vraiment figurer la probable maladie de Camille, un clou y suffirait : celui qui fixe à son socle la sculpture intitulée la Valse et

Grilles

l'empêche de basculer sous la poids de son déséquilibre, de son élan torsadé, de son tournoi en forme de flamme...

La culture, en principe, devrait aider à combattre les préjugés. Ce pourrait même être une de ses définitions impossibles. Or elle ne cesse de conforter les idées reçues, surtout quand elle se sent menacée. Elle abrite les clôtures et les réformes, dans un même mouvement de bonne foi et de bonne volonté. Prenez la lecture. Chaque printemps ramène à la fois des signes de triomphe — le Salon du livre — et des symptômes d'angoisse : les ouvrages, dossiers, sondages, campagnes et autres initiatives volontaristes autour de la « crise de l'écrit ». La même semaine, les mêmes acteurs de la vie littéraire se mêlent ou grouillent engagés du Grand Palais, boivent à la bonne santé de leur passion commune, et versent une larme de crocodile sur les chutes libres de la lecture parmi les pratiques culturelles.

Les chiffres, c'est vrai, ne sont pas bons, qu'ils viennent du Syndicat de l'édition, de la Direction du livre au ministère ou d'études privées (Le Bataillon de la lecture), Cahiers de savoir-vivre). Les « grands » lecteurs lisent moins et vieillissent, l'exportation s'essouffle... D'où les cris d'alarme saisonniers sur les progrès de l'analphabétisme, les ravages d'une nouvelle inculture.

Dans le même temps, les statistiques des agences de voyages et de la télévision continuent de grimper : d'où les anathèmes, également saisonniers, contre le bougeotte et la tété faisseuse de barbarie. Déjà monte le clémur des gentils auteurs et des gentilles libraires : que faire pour sauver notre vice chéri, qui a tant enrichi nos vies intérieures (vous ne trouvez pas ?) et dans la multitude à tellement tort de se passer, etc. ?

QUE faire ? D'abord, admettre qu'on s'y est mal pris. On a laissé le discours moderniste sur la communication électronique décealer l'imprimé comme archaïque — la diligence au temps de la fusée, — et le discours sur le règne des gagnants réserver la lecture aux faibles : enfants, retraités, malades, désemparés. La pratique des livres est réputée donner des avantages aux examens et consoler les éclopés de la vie. Points d'avance, bovarysme variés et

hutte de folie de mort ! Le beau moyen de faire envie avec « ça » ! Car c'est d'envie et de plaisir qu'il est question. La publicité, qui sait mieux que personne ce qui est bon pour nous et monopolise le droit de la dire, a rayé depuis longtemps la lecture parmi les moyens de mieux vivre : pas une brochure à l'horizon de ses « spots », où cocotiers en zinc, harnais et cuissards bruns délimitent l'image de la félicité nouvelle.

Il en va de la lecture comme de la drogue : en parler sans parler de plaisir est un leurre. Dans la case des toxicomanies, l'excuse est toute trouvée : dire qu'elles font du bien pousse à la consommation que l'on combat. Le vrai est que le plaisir s'explique mal, parce que c'est de mort qu'il s'agit.

En associant la jouissance et le néant sur lequel elle se détache, on risque d'aggraver la pauvreté des livres, de passer pour des gribouilles. Et pourtant le salut dépend de cette lucidité. La lecture tire sa richesse de ce qu'elle procède du révolu, à l'inverse de l'image qui joue sur l'à-plat illusoire d'un éternel présent. Se plonger dans un livre, c'est se soumettre d'avance à l'épreuve du passé, lequel a mauvaise presse.

Danièle Sallenave ne nous dore pas la pilule quand elle intitule son éloge de la lecture le Don des morts (Gallimard). La mort, on le sait, n'est pas « porteur » ; et c'est pourtant la clef de toute transmission. Seul le roman — je dis bien le roman, non l'essai de circonstance auquel nos décideurs voudraient réduire la lecture « utile », — seul le roman prépare le lecteur à la véritable autonomie, en l'incitant à devenir le narrateur de sa propre vie, ce qui suppose de mourir tant soit peu à soi-même, à l'immédiat.

La joie et la liberté offertes par le livre ne vont pas sans traversée des apparences et du temps qui nous constitue. Il n'y a que les mots écrits pour conserver leur réalité aux souvenirs collectifs ou privés, aux métamorphoses de notre humus intime, aux jardins d'hier qui culbrent les bulldozers, à l'Histoire en nous et autour de nous. Ne plus lire, c'est s'empêcher de la mémoire, qui vit de phrases, qui est phrase.

Prôner la souvenance gérée de verbe, à l'heure où ne « marchent » que l'instant, la langue de bois et le cri inarticulé, telle est la folie invendable qui, seule, abattra nos grilles.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

RUE
DE PARADIS
75010 PARIS

POUR VOTRE LISTE
DE MARIAGE
BERNARDAUD
PORCELAINE DE LIMOGES
RUE DE PARADIS.

ARTS CERAMIQUES 15, Rue de Paradis
CRISTALLERIE DE PARIS 1, Rue de Paradis
LIMOGES UNIC 12 & 58, Rue de Paradis
MAISON MADRONET 34, Rue de Paradis
PARADIS PORCELAINE 56, Rue de Paradis
PORCELAINOR 31, Rue de Paradis

CULTURE

THÉÂTRE

La fureur d'Atrée

Seconde partie de « l'Orestie » : un meurtre rituel, une splendeur sauvage

LES CHOËPHORES
du Théâtre du Soleil

Il y a toujours la fosse archéologique ouverte, où sont groupées les statues d'argile noire, comme des vestiges très anciens miraculeusement préservés. Il y a l'arène délavée par le temps, le velum blanc à dessins grecs qui donne une lumière d'aube, la toile bleue intense derrière les portes de bois tenues par des fils invisibles. Dans un même décor, dans une même transcription de la tragédie grecque, en une forme exotique rappelant le kathakali, c'est, après *Iphigénie et Agamemnon*, la troisième partie du spectacle d'Asiane Moukoko, les *Atrides*. La seconde partie de l'*Orestie*, les *Choëphores*, se passe après le meurtre d'Agamemnon par Clytemnestre. On y voit Oreste - Simon Akbarian - exilé, errant avec Pylade. Il retrouve sa sœur Electre - Nirupama Nityandandan - qui le reconnaît et le pousse à venger leur père. Dernière manifestation de la fureur d'Atrée : le meurtre de la mère. Après quoi, il ne restera plus que l'oubli - le pardon, peut-être. En tout cas, c'en sera fini de la vengeance comme morale.

Le spectacle prépare le rituel de ce meurtre qui va faire basculer le monde. Le chœur - hommes, femmes, semblables figures noires, insectes insolites ceinturés de rouge, couronnés de perles et de turban - y prend part de façon plus directe que précédemment. Il n'est plus seulement là pour annoncer, commenter, juger. Il a une fonction d'entraînement, d'enseignement. Par ses danses, par les musiques grandioses et déchirantes - de Jean-Jacques Lemêtre - qui les soutiennent, qui les emportent, il conduit Electre et Oreste sur le chemin de la suprême transgression.

Mené par Catherine Schaub - magnifique et charmante, au sens littéral - le chœur impose au spec-

tacle sa direction. Il vit les passions des protagonistes, fait mieux que répondre à leurs monologues : il leur apporte leur valeur véritable, celle qui échappe aux mots, fait ressentir l'universalité de la tragédie.

Une danse de délivrance

C'est beau. D'une beauté qui frappe comme l'évidence du ciel ou de la nuit. Tout est simplicité : la place des protagonistes dans le décor, leurs professions d'armes qui s'opposent à la sauvagerie féline des gestes. Et leur désignation, la lourde et longue torsade de cheveux noirs suspendue contre un

mur blanc, quand on évoque Clytemnestre, le costume rouge endossé par Oreste pour tuer...

La mort de Clytemnestre, point culminant du spectacle. Un instant de grandeur : la danse du garçon ensablé de rouge devant le couple ensablé - Juliana Carneiro da Cunha et Georges Bigot - éternisé dans une pose de tendresse et d'abandon. Une danse de délivrance, d'émerveillement, de sensualité, avec la grâce d'un enfant-léon et la force d'un adulte. Le meurtre est une vengeance du fils contre l'adultère. Il a frappé de son poignard. Acte symbolique qui le fait rejoindre Oreste au Hamlet. Il ne parle pas, pousse de petits cris joyeux, étouffés : il a réalisé un

destin qui le dépasse, contemple l'œuvre pour laquelle les dieux l'ont fait naître. Désormais, il est autre.

Iphigénie et Agamemnon représentent en quelque sorte un prologue aux *Choëphores*, les paliers nécessaires à ce moment fabuleux où se mêlent vie et mort - comme se mêlent les sons, les paroles, les gestes. Ce moment impossible où l'interdit prend corps, s'empare de l'espace et fait apparaître, éblouissante et éphémère une vérité qui nous dépasse.

COLETTE GODARD

Le 30 mars à 19 h 30. En avril, les 7, 10, 14, 21, 25, 27. En alternance avec *Iphigénie et Agamemnon*. Tél. : 43-74-24-08.

VENTES

Feux croisés de préemptions à Drouot

La dispersion de plusieurs belles bibliothèques a alléché les établissements publics

C'est dans le classique décor de peluche rougeâtre et de moquette marronasse que l'on dispersait à l'Hôtel Drouot, lundi dernier, le contenu de plusieurs belles bibliothèques. En particulier celle de Jean-Charles Lignel, l'ancien propriétaire du *Progrès de Lyon*. Maître Tajeau tenait le marteau, Pierre Berès était à la table d'expert.

Il fallut trois quarts d'heure pour liquider les livres d'œuvres : trente et une éditions originales, d'Amiel à Simone Weil. Un exemplaire du *Rivage des Syries*, de Gracq, bien relié, atteignit quand même 70 000 F. On attaquait ensuite les livres illustrés modernes. Quelques crochets dépassèrent les estima-

tions sans jamais crever le plafond (*Le Can d'Irène*, d'Aragon, illustré par Masson - 55 000 F ; les *Poésies érotiques*, de Pierre Louys - 32 000 F) mais l'*Ane*, de Lucien de Samosate avec les cinquante-huit bois d'Henri Laurens et deux dessins originaux atteignait 390 000 F, la *Paisippa* de Manthier (gravures de Matisse, reliure de Paul Bonet), 210 000 F.

Les grands établissements publics commencent à se manifester quand s'ouvrent le chapitre des manuscrits. La direction du livre n'aurait le feu. Elle emporta coup sur coup le *Survivance* et *Messaline* de Jarry (190 000 F et 180 000 F). Elle laissa passer des poèmes de Mallarmé-transcrits par

Verlaine (398 000 F), mais ne manqua ni le *Rendez-vous* de Oly de Maupassant, un conte de huit feuillets illustré de deux dessins de l'auteur (33 000 F), ni les deux nouvelles d'Octave Mirbeau (*l'Occultisme* et *l'Unique* - 2 500 F). Les épreuves des *Mains jointes*, avec les ajouts et les corrections de François Mauriac, furent également préemptées (8 000 F). La Bibliothèque nationale poursuivait dans la foule et emporta à la file trois manuscrits de Francis Poulenc (*Feuilles américaines* - 5 500 F ; *Retour d'Amérique* - 10 000 F ; *A bâtons rompus* - 20 000 F). « Nous continuons néanmoins », murmura maître Tajeau, qui passa à la suite.

Amplies provisions

La suite, c'est-à-dire les livres anciens et, parmi ceux-ci, la dernière édition des *Essais* de Montaigne publiés du vivant de l'auteur. Celui-ci y a apporté quelques menues corrections autographes. Il y a rectifié, en particulier, la date fautive de l'édition. Les enchères démarraient à 780 000 F pour s'arrêter à 1 470 000 F.

L'heureux acquéreur n'eut pas le temps de se réjouir : le représentant de la BN se levait déjà. Cette édition des *Essais* allait rejoindre la bibliothèque de Bordeaux. Auparavant, les Archives nationales avaient préempté (20 000 F) un *Carrousel militaire*. La Bibliothèque nationale se manifesta une dernière fois en enlevant une belle édition *Restauratio des Œuvres complètes* de Montesquieu.

La salle se vidait. Il restait encore quelques numéros à vendre. Mais les grandes bibliothèques publiques avaient fait d'amples provisions. C'est finalement un particulier qui acheta le *Voyage en Italie* (115 000 F), un manuscrit de l'abbé de Saint-Nan, le compagnon de Fragonard sur les routes de la péninsule.

EMMANUEL DE ROUX

Un raccourci de l'édition française

Pour avoir un luxueux aperçu de l'édition française depuis les origines de l'imprimerie, il suffit, en sortant du Salon du Livre, de traverser l'avenue. La Petite Palais présente quelques-uns des trésors de la bibliothèque Durtal léguée à la Villa de Paris au début du siècle. Une centaine d'ouvrages sont exposés : incunables, manuscrits antérieurs et livres d'heures, ratures de la Renaissance, volumes de l'imprimerie royale, éditions illustrées du dix-huitième siècle. Les derniers livres présentés ont été édités par Ambroise Volland, le grand marchand de tableaux, au début de ce siècle. Bonnard signait les lithographies qui accompagnaient *Parallèlement*, de Verlaine, et *Emile* de Bernard les bois des poèmes de Villon.

► Jusqu'au 1^{er} septembre.

MUSIQUES

Le plaisir et la grâce

Deux stars et une invitée surprise : un plateau de festival

ELVIN JONES
et JAMES MOODY
au TNP Dejazet

D'abord le Dejazet : sa petite salle enguirlandée d'ampoules, son rouge théâtre, ses balcons plus rouges encore que le théâtre. On y accède par un boyau. Autour, le quartier de la République, le dimanche soir, du monde aux terrasses, des gens qui ignorent ce qui va se passer au Dejazet, mais qui rient, qui déboulent. Ils ont à faire. Ces choses-là comptent.

Ensuite, le public mobilisé par James Moody et, en deuxième partie, Elvin Jones, soit un plateau de festival - sans les ficelles. Génération mûlée, les trois quarts des musiciens de Paris, américains ou non, une gaieté très réparable, tous les apprentis saxophonistes et percussionnistes de la place, sans exception (le jazz suscite actuellement une vraie ferveur instrumentale, le jazz donne envie de jouer), des filles détartrées, des couleurs mêlées, moins Benetton que Belleville, et une attente immédiate, brillante.

Les uns ont vu Elvin Jones avec John Coltrane. Ce soir, il jouera avec son fils, Ravi. Les autres se souviennent de son concert avec Duke Ellington et la guele que tiraient les saxophonistes du vieux maître devant l'énervement. C'était net. Johnny Hodges, qu'on surnommait « the Rabbit » (le lapin), faisait la bobine d'un livre dans un concours de civets. Les

plus nombreux ne l'ont jamais vu. Cette gaieté, cet allant, c'est James Moody qui les induit. Sonorité tendue, pleine, à l'alto ; clarté d'eau de printemps à la flûte ; et un sens du divertissement communautaire. Quand il chante en solo, son phrasé est superbe. En invitée surprise, Dee Dee Bridgewater, fourreau de cuir noir pour un *All of me* particulièrement corsé. La fête.

Mais ce plaisir rayonnant, c'est Elvin Jones qui va le conduire à sa maison. On ne vient pas pour voir s'il sait encore jouer on s'il est vraiment à la hauteur de sa légende (il est né en 1927). On vient pour voir. Impossible de dire comment ça marche. Ce n'est pas tant qu'il joue plus fort que les autres batteurs qui impressionne. Ce n'est plus un critique. On vient le voir pour la danse du corps appuyant le coup de la pédale droite (frappe sourde de soutien). Quand il écrase les roulements sur sa caisse claire ; quand il casse sa force de frappe pour tomber brusquement dans la caresse du tempo, à peine perceptible ; quand il arrache un rôle au public ; quand il joue en bord de caisse ou sur les fûts ; quand il crée, désarticulé, rictus et grondements, pour souligner quatre figures simultanées qui se combinent... Ni salle polyvalente, ni maintenant, ni mode, ni zoo de survivants, avec le talent du public en prime : le jazz, là, tel qu'on l'aime.

FRANCIS MARMANDE

Le Festival d'Aix s'étoffe

Une fondation, une vidéothèque, un budget presque doublé

Pour la première fois depuis la création du Festival, tout de suite après la guerre, le maire d'Aix-en-Provence se veut présent en personne, vendredi 22 mars, le programme de la manifestation qui se tiendra du 10 juillet au 2 août. Premier magistrat de la ville depuis deux ans et donc président de l'association du Festival d'art lyrique et de musique, M. Jean-François Picheral tient fermement à donner à celui-ci une nouvelle impulsion afin qu'il ne soit pas « le parent pauvre des festivals européens ». Après deux ans d'économie pour redresser une situation périlleuse héritée de ses prédécesseurs - Monsieur le maire ne polémiquera pas, mais revivra avec insistance sur le sujet - les finances sont aujourd'hui saines.

Avec un budget en très nette augmentation (de 35 millions de francs en 1990 à 55 millions de francs en 1991), Aix garde à sa tête Louis Erlo, qui fêtera l'an prochain ses dix ans de direction artistique. Il a prévu pour cet été quatre nouvelles productions. Mozart, tout d'abord, avec *Les Noce de Figaro*, première mise en scène de France du dramaturge allemand Rudolf Noelle, et la création en France du *Don Giovanni* premier commandement ; ce premier opéra de Mozart sera mis en scène par Jean-Claude Fall. A cette occasion, le théâtre Palladio de Vézénas sera reconstruit. Il devrait accueillir pendant deux ou trois ans les créations des opéras de jeunesse du compositeur. Aix poursuit son cycle Rameau, avec *Castor et Pollux*,

dirigé par William Christie à la tête des Arts florissants et mis en scène par Pier Luigi Pizzi. Benjamin Britten, enfin, avec *le Songe d'une nuit d'été*, revu par le Canadien Robert Carsen.

Le Festival fête l'année Mozart en proposant une mini-intégrale de ses airs de concert, successivement interprétés par Carol Vaness (le 23 juillet), Hélène Donath (le 24), Teresa Berganza (le 25), Margaret Price (le 26). Outre les concerts, les récitals et les « Une heure avec... », les spectateurs pourront participer à des colloques et à des conférences.

Afin de prolonger le Festival pendant toute l'année et de faire d'Aix-en-Provence une capitale musicale, M. Jean-François Picheral a annoncé l'ouverture, en mai prochain, d'une vidéothèque internationale d'art lyrique. Individuellement, on dans deux salles de projection, les amateurs y découvriront l'essentiel de la mémoire télévisée du Festival. Enfin, la municipalité a décidé de constituer une société d'économie mixte avec des entreprises privées. Rassemblées au sein d'une fondation, celles-ci devraient permettre d'étoffer le budget sans qu'il soit besoin de recourir, une nouvelle fois, aux finances publiques. Une dizaine de firmes ont déjà répondu à l'appel. En attendant la construction d'une grande salle de concert dans un nouveau quartier, implanté près du cour Mirabeau.

B. M.

► Tél. : 42-17-34-34.

CINÉMA

La beauté du diable

RUE DU BAC
de Gabriel Aglion

En 1983, Gabriel Aglion réalisait son premier film, *la Scarlatine*, comédie de mœurs autobiographique à propos d'une pittoresque famille d'origine italienne, émigrée d'Égypte, nichée dans un vieil immeuble bourgeois parisien et où dominaient les femmes. Depuis, Gabriel Aglion a beaucoup travaillé sur *Rue du Bac*, mais ce deuxième film, s'il reprend la thématique du premier, ressemble à l'un de ces romans dans lesquels l'auteur veut faire passer trop de choses et ne se résout pas à élaguer.

Rue du Bac raconte donc encore une fois l'histoire d'une famille d'origine cosmopolite. Une famille nombreuse ! Il y a à l'Alice (Françoise Brion), qui représente la branche riche, Judith (Edith Scob) fait partie de la branche pauvre et les maris comptent peu. Simon

(Vincent Vallier), fils d'Alice, timide, est amoureux de son cousin Raphaël (Frédérique Constant), qui a la beauté du diable. Il l'aide à écrire un livre et veut le faire publier par une éditrice très en vue, Geneviève Bujold. Il y a aussi la bonne tunisienne, Farouka Rahouadi, qui éprouve pour Raphaël un amour dévot et se fait dévorer...

Le décor social est habilement esquissé. Les rapports passionnels poussés jusqu'à la frénésie, bien que la mise en scène, parfois, égare dans trop de digressions, comme si le réalisateur reculait devant certaines audaces et se retranchait dans la confidentialité murmurée.

Curieux film que l'on voudrait plus pervers, et qui pêche par une interprétation inégale. Les femmes l'emportent et de loin, tant parti culièrement Geneviève Bujold et Françoise Brion.

JACQUES SICUET

Europe. Embarquement immédiat.

GENEVE	9235F
COPENHAGUE	1780F
VENISE	1700F
ATHENES	2550F
ISTAMBOUL	2750F
NICE	770F

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.

AIR FRANCE

C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

CULTURE

ARTS

Jolies morts

Peintures et sculptures dans le genre funèbre guilleret

PHILIPPE COGNÉE
à la Galerie Laage-Salomon

Les vanités, décidément, sont à la mode. Dans la peinture contemporaine, le crâne vide semble devenu figure obligée. Après les Italiens de la Transavanguardia, Laget, Cane, Kermarrec, Favier - liste incomplète... - Philippe Cognée se voue à son tour au symbolisme macabre. Seule singularité : il refuse de le prendre au sérieux, à plus forte raison au tragique.

Dans la glaise, Cognée modèle des têtes de mort grotesques, les orbites dissymétriques, le frontal enfoncé, les tempes écrasées. Elles grimacent, elles semblent ériger de l'œil comme les masques de Daumier. Le nombre augmente l'effet : Cognée a disposé sur des planches superposées des dizaines de ses boules de terre modelées. On croirait une collection de momies ou de trophées de guerre, mais d'une guerre burlesque.

Les peintures relèvent de la même inspiration ironiquement pasticheuse. Sur des planches qu'il entaille à la tronçonneuse et grave

en partie, Cognée trace en vermillon ou en vert ses pictogrammes déformés. Sans la couleur, le travail semblerait relever de l'expressionnisme à l'allemande, entre Baselitz et la xylographie de la Brücke, découpage violent, travail au couteau.

Mais l'huile, ses reflets, ses nuances, ses textures veloutées, ôtent tout pathétique à l'image. De la gestualité ne restent que des cicatrices recouvertes par la peinture luisante. De la vanité ne demeure qu'un artifice, rien de sacré, rien de dramatique, juste une citation détachée.

Comme Cognée manipule avec habileté ses matériaux et mêle intelligemment des techniques contradictoires, ses dernières œuvres séduisent. Mais ce sont des allusions et des parodies plus que des inventions ou se déclineraient un sentiment ou un sens. Fragilité moderne ?

Ph. D.

► Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-78-11-71. Jusqu'au 13 avril.

Modèles et modelés

Une exposition autour de deux thèmes majeurs, le corps et la couleur



Alain Kirili

KIRILI
au Musée de Calais

CALAIS

de notre envoyé spécial

A s'en tenir aux apparences, Kirili est un sculpteur abstrait. Il se réclame volontiers de David Smith et de Barnett Newman, artistes majeurs de l'expressionnisme abstrait américain, et a décidé de s'établir à New-York, leur ville. Ses fers et ses aluminiums forgés et bariolés au feu développent une géométrie de la ligne, de l'angle et de la plume forte et rigoureuse.

Or, dans la rétrospective que lui consacre le Musée de Calais - l'un des bons musées français, l'un des très rares où la sculpture se soit pas tenue pour un art secondaire - l'œil ne voit que corps et figures, d'autant plus précises qu'ils se sont pas représentés.

C'est que, depuis le début des années 70, Kirili, quand il se ma-

tièle pas le métal, modelé la terre. Il la presse, la cresse, la comprime, la frappe et la déchire. Parfois, un fil de fer se boucle ou une tige droite s'enfoncent dans la masse. Terres grise, blanche, ocre, rouge, toutes l'attirent et, toutes, il les traite avec autant de violence et de maîtrise. Cuites, leurs couleurs s'harmonisent et leurs grains suggèrent peaux et chairs, alors qu'elles conservent l'empreinte des doigts et des paumes qui les ont malaxées et caressées.

C'est ainsi qu'elles manifestent leur nature corporelle ; sans le secours de la représentation anatomique, l'œuvre se transforme à la Kirili, la sculpture se fait ondulante et féminine et célébration érotique. Les œuvres s'intitulent *Grande nudité*, *Femmes*, *Noces* ou *Intense*.

Pour éprouver leur sensualité, il faut d'abord les considérer de loin, puis s'approcher et passer la main contre leurs flancs et leurs courbes, comme on le ferait avec un Rodin. Vues de loin, elles se révèlent que l'irrégularité de leurs volumes, cubes écorchés, formes étiées par un élan vertical. A proximité, les détails apparaissent à fo-

son, trous, arêtes, incisions, traces du maillet ou du couteau. Travail d'après modèle ? A demi. Son corps n'est pas à reconnaître mais à retrouver. Moulés en plâtre, finis en bronze, transposés en ciment, ces modelages ne perdent rien de leur vigueur, mais l'effet se modifie selon la singularité du matériau. Aux ciments, un velouté inattendu et, cependant, la pesanteur de la pierre. Aux fontes, la subtilité de la pesance et le luisant des lumières sur la patine, une monumentalité plus accusée, une belle gravité silencieuse. Aux plâtres, les surfaces granuleuses ou lissées, une pâleur trop parfaite, le détachement, la légèreté, le glissement vers le désincarné.

Exercice périlleux

Kirili a si bien senti que leur blancheur pouvait être celle de l'absence qu'il la rehausse de traits de pastel. Entrelacées, écorchées sur les reliefs, les rouges et les jaunes modent aux couleurs ce qu'elles avaient abandonné de présence physique dans le changement de matière.

Ils répondent à une expérimentation que Kirili même presque seul dans la sculpture contemporaine, celle de la polychromie. Dans ce sillage, il n'a guère qu'un prédécesseur, le Picasso des bronzes peints, et un « correspondant », le Britannique Caro. Mais à la différence de Caro, qui emploie de préférence les couleurs les plus éloignées de la nature, vert aigre, bleu électrique, Kirili emploie des terres, à tous les sens du mot, y compris chromatique. En mêlant des argiles différentes dans une même œuvre, il allie un gris cendré avec un rouge brique, un rose avec un blanc sans avoir recours pour autant aux pigments de peinture.

Dans cet exercice périlleux, où il joue à frôler l'allusion organique sans jamais y tomber, il démontre une admirable maîtrise. Parmi les plâtres peints et les terres cuites exposés à Calais, il en est qui comptent d'ores et déjà parmi les réussites les plus certaines de la sculpture de ce siècle.

PHILIPPE DAGEN

► Musée des beaux-arts de Calais, 25, rue Richelieu, 81200 Calais ; tél. : 21-46-63-17. Jusqu'au 2 juin.

PHOTO

L'ongle de Gulliver

Un photographe rend leurs dimensions aux choses que nous ne savons plus voir

PATRICK TOSANI
au Magasin de Grenoble

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Patrick Tosani voit les choses en grand. Il traque les objets quotidiens (cuillères, talon de chaussures, peau de batterie) avec une objectivité maniaque et leur confère une dimension nouvelle par l'agrandissement démesuré du tirage photographique.

Sa récente série des « ongles » est particulièrement saisissante. Avec un grand souci du détail, et une gravité délicate, Tosani explore le relief organique de cette surface polie, tactile, voire comestible, dont la lumière accentue la transparence. Grossi par une immense loupe, l'ongle rayé, strié, acquiert une profondeur indétectable à l'œil nu.

Son cadrage exotique l'imagination et oblige l'observateur à se concentrer sur ce qu'il voit. L'œil s'accroche à la texture et du relief. Cernée par l'enveloppe rosée du doigt, la lame cornée vue par Tosani est d'autant plus indécise que celui-ci affectionne les ongles rongés, portant la trace du temps et des coups de dents. Reproduit à la taille d'une tête, ces ongles « porteurs » ont l'insistante ostenté des clichés scientifiques ou médicaux.

Son répertoire se poursuit avec la vue en coupe de circuits imprimés récupérés dans une boutique d'électronique. Agrandie au microscope, la « puce » devient un monstre éponyme. Ici Tosani ne découvre pas seulement l'organisation rigide d'un système, il démontre la centralité des choses triviales. Cette mise à nu d'un objet sans fonction confirme, par son dépouillement même, com-

bien son attitude reposée d'abord sur un concept mental.

La meilleure preuve en est donnée par son travail sur les gâteaux - des mille-feuilles nappés d'une couche de métal. On y retrouve le goût des textures étagées, l'idée de stratification, de croissance et d'accumulation. « Empilement de surfaces qui fait un volume », le mille-feuille est mis en une sculpture massive et monumentale. Par la surenchère de l'agrandissement, Tosani entraîne le lecteur de la vision photographique et supprime la dimension physique de l'objet réduit à un volume strict, sans épaisseur ni profondeur.

L'entreprise de Tosani se situe à l'opposé de ceux qui inventent ou fabriquent leur image. Son but n'est pas d'exprimer une vie cachée, mais de rétablir des évidences. Les soixante pièces, réalisées ces cinq dernières années, donnent leur pleine mesure dans le grand hall blanc du Magasin aux verrières tendues par des bâches en plastique agitées par des saives de vent.

PATRICK ROEGERS

► Centre national d'art contemporain de Grenoble. Magasin, 155, cours Berrât, 38000 Grenoble. Jusqu'au 1^{er} avril.

► Musée d'art moderne de Strasbourg. - Le projet de construction du Musée d'art moderne de Strasbourg a obtenu l'accord de principe du ministre de la culture, à l'indiqué, mercredi 20 mars. M^{me} Catherine Trautmann, maire de la ville. Elle aurait également obtenu pour le futur musée l'accord du ministre sur des « prêts consentis » d'œuvres appartenant au Musée national d'art moderne. Le complexe, conçu par l'architecte de la Cité des sciences de La Villette, Adrien Fainsilber (voir *Le Monde* du 24 janvier), nécessitera un investissement estimé à 330 millions de francs.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Les concerts BOERINGER présente le
Quatuor VIA NOVA
Les Sept Dernières Paroles du Christ
RUYCH : Michael LONSDALE
Toute : J. P. NORTON
Tél. Loc. : 42-62-40-65

GRANDS PRIX INTERNATIONAUX
le 2 : Dimitri HVOSTOVSKI
Baryton RACHMANINOV
HAEDEL
GLUCK - VERDI
le 3 : Marco COPEY
Violoncelle BETHOVEN
JANACEK
RACHMANINOV
le 4 : Eusebio SKANAVI
Piano SCARLATTI
SCHUBERT
SCHUMANN
LISZT
le 5 : Vadim REPIN
Violon SCHUBERT
PROKOFIEV

MIDIS MUSICAUX
NOEL LEE
Piano Gérard POULET
Violon le 3 : MOZART
STRAVINSKI
le 5 : BRAHMS
JANACEK

RECTORIAL
MAHE
Mezzo Anna-Marie FONTAINE
Piano MOZART

LYBOV KAZANOVSKAIA
Soprano SENYGIN
Violon TCHAIKOVSKI
RACHMANINOV
VERDI

TRIO WANDERER
HAYDN
BETHOVEN
TCHAIKOVSKI

PRINTEMPS DES ARTS DE MONTE-CARLO
OPÉRA
« LA RONDE »
de Puccini (20-22-24 mars)
Production de l'Opéra de Monte-Carlo
« MITRIDATE, RE DI PONTO »
de Mozart (12 avril)
par l'English Bach Festival
Dir. : A. de Almeida
« REQUIEM »
de Verdi
Ruggiero Raimondi et Margherita Zimmermann (24)
June Anderson (3/4)
Felicity Lott (17/4)
Nikita Magaloff (24/4)
MUSIQUE DE CHAMBRE
Les Arts Florissants
Dir. : William Christie (27/3)

Archi della Scala et Cecilia Gasdia (8/4)
Camerata Académica de Salzbourg/Sendor Vegh (10/4)
Les Virtuoses de Moscou Vladimir Spivakov (15/4)
Quatuor Julliard (19/4)
Quatuor Albert Berg (22/4)
[Solisti Veneti]
Claudio Sornani (28/4)
MUSIQUE SYMPHONIQUE Orchestre philharmonique de Monte-Carlo
Dir. : En Kim
Luzer Serran (7/4)
Dir. : Gianluigi Gelmetti Martha Argerich (14/4)
Dir. : Garcia Navarro Gary Hoffman (21/4)
DANSE
Ballets de Monte-Carlo (20-31/3-1/4)
« ELNES SOLISTES »
C. Coné, soprano (30/3)
A. Ulrich, mezzo (6/4)
F. di Casola, clarinette (13/4)
D. Anderszewski, violon (20/4)
CHORUS
Festival du film musical (20/3-20/4)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

OPERA
DE PARIS
BASTILLE

9, 11, 13, 15, 17, 19, 22, 24, 26, 30 AVRIL, 2, 4 MAI 1991

MANON
LESCAUT

G. Puccini

Direction musicale Philippe Anguin
Mise en scène Robert Carsen
Décor et costumes Anthony Ward

ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS
Diana Soviero / Barbara Daniels, Jeffrey Black /
Philippe Duminy / Patrick Raftery, Vasile Moldoveanu,
Jules Bastin, Ian Caley / Barry Ryan, Reynald Chapuis,
Doris Lamprecht, Jean-Jacques Nadaud,
Jean-Pierre Mazaloubaud / Dominique Jumel.

NOUVELLE PRODUCTION
Co-production avec l'Opéra de Flandres (Anvers)

LOCATION : (1) 40 01 16 16

AGENCES AGRIPES, FNAC, VIRGIN, MINTEL, 3015 CODE THEA ET SUR PLACE
RENSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96

Tarifs : de 40 à 520 F. Première (1941) de 100 à 850 F.

هكذا من لا يملك

ÉCONOMIE

SECTION B

18 L'Autriche et le « carnet écologique » pour les camions.
Manifestations anti-chômage dans l'ex-RDA.

18 Tensions à la houillère d'Albi-Carrieux.
19 Communication.

20 Marchés financiers.
21 Bourse de Paris.

BILLET

Solidarité en cascade

La solidarité est réellement à l'ordre du jour. Pendant la guerre du Golfe, M. Mitterrand a exhorté les Français à la solidarité avec leur armée. Peu avant, le débat sur la contribution sociale généralisée en appelait à la solidarité sociale. Voilà qu'avec les projets de lois sur les communes et l'organisation de la République, les parlementaires et les citoyens sont invités à introduire une plus grande solidarité locale entre les collectivités riches et pauvres.

A l'origine limitée à une redistribution comptable de la DGF (dotation globale de fonctionnement) pour des communes de banlieues déshéritées, la loi que M. Michel Delebarre, ministre d'Etat à la ville, vient de faire approuver en première lecture a changé de dimension puisque, à la demande des collectivités, a été introduite une clé de répartition intéressant quelque vingt-cinq départements ruraux aux ressources particulièrement étiées.

A partir du 25 mars, avec l'examen du projet de loi sur l'administration territoriale de la République, que défend M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, les députés auront l'occasion d'élargir encore le champ de la justice géographique redistributive, puisqu'à l'initiative du président du Limousin, M. Robert Savy, il est proposé de créer un fonds interrégional de péréquation (le Monde du 26 mars). L'Allemagne, l'Espagne, la Suisse - pour ne prendre que ces exemples - ont institué des systèmes de correction des déséquilibres entre Länder, communautés ou cantons. L'île-de-France affiche un potentiel fiscal par habitant de 589 francs, le Nord-Pas-de-Calais ou le Limousin d'à peine 300 francs. Statistiquement, l'écart parle de lui-même. Politiquement, l'enjeu n'est pas neutre car la région-capitale, à majorité RPR et UDF, risque une fois de plus de crier au hold-up financier. Et le Limousin, comme le Nord, sont dirigés par des présidents... socialistes.

Il reste que cette série de projets de loi, en couvrant l'ensemble des collectivités (communes, départements, régions), remet judicieusement en lumière toute la philosophie de la politique d'aménagement du territoire : et du même coup l'ensemble du jeu complexe des transferts financiers de l'Etat aux collectivités (212 milliards de francs en 1990) et des impôts directs locaux (224 milliards). Pour aboutir à plus de justice géographique, il y a du grain à moudre...

FRANÇOIS GROSCHARD

45 200 demandeurs d'emploi supplémentaires en février

La guerre du Golfe a entraîné une brutale aggravation du chômage

A cause de la guerre du Golfe, le chômage a brutalement augmenté en février. Selon les statistiques publiées le 26 mars par le ministère du travail, la hausse a été de 1,8 %, en données corrigées des variations saisonnières, soit 45 200 demandeurs d'emploi supplémentaires en un mois, et de 3,6 % en un an (+489 200). Alors que le chômage est habituellement favorable en cette période de l'année, en données brutes, le belaise n'est que de 0,1 % (+3,6 %, également, en un an). En conséquence, le taux de chômage par rapport à la population active, qui avait déjà progressé de 0,1 point en janvier, passe de 9,1 % à 9,2 %.

Redoutée, l'aggravation provoquée en février par le conflit avec l'Irak surprend par son ampleur. En données corrigées, il faut remonter à février 1987 et à avril 1986 pour retrouver des acbs de fièvre presque aussi violents. En données brutes, et pour un mois équivalent, il n'y a pas eu de résultat plus médiocre depuis 1984, année noire des restructurations.

Pendant la durée des opérations militaires, c'est clair, les entreprises ont surtout géré le mouvement natu-

rel des embauches, l'emploi des salariés en place n'étant pas davantage affecté que les mois précédents par le ralentissement économique. Cette attitude prudente a eu des conséquences immédiates très précises. Les offres d'emploi déposées à l'ANPE pour des postes à durée indéterminée et à temps complet ont chuté de 21,9 % par rapport à l'an passé. Dans le même temps, les retours déclarés à l'emploi des chômeurs ont reculé de 21 %, à peine compensés par les radiations des listes à la suite d'une absence aux contrôles.

Tendance inquiétante

Les jeunes échouant dans leur recherche d'un premier emploi ont augmenté de 6,1 %; les femmes qui ont pu reprendre une activité sont plus nombreuses (+9,5 % en un an). Tant aussi significatif: les inscriptions à l'ANPE à la fin d'une mission d'insertion se sont accrues de 16,9 %. Au total, ce sont les hommes de moins de 25 ans (+5 %) et ceux âgés de 25 à 49 ans (+2,6 %) qui ont fait les frais de cette mise en sommeil des recrutements, justement plus sensible dans l'industrie.

A ce point systématique, le comportement des employeurs ne pouvait avoir que deux conséquences, qui sont venues amplifier des tendances déjà existantes. Le flux d'en-

trées dans le chômage s'est grossi en données corrigées de 8,7 % en un mois et de 3,5 % en un an. Celui des sorties de l'ANPE, faute d'embauches et de placement en stages (-12,1 % en un an), a encore diminué de 3,3 % en un mois et de 8,9 % en un an. Plus que jamais, la privation d'emploi se transforme en piège pour ceux qui en sont les victimes. Le fait que le chômage de longue durée diminue légèrement de 0,7 %, grâce aux programmes spécifiques de réinsertion, ne change rien à cette orientation. Désormais, il faut attendre 224 jours en moyenne, soit 9 de plus que l'an passé, avant d'espérer retrouver un emploi.

Mais, pour aussi soudaine et momentanée qu'elle soit, on l'espère, la détérioration du marché du travail n'augure rien de bon. Alors que trois années de reprise n'ont pas parvenues à résorber significativement le niveau du chômage, il suffit d'un mauvais mois exceptionnel, ajouté à un climat conjoncturel incertain, pour que la facture s'alourdisse gravement. Avec 2 647 000 demandeurs d'emploi en données brutes, et 2 587 200 en données corrigées, il faudra du temps à l'économie française pour effacer un mois de février catastrophique. Or, sur ce terrain, les perspectives n'étaient déjà pas bonnes, puisqu'on savait que le ralentissement de la croissance entraînerait moins de créations d'emploi et, donc, une augmentation du chômage en 1991.

ALAIN LEBEAUE

Malgré une augmentation du pouvoir d'achat en 1990

La consommation des ménages français plafonne depuis presque un an

La consommation des ménages en produits manufacturés a diminué de 0,3 % en février par rapport à janvier, selon les statistiques de l'INSEE. Les achats d'automobiles et de meubles ont reculé, ceux portant sur l'électronique grand public, l'électroménager et le cuir ont progressé. Depuis presque un an, la consommation plafonne.

Sur une plus longue période, la crise du Golfe ne semble pas avoir eu d'effets très importants sur la consommation des ménages. Les statistiques publiées par l'INSEE (le Monde du 8 mars) montrent certes un très léger ralentissement en 1990, mais si faible qu'il apparaît pratiquement imperceptible: + 3 % de croissance en volume, ce qui est appréciable après + 3,1 % en 1989 et + 3,2 % en 1988.

Une fois encore pourtant, les apparences se révèlent trompeuses. A y regarder d'un peu près, on constate en effet un net freinage en cours d'année, qui dissimule les chiffres calculés en moyenne annuelle. A ce premier trimestre 1990 au cours duquel la consommation avait vivement progressé ont succédé neuf mois de fort ralentissement. Quand on sait que la consommation des ménages représente à elle seule 70 % de la demande intérieure, on comprend mieux pourquoi - en dehors même d'un environnement international défavorable - la croissance économique s'est ralentie en France.

Pourquoi les Français ont-ils freiné leur consommation? On

imagine a priori que leur pouvoir d'achat s'est ralenti ou a stagné. Mais les statistiques montrent qu'il n'en a rien été. En 1990, le pouvoir d'achat du revenu disponible a progressé de 3,4 % - exactement comme en 1989, après une année 1988 particulièrement favorable (+4,4 %).

En fait, la consommation a moins augmenté qu'elle n'aurait pu le faire, compte tenu de l'évolution favorable des prix et des revenus distribués. Cela pour deux raisons, probablement liées entre elles. La première est que les Français ont accru leur épargne: celle-ci a progressé de 1,5 point en trois ans, passant de 11,1 % du revenu disponible des ménages en 1987 à 12,6 % en 1990. On peut voir dans le demi-point de progression enregistré en 1990, outre les entraves de la crise du Golfe, une première manifestation de la peur d'une remontée du chômage, probablement aussi la fin de l'effet « déflation »: quand les hausses de prix se ralentissent, les ménages ont moins besoin d'épargner pour conserver leur « encaisse réelle ».

Des cycles pour l'automobile de cinq ans

La deuxième raison du freinage de la consommation au cours de l'année dernière est le ralentissement du marché de l'automobile. Celui-ci avait commencé à se manifester dès 1989. Le retournement a été complet au printemps dernier, s'aggravant fortement à la fin de 1990 et au début de cette année. Un phénomène qui peut sembler d'autant plus surprenant que les prix des automobiles ont

très peu augmenté l'année dernière (+0,6 % en moyenne contre + 3,2 % en 1989), du fait d'une nouvelle baisse à l'automne du taux majoré de la TVA.

En fait, l'affaiblissement du marché automobile s'explique par la fin d'un cycle propre aux biens durables. Pour les voitures, ce cycle semble couvrir une période de cinq ans (le Monde du 16 février). On constate ainsi en 1975, 1980-1981, 1985 des périodes d'importants reculs des ventes d'automobiles. Ce phénomène s'explique alternativement par la saturation des besoins puis par la nécessité de renouveler leurs « stocks » à des intervalles relativement réguliers. Bien sûr, ce cycle des biens durables pèse sur le cycle conjoncturel d'ensemble, comme on le constate actuellement, la déprime de l'automobile diffusant ses effets dépressifs dans presque toute l'économie.

La consommation des services, qui ne subit pas les fluctuations propres aux produits manufacturés, a tout naturellement pris en compte le ralentissement dans la demande des ménages, contribuant à maintenir la consommation sur une pente en fin de compte ascendante.

Reste à savoir si les achats des ménages ne vont pas s'accroître avec la fin de la guerre du Golfe et le retour d'un certain optimisme dans le monde. Des économistes, notamment outre-Atlantique, commencent à le penser. Et la dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise (le Monde du 26 mars) ne place plus quelques raisons d'espérer.

ALAIN VERNHOLLES

En nommant deux opérateurs pour le radiotéléphone numérique

M. Paul Quilès veut favoriser le développement du téléphone portable

En nommant deux opérateurs français, France Télécom et la SFR, du groupe Générale des eaux, comme opérateurs du radiotéléphone numérique, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a donné, lundi 25 mars, le coup d'envoi de ce nouveau système de communication.

Objet de luxe, réservé en France à moins de 300 000 abonnés, le téléphone portable devrait devenir d'usage presque courant d'ici à l'an 2000. A cette date, l'infrastructure nationale pourra accueillir 4 millions d'abonnés. Et l'usage de ce système de communication pour cadre en mouvement ou voyageur impénitent sera aussi beaucoup moins coûteux qu'il ne l'est actuellement. Dès 1995, le prix d'un téléphone portable ne devrait plus être que de 6 000 francs environ, contre 15 000 à 30 000 francs aujourd'hui; et le prix de l'abonnement sera inférieur de 20 % à 40 % au tarif actuel. Le poste sera aussi plus léger: il ne pèsera que 300 grammes ou 2 kilos selon les modèles, contre 5 kilos aujourd'hui.

Plusieurs raisons expliquent cette relative banalisation. Tout d'abord, la mise en place du radiotéléphone numérique (et non plus analogique, comme actuellement) européen, grâce aux travaux d'harmonisation entamés dès 1984 et qui ont permis à dix-sept pays européens de se mettre d'accord sur une norme commune, le GSM (Global System for Mobile Communications), ou système global pour les communications entre mobiles. Conséquence: les mêmes équipements pourront être utilisés d'un pays à l'autre; le marché, estimé alors à 100 milliards

de francs pour 20 millions d'abonnés, permettra de réaliser des économies d'échelle.

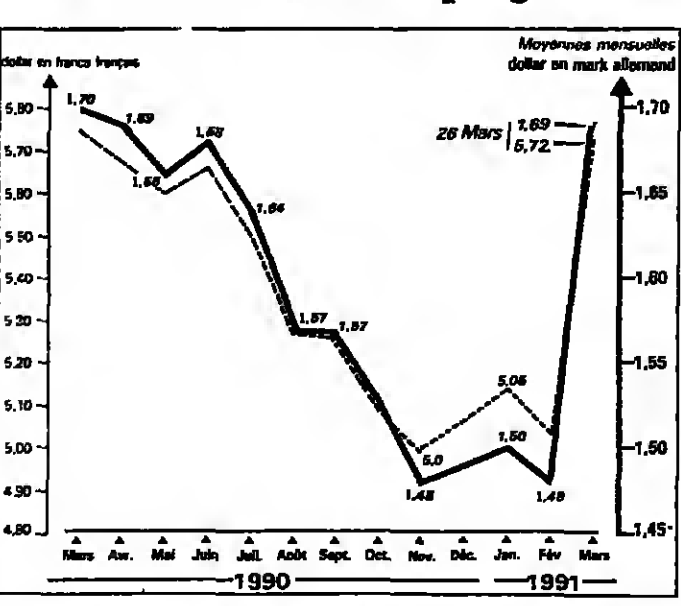
En outre, de nouvelles bandes de fréquence seront mises à la disposition des opérateurs: les deux opérateurs français, France Télécom et la SFR, se partageront ainsi en France une bande de 25 mégahertz. Enfin, l'utilisation d'une carte à puce propre à chaque abonné permettra à chacun d'utiliser n'importe quel téléphone mobile tout en étant facturé personnellement; un dispositif utile, par exemple, pour la généralisation du téléphone mobile dans les voitures de location.

Les opérateurs ne seront pas les seuls à tirer les bénéfices de ce nouveau service. Les industriels fabricants de terminaux téléphoniques sont aussi sur les rangs. France Télécom a déjà passé commande de 100 000 terminaux à Alcatel et à Matra; et la SFR s'est engagée à lancer une commande équivalente d'ici à 1996, contre 10 000 des cette année. Mais les constructeurs nationaux ne sont pas seuls sur les rangs. L'américain Motorola, en particulier, crée la surprise en présentant ces jours derniers à la Foire de Hannover, en Allemagne, sa gamme de radiotéléphone numérique, doublant ainsi les Européens.

Pour faire front, ceux-ci multiplient les alliances: Alcatel s'est associé au finlandais Nokia et à l'allemand AEG, qui négocie aussi avec Matra; ce dernier est aussi associé au suédois Ericsson, au britannique Orbitel et à l'italien Telettra (qui a, depuis, rejoint le giron d'Alcatel suite aux accords entre Fiat et Alcatel-Alstom). Tandis que les allemands Siemens et Bosch font cause commune avec PKI, une filiale de Philips. Autant d'accords qui auront intérêt à être clarifiés avant que les Japonais ne décident à leur tour de profiter de ce nouveau marché.

ANNIE KAHN

Le dollar continue sa progression



Tombé à moins de 5 francs à la fin de 1990, le cours du dollar était resté très faible pendant les deux premiers mois de 1991. A la mi-février, les banques centrales intervenant pour soutenir la monnaie américaine, qui s'échangeait à 1,44 deutschemark et 4,93 francs. Depuis la fin de l'intervention des forces alliées dans le Golfe, le dollar n'a cessé de regagner du terrain, obligeant les instituts d'émission à contenir sa progression. Mardi 26 mars dans la matinée, la monnaie américaine cotait 5,72 francs et 1,69 deutschemark, retrouvant ses niveaux de janvier 1990. Les opérateurs estiment que les perspectives de reprise de l'activité économique aux Etats-Unis et les besoins de financement liés à la reconstruction des zones du conflit justifient les achats de dollars, alors que le mark est considérablement affaibli par la dégradation de la situation économique de l'ancienne RDA.

La Lyonnaise des eaux s'associe à la firme allemande Brochier

FRANCFORT
correspondance

La firme bavaroise Hans Brochier GmbH & Co, spécialisée dans le génie civil et l'assainissement, a annoncé mardi 26 mars l'acquisition de 25,1 % de son capital par le groupe français Lyonnaise des eaux. C'est une première pour cette société en commandite simple, dont la famille Brochier détenait jusqu'à présent la totalité, à l'exception d'une participation « couverte » d'une filiale de la Deutsche Bank, qui « n'a pas fonctionné », a précisé un porte-parole, et donc a été abandonnée. Fondée en 1973 à Nuremberg, cette entreprise familiale, qui a ré-

visé l'année dernière un chiffre d'affaires de 760 millions de deutschemarks (2,58 milliards de francs) et compte plus de 4 400 salariés, occupe aujourd'hui une position de leader en Allemagne pour tout ce qui concerne la construction ou l'assainissement des canalisations ou la décontamination et le stockage de déchets industriels. En s'associant avec la Lyonnaise, Brochier espère renforcer son activité dans ces secteurs très pointus grâce à des échanges de savoir-faire et à une coopération commerciale avec les filiales spécialisées du groupe français, qui lui-même espère bien, grâce à cette alliance, pénétrer davantage sur le marché allemand.

Comme l'a précisé M. Paul Brochier, président du conseil d'administration et petit-fils du fondateur, l'entreprise familiale souhaite aussi profiter de l'alliance pour étendre sa zone d'activité. Dans un premier temps, cependant, cette collaboration se concentrera sur l'Allemagne, en vue du « marché unique » de 1993 et de l'ouverture à l'Est. Brochier a en effet de nombreuses participations dans des sociétés est-allemandes. En même temps, indique-t-on chez Brochier, l'expérience acquise par la Lyonnaise en Grande-Bretagne offre des perspectives particulièrement intéressantes en vue de la privatisation de la distribution de l'eau dans les cinq nouveaux Länder de l'Est.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Forte réduction du déficit britannique des paiements courants

Le déficit de la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été limité à 192 millions de livres (1,85 milliard de francs) en données corrigées des variations saisonnières au mois de février, a annoncé l'Office central de statistiques, lundi 25 mars. Ce résultat est le meilleur enregistré par la Grande-Bretagne depuis quatre ans. En janvier, le solde négatif s'était établi à 783 millions de livres et, au début de 1990, il avait atteint près de 2 milliards mensuellement. Le déficit commercial a atteint 692 millions de livres en février, contre 1,28 milliard en janvier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Fédérative Crédit Mutuel

34, rue du Wacken - 67000 STRASBOURG

Le Conseil de surveillance de la Banque Fédérative de Crédit mutuel, réuni le 22 mars 1991 sous la présidence de M. Etienne Pflimlin, a arrêté ses comptes de l'exercice 1990 présentés par M. Raymond Crouboque, président du directoire. Le total bilan a progressé de 21 % pour atteindre 67,3 milliards au 31 décembre 1990. Les dépôts ont augmenté de 31 % et les crédits à la clientèle de 40 %. Le produit net bancaire s'établit à 984 millions de francs et le résultat net à 290 millions de francs, contre 307 millions de francs l'an passé. Le résultat net du périmètre bancaire élargi (caisses locales et banques fédérales du Crédit mutuel d'Alsace, Lorraine, Franche-Comté) ressort à 769 millions de francs, soit en progression de 33 % par rapport à 1989. Après affectation des résultats, les fonds propres de la BFCM dépasseront 2,3 milliards de francs, et ceux du groupe seront de 8,5 milliards de francs contre 7,6 milliards de francs un an plus tôt.

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

Deux protocoles signés

Coopération entre Elf et le Venezuela

Deux protocoles d'accord ont été signés à Caracas le 22 mars entre la société nationale Pdvsa et Elf-Aquitaine. Les deux compagnies ont décidé de mettre en commun leurs moyens pour étudier les possibilités d'association tant au Venezuela qu'en France et en Europe.

- Au Venezuela, pour l'exploration et la production de pétrole dans des zones nouvelles, ainsi que pour la mise en exploitation et le raffinage de bruts lourds et extra-lourds.

- En France et en Europe, pour le raffinage et la distribution de produits pétroliers.

Figurant parmi les premiers producteurs mondiaux de pétrole brut, Pdvsa et ses filiales disposent de réserves évaluées à 60 milliards de barils de pétrole, auxquelles s'ajoutent environ 250 milliards de barils de bruts très lourds.

AGRICULTURE

Une économie pour les éleveurs

M. Louis Mermaz décide la suppression de la vaccination contre la fièvre aphteuse

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la forêt, a décidé l'arrêt de la vaccination contre la fièvre aphteuse à compter du 1^{er} avril, afin d'être en harmonie avec les autres pays de la CEE.

Certains pays - États-Unis, Japon et d'autres États du Pacifique - interdisent l'importation tant d'animaux vaccinés que de certains produits issus de ces animaux. Selon M. Mermaz, la mesure qui vient d'être prise permettra aux producteurs français de conquérir de nouveaux marchés. En outre, elle se traduira par un allègement des charges des éleveurs de bovins (200 millions de francs par an). Le ministre a toutefois décidé de maintenir un dispositif vigilant de contrôles pour intervenir rapidement en cas de réapparition éventuelle de la maladie.

TRANSPORTS

Un sommet des ministres européens

L'Autriche négocie avec la CEE la création d'un « carnet écologique » pour les camions

A l'occasion de leur sommet du 24 mars à Bruxelles, les ministres des transports de la CEE devaient étudier avec leurs homologues autrichiens et suisses les problèmes que pose la pollution due au passage des poids lourds par l'Autriche et la Suisse. Un « carnet écologique » pourrait être rendu obligatoire pour les camions qui transitent par l'Autriche.

VIENNE

de notre correspondante

Plus de 1,1 million de camions par an transportent des marchandises d'un pays de la CEE à un autre, soit quelque 4 500 par jour, transitant par l'Autriche : 79 % de ce trafic de transit proviennent des camions de la CEE, et le rythme est croissant, selon les experts autrichiens.

Les négociations entre Vienne et Bruxelles menées depuis deux ans sans résultat semblent être entrées dans une phase plus prometteuse, estime M. Rudolf Streicher, ministre autrichien des transports. Il a qualifié de « grand pas en avant » l'approbation récente, par les experts de la CEE, du principe de l'introduction d'un « carnet écologique » pour les poids lourds transitant par l'Autriche.

triche, afin de réduire progressivement les émissions nocives, notamment celles d'oxyde d'azote.

Le taux d'émission - variable selon le type de camion - sera enregistré dans un carnet et chaque passage en l'Autriche coûtera un certain nombre de points, qui sera déduit d'une somme globale de points fixée. Un camion moins polluant consommera moins de points qu'un poids lourd plus nocif. Le taux d'émission autorisé en Autriche pour les poids lourds sera baissé à partir de 1993 et plus que divisé par deux à partir de 1997.

Un compromis pour dix ans

En proposant l'introduction du carnet écologique - le nombre de ces carnets à délivrer devant faire l'objet de négociations annuelles - Vienne espère avoir contourné l'obstacle que posait dans les négociations l'idée de contourner les permis de transit pour poids lourds. Bruxelles s'y opposait, jugeant tout contingentement incompatible avec le principe de la libre circulation de marchandises à l'intérieur du grand marché européen.

Un désaccord fondamental persiste cependant entre Vienne et Bruxelles sur l'application territoriale du carnet

écologique. La CEE ne veut l'admettre que pour la seule voie de transit du Brenner. Vienne souhaite conclure un accord global pour toutes les voies de transit, notamment vers la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie.

Autre point en discussion : la durée de l'accord à conclure. L'Autriche - comme la Suisse - souhaite un accord à long terme, de quinze ou vingt ans, la CEE préfère des délais plus courts. Un compromis de dix ans semble « réaliste », selon les experts à Vienne. Candidats à la CEE, l'Autriche craint qu'une éventuelle adhésion vers le milieu des années 90 ne rende caduque l'accord sur le trafic des poids lourds si laborieusement négocié.

M. Streicher, inventeur de la carte écologique, doit cependant se défendre sur deux fronts en Autriche même. Le président de la Chambre des métiers, M. Leopold Madorhauer, lui a reproché récemment ses « positions maximalistes », qui mettraient en cause les intérêts de l'économie de l'Autriche, qui désire intégrer la CEE dans les meilleurs délais. À l'opposé, les Verts soupçonnent le ministre d'être prêt à accepter des compromis pour obtenir le « billet d'entrée » pour la CEE.

WALTRAUD BARYLI

SOCIAL

De nouveaux statuts pour les ouvriers de l'Assistance publique

La direction de l'Assistance publique (AP) et les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC ont conclu vendredi 23 mars un protocole d'accord établissant de nouveaux statuts pour le personnel ouvrier. Ce texte, qui concerne 4 500 des 88 000 salariés de l'AP, institue un nouveau corps d'agents techniques (450 postes seront créés jusqu'à 1992) permettant d'assurer de véritables débouchés. D'autre part, un nouveau corps d'agents techniques de coordination (150 postes à compter de

1993) est constitué et les rémunérations à l'embauche des ouvriers professionnels ne seront pas inférieures à 5 700 francs nets mensuels hors primes. Appliqué avec effet rétroactif à compter du 1^{er} août 1990, cet accord ratifié par tous les syndicats, y compris FO, est une première - par la CGT, représente, selon l'AP, un coût de 15 millions de francs en 1991, correspondant à un gain moyen de 3 000 francs par agent sur l'ensemble de l'année.

Tensions dans le bassin houiller d'Albi-Carmaux

ALBI

de notre correspondant

Le projet des Houillères du bassin Centre-Midi de réduire les effectifs employés sur le site de 629 à 285 salariés, la production devant être elle-même réduite de moitié d'ici à 1992, provoque de vives réactions dans le bassin de Carmaux. Alors que ces 344 suppressions d'emplois devraient être annoncées lors du comité central d'entreprise extraordinaire, mercredi 27 mars à Saint-Etienne, une petite centaine de mineurs a envahi, lundi 25 mars dans l'après-midi, le conseil général d'Albi.

Au cours d'une intervention de séance, une délégation de représentants de la CGT et de FO a été reçue par l'ensemble du bureau, à majorité socialiste. Le président, M. Thierry Carcenac, a assuré les mineurs qu'il ne trouvait « aucune concordance dans les mesures envisagées par les Houillères et les différents contacts ministériels que nous avons eus. Nous sommes indignés et nous refusons de cautionner de telles pratiques ». Une motion demandant notamment le retrait du projet de 344 licenciements lors du comité central d'entreprise de Saint-Etienne était ensuite votée à l'unanimité par l'assemblée départementale.

JEAN-PIERRE BARJOU

INDUSTRIE

Les banques réduisent leurs crédits à Chrysler

Nouveau coup dur pour Chrysler. Plus durement touché que ses confrères Ford ou General Motors par la déprime des marchés automobiles, le groupe dirigé par M. Lee Iacocca ne pourra compter sur la bienveillance de ses banques créancières. Préoccupées par la mauvaise situation financière du troisième constructeur automobile américain - Chrysler devrait annoncer des pertes de 280 millions de dollars soit 1,5 milliard de francs sur l'année 1990 -, celles-ci viennent de réduire d'un tiers la ligne de crédit dont le groupe automobile pouvait disposer.

Le nouvel accord passé entre le

Election des premiers administrateurs salariés à la Poste et à France Télécom

Près de 490 000 personnes étaient appelées, mardi 26 mars, à élire les représentants des salariés au sein des conseils d'administration de France Télécom et de la Poste, dotés d'un statut d'exploitant autonome depuis le 1^{er} janvier 1991. Cette consultation concernera 318 000 agents de la Poste et 171 000 agents de France Télécom - y compris les quelque 40 000 employés de leurs filiales - qui doivent élire 7 salariés. Ceux-ci siègeront dans chaque conseil pour une durée de 5 ans aux côtés de 7 représentants qualifiés et autant de représentants de l'Etat.

Selon la loi du 2 juillet 1990, le rôle du conseil d'administration consiste « à définir et à conduire la politique générale » de la Poste ou de France Télécom, « conformément aux orientations fixées par le gouvernement et dans le respect du cahier des charges ».

Inspirées de la loi de 1983 sur la démocratisation du secteur public, les règles de représentation du personnel - qui a conservé le statut de fonctionnaire - permettent aux seules organisations syndicales représentatives sur le plan national (CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC) de présenter des listes.

Dans l'intervalle, celles-ci ont désigné leurs représentants aux conseils d'administration provisoires en fonction du résultat des dernières élections professionnelles (2 FO, 3 CGT, 2 CFDT à la Poste, 1 FO, 3 CGT, 3 CFDT chez France Télécom), où le taux de participation avait atteint 85 %. En revanche, le syndicat SUD, issu d'une scission au sein de la CFDT, n'a pas été autorisé à présenter des candidats et a appelé le personnel à ne pas participer au scrutin, dont les résultats devraient être communiqués le 29 mars.

J.-M. N.

ÉTRANGER

A Leipzig, Berlin et Dresde

Nouvelle vague de protestations contre le chômage dans l'ancienne RDA

BERLIN

de notre correspondant

Ils étaient aussi nombreux que la semaine passée : entre 40 000 et 50 000, lundi 25 mars à Leipzig. Des foules qui réclamaient une protection contre le chômage et « l'unité sociale », après l'unité allemande. Une façon aussi de se rappeler au bon souvenir du chancelier Kohl, actuellement en vacances en Autriche. A la tête de la manifestation, se trouvait M. Franz Steinhilber, le président d'IG Metall - le plus puissant syndicat allemand - à l'origine de la reprise des manifestations dans l'ex-RDA. D'autres rassemblements ont eu lieu dans plusieurs autres villes de l'ex-RDA comme Dresde, Berlin ou Eisenhüttenstadt.

Les « lundis » de Leipzig deviennent ainsi à nouveau un baromètre du climat social et un instrument de pression contre les pouvoirs en place. Le nombre de manifestants ne paraît pas pour le moment s'accroître considérablement d'une semaine à l'autre, mais le mouvement a reçu l'appui de tous les partis d'opposition allemands et d'une partie de l'Eglise évangélique, celle qui avait joué un rôle si important dans les premières manifestations d'octobre 1989 contre l'ancien régime communiste est-allemand. Lundi, le président du Parti social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel, a pris part en personne au ras-

semblement. Il avait à ses côtés M. Wolfgang Thierse, vice-président du SPD, le premier représentant de l'Est au sein de sa hiérarchie.

Le président d'IG Metall a réclaté du gouvernement de nouvelles aides pour amortir le choc du chômage massif prévu pour l'été dans l'ancienne RDA. La seule ville de Leipzig - un peu plus d'un demi-million d'habitants - a déjà dès maintenant cinquante mille sans-emploi et quatre-vingt-dix mille chômeurs partiels. Le patron d'IG Metall a de nouveau réclaté que le maintien en vie et la restructuration des entreprises à l'Est aient la priorité sur la privatisation. Il a demandé la prolongation des accords de non-licenciement qui expirent en juin dans la métallurgie. Le président de l'Association des chômeurs, M. Klaus Greha, a brandi pour sa part la menace d'une marche sur Bonn pour le 1^{er} mai.

Les leaders du SPD se sont abstenus quant à eux de prendre la parole devant les manifestants, de peur sans doute d'être accusés de jeter de l'huile sur le feu. Mais la situation n'est simple pour personne. Les protestataires réclament des résultats de ceux qui les gouvernent, quelles que soient leurs étiquettes politiques. Le maire de Leipzig, M. Heinrich Lehmann-Grube, venu apporter son soutien à la foule, s'est fait copieusement siffler. Il appartenait pourtant au SPD.

HENRI DE BRESSON

Un mark de l'Est cher payé

Suite de la première page

Le choc structurel sur l'économie est-allemande devenait d'une violence extrême. Même de bonnes entreprises n'avaient plus le temps de se reconstruire. Les Allemands de l'Est échangeaient du pouvoir d'achat contre du chômage.

Sont apparues ensuite les conséquences secondaires. La première concernait les agents économiques privés : investir dans les entreprises d'Allemagne de l'Est devenait beaucoup plus risqué pour les firmes quasi-allemandes, puisqu'il leur fallait en quelques mois réduire massivement le personnel et faire monter en flèche la productivité du travail. D'où leur prudence. Une prudence renforcée par les incertitudes pesant sur la possession des droits de propriété.

La seconde conséquence était budgétaire : alors que le gouvernement allemand s'était préparé à financer le renouveau des infrastructures, la renouveau des salaires et retraites à la charge de l'Etat et le paiement d'indemnités de chômage modérées, il était dès lors contraint de subventionner des firmes pour retarder leur fermeture et de verser un minimum vital à une masse croissante de sans-emploi. Avec pour résultat une augmentation du déficit budgétaire ne pouvant qu'engendrer un débat de politique économique : fallait-il recourir à l'emprunt ou accroître les impôts ? Après avoir résisté longtemps, le chancelier a reconnu sagement qu'un recours à la seconde formule était inévitable.

Mais une question se pose désormais : en instaurant en Allemagne de l'Est un coût du travail très supérieur au coût d'équilibre, le gouvernement fédéral a-t-il condamné l'ancienne RDA à devenir une sorte de Mezzogiorno voué à la stagnation par l'impossibilité d'y développer des activités économiques rentables ? C'est une opinion qui tend actuellement à se répandre. Elle paraît excessive. Les traditions industrielles de certains Länder de l'Allemagne de l'Est, la qualité potentielle de la main-d'œuvre de ces régions, les modes d'organisation sociale qui ont survécu en profondeur malgré le nazisme et le communisme, la demande et européenne, devaient normalement permettre le développement progressif de nouvelles entreprises. Mais le délai sera beaucoup plus long que le gouvernement allemand ne l'annonce. La période de déclin pourrait bien s'étendre jusqu'en 1995 : un à deux ans pour décider les investissements, deux ans pour les réaliser, deux ans pour commencer à les exploiter normalement. Quant au rattrapage, une fois le décollage amorcé, du revenu par tête de l'Allemagne de l'Ouest par la partie orientale du pays, il n'est pas invraisemblable qu'il s'étale sur

dix ans. Ce qui nous conduit à 2005. Au cours de cette période, d'intenses migrations internes sont possibles.

Les Français, qui ont souvent dans le passé, pour des impératifs politiques, commis des erreurs de politique économique, doivent rester compréhensifs face à cette mésaventure allemande. Le chancelier Kohl avait raison de tout faire pour hâter l'unification. Pourrait-il, s'il avait attendu, obtenir aujourd'hui l'accord de l'URSS ? Mais il n'a sans doute pas mesuré les risques qu'il prenait en manipulant ce prix essentiel qu'est un taux de change. Comme n'ont cessé de le souligner des économistes d'inspiration aussi différente que Maurice Allais ou Alfred Sauvy, on ne bouleverse pas un système de prix sans engendrer d'effets pervers.

Les déboires - transitoires - de l'union économique et monétaire allemande, certains les utilisent aujourd'hui par ignorance ou par tactique, pour freiner l'union économique et monétaire européenne. Or comment ne pas voir que les deux problèmes diffèrent profondément ? Au sein de la Communauté, les systèmes de prix sont en harmonie et les taux de change équilibrés. Le problème est d'assurer la coordination future des politiques monétaires et budgétaires de gouvernements distincts. En Allemagne, l'unité du gouvernement est réalisée, mais il faut reconstruire de fond en comble l'économie est-allemande pour redonner un sens à un taux de change artificiellement choisis.

Conservons la leçon économique, mais gardons-nous des analogies.

JACQUES LESOURNE

Le ministre des finances tchécoslovaque dénonce la perestroïka

Le très libéral ministre des finances tchécoslovaque, M. Vaclav Klaus, a dénoncé lundi 25 mars, lors d'un discours prononcé à Londres, les méfaits de la perestroïka en matière économique.

Selon lui, cette politique de réformes telle qu'elle est appliquée en Union soviétique revient à planifier de façon centralisée les prix, les taux d'intérêt, la distribution de l'aide internationale... et conduit à « un blocage de l'économie de marché, pas à son développement ». « La transformation radicale d'une économie et d'une société planifiée nécessite l'abandon de la perestroïka », a ajouté M. Klaus, qui a aussi rejeté les modèles de « troisième voie » imaginés en Tchécoslovaque à l'époque du printemps de Prague, et appliqués dans certains pays industrialisés.

« RFO n'est pas »

Dans la nuit du 22 au 23 mars, des émeutes ont éclaté à Berlin. Après le retrait de la station de radio Free-DMA, des manifestants ont pénétré dans la station de radio publique de la ville de Leipzig, en augmentant les programmes et en diffusant une télévision de proximité. Ils ont aussi brûlé des voitures et des magasins.

« Pourquoi s'attaquent-ils à la RFO ? »

On ne peut pas parler de la RFO d'un grand rôle. Elle est une station de radio locale, elle diffuse des programmes locaux. Elle a un quartier général à la station de radio de la ville de Leipzig. Mais il est évident que la RFO a un rôle important dans la vie de la ville. Elle diffuse des programmes locaux, elle diffuse des programmes nationaux, elle diffuse des programmes internationaux. Elle est une station de radio importante.

C'est pourquoi on s'attaque à la RFO. On s'attaque à la station de radio locale, on s'attaque à la station de radio nationale, on s'attaque à la station de radio internationale. On s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes locaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes nationaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes internationaux.

C'est pourquoi on s'attaque à la RFO. On s'attaque à la station de radio locale, on s'attaque à la station de radio nationale, on s'attaque à la station de radio internationale. On s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes locaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes nationaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes internationaux.

C'est pourquoi on s'attaque à la RFO. On s'attaque à la station de radio locale, on s'attaque à la station de radio nationale, on s'attaque à la station de radio internationale. On s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes locaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes nationaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes internationaux.

C'est pourquoi on s'attaque à la RFO. On s'attaque à la station de radio locale, on s'attaque à la station de radio nationale, on s'attaque à la station de radio internationale. On s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes locaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes nationaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes internationaux.

C'est pourquoi on s'attaque à la RFO. On s'attaque à la station de radio locale, on s'attaque à la station de radio nationale, on s'attaque à la station de radio internationale. On s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes locaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes nationaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes internationaux.

C'est pourquoi on s'attaque à la RFO. On s'attaque à la station de radio locale, on s'attaque à la station de radio nationale, on s'attaque à la station de radio internationale. On s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes locaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes nationaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes internationaux.

C'est pourquoi on s'attaque à la RFO. On s'attaque à la station de radio locale, on s'attaque à la station de radio nationale, on s'attaque à la station de radio internationale. On s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes locaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes nationaux, on s'attaque à la station de radio qui diffuse des programmes internationaux.

COMMUNICATION

Un entretien avec le PDG de RFO

« RFO n'est pas une télévision néo-coloniale », nous déclare M. François Gicquel

Dans la nuit du 22 au 23 mars, des émetteurs ont émis le signal du directeur de RFO Réunion. Après la séance de la station pirate Télé Free-DOM, de nombreux responsables politiques, dans l'île et en métropole, demandent à la chaîne publique de « remplir le vide médiatique » en augmentant ses programmes et en développant une télévision de proximité. RFO est-elle la fois la source de tous les maux de la Réunion et le remède miracle à sa révolution ? M. François Gicquel, PDG de Radio-télévision française d'outre-mer, s'en explique.

« Pourquoi s'attaque-t-on à RFO Réunion comme à un symbole ? »

« On ne peut pas parler, à la Réunion, d'un grand mouvement de contestation, populaire, contre RFO. Les actions intolérables de ces dernières semaines sont le fait de petits groupes dans un quartier bien précis de Saint-Denis. Mais il est vrai que ces violences font suite à des campagnes de dénigrement plus anciennes dans la presse locale. Nous souffrons, je crois, d'une sorte de « syndrome ORTF » : dans une situation de monopole, la télévision publique devient responsable de tout. Sur notre antenne se cristallisent des attentes contradictoires, qu'une seule société, même avec deux canaux, ne peut satisfaire.

« C'est pourquoi RFO ne peut être que favorable à la création de télévisions privées, qui mettra fin à cette situation inconfortable. Cela ne veut pas dire pour autant que la chaîne publique cumule tous les défauts. La 5 et M6 ont-elles été créées parce que les autres étaient mauvaises ? Non, c'est parce que les gens veulent plus d'images et un plus grand choix entre des programmes diversifiés. C'est vrai à la Réunion et

dans les autres DOM. TOM comme en métropole... Certains vous reprochent de ne pas avoir changé RFO assez vite... »

« Notre plan d'entreprise, adopté en juin 1990, fixe comme objectif d'ouvrir l'antenne plus tôt le matin, de multiplier les émissions de proximité et les productions interrégionales. Mais tout ne peut être fait immédiatement ! Dès le 15 avril, à la Réunion comme en Martinique et en Guadeloupe, les programmes commenceront à 12 h 30 au lieu de 14 h, avec une heure d'information et d'animation locales.

« Ne peut-on pas offrir plus vite davantage de programmes comme semblent le souhaiter le gouvernement et le CSA ? »

« L'augmentation de la durée des programmes risque de se faire à coup d'émissions importées de Paris et au détriment de la production locale. Les contraintes budgétaires nous touchent comme les autres. Je n'ai obtenu que 37 millions de francs de mesures nouvelles en 1991. Elles sont consacrées pour moitié à l'extension des horaires et à l'enrichissement des programmes de trois grandes stations, Guadeloupe, Martinique et Réunion. N'oubliez pas que les contraintes de diffusion de neuf réseaux aux quatre coins du monde grèvent le budget de RFO : 230 millions de francs pour toucher 1,8 million d'habitants et transporter les programmes par satellites, sur un budget de 880 millions... »

« J'avais demandé à l'Etat pour cette année des efforts supplémentaires : 10 millions de francs pour des émissions pour la jeunesse, 17 millions pour la production, 4 millions pour se battre à l'extérieur des chaînes françaises des émissions adaptées à notre public. Des demandes sacrifiées à la rigueur budgétaire.

« On vous reproche parfois de faire une télévision élitiste et trop métropolitaine. »

« Personne ne fait autant,

d'émissions locales que nous ! Télé Free-DOM ne faisait que deux émissions par semaine, alors que chacune de nos six grandes stations fait en moyenne près de deux heures locales par jour, en variant les genres : spectacles, débats et émissions sportives, magazines. L'information, qui était, il y a trois ans, largement centralisée à Paris, est aujourd'hui réalisée dans les départements et territoires d'outre-mer.

« Parler d'élitisme est absurde. Le premier canal de RFO est essentiellement composé d'émissions de TF 1 et FR 3. Nous diffusons « Ex Libris » et « 7 sur 7 » mais aussi « Saoua Barbara » et « Sabatier ». Le deuxième canal diffuse les programmes d'Antenne 2. L'ensemble offre chaque soir un vrai choix.

« Le public ne s'y trompe pas : à la Réunion, le premier canal de RFO réunit 71 % de l'audience, contre 16 % à Free-DOM le 10 octobre dernier et 13 % au second canal, qui rassemble les programmes d'Antenne 2. Les chiffres sont similaires aux Antilles, où existent également des télévisions pirates.

Vraie identité

« Les Réunionnais réclament plus de films... »

« Nous programmons des films le samedi et le mercredi et souvent le matin en rediffusion. Mais le CSA nous a fermement indiqué que nous étions soumis aux mêmes règles que les chaînes métropolitaines, en termes d'horaires, de jours et de nombre de films diffusés. Je souhaite pourtant qu'on assouplisse ce régime pour tenir compte de la situation de départements qui ne disposent pas des mêmes sources de loisirs que la métropole.

« Pourquoi ne faites-vous pas des émissions de libre expression comme Télé Free-DOM ? »

« Les débats existent sur RFO. Peut-être faudrait-il les multiplier.

Mais les émissions de Télé Free-DOM comme « Télé-Dolances » avec ses déclarations ou insultes anonymes par téléphone sont difficilement envisageables sur RFO. Le CSA a rappelé à l'ordre Christophe Decavanne, qui ne va pas aussi loin... »

« Avez-vous le sentiment de faire une télévision « néo-coloniale » ? »

« Cela ne veut rien dire ! RFO est une société composée pour l'essentiel de gens des DOM-TOM. A mon arrivée, la quasi-totalité des rédacteurs en chef et des directeurs de programmes étaient métropolitains. Deux ans après, c'est l'inverse qui est vrai. Nous appelons « télévision d'Etat », comme le fait M. Sudre, est un amalgame facile : RFO est une société nationale à capitaux publics comme A 2 et FR 3.

« Cela n'empêche pas les réactions locales de faire leur travail en toute indépendance, malgré les multiples pressions. La contestation interne, la crise sociale grave que j'ai trouvée à mon arrivée sont calmées. J'ai mis le holà à la centralisation d'autrefois : les stations pilotent leurs budgets et leurs journaux, s'associent pour produire ensemble. Peut-être est-ce un RFO plus fort et plus vrai qui agace certains... »

Mais n'est-ce pas la conception même de RFO, société spécialisée dans la télévision d'outre-mer, qui est aujourd'hui en cause ?

« Je crois au contraire que, dix ans après sa création, RFO commence à trouver sa vraie identité. Ni chaînes locales repliées sur elles-mêmes, ni purs relais de la métropole. Les neuf stations constituent une vraie télévision multi-régionale comme en témoignent les premières coproductions entre la Martinique et la Guadeloupe. Chaque département ou territoire bénéficie de ce réseau pour s'ouvrir au monde et faire connaître son identité, son patrimoine. Cette diversité doit aussi enrichir la métropole même si « Mascarines » trouve encore sur FR 3 un créneau trop étroit le dimanche matin. Les stations de RFO montent déjà des opérations communes avec M 6 et la SEPT.

« L'instrument existe, il manque sans doute encore de moyens. C'est comme un solide camion, doté d'un équipage de plus en plus qualifié mais qui aurait juste assez d'essence pour faire le tour du paté de maison ».

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA et JEAN-FRANÇOIS LACAN

Décès de Charles Boileau ancien PDG de « L'Est républicain »

Charles Boileau, ancien PDG de « L'Est républicain », est mort, le 25 mars, à l'âge de soixante-quinze ans. M. Boileau avait été, de 1976 à 1982, administrateur du Syndicat de la presse quotidienne régionale.

[Né au Thillot (Vosges), le 27 mars 1915, Charles Boileau a consacré la première partie de sa vie à la médecine, qu'il abandonne en 1964 pour succéder à son beau-père, Raymond Pineau, à la tête de l'entreprise. La Grande-Baudronnerie lorraine, actionnaire de « L'Est républicain ». En 1974, M. Boileau est élu à la présidence du quotidien de Nancy, présidence qu'il cède en 1983 à M. Gérard Lignacq.



Bénéfice net d'exploitation consolidé en hausse de 14 %

Activité

Les compagnies d'assurances du groupe Cardif, filiales de la Compagnie bancaire, ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 5,9 milliards de francs, en diminution de 5 % par rapport à 1989.

Ce retrait s'explique principalement par la très vive pression commerciale à laquelle a donné lieu le lancement des PEP bancaires et par la concurrence accrue des SICAV monétaires liée au niveau élevé des taux d'intérêt à court terme. Sur les trois derniers exercices, la croissance du chiffre d'affaires a été en moyenne de 15 % par an.

Les provisions techniques, qui mesurent les engagements en cours à l'égard des assurés, ont progressé de 17 % et atteignent 29,9 milliards de francs en fin d'année. La croissance annuelle moyenne sur les trois derniers exercices a été de 25 %.

L'encours total géré, constitué des provisions techniques d'assurance, des actifs des OPCVM et des capitaux gérés directement pour compte de tiers, a atteint 37,6 milliards de francs en fin d'année, après une progression de 16 %.

Résultats

Le bénéfice net consolidé de Cardif en 1990, part des tiers déduite, est de 146,3 millions de francs, soit :

- 148,1 millions de francs de bénéfice net d'exploitation, en progression de 14 % par rapport à 1989.
- 1,8 million de francs de perte hors exploitation liée à l'amortissement des survaleurs.

Reporté à une action, le bénéfice net d'exploitation s'établit à 47 francs, comparé à 41,8 F en 1989.

L'assemblée des actionnaires se tiendra le lundi 15 avril à 15 heures.

Elle aura à approuver la distribution d'un dividende global de 30,6 millions de francs, soit un dividende par action misant à 10 F par action plus 5 F d'avoir fiscal qui sera détaché le 24 avril. Il sera de plus offert à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions. Si cette proposition est adoptée, l'option sera exercable entre le 24 avril et le 22 mai inclus. Le prix d'émission des actions nouvelles sera publié à l'issue de l'assemblée des actionnaires. Si l'option n'est pas exercée le 22 mai, les dividendes seront payés en numéraire le 7 juin. Toutefois, les actionnaires qui le voudraient pourront se faire régler leurs dividendes en espèces à partir du 24 avril à la condition d'avoir, préalablement à ce règlement, renoncé irrévocablement à exercer leur droit d'opter pour un paiement en actions.



Le Conseil d'administration de la société Deville a arrêté, lors de sa réunion du 13 mars 1991, les comptes sociaux de l'exercice 1990.

Ceux-ci font apparaître un bénéfice net de 11 900 168 F après déduction des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation de 2 416 743 F. L'impôt sur les sociétés de 5 642 829 F et la dotation aux amortissements de 8 618 467 F.

Contre un bénéfice net de l'exercice 1989 de 19 264 430 F après déduction des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation de 2 432 333 F, l'impôt sur les sociétés de 7 417 976 F et la dotation aux amortissements de 5 021 084 F.

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée un dividende net de 10,70 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 5,55 F donnant un total de 16,05 F.

L'affectation du bénéfice proposée à l'assemblée permet de porter le total des capitaux propres à 142 741 000 F contre 136 693 000 F pour l'exercice précédent.

Les principaux faits saillants de l'exercice 1990 ont été :

- Une politique de développement se traduisant par :
 - un effort de modernisation industrielle pour accroître la flexibilité et la productivité des usines, s'accompagnant de la mise au point de produits nouveaux ;
 - des opérations de diversification externe avec la prise de contrôle d'entreprises ayant des synergies industrielles et commerciales avec Deville ;
 - 100 % de La Chénais : fabricant français de cheminées pierre ;
 - 100 % d'Airbus : fabricant français de hottes aspirantes dont la production est désormais assurée chez Deville à Charleville ;
 - 66 % de Deville-Bourgeois : filiale commune créée avec la société Bourgeois, n° 1 du four à vapeur professionnel, pour mettre sur le marché un four à vapeur grand public.

L'ensemble des investissements réalisés à ces deux titres représente un montant de 48 millions de francs à comparer à 23 millions de francs en 1989.

- Un effort de rigueur en matière de gestion avec notamment l'absorption de la filiale Sodary, permettant de sensibles économies de frais généraux.

L'ensemble de ces faits nouveaux trouve sa traduction dans les comptes consolidés du groupe Deville. Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe Deville atteint 335 673 000 F, à comparer à 262 895 000 F en 1989, en progrès de 28 %, du fait de l'intégration au 1^{er} janvier 1990 de l'activité de La Chénais (53 892 000 F) et du chiffre d'affaires de 47 331 000 F réalisé sous la marque Airbus par ses filiales Airbus et Edi, à dater de leur entrée dans le périmètre de consolidation (1^{er} juillet 1990). Les investissements consolidés atteignent 58 000 000 F à comparer à 20 258 000 F en 1989.

Compte tenu de l'importance de cet effort d'investissement ainsi que des frais de nos récurrents et des coûts exceptionnels de restructuration impliqués par les prises de participations, le bénéfice net consolidé - part du groupe - ressort à 8 152 000 F à comparer à 17 129 000 F pour l'exercice précédent. La marge brute d'autofinancement consolidée s'élève à 20 258 000 F contre 24 439 000 F en 1989.

ELECTRO BANQUE

Le Conseil d'administration, réuni le 20 mars 1991, sous la présidence de Monsieur Philippe DARGENTON, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Progression du résultat (+ 6,3 %)

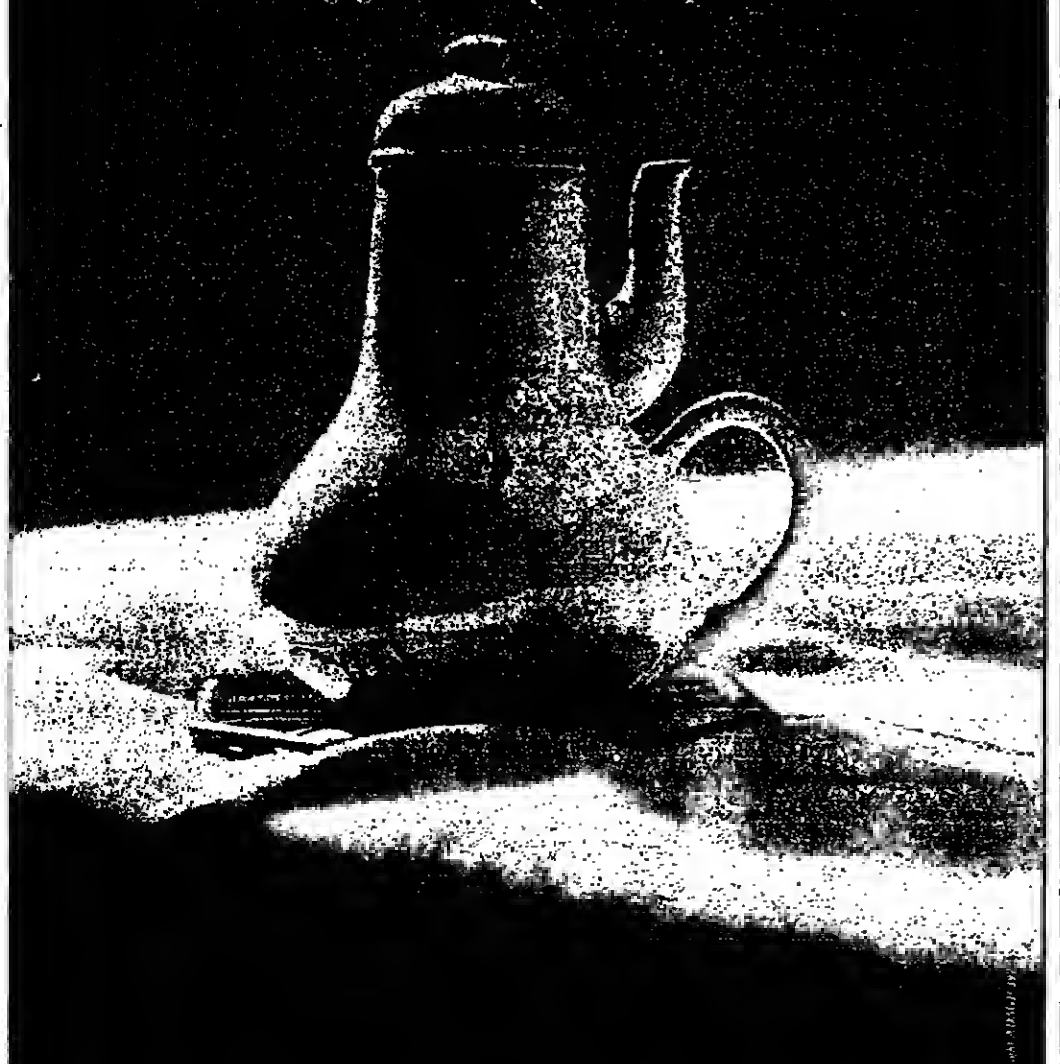
Le total du bilan au 31 décembre 1990 s'élève à 9,6 milliards de francs. Le bénéfice net de l'exercice est de 63,6 millions de francs contre 59,8 millions de francs pour l'exercice

précédent et enregistre une progression de 6,3 %.

Il sera proposé à l'Assemblée générale, convoquée pour le 15 mai 1991, de fixer le dividende net par action à 21 francs (31,50 francs avec l'avoir fiscal) au même niveau que l'année précédente. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions rémunérées, la distribution globale augmenterait ainsi de 6,3 %.

Les actionnaires auront, de même que les années précédentes, la faculté d'opter pour le paiement de leur dividende en actions.

La vie de l'entreprise, c'est comme la vie de tous les jours, elle gagne beaucoup à être simplifiée.



Il y a assez de choses compliquées dans la vie sans avoir à inventer. Comment préparer l'avenir de l'entreprise, très simplement, sans se tromper ? Patrons, salariés, tous reconnaissent le rôle de la formation professionnelle dans le développement de l'entreprise.

Malheureusement, tous ne savent pas combien cet investissement indispensable peut être facilement mis en œuvre. Le métier d'Agefos P/ME facilite la formation des P/ME. Il suffit à une entreprise de nous en faire la demande et nous sommes là.

AGEFOS P/ME

NOTRE MÉTIER : FACILITER LA FORMATION

Date limite de versement : 05/04/1991

Cours relevés à 14 h 26

25/3

Marché libre de l'or

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - a : marché continu

IRAK : l'insurrection dans le nord

Avec l'un des chefs de la rébellion kurde dans Zakho « libérée »...

ZAKHO
(Kurdistan irakien)

de notre envoyé spécial

« Pour la première fois depuis vingt ans, je me retrouve dans une ville kurde libérée. » Chef de l'un des principaux mouvements kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani vient de traverser le Tigre et est arrivé mardi 26 mars à Zakho, ville de 70 000 habitants environ, à quelques kilomètres de la frontière turque, dans le Kurdistan « libéré » dont il veut faire l'une des provinces d'une fédération irakienne.

Ses premiers mots à son arrivée, après avoir fait état de sa joie, sont pour insister sur un point : il n'est pas question de modifier les frontières. Son choix va par conséquent à une fédération au sein de laquelle, dit-il, « le Kurdistan peut jouer un rôle crucial pour l'avenir de l'Irak, un rôle d'avant-garde pour la démocratisation du pays ». Au passage, il égratigne ces « grandes puissances qui ont combattu contre Bagdad

mais se montrent aujourd'hui quel-
que peu indifférentes à la lutte du
peuple irakien ».

La prochaine étape, explique M. Talabani, « rencontrer Massoud Barzani (chef du Parti démocratique du Kurdistan) et les autres dirigeants kurdes », afin de décider ensuite des événements. M. Barzani est, lui, présent au Kurdistan d'Irak depuis plusieurs semaines. L'un des principaux sujets à l'ordre du jour : « renforcer et développer l'unité des mouvements kurdes qui luttent contre le régime de Saddam Hussein ». M. Talabani s'attend à une contre-offensive irakienne pour reprendre les zones tenues par les Kurdes et assure que les Irakiens massent des troupes à cet effet.

« Libérée » le 13 mars par les peshmergas (combattants kurdes), Zakho ne porte pas beaucoup de traces de combats, pratiquement pas de destructions. Il semble en fait qu'il n'y ait pas eu de véritables batailles, la plupart des Irakiens ayant fui avant le 13 mars. Selon un médecin de la ville, la « libération » de Zakho n'a pas duré plus de deux

à trois heures. Commencée à 20 heures, elle a consisté en l'attaque de quelques bâtiments dans le siège du parti Baas (ou pouvoir à Bagdad), et le quartier général de la police, rapidement pris. Mais le lendemain quelques coups de canon ont été tirés d'un fortin irakien dominant la cité. Quant au bilan des victimes il est impossible d'établir tant les témoignages sont contradictoires. Il semble que les peshmergas n'aient pas enregistré de pertes et que les seules victimes aient été des civils tués par les canons du fortin contrôlant Zakho.

L'activité ralentie de la ville (la plupart des commerces sont fermés) s'est soudain emballée vers 10 heures, lors de l'arrivée de M. Talabani dans une débauche de Tanya sévèrement gardée. Plusieurs milliers de personnes sont venues accueillir le chef kurde, qui n'avait pas foulé le désert, Rites lyphiliques, émotion déstabilisante, la « grande famille » du film business s'est bien tenue devant un milliard de téléspectateurs (1).

Mais dans l'entourage de M. Talabani, on est conscient des difficultés

à venir. Le Kurdistan libéré, il faut maintenant le tenir. Or outre les dangers militaires d'une contre-offensive irakienne, de nombreux défis attendent les mouvements maîtres du Kurdistan, tels que l'organisation de la vie civile - dans un contexte de pénurie - confiée aujourd'hui à des comités civils et militaires regroupant tous les mouvements kurdes, en fonction de leur implantation locale. « La situation restera critique pour nous pendant deux mois encore au moins », explique un proche de M. Talabani.

Pour l'heure toutefois, joie et assurance dominent chez les peshmergas en armes, fusil d'assaut à la main et lance-roquette à l'épaule, qui déambulent dans la ville parmi les canons anti-aériens pris à l'armée irakienne. Ils savent ce « moment historique » dans l'histoire du Kurdistan d'Irak qui voit les Kurdes contrôler entièrement leurs villes.

YVES HELLER

IRLANDE DU NORD

Les unionistes acceptent de participer à des négociations

Les deux principaux dirigeants du mouvement unioniste protestant d'Irlande du Nord, le révérend Ian Paisley et M. Jim Molyneux, ont accepté lundi 26 mars de participer, pour la première fois depuis 1975, à des discussions, proposées par les Britanniques, sur l'avenir de la province, avec les nationalistes modérés (catholiques) et le gouvernement de Dublin.

Le gouvernement de la République d'Irlande avait fait savoir le 15 mars dernier qu'il participerait à ces discussions, déjà acceptées par le parti nationaliste modéré d'Irlande du Nord, le SDLP (Parti social-démocrate et travailliste). Ces discussions se sont toutefois pas ouvertes au Sinn Féin, l'alle politique de l'IRA.

Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, qui s'efforçait depuis quinze mois d'amener les dirigeants unionistes à la table des négociations, doit faire une déclaration mercredi à la Chambre des communes, devant laquelle il devrait exposer les grandes lignes de son plan. Celui-ci vise essentiellement à ce que, à terme, l'Irlande du Nord soit administrée de manière autonome, « l'intérêt légitime » de Dublin dans cette administration étant alors reconnu par Londres. Un nouvel accord serait négocié pour remplacer l'accord anglo-irlandais de 1985, rejeté par les unionistes qui trouvaient que Dublin y avait la part trop belle. (UPI, AFP, Reuters.)

L'Action française réunie en « Carrefour royal »

Les royalistes de l'Action française révisent que s'expriment et s'opposent à une même tribune les thèses de SOS-Racisme et celles du Front national sur l'immigration. Ils avaient invité un représentant de chacun des deux camps, ainsi que M. Michel Hammon (RPR), à l'occasion d'un « Carrefour royal », organisé samedi 23 mars à Paris. SOS s'est décommandée pour ne pas servir de caution à M. Hammon a fait de même. Le débat a été sauvé par la présence, au pied levé, de M. Pierre-Patrick Kaltenbach, conseiller à la Cnfr des comptes et ancien membre de la commission du code de la nationalité.

Devant plusieurs centaines de personnes, le représentant de l'Action française, M. Nicolas Portier, a renvoyé dos à dos les « deux discours inacceptables » tenus, selon lui, par M. Kaltenbach favorable à l'immigration, et par M. Jean-Pierre Schenard, membre du bureau politique du Front national, pour qui « il n'y a pas de raison de laisser prendre un bain au plombier qui vient réparer votre baignoire ». M. Portier s'est prononcé pour la reconnaissance de la spécificité de chaque communauté culturelle.

A l'occasion de la réunion de son prochain comité directeur, l'Action française se donnera un nouveau secrétaire général, M. Bernard Banave (quarante-trois ans) qui succèdera à M. Guy Steinbach.

Les 63^{es} Oscars

Hollywood danse avec les loups

Merci à ma femme, à mes producteurs, à mon équipe, aux Indiens, à Dieu, à l'Amérique... La lancinante litanie des éternels de grâce à rythmé la 63^e cérémonie des Oscars, qui s'est déroulée la nuit dernière à Hollywood. Une cérémonie impeccable, aseptisée, sans le moindre dérapage. Rites lyphiliques, émotion déstabilisante, la « grande famille » du film business s'est bien tenue devant un milliard de téléspectateurs (1).

Dans l'assistance, assis à côté de Madonna qui s'était fait la tête du fantôme de Marilyn, Michael Jackson qui ressemble beaucoup à un sosie de Michael Jackson. Sur scène, Bob Hope, remonté comme une adorable vieille pendule, et Sophia Loren, pour un Oscar d'honneur, vraiment somptueuse avec ses cinquante-sept ans et ses cinquante-cinq dents. On vit surtout beaucoup Kevin Costner, mais ce n'était pas une surprise. Le favori l'a emporté, sept Oscars pour onze nominations. Un premier film beau comme une B. A. Rien à dire.

De quoi alors pourrait-on s'étonner ? Une Whoopi Goldberg remporte l'Oscar du second rôle dans Ghost, où elle tient la vedette. Pourquoi le second rôle ? Parce

qu'elle est noire ? Cela n'empêche d'ailleurs rien à la formidable Kathy Bates, sacrée meilleure actrice pour Misery, de Bob Reiner.

Autre sujet d'étonnement, tout ébauchisme mis à part : la désignation comme meilleur film étranger d'un outsider complet, Journey of Hope, du Suisse Xavier Koller. Le metteur en scène au nom de chocolat a battu la France, l'Allemagne, l'Italie, la Chine, avec l'histoire édifiante d'une famille turque cherchant et trouvant asile au pays de Guillaume Tell.

Dans la salle, Jean-Paul Rappeneau paraît alors un peu pâle. Cinq nominations, mais à la fin de l'enfer Cyranos n'a touché qu'une seule statuette, récompensant les costumes de Franca Squarapino. C'est une déception. Moins sévère que celle éprouvée par Francis Coppola. Oscar pour le Parolain 3 malgré sept nominations. La saga furieuse des Corleones s'achève dans le silence.

DANIELE HEYMANN

(1) La cérémonie des Oscars a été retransmise en direct dans la nuit par Canal Plus, qui devait rediffuser les moments les plus importants du spectacle mardi 26 mars, à 22 h 30.

Le palmarès

- Film : Danse avec les loups, de Kevin Costner.

- Acteur : Jeremy Irons dans le Mystère von Bulow, de Barbet Schroeder.

- Actrice : Kathy Bates dans Misery, de Bob Reiner.

- Second rôle masculin : Joe Pesci dans Les Affranchis, de Martin Scorsese.

- Second rôle féminin : Whoopi Goldberg dans Ghost, de Jerry Zucker.

- Réalisateur : Kevin Costner pour Danse avec les loups.

- Film en langue étrangère : Journey of Hope (Suisse), de Xavier Koller.

- Scénario original : Bruce Joel Rubin pour Ghost.

- Adaptation : Michael Blake pour Danse avec les loups.

- Décors : Richard Sylbert pour Dick Tracy, de Warren Beatty.

- Montage : Dean Semler pour Danse avec les loups.

- Costumes : Franca Squarapino pour Cyranos de Bergerac, de Jean-Paul Rappeneau.

Rejet d'une demande

d'insémination post-mortem

La 4^e chambre civile du tribunal de grande instance de Toulouse, présidée par M. Michel Treille, a rejeté mardi 26 mars une demande d'insémination post-mortem formulée par M^{me} Claire Gallon après le décès en septembre 1989 de son mari, victime du sida (Le Monde du 14 février 1991). Le tribunal de grande instance de Toulouse a retenu « la régularité de la convention » passée entre M. Gallon et le CECOS Midi-Pyrénées. Aux termes de cette convention, le sperme auto-conservé ne pouvait être utilisé que par le dépositaire « présent et consentant ».

- Montage : Neil Travis pour Danse avec les loups.

- Maquillage : John Caglione et Doug Drexler pour Dick Tracy.

- Musique originale : John Barry pour Danse avec les loups.

- Chanson originale : Stephen Sondheim pour Sooner or Later dans Dick Tracy.

- Son : Russell William, Jeffrey Perkins, Bill Beaton et Greg Watkins pour Danse avec les loups.

- Montage effets spéciaux : Cecile Hall et George Watters pour A la poursuite d'Octobre rouge, de John McTiernan.

- Long métrage documentaire : American Dream, de Barbara Kopple et Arthur Cohn.

- Court métrage documentaire : Days of Waiting, de Steven Okazaki.

- Court métrage d'animation : Creature Comforts, de Nick Park.

- Court métrage de fiction : The Lunch Date, d'Adam Davidson.

- Deux Oscars d'honneur ont été attribués à Myrna Loy et Sophia Loren.

Nouvelles Collections de la SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F PANTALONS 890 F VESTES 1 890 F 3 000 TISSUS

Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SUR LE VIF

Les clés de la caisse

VOUS avez vu un peu le tollé stupéfiant suscité par les « révélations » de CBS. Ils ont sur le cul, les Américains. Nous, ici, pareil : Quoi ? Comment ? Saddam raffait 5 % des profits de l'or noir et il le planquait à l'étranger, cet argent, très difficile à récupérer du coup, même qu'il en a placé dans le groupe Hachette ! C'est un vilain méchant. Et il y a pour combien ? Dix milliards de dollars ? Est-ce Dieu possible ! En plus, vous savez quoi, pour arriver à lui faire signer un contrat, les Jeps étaient obligés de lui graisser la patte. Pas croyable !

D'où la tombent, les mecs ? Je vais vous le dire, de la lune. Faut vraiment être ennemi comme un balai pour pas imaginer un seul instant que le maître de Bagdad allait se refuser ce que s'autorisent le plupart de ses voisins, sans parler de tous les petits potentats de par le monde qui détournent des fonds publics direction Genève, New-York, Londres ou Paris.

Pas Saddam ! Avec lui on pouvait dormir sur ses deux oreilles. Suffisait de geler les avoirs de l'Etat dont il est le chef unique,

absolu, pour apporter un début de réparation à l'émir du Koweït. Non, pas Saddam ! Il est probe, il est propre. Un peu rouga sang sur les bords, d'accord, mais blanc blanc question intégrité. Vaehamant à cheval sur les comptes. Faut-il l'entendre ça, que fois qu'un membre de sa famille, la famille régnante, lui demandait de quoi se construisait une modeste résidence, s'affairait une Ferrari décapotable ou s'ouvrait un compte en banque : Allez, sois ché, passe-moi les clés de la caisse.

Il piquait de cas enlèbres : Pas touche ! Déjà que je suis obligé de déboursier pour me fournir en chair à canon et faire pousser, avec le minimum vital, des garçons que je vais faucher dans la fleur de l'âge, qu'est-ce qui va me rester pour mes vieux jours, hein ? Remarque, ils l'avaient au chantage : Si tu veux qu'un assure ta protection, t'es qu'à raquer. Non, parce que le Mossad nous a fait des avances très intéressantes, figure-toi.

Alors, bon, il mettait la main à la poche, et il se consolait en se disant, à juste titre, que ça passerait à l'as. Honnête et pas bête !

La Générale des eaux rachète le casino Palm Beach de Cannes au groupe Barrière

CANNES

de notre correspondant régional

La Compagnie générale des eaux vient de racheter l'ensemble des parts (80 %) détenues par le groupe Barrière dans la société Cannes-Balnéaire, propriétaire du célèbre casino du Palm-Beach, à Cannes. Cette transaction, dont le montant n'a pas été révélé, confirme l'implantation de la « Générale » à Cannes et un changement de partenaire du groupe Barrière qui s'était associé, en 1989, à la chaîne hôtelière Accor. Celle-ci avait acquis, il y a deux ans, 15 % des parts du Palm-Beach, qu'elle devrait désormais revendre à la Générale des eaux.

Il y a quinze jours, celle-ci avait racheté en Bourse, par l'intermédiaire d'une de ses filiales (la société Phénix), 20 % des parts de la société fermière du casino municipal de Cannes, dans laquelle le groupe Barrière est également majoritaire et qui exploite, outre le

casino Croisette, l'hôtel Majestic et le golf de Mandelieu. Au terme des accords conclus avec la Générale des eaux, le groupe Barrière conservera la gestion du Palm-Beach. L'établissement de la pointe de la Croisette, qui date de 1929, devrait être démolit et faire place, dans un délai de cinq ans, à un complexe comprenant un casino, un hôtel de trois cents chambres, des installations de thalassothérapie et une salle de spectacles de deux mille places. Le coût de l'opération avoisinerait 1 milliard de francs.

La situation financière du Palm-Beach est très dégradée. Classé premier casino de France en 1985, l'établissement ne s'est inscrit, en 1990, qu'au vingt-troisième rang, avec un produit brut de 16 021 804 francs (- 60,41 % par rapport à l'exercice précédent). Accumulés depuis plusieurs années, ses pertes atteignent aujourd'hui plus de 167 millions de francs.

GUY PORTE

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE S'AVENIR
ANTARCTIQUE
LE FUTUR DE LA PLANÈTE

PRÉCIEUSES ARCHIVES,
LES GLACES LIVRENT
D'INDISPENSABLES INFORMATIONS
SUR LE DEVENIR DE LA PLANÈTE.

AU MEME SOMMAIRE
ARCHÉOLOGIE
Lascaux, des découvertes étonnantes
PHYSIOLOGIE
Le rire
TÉLÉVISION
La percée du câble
ASTRONOMIE
La face cachée de l'univers

EN VENTE PARTOUT 24F

I N

CO

Artistes, au des re



SOMMAIRE

De jeunes techniciens à l'assaut des bastions

Dans les sections de l'électricité et d'industrie industrielle des universitaires de on ne trouve que Une étude du Laboratoire d'économie et de du travail d'Aix-en- révèle les motivations jeunes femmes, des des métiers masculins

17 PAGES

هكذا من لا يملك

Le Monde

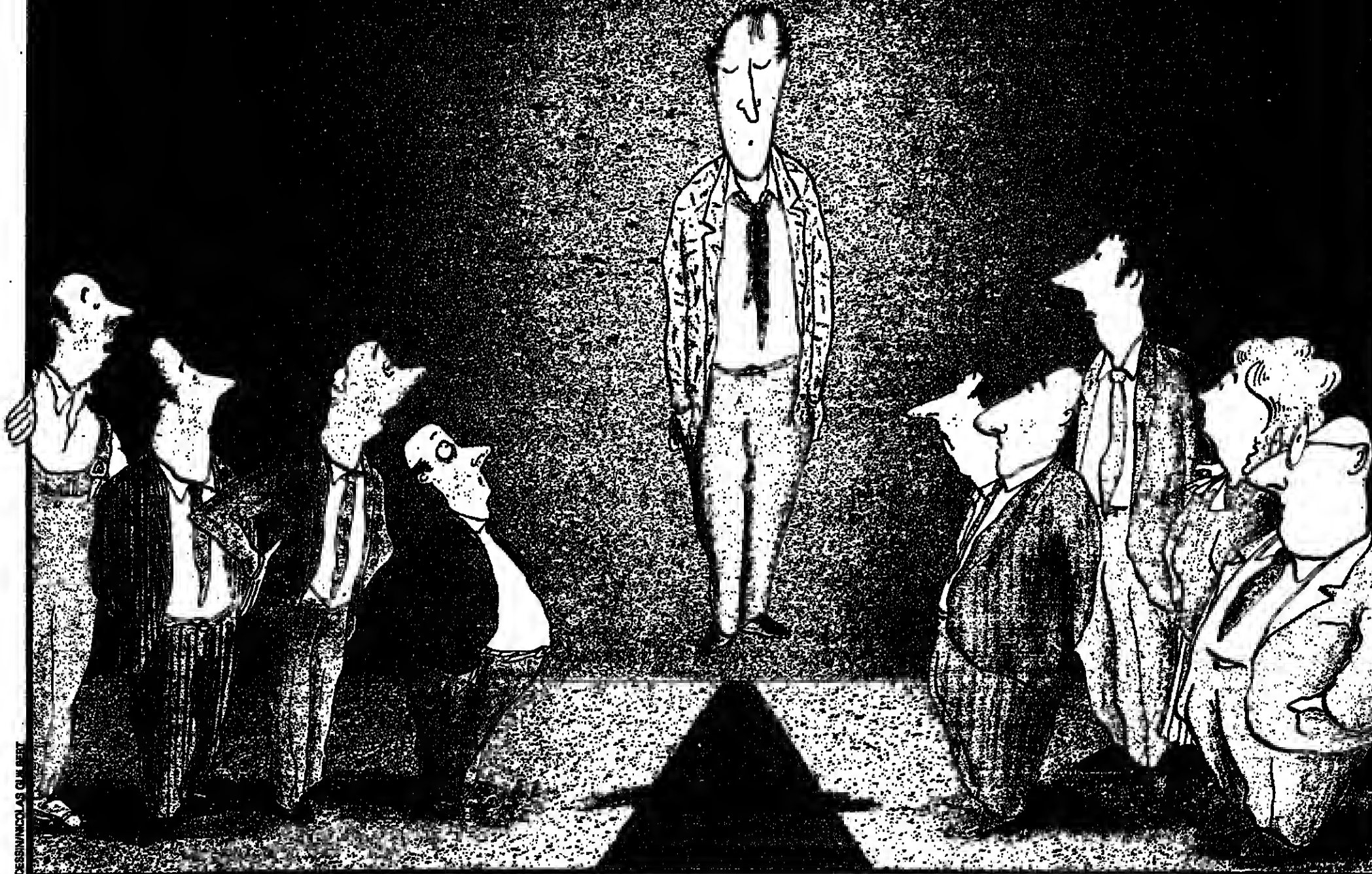
INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

COMMENT GÉRER LES DIVAS

Artistes, créateurs ou financiers de haut vol, techniciens hors pair, certains salariés, au sommet de la pyramide, bouleversent les structures bien rôdées des ressources humaines. Leur gestion relève de l'irrationnel ou de l'affectif.

Pages III à V



SOMMAIRE

De jeunes techniciennes à l'assaut des bastions masculins

Dans les sections de génie électrique et d'informatique industrielle des instituts universitaires de technologie, on ne trouve que 5 % de fille. Une étude du Laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Aix-en-Provence révèle les motivations de ces jeunes femmes, séduites par des métiers masculins..... VI

Apprendre le sport à l'université

Vouées jusqu'à présent à la formation des « profs de gym », les filières se diversifient vers la gestion des équipements et des institutions..... VII

STAGES EN ENTREPRISE... IV

17 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

(Publicité)

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARDI Section C Economie Le Monde Dirigeants Le Monde Juristes Le Monde Gestion	MARDI DATE MARDI Section D Economie Le Monde Fonction Commerciale Le Monde Cadres Le Monde Informatique Le Monde Secrétaires Pointe	MERCREDI DATE JEUDI Section D Economie Le Monde CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES Le Monde International
---	--	--

100

Comment gérer les divas ?

L'entreprise soumise aux caprices

Le phénomène est plus parisien que provincial, davantage lié aux professions à la mode qu'aux métiers traditionnels, et tend à se développer avec la croissance des activités tertiaires de haut de gamme. Mais l'apparition des « stars », des « divas », des « salimbanques » et autres « golden boys » se signale bien comme l'une des tendances fortes de ce tournant de la décennie. Un choc culturel, prêt à tout bouleverser.

Appelé à se répandre dans de nombreux secteurs, le plus souvent au sommet de la pyramide, et en dehors de toute grille salariale, le mouvement éme la panique dans les structures bien rodées, car il célèbre l'arrivée de l'irrationnel ou de l'affectif. Là où il prolifère, il perturbe les schémas posés de la gestion des ressources humaines. Pour les DRH (directeurs des ressources humaines), qui s'arrachent les cheveux, et tous ceux qui veulent introduire de la logique dans le pilotage de collectivités au travail, il signifie, au pis, la fin de certitudes qu'ils avaient mis tellement de temps à imposer dans les entreprises modernes. Au mieux, et chez les plus imaginatifs, il réhabilite la nécessité de l'invention permanente, pour s'adapter à des situations continuellement chan-

geantes. D'un point de vue anecdotique, l'effet de tornade est sidérant. Voici des salariés, de talent pour la plupart, qui sont capables des caprices les plus enfantins on qui cultivent leur différence. Fantaisies, mégalo-manières parfois, écorchés vifs presque toujours, ils ont besoin qu'on les aime, et qu'on leur en fasse la démonstration, pour un rien. A leur propos, les histoires abondent. On raconte que des créatifs, dans la publicité, exigeaient qu'on leur permette de se droguer, que d'autres devenaient odieux dès qu'ils angossaient. Et ainsi de suite, puisque l'on ne prête qu'aux riches.

Après un « joli coup » à la salle des marchés, tel opérateur disparaissait sans un mot et revenait des Bahamas des mois plus tard. L'un de ses collègues continuait de flamber, au casino, et plusieurs, victimes du stress, sombraient dans une brutale léthargie, accolés au doute. « Ils ne connaissent pas les contrats de travail, ignorent le code du travail, travaillent comme des fous pendant des heures... ou pas du tout », explique un DRH, qui n'a pas su se faire au milieu et l'a vite quitté, épouvanté.

Les « artistes », les créateurs ou les financiers de bant vol ne sont pas les seuls touchés. Des dirigeants de grande lignée, des consultants, des journalistes -

et pas seulement de l'audiovisuel - mais aussi des commerciaux flamboyants ou des techniciens hors pair succombent à cette frénésie exigeante pour eux comme pour leur entourage. Est-ce par vanité ? Ils demandent des signes de reconnaissance quelquefois futiles. Un bureau décoré selon leur goût, un avantage exorbitant du droit commun, un statut particulier ou des marques évidentes de leur particularisme.

« Il faut comprendre, plaide Serge de Gannay, président du Groupe G, à leur niveau, le salaire n'est plus le problème. Il leur faut autre chose. » Dans leur cas, tout devient affaire de psychologie. Ils doivent se sentir « bien », il faut leur prouver qu'on s'intéresse à eux « par la qualité du challenge qu'on leur offre tous les jours », il faut passer son temps à décoder les petites fêtures qui pourraient provoquer les grands drames. « Nous sommes dans l'ordre du qualitatif, poursuit-il. Gérer des divas, c'est savoir manier des ressources rares. » Mécanismes brillants à la susceptible orgueilleuse, individualistes d'une grande sensibilité, perpétuellement insatisfaits, ils réclament des attentions d'un savant dosage, entre les défis pour se surpasser et les gestes pour les rassurer.

Mais il ne faudrait pas en rester à ce

folklore. Au-delà d'apparences soignées entretenues, ces comportements se justifient, et les entreprises savent bien pourquoi elles supportent ces « oiseaux sauvages » que les plus dynamiques cherchent activement à attirer. Ils apportent le mouvement, l'air frais et des capacités exceptionnelles qui méritent bien quelques égards. Plus fondamentalement, ils sont la garantie d'une faculté à évoluer, à sentir le marché, quand des structures ossifiées ne songent qu'à se reproduire à l'identique, jusqu'au déclin. « Une société bien conduite se doit d'intégrer un pourcentage de déviants ou de personnages atypiques pour s'empêcher de mourir d'ennui », affirme un excellent connaisseur des organisations sociales, ils représentent le sang neuf.

D'autres vont plus loin, qui assurent, comme Didier Jeanneret, DRH d'une filiale de CIT Alcatel, que ces pratiques nouvelles annoncent des changements à venir. Les jeunes diplômés que l'on courtise tant, toutes ces professions gagnées par la « stérification » introduisent dans le milieu du travail des rapports plus sains qu'autrefois. « Comme le marché leur est favorable, ils mesurent leur adhésion à l'entreprise au plaisir que celle-ci leur procure, constate-t-il. Si un seul élément les gêne, ils s'en vont sans

état d'âme ni conflit. » De la notion d'un contrat de travail, on passe presque à celle d'un contrat commercial où les litiges, quand il y en a, se terminent par des règlements à l'amiable. Il arrive que les dossiers soient traités par juristes interposés, pour ajouter à la distance. « Tout devient très clean », confirme un autre DRH.

A terme, ceux qui défendent cette vision optimiste pensent que les cadres dirigeants adopteront cette attitude et que celle-ci sera acceptée par un nombre grandissant d'entreprises, même si leur secteur d'activité ne s'y prête pas a priori. Dans leur esprit, les informaticiens et les consultants d'aujourd'hui seraient les précurseurs de ce qui va se produire, au nom de la modernité.

Ils ont sans doute raison, mais un contre-exemple peut donner à réfléchir. Ce n'est sûrement pas par hasard si, dans deux secteurs bien précis, l'opéra ou le monde du spectacle et l'audiovisuel, la gestion des « divas » cohabite avec celle de métiers techniques outragés par les corporatistes, définis selon des frontières méticuleuses. Comme quoi le mode de fonctionnement du futur peut faire bon ménage avec des tempéraments par la désuétude.

Alain Lebaube

Les « oiseaux sauvages » du président

Les hauts potentiels sont aussi les cadres ayant une étincelle d'imagination créatrice

« L nous fait des voyous », s'exclame-t-il récemment, et en forçant volontairement le trait, un grand patron, déconstruisant l'incapacité de son équipe de dirigeants à sortir des sentiers battus. Les Américains parlent plus joliment d'« oiseaux sauvages » et les opposent aux « Yes-Men », ces cadres en si parfaite adéquation avec les normes de l'entreprise que leur esprit s'y est en quelque sorte enferrmé.

Jusqu'à ces dernières années, on identifiait les « hauts potentiels » aux cadres ayant les meilleurs diplômes. Aujourd'hui, l'expression désigne davantage les personnalités ayant une étincelle d'imagination créatrice, celles qui seront capables de concevoir et promouvoir des transformations. Leur différence devient une richesse, il faut la soigner, la cultiver... « Peut-être même a-t-on aujourd'hui un peu trop tendance à rechercher le salimbanque », note Janek Rayer, directeur de l'activité ressources humaines du cabinet Ernst & Young, alors qu'il s'en fait qu'il a dote homéopathique. La gestion de cette « ressource humaine » n'est donc pas une mince affaire.

« Ce sont des personnes en permanence insatisfaites, comme l'artiste », souligne Serge de Gannay, président du Groupe G, cabinet de stratégie et de management... « Elles ont une sensibilité plus vive que la moyenne, ajoute Max Vermote, qui dirige un cabinet de recrutement. Conscientes de leur valeur, elles ont en même temps besoin d'être rassurées. Individualistes, elles ont du mal à se plier à une organisation stricte. »

Tel avocat, qui vient d'intégrer un cabinet de juristes nationaux, s'y est révélé très précieux. Mais... lui et son équipe ont l'habitude de travailler la nuit. Les autres ont dû s'y faire. Telle grande entreprise s'est résignée à laisser son directeur scientifique travailler souvent à domicile parce qu'il ne supporte pas les bureaux paysagers. S'ils se heurtent à des attitudes rigides, les « oiseaux sauvages » choisissent



souvent de s'envoler vers d'autres cieux : on les prend donc tels qu'ils sont pour ne pas les perdre.

Nombre de ces individualistes sont en même temps des conformistes à la recherche d'une reconnaissance très classique, à travers le salaire, le standing du bureau, l'accès à tel club ou aux avions privés de l'entreprise, ou encore les attentions particulières du président, la possibilité de l'appeler par son prénom... Mais pour Janek Rayer, les meilleurs sont en général un peu « à côté ou au-dessus » de ces préoccupations, même s'ils sont soucieux de faire reconnaître leur spécificité.

Mais tous réclament une attention particulière. « Il faut beaucoup les écouter, beaucoup parler

avec eux, être constamment disponibles », dit Serge de Gannay, parlant des « oiseaux sauvages » de sa propre société. En même temps, il est essentiel de les maintenir dans un certain cadre de rigueur et de discipline pour leur propre sauvegarde. « Se confronter aux contraintes de la réalité industrielle peut stimuler la créativité », souligne Jean-Pierre Valériola, directeur général de la communication à L'Oréal. L'architecte le sculpteur, subissent eux aussi ces contraintes... Mais souvent le laisser-faire l'emporte et le créatif devient une sorte de Castafiore, source de difficultés multiples.

Il faut aussi donner à ces atypiques, non de la disponibilité pour réfléchir, lire, jouer leur rôle de tête chercheuse, mais un maximum de tâches et de responsabilités : « Autrement, ils deviennent ingérables », assure Serge de Gannay, qui ajoute : « Ils sont au meilleur d'eux-mêmes dans une situation de surmenage. » Les structures les plus capables de bien gérer ces tempéraments sont des entreprises petites ou jeunes et en expansion, ou bien encore souples et personnalisées ; globalement, toutes celles qui s'efforcent de miser sur la créativité de l'ensemble de leur personnel.

Marie-Claude Berthod

L'affectif en plus

Les directeurs des ressources humaines doivent s'accommoder du narcissisme

« MÊME si le métier reste le même, avec ses grandes préoccupations - comment attirer les meilleurs, comment les garder, comment faire pour qu'ils restent les meilleurs, comment les former, les motiver, les rémunérer... - c'est complètement différent. » Après une expérience chez Matra-Manuthin, Agnès du Boulay, trente-sept ans, est devenue directrice des ressources humaines (DRH) du groupe de communication BDDP en 1990. Si elle n'est pas directement concernée par le recrutement des créatifs, qui relève de la compétence des directeurs de création, elle est cependant confrontée aux spécificités du secteur et d'abord à un turn-over important.

Les créatifs sont en effet des oiseaux volages. Et de bonnes rémunérations ne suffisent guère à les fidéliser. Il faut aller au-delà. « Nos collaborateurs ne resteront dans l'agence que s'ils ont de bonnes conditions de fonctionnement », constate-t-elle. Or une bonne ambiance de travail implique un minimum de doigté. « Ce qui est difficile pour moi, c'est d'introduire de la rigueur dans un monde où elle est perçue comme une contrainte, de donner un retour, de gérer les rémunérations d'une manière globale sans céder à la pression du moment. » Devenu DRH du groupe de com-

munication RSCG, en 1985, après un passage chez RVI et dans le BTP, Bruno Athias tient un discours à peu près identique : « Mon métier, c'est d'être un peu, au niveau des ressources humaines, le service clientèle de l'agence en interne. Il faut leur fournir de bonnes conditions de travail. Trouver des locaux spacieux, veiller à leur agencement... »

MANIÈRE SOFT. Cependant, si les entreprises de communication cherchent à développer leur côté convivial, elles n'en sont pas moins très exigeantes à l'égard de leurs salariés. « On a une gestion de l'emploi plus souple que dans les autres secteurs d'activité », reconnaît Bruno Athias. On se sépare peut-être plus facilement des gens. Mais d'une manière soft. Effectivement, dans ces milieux, les départs négociés sont une spécialité.

S'il y a un domaine qui intéresse beaucoup Bruno Athias, c'est la politique salariale. « Dans la publicité, les jeunes qui commencent sont souvent mal payés. Mais le talent, c'est quelque chose qui peut exploser. Si on ne prend pas en compte cette évolution, le jeune qui exploise partira. C'est pourquoi il est important d'arriver à mettre en place une politique efficace et cohérente. » Dans ce

domaine, précise-t-il, le DRH n'a pas beaucoup d'autonomie. Il travaille en étroite relation avec son directeur général.

Jean-Michel Garrigues, trente-trois ans, DRH de tout le groupe Europe 1 communication, établit trois points de comparaison entre les entreprises de communication et les autres. D'abord, souligne-t-il, les prémisses ont des structures souples et fonctionnent en petites unités. Cela leur permet de s'adapter aux hommes qui les intègrent, alors que dans les entreprises classiques les hommes doivent s'adapter aux structures. Deuxième point, l'impact des personnalités est plus fort dans la communication, ce qui rend délicates les questions de remplacement alors que, dans l'industrie, les collaborateurs sont plus interchangeables.

Mais le fait, enfin, d'avoir des structures souples et des personnalités fortes implique une gestion des ressources humaines plus complexe : « Dans le monde industriel, il y a en matière de gestion de ressources humaines environ 75 % de technique et 25 % de politique. Dans la communication, on fait au minimum l'inverse. »

Catherine Leroy

UNIVERSITÉ DE PARIS
PANTHEON SORBONNE
INITIATION À L'ERGONOMIE
Séminaires de 5 jours
8-12 avril - 16-20 septembre
21-25 octobre - 18-22 novembre
Cet enseignement de base constitue également la première partie de la préparation du D.E.S.U.P. (3^e cycle)
ERGONOMIE-ÉCOLOGIE HUMAINE
contact : département ERGONOMIE 45-57-97-79

LA GRANDE ÉCOLE DE COMMUNICATION
Sciences Com
3^{ème} cycle
sur concours
à Bac + 4
Durée des études : 1 an
2^{ème} cycle
sur concours
à Bac + 2
Durée des études : 2 ans

Bac + 3
jeunes diplômés
Plus de 3800 postes
Plus de 300 formations de 3^e cycle
Venez choisir les 5 et 6 avril 1991
à l'Espace Champerré - 75017 Paris
Entrée libre
Vendredi : 10h00-19h30
Samedi : 10h00-18h00
L'Étudiant
Tél. 01-40-07-02-31
163-163-163
Métro : ligne 5
Porte de Champerret
Bus : PC84/92/93
163-163-163
Le salon des jeunes diplômés
Tél. 01-40-07-02-31
163-163-163

L'obligation du professionnalisme

Seule la « vox populi » permet aux vedettes d'agir différemment des autres salariés

Les divas obéissent aux règles de base de l'économie. Plus elles sont rares et compétentes, plus elles coûtent cher en termes de salaires et de temps consacré à gérer leurs exigences. Une star de l'opéra ou du cinéma se situe en haut de l'échelle où l'on trouve, décroissant, les professionnels du sport, les hommes politiques et les vedettes de la télévision.

C'est un postulat de base pour les chercheurs et sociologues, en tout cas ceux - peu nombreux - qui se sont penchés sur le phénomène. Sabine Chalvon-Demersay et Dominique Pasquier, toutes deux au CNRS, se sont intéressées spécifiquement (1) aux animateurs de télévision : « Il est difficile de généraliser notre étude à l'ensemble de la population diva, remarque Sabine Chalvon-Demersay, mais certains traits sont communs, indéniablement. »

Ainsi, mis à part les métiers fortement protégés par un statut corporatiste indéboulonnable, seule la vox populi permet aux vedettes

d'agir différemment des autres salariés. « Elles sont néanmoins contraintes à la prudence car leur statut est précaire, c'est sûr, confirme Dominique Pasquier. Elles doivent donc toujours faire preuve d'un grand professionnalisme et rester fidèles à leur image. On semble être loin aujourd'hui des excès hollywoodiens des années 50. »

Fortes de l'appui du public, les stars négocient. Leur salaire mais également leurs conditions de travail, leurs horaires, le choix de leurs équipes. Leur interlocuteur est rarement le directeur des ressources humaines. « À la télévision, une quinzaine de vedettes discutent directement avec le directeur de la chaîne, note Dominique Pasquier. Les DRH ont surtout en charge la découverte de nouveaux talents, mais ensuite, très souvent, le dossier leur échappe. »

SOLITAIRE. Reconnaissable dans la rue, envahies par un courrier toujours très abondant, les divas restent souvent des solitaires. « Ce

mythe n'est pas sans fondement », analyse Sabine Chalvon-Demersay. L'exemple des animateurs TV semble tout à fait révélateur. « Leur solitude commence à l'accueil. Yves Mourousi a ainsi raté un Journal de 13 heures parce qu'il avait oublié sa carte d'accès à TF1 et que les gens de la sécurité ont fait comme s'ils ne le reconnaissaient pas. Leur chemin de croix se poursuit ensuite sur le plateau. Les techniciens, comme le réalisateur, n'acceptent pas de les voir s'accaparer une émission. Or les spectateurs disent bien « T'es regardé Sabatier ou Drucker » mais prononcent rarement le titre de l'émission. »

Comment parler aussi de solidarité ? Les divas ne sont pas solitaires, mais elles le sont quand un directeur général ne sert plus à rien parce que son entreprise s'est fait absorber par une plus grosse. Il y a une séparation en principe à l'amiable. Ce sont les « divas-blettes ». Dans le cas des cadres supérieurs, le montant du chèque est d'autant plus élevé qu'on achète leur silence. »

Pourtant, le droit du travail est souvent bafoué. Nombre de « divas » qui sont salariées se font passer pour travailleurs indépendants ou sont employées dans des sociétés écrans. « Depuis que les banques se sont aperçues qu'une poignée d'informaticiens pouvaient bloquer tout le réseau, certaines petites agences de l'informaticienne ont été créées, certaines petites sociétés salariées de fausses sociétés prestataires de services. Ce prêt de main-d'œuvre à but lucratif est illégal et, en cas de licenciement, les

salariés se rendant compte qu'ils ne bénéficient pas des avantages de la convention collective des banques. Mais cette situation est devenue tellement courante qu'ils n'imaginent pas travailler sous un autre statut. »

Informaticiens, mannequins et stylistes n'ont rien inventé. La pratique de la fausse sous-traitance est monnaie courante dans le bâtiment, et les inspecteurs du travail éprouvent les pires difficultés pour accéder aux factures commerciales entre l'utilisateur et le faux prestataire de services.

Il ne faut pourtant pas se laisser abuser et croire que salimbanques et cadres supérieurs vivent dans un monde totalement clos. Comme le constatent les inspecteurs, « bien souvent, le système ne marche que parce qu'il y a des revenus collectifs de remplacement. Même les divas vont aux ASSÉDIC. »

Marie-Béatrice Baudet

(1) Drôles de stars. La télévision des animateurs. Paris chez Aubier.

La loi à l'épreuve

DIRECTEURS généraux, informaticiens de haut vol, mannequins, stylistes, les inspecteurs du travail connaissent à la fois très bien et très mal la situation de ces salariés peu ordinaires. « Ils ne risquent pas de tomber d'un échafaudage, ils sont très bien payés, ne sont jamais syndiqués et viennent rarement nous voir. Conclusion : les syndicats s'en fichent et nous aussi. A 400 000 francs par mois, les problèmes ne sont plus les mêmes », constate un inspecteur du travail pour qui les entreprises des « beaux quartiers » n'ont plus de secret.

Si les contrats de travail - quand contrat il y a - sont souvent les mêmes que ceux des autres salariés, hormis une clause de mobilité internationale, « l'obligation de moyens s'efface au profit de l'obligation de résultats ». En clair, peu importe la façon dont ils organisent leur travail pourvu qu'ils atteignent

leurs objectifs. Mais si la fin justifie les moyens, ces divas doivent aussi fidélité et loyauté à leur employeur. « C'est pourquoi si Michel Polac avait attaqué Bouygues pour licenciement abusif, il aurait probablement perdu », commente un inspecteur, qui ajoute malicieusement « à moins que la diva ne plaide qu'un de ses objectifs professionnels était d'obtenir le maximum d'audience, quitte à injurier son employeur. »

SITUATION PRÉCAIRE. Même si personne ne s'en offusque, nombre de ces divas vivent dans une situation précaire. Les contrats à durée déterminée, très fréquents dans les milieux de la mode, du spectacle et de l'audiovisuel, tendent aussi à le devenir pour les directeurs généraux ou certains informaticiens. « C'est la contrepartie du salaire très élevé. Il y a un consensus à ce sujet. Les gens ont admis être une marchandise et vendre leur cerveau ou leur force de tra-

vail. Quand un mannequin a une clearance sur la jambe, quand un informaticien prend de l'égo, quand un directeur général ne sert plus à rien parce que son entreprise s'est fait absorber par une plus grosse, il y a une séparation en principe à l'amiable. Ce sont les « divas-blettes ». Dans le cas des cadres supérieurs, le montant du chèque est d'autant plus élevé qu'on achète leur silence. »

Pourtant, le droit du travail est souvent bafoué. Nombre de « divas » qui sont salariées se font passer pour travailleurs indépendants ou sont employées dans des sociétés écrans. « Depuis que les banques se sont aperçues qu'une poignée d'informaticiens pouvaient bloquer tout le réseau, certaines petites agences de l'informaticienne ont été créées, certaines petites sociétés salariées de fausses sociétés prestataires de services. Ce prêt de main-d'œuvre à but lucratif est illégal et, en cas de licenciement, les

salariés se rendant compte qu'ils ne bénéficient pas des avantages de la convention collective des banques. Mais cette situation est devenue tellement courante qu'ils n'imaginent pas travailler sous un autre statut. »

Informaticiens, mannequins et stylistes n'ont rien inventé. La pratique de la fausse sous-traitance est monnaie courante dans le bâtiment, et les inspecteurs du travail éprouvent les pires difficultés pour accéder aux factures commerciales entre l'utilisateur et le faux prestataire de services.

Il ne faut pourtant pas se laisser abuser et croire que salimbanques et cadres supérieurs vivent dans un monde totalement clos. Comme le constatent les inspecteurs, « bien souvent, le système ne marche que parce qu'il y a des revenus collectifs de remplacement. Même les divas vont aux ASSÉDIC. »

Frédéric Lemaître

Comment gérer

L'audiovisuel des

Dans la vaste catégorie des des animateurs ou des réalisateurs négocient leur

C'EST à TF1, avec plus de mille cinq cents salariés - permanents, intermittents, intérimaires, pigistes ou cachetiers - que les situations sont les plus diverses. Avant la privatisation de 1987, les salariés étaient soumis à la convention collective de l'audiovisuel du service public (qui regroupait les personnels techniques et administratifs, et les emplois spécifiques, comme les chefs d'orchestre ou les producteurs artistiques). Depuis, la chaîne a renégocié leur statut avec la signature, en janvier 1991, d'un accord avec les syndicats.

Dans ce cadre, les situations atypiques concernent plus de trois cents personnes à un degré variable. Si la majorité des journalistes sont régis par la convention nationale des journalistes de l'audiovisuel et par un accord d'entreprise, certains d'entre eux bénéficient, selon le directeur du personnel, Henri Bignalet, de clauses exceptionnelles : « Nous sommes en train de négocier une partie du salaire perdu. » Il en va ainsi pour des journalistes présentateurs de renom, débauchés ou producteurs d'émissions, dont la présence ou l'absence à l'antenne garantissent une bonne audience.

D'autres emplois, comme l'ensemble des professions artistiques, sont rémunérés uniquement au cachet. Mais ils échappent pas à une réglementation définie avec les syndicats. Ainsi les artistes-interprètes ne relèvent pas du droit commun mais ont une réglementation particulière, qu'ils exercent à TF1 ou au cinéma. Même situation pour les « intermittents techniques », comme les techniciens de production, qui pour les ASSÉDIC entrent dans la catégorie des « intermittents du spectacle ». Dans les faits, l'intermittent technique qui peut être maquilleur ou décorateur, négocie sa

rémunération avec des minimas assurés (dans le service public, au contraire, les barèmes sont fixes).

CLAUSES D'EXCLUSIVITÉ. Il existe aussi, à TF1, des contrats à durée déterminée atypiques, liaisons de personnes à la chaîne avec des clauses d'exclusivité. « C'est le cas de certains animateurs célèbres qui négocient leur contrat d'embauche directement avec la direction générale, avec ou sans avocat », déclare Henri Bignalet. L'animateur choisit d'être salarié de l'entreprise ou devient celui de sa propre société de production qui, seule, négocie un contrat de production d'émissions, par exemple. Dans toutes les hypothèses, certaines dispositions demeurent identiques, notamment sur le prix à payer pour la rediffusion de l'émission ou la vente de celle-ci à une autre chaîne, l'utilisation de l'image de l'animateur ou de son nom.

À Antenne 2, la situation paraît plus homogène, même si on compte aussi de deux cents à trois cents salariés « atypiques ». « Hormis les journalistes permanents et les emplois administratifs ou techniques, nous avons également des cachetiers employés par la chaîne », déclare Jean Rozat, directeur de production. Certains d'entre eux sont payés au mois ou à l'émission. Dans ce dernier cas, le contrat est octroyé par le directeur général ou à la loi de l'offre et de la demande. La rémunération, la plus souvent, est établie sur une base annuelle, la fourchette pouvant aller de 7 000 francs à plusieurs dizaines de milliers de francs par mois.

« Cela concerne les gens qui répondent au courrier d'une émission, les producteurs ou les assistants de ceux-ci », selon Jean Rozat. A Antenne 2 aussi, certains animateurs préfèrent travailler pour une société de production, ce qui leur permet de bénéficier juridiquement de fournir une ou plusieurs prestations.

les divas ? cachetiers

intermittents,
contrat de gré à gré

Le personnel ponctuellement utilisé par Antenne 2 se range aussi dans la catégorie des cachetiers. Il en est ainsi de tel général de l'armée de terre consulté pour avis ou de tel chanteur qui se produit parfois quasi gratuitement (avec le minimum syndical) si son passage est plus une promotion de ses chansons qu'une véritable prestation.

À Europe 1, le personnel artistique désigne aussi bien les intermittents techniques (premier de son ou câblé notamment), au nombre assez réduit, que ceux qui exercent des professions dites intellectuelles. Ces derniers, selon Jean-Michel Garrigues, directeur des ressources humaines du groupe Europe 1-Communications, « sont des journalistes pigistes ou non, ou des cachetiers - animateurs d'antenne ou de plateau ». Ils sont tous embauchés avec des contrats à durée déterminée, par nature, « car le travail est saisonnier, la grille des programmes étant établie fin septembre au 30 juin ».

Pour Jean-Michel Garrigues, « le statut d'intermittent est en fait la nature même de l'audiovisuel, qui serait moins riche si l'on n'avait que des salariés permanents ». Le gouvernement l'a bien compris avec la réflexion (1) en cours sur ce moment, pour harmoniser le statut des intermittents de l'audiovisuel.

Jean-Marie Schlösser

(1) Des négociations entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics sont en cours sur une proposition de loi de l'audiovisuel.

Loi le casse

L'Opéra de Paris gère

JEAN-PASCAL LABRÉ est un directeur du personnel comme il en existe peu en France. Cet ancien directeur du travail, partisan d'un papillon, qui, l'année dernière, exerçait ses fonctions dans le très huppé monde de l'arrondissement de Paris, est, en effet, responsable des 1 300 personnes qui comptent l'Opéra de Paris, soit quelque soixante-quinze qualifications différentes à gérer, réparties en plusieurs lieux géographiques, de l'Académie de la danse étoile, du service de décoration, du comptable au chœur, en passant par les personnels des ateliers de construction de décors et costumes, de l'École d'art lyrique ou de l'École de danse de Nanterre, sans oublier l'ensemble des fonctions administratives classiques dans toute entreprise.

En résumé, un « casse-tête » que cette direction du personnel, élargie par l'ouverture, l'année dernière, de l'Opéra-Bastille flambant neuf, et qui a vu, en temps, « garnieristes » et « bastillards » se mesurer, poids des traditions comme des corporatismes oblige. En effet, si une partie des troupes à l'Opéra Garnier pour bécotter, l'autre partie du recrutement a été faite à l'extérieur. « L'Opéra est en train de copier », confie Jean-Pascal Labré, mais le ruse psychologique a été rude. Car il est clair que les méthodes de travail valables à Garnier ne le sont plus tout à fait à Bastille.

« Il nous faut compter avec le poids des traditions, poursuit le directeur du personnel de la « vieille dame ». Aussi, l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre à l'Opéra-Bastille a été la confrontation avec la modernité dans un immeuble de haute technologie. « La machine à maquiller et à démaquiller les artistes n'a pas été inventée », comme le dit avec humour Jean-

CENTRE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL NOTARIAL

11 bis, rue d'Edimbourg 75008 Paris

ACCÈS AUX FONCTIONS DE NOTAIRE

NOUVEAU RÉGIME DE LA VOIE DITE « PROFESSIONNELLE »

AVIS D'EXAMEN D'ENTRÉE

DANS LES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE NOTAIRES

Les épreuves écrites d'admissibilité de l'examen d'entrée aux centres de formation professionnelle de notaires auront lieu pour la session 1991 :

- le JEUDI 17 OCTOBRE 1991 à 8 h 30 pour la note de synthèse ;
- le VENDREDI 18 OCTOBRE 1991 à 9 heures pour la composition juridique

Ces épreuves se dérouleront à BORDEAUX, LILLE, LYON, MARSEILLE, MONTPELLIER, NANCY, PARIS, POITIERS, RENNES, STRASBOURG, TOULOUSE.

Pour les candidats déclarés admissibles, les épreuves orales d'admission se dérouleront aux mêmes lieux entre le 12 novembre et le 21 décembre 1991.

Les dossiers de candidature doivent être adressés au centre de formation professionnelle de notaires choisi par le candidat, au plus tard le 17 août 1991. Les candidats au diplôme de maîtrise en droit de la session d'examen de septembre-octobre 1991 pourront, avant le date précitée, déposer un dossier de candidature sous condition de l'obtention dudit diplôme ; ils devront alors compléter leur dossier de candidature en produisant, avant le 31 octobre 1991, un document justifiant de l'obtention de la maîtrise.

Pour tous renseignements, s'adresser aux centres de formation professionnelle de notaires suivants :

AIX-EN-PROVENCE	Tél. : 91-37-25-01
BORDEAUX	Tél. : 56-44-00-91
LILLE	Tél. : 20-54-54-52
LYON	Tél. : 78-58-13-70
NANCY	Tél. : 83-35-43-14
NIMES-MONTPELLIER	Tél. : 67-54-18-38
PARIS	Tél. : 43-80-45-55
POITIERS	Tél. : 49-49-42-55
RENNES	Tél. : 99-33-12-33
STRASBOURG	Tél. : 88-32-10-55
TOULOUSE	Tél. : 61-23-22-91

STAGES

Le service JOBSTAGE du CDTE est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancée en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-33-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 3615 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Gestion

Lieu : Paris. Date : mai 91. Durée : 2/3 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 3, comptabilité, informatique, Lotus 1, 2, 3. Mission : Travaux analyse gestion et préparation du cahier des charges pour développement informatique, travaux courants d'exploitation et développement. 11693.

Comptabilité

Lieu : Paris. Date : avril 1991. Durée : 3/6 mois, embauche possible. Ind. : 1 500 F + ind. repas. Profil : bac + 2, connaissances juridiques et fiscales. Mission : Tenue de dossiers comptables, déclarations, paie, saisie informatique. 12642.

Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : A définir. Profil : bac + 4, niveau DES, DEA, gestion, finances, droit, TTX. Mission : Audit d'activité, de départements, de procédures internes. 13614.

Marketing

Lieu : Courbevoie, déplacements province. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : A définir. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : Technico-commercial, pro-

motion de matériaux de technique avancée d'isolation, suivi et valorisation de la clientèle, contacts avec ingénieurs et encadrement du personnel. 14971.

Lieu : St-Ouen-l'Aumône, déplacements. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac + 3/4, école de commerce, marketing. Mission : Évaluer l'acceptabilité et la faisabilité d'un système de cartes de fidélité (carte club), dans le domaine de la fourniture industrielle. 14972.

Lieu : Fresnes. Date : immédiat. Durée : 3 mois, plein temps ou 3/4 temps. Ind. 38 F/h. Profil : bac. Mission : Prospection et acquisition par téléphone. 14970.

Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 5 marketing, gestion commerciale, publicité. Mission : Recherche politique commerciale et stratégie de communication pour l'activité de l'entreprise, pour études de faisabilité pour autres secteurs. 14966.

Lieu : Paris, déplacements. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 6 000 F brut. Profil : bac + 4, marketing, école de commerce, micro-informatique. Mission : Etudes de marché, analyse secteur concurrentiel, produits industriels et spéciaux. 14959.

Commerce

Lieu : Paris. Date : avril 1991. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 5, école de commerce, vente. Mission : Prospection auprès des directions des ressources humaines de grandes entreprises et auprès d'organismes de formation. 15716.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : Très intéressante. Profil : bac + 2 ou 3, connaissances en assurance et presse appréciées. Mission : promotion d'un salon, commercialisation de stands, facturation. 15741.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac, formation assurée. Mission : Vente d'espaces publicitaires pour un nouvel annuaire national. 15714.

Informaticien

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac

+ 2, micro-informatique, IUT ou BTS. Mission : Développement d'une application sur progiciels dans windows. 17924.

Lieu : Paris. Date : mai 1991. Durée : 2 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2 IUT informatique, OPEN ACCESS 2 ou similaire (DBASE III). 17923.

Lieu : Clamart. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 1/2 BTS CNAM ou autres, anglais, espagnol. Mission : analyste-programmeur connaissant système MS DOS ou UNIX et langage BASIC C, ou PASCAL. 17922.

Lieu : Toulon. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 300 F/jour. Profil : bac, expérience pupitrage indispensable sur gros système, BULL DP87 sur IBM/MVSXA. Mission : Pupitragage en poste semi-continuum (I/N) sur matériel Bull DPS 7000/GCOS 7 dans le secteur bancaire. 17921.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée, embauche possible, expérience exigée. Ind. : Très intéressante. Profil : bac + 2 minimum (de 2 ans DUT/BTS), CLIPPER ou DBASE, SQL, Windows, C, DOS. Mission : analyste-programmeur. 17920.

Lieu : Colombes. Date : immédiat. Durée : 1 semaine. Ind. : 2 000 F. Profil : bac, MS DOS. Mission : installateur d'un logiciel sur parc micro-informatique. 17919.

Lieu : Le Blanc-Mesnil. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 7 000 F/mois + prime. Profil : bac. Mission : Concevoir un algorithme « réaliste » permettant une optimisation informatique d'une optimisation (seuil de perte, coût de coupe) en temps quasi réel. 17918.

Lieu : Orly. Date : immédiat. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F + prime. Profil : bac + 2 à 4, TURBO PASCAL. Mission : Développement de programmes statistiques et graphiques (écarts, traçage) en turbopascal 5-5 nt 6. 17901.

Communication

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : avril 1991. Durée : 6 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 5 environnement, eau, air, déchets, énergie, bruit.

Mission : Concevoir et réaliser en liaison avec des experts des supports pédagogiques de sensibilisation à l'environnement. 18342.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : A définir. Profil : bac, bon niveau commercial. Mission : Agent de distribution de produits vinicoles. 4002.

Lieu : Burgdorf, Allemagne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac. Mission : Stage en technologie ou marketing. 5001.

Lieu : Munich, Allemagne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac, stagiaire bilingue, trilingue. Mission : Employé dans une société allemande de haut de gamme. 5002.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 LEMONDE.

Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-33-43-43.

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS
Département de formation permanente

- * cours d'américain *
- * nouvelles sessions *
- * inscriptions immédiates *
- * préparation TOEFL/MAT *

intensif : 30 h
9 h-12 h sur 2 semaines
début : 8 avril

en cours du soir : 40 h
lun./mer., 19 h-21 h
début : 8 avril

en week-end : 40 h
samedi, 9 h-13 h
début : 13 avril

American Language Institute
BP 4140 34, avenue de New-York
75116 Paris. Tél. : 47-30-44-99

مركز من اجل

هكذا من الإصملى

INITIATIVES
EMPLOI

Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 • V

L'audiovisuel des

les divas ? cachetiers

intermittents,
contrat de gré à gré

Le personnel ponctuellement utilisé par Antenne 2 se range aussi dans la catégorie des cachetiers. Il en est ainsi de tel général de l'armée de terre consulté pour avis ou de tel chanteur qui se produit parfois quasi gratuitement (avec le minimum syndical) si son passage est plus une promotion de ses chansons qu'une véritable prestation.

A Europe 1, le personnel atypique désigne aussi bien les intermittents techniques (preneurs de son ou câbleurs notamment), au nombre assez réduit, que ceux qui exercent des professions dites intellectuelles. Ces derniers, selon Jean-Michel Garrigues, directeur des ressources humaines du groupe Europe 1-Communications, « sont des journalistes, pigistes ou non, ou des cachetiers - animateurs d'antenne pour la plupart ». Ils sont tous embauchés avec des contrats à durée déterminée puisque, par nature, leur travail est saisonnier, la grille de programmes étant établie du 1^{er} septembre au 30 juin.

Pour Jean-Michel Garrigues, « le statut d'intermittent est lié à la nature même de l'audiovisuel, qui serait moins riche s'il n'y avait que des salariés permanents. Le gouvernement l'a bien compris avec la réflexion (1), entamée en ce moment, pour harmoniser le statut des intermittents de l'audiovisuel ».

Jean-Marie Schiano

(1) Des négociations entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics sont en cours sur une convention collective de l'audiovisuel.

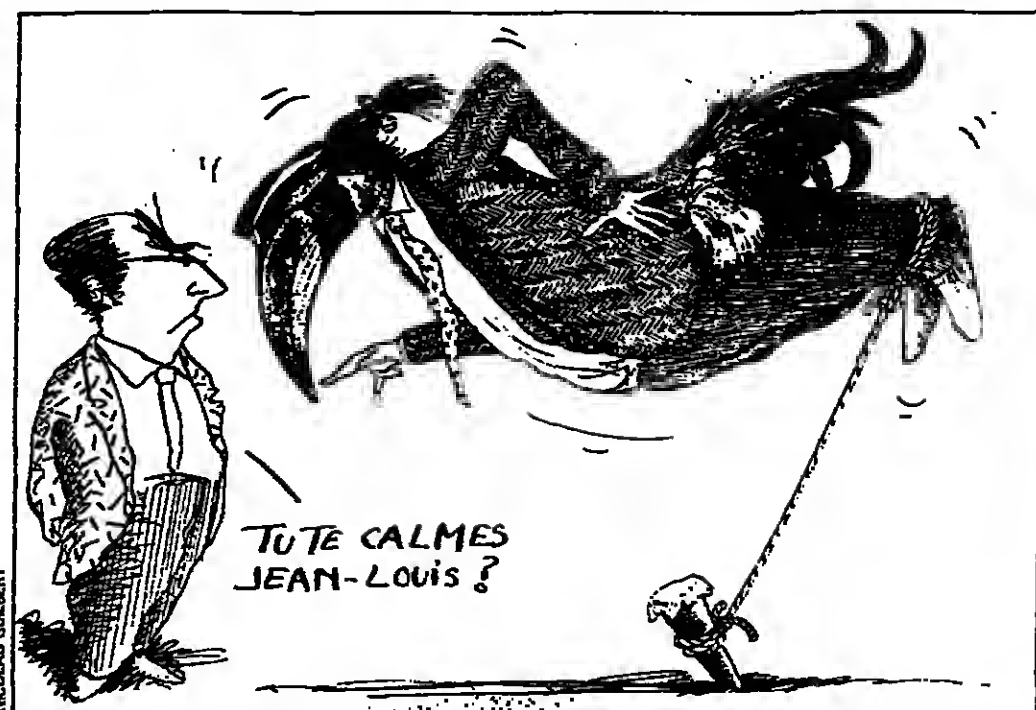
Compétition dans le monde de la publicité

Le directeur de création embauche, licencie, accorde les augmentations de salaires.
Un personnage tout-puissant et un management par les sentiments

« M A chère Marine, Je suis sincèrement désolé de devoir te convoquer à un entretien préalable de licenciement. » Cet extrait d'une lettre envoyée à un créatif d'agence de publicité, cité par un inspecteur du travail qui connaît bien le milieu, ne constitue pas l'exception. Dans la publicité, les rapports s'établissent toujours sur un mode affectif, pour le pire comme pour le meilleur. Pour les créatifs, la gestion des ressources humaines n'a pas grand sens.

« Le DRH ne joue strictement aucun rôle », confirme Benoît Devarieux, vice-président de l'agence Mac Cann Erickson. Les créatifs se gèrent eux-mêmes. Ils forment au sein d'une agence, entre les commerciaux et les administratifs, une sorte d'Etat dans l'Etat, avec ses propres règles. A leur tête, le directeur de création, responsable des teams, les équipes composées d'un directeur artistique chargé de créer l'image et d'un concepteur rédacteur pour les mots. Le directeur de création embauche, licencie, accorde les augmentations de salaires, les congés, etc. « Un personnage tout-puissant », ajoute l'inspecteur du travail.

« Les embauches se font par des cooptations très personnelles, précise Benoît Devarieux. Le marché est très étroit, tout le monde se connaît. Le travail de chacun est tout de suite très visible. » Une campagne très remarquée et la cote du créatif grimpe. Il se retrouve alors sollicité de toutes parts. Comment une agence conserve-t-elle la star? « S'il demande une prime de 5 000 francs, on la lui accorde, assure Jean-Pierre Villaret, PDG de l'agence Young et Rubicam. Ce qui motive un créatif, c'est la quantité de campagnes qu'on lui confie chaque année et la reconnaissance



de ses pairs. Avec trois campagnes annuelles, vous savez qu'il restera.

GRANDE DISPARITÉ. Tous les créatifs sont pourtant loin d'avoir accédé à la notoriété. Seuls cent cinquante d'entre eux peuvent s'en prévaloir, sur environ deux mille créatifs qui exercent en France. Les salaires varient de 6 000 à 45 000 francs par mois. Une grande disparité qui illustre l'esprit de compétition entretenu entre eux. Pour les campagnes très importantes, par exemple, il arrive qu'une agence mette en concurrence plusieurs de ses créatifs dont un seul sera finalement sélectionné. De quoi exacerber les sentiments. « Le créatif a une sorte de folie meurtrière pour défendre son idée parce qu'il sait qu'il joue sa survie », analyse Jean-Pierre Villaret. Celui qui ne fait pas de campagne sort du marché. Comment se gèrent de tels rapports au quotidien? « Il faut beaucoup de psychologie », ajoute Jean-Pierre Villaret, ces gens-là vivent sous une pression colossale. Ils sont souvent stressés et travaillent énormément. Il faut les respecter. L'image de frivolité qu'ils avaient à une époque, c'est fini. Ils ont besoin de savoir que leur patron les aime et les protège. » Mais comme toute histoire d'amour,

celles-ci aussi ne durent qu'un temps. Un beau jour, c'est le clash. Le créatif s'accroche à son idée, le directeur de création n'en veut pas. « La création est une matière subjective », reconnaît Benoît Devarieux, on entre dans une gestion très délicate des caractères, des idées. C'est une tribune permanente qui peut mal se terminer. En général, les gens partent d'eux-mêmes, après un arrangement à l'amiable. Les conflits de personnes peuvent aussi s'installer. « La création, c'est un travail d'équipe, pour tout dire, le talent doit venir se placer au milieu d'autres talents. Parfois, le mélange ne prend pas. Dans ce cas, le créatif sent très vite que le groupe le rejette

et il s'en va. » D'autres cas de figure peuvent conduire à son départ. « Si un client quitte l'agence, celui qui travaillait pour lui doit parfois partir aussi, indique un délégué CGT d'une grande agence. Dans un team, quand l'un des deux s'en va, l'autre doit suivre. Ou alors c'est un nouveau directeur de création qui arrive avec son équipe. Les anciens sont licenciés. » Les fusions et rachats incessants qui agitent le monde de la publicité accroissent le turn-over. Chaque créatif connaît la règle.

Richard, lui, n'a pas accepté d'être licencié sans indemnités négociées. Il a porté son affaire devant le conseil des prud'hommes. « C'était une question de respect. J'estimais que l'on aurait dû me remercier en faisant un geste. J'ai vécu cela comme une injustice, une trahison de la part d'une agence que j'aimais. » Quant à Michel, qui a passé une vingtaine d'années en agences, il a, « de guerre lasse », monté la sienne. « La publicité, c'est un miroir aux alouettes. On fait croire aux gens qu'ils sont des artistes, qu'ils vont créer et devenir des stars et pour cela, ils sont prêts à tout. Travailler le soir, la nuit, le week-end, sans récupération. C'est aussi les idées qu'on lui vole ou le directeur de création qui se garde la part la plus valorisante d'une campagne et laisse aux équipes les petits boulets. L'individualisme des créatifs, c'est un mythe cultivé par les patrons. » Michel avait le défaut d'être un syndicaliste actif : « Pour me casser, on m'a tout fait. On m'a tendu toutes sortes de pièges. »

Francine Alzicovici

La magie et... le casse-tête du théâtre

L'Opéra de Paris gère 1 300 permanents et soixante-quinze qualifications différentes

J EAN-PASCAL LABBÉ est un directeur du personnel comme il en existe peu en France. Cet ancien inspecteur du travail, portant un grand papillon, qui, l'année dernière encore, exerçait ses fonctions dans le très buplé huitième arrondissement de Paris, est, en effet, responsable des 1 300 permanents que compte l'Opéra de Paris, soit quelque soixante-quinze qualifications différentes à gérer, réparties en plusieurs lieux géographiques, de l'accessoiriste au danseur étoile, du serrurier au décorateur, du comptable au cintrier, en passant par les personnels des ateliers de construction de décors et costumes, de l'Ecole d'art lyrique ou de l'Ecole de danse de Nanterre, sans oublier l'ensemble des fonctions administratives classiques dans toute entreprise.

En résumé, un « casse-tête » que cette direction du personnel, élargie par l'ouverture, l'année dernière, de l'Opéra-Bastille flamboyant neuf, et qui a vu, un temps, « garnieristes » et « bastillais » se mesurer, poids des traditions oblige. En effet, si une partie des troupes à l'Opéra Garnier pour berceau, l'autre partie du recrutement a été faite à l'extérieur. « L'osmose est en train de s'opérer », confie Jean-Pascal Labbé, mais le choc psychologique a été rude. Car il est clair que les méthodes de travail valables à Garnier ne le sont plus tout à fait à Bastille.

« Il nous faut compter avec le poids des traditions, poursuit le directeur du personnel de la « vieille dame ». Aussi, l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre à l'Opéra-Bastille a été la confrontation avec la modernité dans un immeuble de haute technologie. » « La machine à maquiller et à démaquiller les artistes n'a pas été inventée », comme le dit avec humour Jean-

Michel Dubois, directeur technique, ancien de la Maison de la culture de Bobigny. « S'il existe toujours des métiers très traditionnels au théâtre - et c'est heureux - l'Opéra-Bastille est doté d'équipements techniques modernes. Non pour jouer mieux, mais pour jouer plus souvent. »

GÉNIE SCÉNIQUE. C'est ainsi que l'organigramme du personnel compte aujourd'hui, voisinant l'habilleuse et l'ébéniste ou le sculpteur, des profils d'hommes nouveaux. Les matériaux composites ayant fait une entrée en force sur le plateau, grâce à leur qualité de légèreté - un seul homme peut « pousser » le décor d'Otello, - des ingénieurs venus de l'industrie ont été embauchés, appartenant au « génie scénique ». Un atelier de fibres de carbone a vu le jour. De nombreux machinistes ont, par ailleurs, subi une formation de trois mois dans une société spécialisée dans les automatisations, l'électronique et l'hydraulique. « Ces qualifications nouvelles ont un risque », souligne le directeur technique, celui de voir naître un personnel à double vitesse. Les « pousseurs de caisses » d'un côté et les blouses blanches de l'autre.

Pour conduire le théâtre en ordre de marche, selon l'expression consacrée, Jean-Pascal

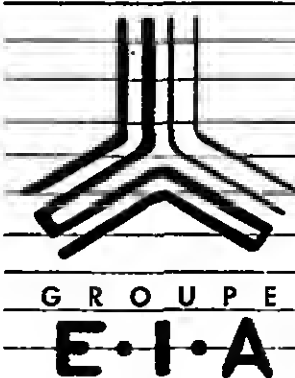
Labbé, ancien fonctionnaire, a dû apprendre bien des subtilités de gestion que son homologues d'une industrie de mono-production serait loin d'imaginer. Comment, par exemple, en dehors du lever de rideau, adapter les rythmes de travail, compte tenu des conventions en vigueur, des musiciens de l'orchestre avec les techniciens du plateau? Certains peuvent être du soir, du matin, de l'après-midi, en service continu ou non. Comment encore faire coïncider le rythme d'un danseur avec celui d'un musicien? Délicat, en effet, de demander à un danseur de travailler le matin s'il est en représentation le soir.

La hiérarchie des salaires, les qualifications comme les charges de travail, les contrats spécifiques, les indemnités de ce kaléidoscope soulèvent, on s'en doute, des questions complexes tant les critères de comparaison sont difficiles, surtout à l'Opéra-Bastille. « Il n'y a pas d'antériorité », commente Jean-Pascal Labbé, d'où la nécessité de donner à chaque problème une réponse spécifique. » On l'a beaucoup dit : chaque lever de rideau tient de la magie du théâtre. La formule est toujours vraie.

Jean Mesquieu

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES



Groupe Ecole Internationale des Affaires

ISEFI, Institut de Finance - ISGA
Ingénierie du tertiaire - ESC Marseille
Provence - CECE/MBA International -
Executive MBA, CESEM Méditerranée

Institut Supérieur d'Etudes
Financières et d'Ingénierie
(ISEFI)

ISEFI, l'Ecole de la Finance :
du Bac à Bac + 6

L'ISEFI propose deux types de
programmes :

a) en association avec le CETFI
de l'Université d'Aix-Marseille
III (Faculté d'Economie
Appliquée)
- un programme de DESS de
Finance comportant des ensei-
gnements (Finance et manage-
ment des organisations hanc-
naires, techniques quantitatives
de gestion, analyse et gestion fi-
nancière des entreprises - mar-
chés financiers), un stage de 2
jours par semaine intégré dans
les études et fourni par le CET-
FI, un mémoire - mission en en-
treprises.

- une préparation au Diplôme de
Perfectionnement en Finance (ex-
clusivement en formation con-
tinue)
b) programme spécifique à
l'EIA
- Master Spécialisé d'Ingénierie
Financière (avec l'ESC) ac-
crédité par la Conférence des
Grandes Ecoles.

Programme de Formation en
Gestion de Patrimoine (3ème
cycle - formation initiale et for-
mation continue)

- 1er (Bachelors) et 2ème cycles
(Masters) de Management finan-
cier couplé avec la préparation
aux diplômes nationaux du
DPECF, DECF et DESCF.

ISGA : Ingénierie du tertiaire
L'ISGA propose aux diplômés de
2e cycle, aux cadres et aux en-
treprises une formation et des ser-
vices de pointe en organisation.
La Chambre de Commerce et
d'Industrie de Marseille et un
groupe d'entreprises ont, en ef-
fet, décidé d'investir dans le dé-
veloppement d'un véritable sa-
voir-faire en amélioration des
performances des fonctions ter-
tiaires.

Cet effort se concrétise sur 2 axes :
Centre de Formation Supérieure :
un programme complet de for-
mation sur un an au niveau 3e
cycle, préparant à l'exercice des
fonctions d'Auditeurs, Organi-
sateurs internes, de Respon-
sables du Schéma Directeur
Organisationnel, d'Ingénieur
Conseil en Organisation,
d'Ingénieurs Consultants.

Cet enseignement s'appuie sur
une « Formation-Action » : près
de la moitié du temps est alloué
à différentes actions d'Audit-
Conseil en entreprises.

Un pôle de recherche-dévelop-
pement pour les entreprises :
L'ISGA anime et met à la dispo-
sition des entreprises une plate-
forme -laboratoire leur permet-
tant de concevoir, tester, évaluer
l'opportunité de développer au
sein de leur propre structure tel-
le ou telle nouvelle solution
d'organisation.

Des actions sont conduites sur
des domaines de pointes tels que :
Audit de structure, Audit de sys-
tème d'information, Modernisa-
tion des fonctions administra-
tives, Introduction de nouvelles
technologies, Conduite du
Changement, Implantation du
Schéma Directeur Organisation-
nel, Applications de l'Intelligen-
ce Artificielle.

Les partenaires de l'ISGA sont,
entre autres :
British Petroleum, Conseil
Régional PACA, Credit
Lyonnais, Elf France, Dépolabo
groupe Steinbeck, Direction
Départementale de la Poste,
Société Marseillaise de Crédit.

Renseignements :

Groupe EIA Domaine de Luminy C 921 13288 Marseille Cedex 09
Tél : 91 26 98 00 Fax : 91 26 81 62

La douloureuse reconversion des médecins

Autrefois, se reconverter relevait du choix. Aujourd'hui, il s'agit plutôt d'une nécessité

LS ne sont pas nombreux à pointer à l'ANPE. Leur chiffre tourne, comme il y a dix ans, autour de 1 000. Mais une enquête du CREDES, publiée dans le *Généraliste* à la fin de 1990, montre que 3 130 médecins généralistes (5,6 % des généralistes), installés depuis au moins 1987, sont en situation très difficile, avec un chiffre d'affaires égal ou inférieur à 200 000 francs par an, soit un revenu net de 60 000 francs par an. Et 11 000 médecins (soit 20 % des généralistes) ont un chiffre d'affaires inférieur à 250 000 francs.

« Seuls vont s'inscrire à l'ANPE ceux qui ont été salariés », déplore Martine Févot, présidente de Médecins 2000, une association qui regroupe des médecins en difficulté. Mais tous devraient le faire, ne serait-ce que pour se faire connaître du problème au niveau national. Petit détail : ils pourront en outre bénéficier d'une formation rémunérée (4 225,50 F par mois). Seulement, pour avoir accès à ces stages, le médecin libéral devra auparavant débourser sa plaque. Une démarche difficile.

« Mon statut social, c'est tout ce qui me reste », résume un médecin de Dijon. Et puis, au bout du compte, quelle assurance ont-ils ? Certains organismes essaient de mettre en place des stages qui ne soient pas des voies de garage. Ainsi, Sup de Co Paris avait pris soin d'associer à son stage de marketing, en 1989, des intervenants externes susceptibles d'aider les médecins à se reclasser dans des laboratoires ou des agences de publicité médicales. Cependant, cette politique est loin d'être systématique. Bien souvent, « les débouchés sont incertains », reconnaît l'ANPE.

« Nous avons dans nos fichiers quelque quatre cents demandes de reconversion », indique le docteur



Patrick Brezac, vice-président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et directeur de l'Association pour la reconversion des médecins (ARM). « Il y a des médecins en difficulté, bien sûr, mais aussi des jeunes en fin d'études qui réalisent qu'ils n'ont pas la vocation ou encore des généralistes qui ont une activité suffisante mais qui se sentent dévalorisés par le système de soins actuels. »

Seulement, la plupart n'ont guère d'idées pour leur avenir. « L'idéal serait de leur faire faire un bilan professionnel. Nous cherchons un financement. » L'argent, le nerf de la guerre, manque cruellement. « Pour les grandes reconversions industrielles, on débouche des fonds. Pour les médecins à reconversion, 20 000 si on compte tous ceux qui ne sont pas installés, qui vivent de remplacements, de bricolage — il n'y a pas un sou », déplore Patrick Brezac.

Des transfuges, il y en a toujours en dans le monde médical. Des médecins qui se sont reconvertis au marketing dans des laboratoires pharmaceutiques, ou se sont retrouvés dans la finance, l'immobilier et même le journalisme ou l'édition. Le nouveau tient plutôt à l'évolution des motivations. Autrefois, se reconverter relevait du choix ; aujourd'hui, c'est de plus en plus une nécessité.

Certains ont su profiter d'opportunités comme ce médecin devenu

informaticien chez Unilog, une SSII : « J'avais envie d'autre chose », raconte-t-il. L'informaticien m'aurait. Aussi, lorsque j'ai appris que la CSMF organisait des tests pour les médecins qui souhaitaient se reconverter dans l'informatique, j'ai sauté sur l'occasion. » L'informatique, une planche de salut pour les médecins ? Oui... à condition qu'ils ne soient pas trop âgés. Unilog, qui emploie une dizaine d'ex-médecins, a fixé à trente-neuf ans l'âge limite des candidatures.

Les reconversions suivent parfois des chemins bien tortueux. Alain Gomet a trente ans lorsqu'il décide d'abandonner son cabinet qui marchait plutôt bien. Son rêve est de travailler dans un laboratoire pharmaceutique. On lui conseille de suivre une formation à l'informatique. A l'issue du stage, surprise, tous ses condisciples, des bac + 2 ou + 3, trouvent un travail sans problème. Lui reste sur le bord de la route.

Ses handicaps, une société d'assurances se chargera de les lui faire connaître. « Trop diplômé et trop âgé, vous n'arriverez pas à vous intégrer à l'équipe. » Il finit par trouver un poste d'analyste programmeur dans une caisse de retraite et de prévoyance de cadres. Déçu par son travail et par son salaire, Alain Gomet, qui n'avait pas fait son deuil de la médecine, décide de rouvrir son cabinet. Mais les temps ont changé, la concurrence est devenue trop rude. Il abandonne la médecine. Définitivement. En août 1989, il s'inscrit à l'ANPE. Deux mois plus tard, il entre dans une petite SSII du Val-de-Marne qui emploie six personnes.

Toutes les histoires ne se terminent pas aussi bien. Ainsi, ce jeune médecin dijonnais qui travaille à perte cherche depuis des mois à quitter la médecine. Son rêve : travailler sur l'environnement. Un institut de l'environnement, à Strasbourg, a rejeté sa candidature pour une formation d'éco-conseiller. Aujourd'hui, il cherche toujours une solution.

Ces difficultés ont amené le professeur André Goutaze, président de la Conférence des doyens de faculté de médecine, à affirmer que « les facultés de médecine ne doivent plus se limiter à la formation de futurs praticiens » (le Monde du 11 septembre 1990). Elles doivent intégrer dans le cursus des options permettant aux étudiants de se réorienter en cours de formation s'ils le jugent nécessaire. Une politique de prévention.

Catherine Leroy

La culture générale a la cote

BREST

de notre correspondant

SOIXANTE salariés du Crédit mutuel de Bretagne (CMB) sont, depuis le rentrée, en formation de culture générale à l'université. Secrétaires, responsables d'agence, conseillers... Il s'agit de personnes qui sont sur le terrain et en milieu de carrière, volontaires pour suivre des cours de sociologie, de droit, d'économie ou d'histoire.

« C'est cela qu'il nous faut ! », Christian Mandard, responsable du département formation au CMB, ne s'attendait pas à recevoir un tel écho de la proposition de formation universitaire lancée auprès du personnel. « Nous avons fait plusieurs réunions d'information. Il y avait à chaque fois 80 à 100 personnes. Certains attendaient cela depuis longtemps. Ils ont senti que, pour les vingt ans qui viennent, il y avait une chance à prendre. »

Cent soixante candidats ont postulé. Soixante ont été retenus après un entretien avec le service de formation continue de l'université de Bretagne occidentale à Brest (UBO) partenaire du Crédit mutuel de Bretagne dans cette opération. Soixante autres leur emboîteront le pas en septembre 1991 et autant en 1992.

L'objectif est d'amener les stagiaires au niveau bac+1 ou bac+3, selon la formation initiale de départ constatée. Ils sont entrés dans leur entreprise dans les années 70, après une seconde, une première ou une terminale. C'était l'époque de la « conquête de l'Ouest » pour le Crédit mutuel de Bretagne qui, profitant de la libéralisation des guichets, a ouvert des points de vente un peu partout dans cette région. D'où un gros besoin de personnel. Six cents personnes ont été embauchées entre 1970 et 1975.

Aujourd'hui, cette banque régionale est devenue un groupe de 4 000 personnes, qui a sa maison de titres, sa salle de marchés et s'internationalise. « Au départ », souligne Christian Mandard, nos produits bancaires

étaient simples. On faisait surtout du logement. Les choses se sont compliquées et sophistiquées. »

La formation professionnelle a suivi cette évolution. La préparation au CAP et au brevet professionnel a cédé la place à « métier », c'est-à-dire la spécialisation, l'autre « transversale », qui porte sur la formation générale et consiste, souligne Jean-Paul Glémerec, directeur de la formation continue à l'université de Brest, « à redonner de la cohérence au savoir acquis au coup par coup afin de mieux suivre l'évolution de l'entreprise. »

TRAVAIL PERSONNEL. La formation se déroule sur deux années et au rythme de trois jours par mois au sein de groupes de trente personnes, à Brest et à Lorient. Elle implique donc un gros travail personnel. L'originalité de cette démarche est d'instituer un diplôme d'université qui témoignera de l'acquis des connaissances.

Les stagiaires sont tenus de se soumettre à un contrôle continu. Au long de ces deux années, ils auront des épreuves de notes de lecture, soumettre un mémoire. Ce qui s'appelle une « formation diplômante ». Au programme : de la psychologie, de la sociologie, de l'analyse de données, de l'expression, de l'économie, du droit et de l'histoire. « Il s'agit de mieux comprendre notre environnement », indique Christian Mandard.

L'intérêt pour le Crédit mutuel, qui met 1 million de francs dans cette action pour deux ans, est double : d'abord il recherche l'adaptabilité de son personnel grâce à un meilleur niveau général. En second lieu, il mise sur un impact psychologique en montrant qu'il se soucie des salariés qui ont le plus besoin de formation et qui ont contribué à monter une entreprise où l'on cherche à développer un certain « patriotisme ».

Gabriel Simon

De jeunes techniciennes à l'assaut de « bastions masculins »

On ne trouve que 5 % de filles dans les sections de génie électrique et informatique industrielle des IUT

DANIELLE, la Bretonne, et Sandra, la Parisienne, font partie de ces toutes petites minorités de jeunes filles qui ont osé partir à l'assaut d'un « bastion masculin » de la formation et de l'emploi. Toutes deux ont en poche un diplôme universitaire de technologie (DUT) en génie électrique avec option électronique.

« J'ai jamais bricolé avec mon frère et jouer au foot, explique Danielle. Quand j'ai vu ce qu'on enseignait à mes sœurs aînées qui se préparaient à des emplois de bureau, j'ai préféré suivre l'exemple d'un cousin qui travaillait à l'aérospatiale après avoir fait des études techniques. » Sandra, fille d'un ingénieur électronique, « ne savait pas trop quoi faire », mais elle « avait besoin de se démarquer », notamment de sa sœur qui faisait des études artistiques. Aller en IUT, surtout en 1972, et choisir l'électronique répondait bien à ce désir.

On trouve aujourd'hui seulement 5 % de filles dans les sections de génie électrique et informatique industrielle des IUT. Elles constituent 4 % des effectifs en génie mécanique et productique et ne sont que 2 % en BTS de mécanique automatisée. A peine plus qu'il y a quinze ans.

Qui sont donc ces jeunes filles et que deviennent-elles dans la vie professionnelle ? Une étude, réali-

sée par Anne-Marie Daune-Richard et une équipe du Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST-CNRS) d'Aix-en-Provence, permet aujourd'hui de s'en faire une idée. L'enquête a porté sur les BTS et DUT des spécialités industrielles liées aux nouvelles technologies. Elle n'a concerné que l'académie d'Aix-Marseille, mais, à travers des interviews réalisées auprès de jeunes femmes d'autres régions comme Danielle et Sandra, elle donne de bonnes indications sur la réalité française globale.

PROGRESSION SOCIALE. On y découvre d'abord que le désir de faire de telles études ne se développe pas dans n'importe quel contexte familial. Ce dernier est presque toujours marqué par une forte volonté de progression sociale (ou de maintien d'un statut menacé). La majorité des parents regrette de n'avoir pas fait d'études, ou pas suffisamment, et ils ont reporté sur leurs enfants leurs espoirs déçus. Assez souvent, le père, d'origine ouvrière, a réalisé une forte progression professionnelle grâce à un effort prolongé de formation continue activement soutenu par la mère. Tous deux ont fait le maximum pour que leurs enfants fassent de bonnes études.

Si elles ont montré des aptitudes dans les matières scientifiques, la plupart de ces jeunes filles ont fait

des études assez moyennes. Avenant-elles une situation marquée pour la réalité choisie ? Non, constate l'équipe du LEST : au moment de leur choix, elles n'en avaient qu'une connaissance très floue. Le plus souvent, elles disent avoir opté pour un secteur « nouveau » ou « d'avenir », deux mots qui renvoient surtout à la réussite professionnelle.

Un constat s'impose, étonnant : « Toutes ces jeunes filles occupent, à des degrés divers, une place de garçon dans leur famille d'origine », soit que cette dernière n'en compte pas, soit que le ou les fils aient échoué dans leurs études. La future jeune technicienne supérieure est alors celle sur qui les parents reportent la réalisation de leurs espoirs, et très souvent celle qui réalise le projet du père. Parmi ses sœurs, elle est aussi celle qui s'affirme en transgressant plus ou moins les rôles traditionnels. Mais si le rejet des métiers « féminins », jugés sans intérêt, est assez fréquent, le choix d'une filière masculine par révolte proprement dite contre la « condition féminine » apparaît très minoritaire.

L'insertion dans la vie professionnelle s'effectue dans l'ensemble assez facilement. Celles qui n'arrivent pas à trouver un poste stable ou évoluent vers un travail déqualifié se révèlent souvent prises en tenaille entre les exigences contradictoires d'un métier masculin très

prenant et d'un milieu familial modeste qui attend toujours autant des femmes à la maison. Le sexisme semble avoir davantage d'effets en matière de mobilité : pour ne pas avoir à affronter de nouveau, certaines jeunes techniciennes se fixent précocement dans une entreprise, dans un poste, cherchant alors à devenir « expertes » dans leur spécialité. Celles qui résistent le mieux se caractérisent par une origine sociale plus élevée que la moyenne. Elles ont une forte volonté de progression professionnelle, qui les amène fréquemment à utiliser à fond les possibilités de formation et de promotion.

Celles qui se réorientent vers un métier carrément différent sont animées par deux motivations principales : ou bien elles veulent échapper à la contradiction famille-travail ; ou bien elles découvrent, après quelque temps, que le métier ne leur convient pas. Les secondes tirent mieux leur épingle du jeu que les premières et elles retrouvent en général un emploi de niveau équivalent. Aucune ne se tourne vers un autre « fief masculin ». La poursuite des études après le BTS ou le DUT est de plus en plus fréquente. Une fois sur deux, celles qui sont dans ce cas « féminisent » alors plus ou moins, elles aussi, leur orientation.

Marie-Claude Beibader

MARS 1991

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS
LE BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1990
est paru
200 pages - 47 F

Le Monde
L'ÉDUCATION

ENQUÊTE
QUI CONTRÔLE
LES PROFS
DE VOS ENFANTS ?

ÉVALUATION
LE PALMARÈS
DES CLASSES PRÉPAS.

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Premier dossier
LE MARCHÉ DES CÉRÉALES
Second dossier
LES MUSÉES EN MARCHÉ

Le Monde
PHILATELISTES

- Thématique : les timbres de l'ordre de Malte.
- Actualité : le courrier français de la guerre du Golfe.
- Les stations dérivantes au pôle Nord.
- La rubrique « Télécartes ».

En vente chez votre marchand de journaux

Api
Vouées

AVEC leurs grands sacs de sport, leurs survêtements fluorescents et leurs baskets, les quelque onze mille étudiants en sciences et techniques des STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) apportent une touche originale à dix-neuf campus. A tel point qu'on oublie qu'ils n'ont pas toujours l'air d'être des étudiants. Avant de devenir une discipline d'enseignement supérieur à part entière, l'éducation physique a connu bien des avatars.

Cette histoire mouvementée se devine à travers la succession de siges qui ont désigné les établissements chargés d'accueillir ces étudiants. Jusqu'en 1968, on étudiait l'éducation physique à l'IREPS (Institut régional d'éducation physique et sportive), qui dépend le plus souvent des facultés de médecine. Dans les années 70, la disci-

Les grandes sur la pointe d'

DEUX élèves nageurs de l'école des mines de Paris préparent une étude sur les retombées économiques que la France pourrait enregistrer si elle accueillait la Coupe du monde de football. Les étudiants de l'ESIC Lille sont associés de très près à l'organisation des Jeux mondiaux de l'entreprise, qui se dérouleront dans la capitale du Nord en juin. Est-ce la preuve que les grandes écoles parent le développement du management du sport ? Pas nécessairement.

Car ces initiatives ponctuelles sont essentiellement le fait d'individus ou d'associations étudiantes. Les établissements, eux, restent très prudents. Trois écoles parisiennes, toutefois, font exception. A l'ESSEC, Alain Bouchet, responsable de la maîtrise économique et gestion du sport de Paris IX (Dauphine), assure une série de conférences sur ce sujet. HEC propose un module de sensibilisation au management du sport, la deuxième année.

Depuis six ans, sous l'impulsion de l'un de ses professeurs, Jean-Paul Minot, l'ESCP propose, en dernière année, une spécialisation management du sport à une quinzaine d'étudiants. L'enseignement tend essentiellement vers des rencontres avec des décideurs de la sphère sportive ou para-sportive : en 1990, le directeur de Fidal Sport est venu expliquer les méandres de la fiscalité des clubs, et Nelson Piquet, président du CNOSF (Comité national olympique du sport français), a fait une intervention sur le rôle des dirigeants dans les fédérations. Aujourd'hui, on retrouve

BAC + 5 ÉCOLE SUPÉRIEURE DE 1

MASTÈRE SI
COMPTABILITÉ
INTERNATI

- Sélection ouverte aux titulaires d'un D.E.A., D.E.S.S., et aux titulaires de Grandes Écoles d'Ingénierie ou de Gestion.
- Dates limites d'inscription : 15 mai (1^{re} session) - 3 septembre (2^e session).

Renseignements :
SUP DE CO ROUEN
Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 108 - 76136 ROUEN-CEDEX
Tél. : 33.74.83.00 - Fax : 33.74.83.02

Chambre de Commerce et d'Industrie

صحة من لا يملك

INITIATIVES
CAMPUS

Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 VII

Apprendre le sport à l'université

Vouées jusqu'à présent à la formation des « pros de gym », les filières se diversifient vers la gestion des équipements et des institutions

AVEC leurs grands sacs de sport, leurs survêtements fluo, leurs baskets et leurs casques, les quelque onze mille étudiants en sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) apportent une touche originale à dix-neuf campus. A tel point qu'on oublie qu'ils n'ont pas toujours fait partie du paysage. Avant de devenir une discipline d'enseignement supérieur à part entière, l'éducation physique a connu bien des avatars.

Cette histoire mouvementée se devine à travers la succession de sigles qui ont désigné les établissements chargés d'accueillir ces étudiants. Jusqu'en 1968, on étudie l'éducation physique à l'IREPS (Institut régional d'éducation physique et sportive), qui dépend le plus souvent des facultés de médecine. Dans les années 70, la disci-

pline fait une entrée timide à l'université et les étudiants se familiarisent avec l'UEPS (Unité d'enseignement et de recherche en éducation physique et sportive). Après la loi Savary, en 1984, la matière gagne son dernier galon avec la création des UFR STAPS. Un cursus complet allant du DEUG au doctorat est alors institué.

De ce passé récent, il reste encore des traces qui font la particularité de cette filière. L'exemple le plus marquant est la sélection des étudiants pour entrer en première année de DEUG. Alors que les autres filières sont tenues d'accepter tout bachelier, les UFR STAPS peuvent vérifier les aptitudes physiques des candidats. Officiellement, ce n'est pas un concours. Mais le petit nombre de places fait de ce contrôle une procédure de sélection très sévère. En 1990, sur treize mille candidats, un

peu plus de deux mille deux cents ont été reçus. Devant l'inflation des candidatures, certaines universités recourent à des procédures plus ou moins légales. A Poitiers, Bordeaux ou Clermont-Ferrand, en plus des résultats aux tests physiques, on tient compte des notes au bac. A Montpellier, on étudie également le dossier scolaire.

Ces méthodes ont provoqué de vives protestations. Quatre ou cinq affaires de sélection illicite ont été portées devant les tribunaux administratifs. « Sur les huit cents postulants, une bonne moitié a les aptitudes pour suivre le cursus. Mais comme nous ne disposons que de cent places, nous devons trancher dans le vif », reconnaît Guy Papey, directeur de l'UFR STAPS à Orléans. Conséquences : pour multiplier leurs chances, les étudiants les plus motivés passent les procédures de sélection dans plusieurs universités. Ainsi Thierry Barrière, aujourd'hui en licence à Nanterre, avait postulé dans les trois universités parisiennes : Paris-V, Paris-X et Paris-XI.

Au ministère de l'éducation nationale, on commence à prendre conscience de l'insuffisance des capacités d'accueil. Et l'on annonce la création de huit UFR STAPS dans les deux ans à venir. Les premières seraient à Nantes, Orléans et Amiens. « Cela devrait permettre d'accueillir de six cents à huit cents étudiants supplémentaires en première année, en 1993 », estime Alain Hébrard, chargé de mission à la direction des enseignements supérieurs.

Mais cette sélection n'a pas que des effets négatifs. Dans ces promotions qui comptent très rarement plus de cent étudiants, on ne connaît pas l'anonymat des grandes universités. « A Nanterre, nous organisons un séjour de huit jours dans le Jura avant le début des cours de première année. C'est une bonne façon de se connaître rapidement. Cela donne une ambiance très familiale », explique Guillaume Thierry, étudiant en seconde année.

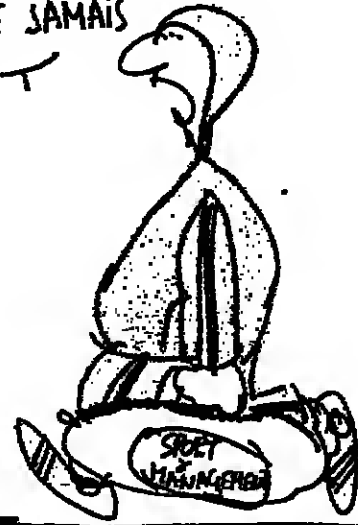
ATHLÈTES DE HAUT NIVEAU. Pourtant, tous les étudiants ne viennent pas du même univers. Quelques-uns, athlètes de haut niveau, mènent de front études et carrière en équipe de France, comme le sprinter Jean-Charles Troubat, qui a fait une partie de ses études à l'UFR STAPS d'Orléans, ou la judoka Kathy Marchal, à Nancy-L. Mais la filière accueille surtout des étudiants qui ne pratiquent pas le sport de compétition de haut niveau.

Ces étudiants aux profils divers trouvent un terrain d'entente autour de leur passion commune : le sport. « Lorsque je suis entré à la fac, je savais que je voulais m'orienter exclusivement vers un métier du sport. En STAPS, il est rare de voir des gens arrivés là par hasard », explique Frank Violleau, en licence à Orléans.

Mais ceux qui rêvent de passer tout leur temps sur les terrains de sport risquent d'être déçus. Au cours des deux années de DEUG, la moitié des enseignements est consacrée à une approche théorique de ce que les spécialistes appellent le corps en mouvement. Les études sont donc organisées autour de deux pôles : les sciences de la vie (physiologie, anatomie ou biomécanique), et les sciences humaines, qui comprennent une approche de la psychologie de l'enfant ou de la sociologie du sport.

Pour ceux qui veulent d'emblée suivre un cursus professionnalisant, les universités ont mis sur pied des DEUST (diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques, préparé en deux ans après le baccalauréat). Cinq formations de ce type, orientées sur deux spécialités (animation et gestion d'installations sportives ; développement d'activités pour handicapés), accueillent quelque cent vingt étudiants. Mais même si les universités ne veulent pas l'avouer, ces diplômés ne sont pas vraiment reconnus sur le marché de l'emploi. « Dans les clubs de remise en forme ou les associations sportives, on préfère recruter un titulaire d'un brevet d'état spécialisé dans un sport qu'un DEUST », admet Alain Hébrard. Et après le DEUST, bien des étudiants choisissent de faire une licence plutôt que de se voir proposer des emplois déqualifiés. Il est vrai que, dès la licence, ils

J'AI PRIS L'OPTION "CAISSE NOIRE"
ON NE SAIT JAMAIS



doivent choisir une orientation professionnelle. Une question qui ne se pose pas jusqu'au milieu des années 80 où un seul débouché était clairement identifié : le professeur d'éducation physique, au lycée ou au collège. « Avant de se précipiter d'offrir de nouveaux débouchés à nos étudiants, on a surtout cherché à s'imposer comme discipline universitaire à part entière, en multipliant les travaux de recherche », explique M. Filippi, qui dirige l'UFR STAPS de Paris-V.

Actuellement, les étudiants continuent à s'orienter massivement dans cette voie. Sur les 2 500 étudiants de seconde année de second cycle, 2 000 préparent le CAPEPS (certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive). Toutes les UFR ont mis en place une préparation à ce concours, sur un an. L'enseignement continue à susciter bien des vocations, parce que c'est l'un des

rare métiers qui permette de continuer à pratiquer le sport et parce qu'il laisse suffisamment de temps aux professeurs pour gérer parallèlement une association sportive ou donner des cours. Ce qui constitue un moyen d'arrondir les maigres salaires versés par l'éducation nationale.

Mais le CAPEPS est loin de constituer une simple formalité. D'autant que la réussite à ce concours est soumise à la fluctuation du nombre de postes. En 1991, 850 enseignants d'éducation physique devaient être recrutés par cette voie. Finalement, compte tenu des coupes budgétaires imposées par la guerre du Golfe, 682 postes seront mis au concours. Du coup, quelques universités ont cherché de nouveaux créneaux pour leurs diplômés. Aujourd'hui, trois filières de diversification apparaissent clairement. Celle qui connaît le plus fort développement est la maîtrise option « sport et

management », proposée dans dix universités. Elle accueille à peu près 500 personnes. « Une étude sur l'insertion professionnelle de nos étudiants, menée en 1981, nous a montré qu'à peu près un tiers trouvaient un emploi dans le monde du sport sans être professeurs. Nous avons décidé de monter des formations pour préparer à ces métiers », explique Jean Camy, président de la conférence des directions d'UFR STAPS. Un défi pour des professeurs qui connaissent peu le monde de l'entreprise.

Tous ces diplômes de management du sport ne se valent pas (lire l'encadré ci-dessous). A Caen et à Lyon-I, on a mis sur pied une formation assez solide, à base de stages et d'interventions de professionnels, ce qui facilite l'insertion des étudiants. On retrouve les diplômés de Lyon-I chez les voyagistes, chargés de concevoir des produits de tourisme sportif, dans des sociétés de communication, comme celle qui organise le tournoi de tennis de Lyon, ou à la tête de salles de sport ouvertes par le Gymnase Club. Mais beaucoup d'employeurs potentiels réagissent encore comme Didier Forterre, directeur général d'ISL Marketing, une des sociétés leaders sur le marché du sponsoring sportif, qui affirme : « Je ne connais pas ces formations. Quand je recrute des débutants, je me tourne plus facilement vers des Sciences-Po ou des ESCAE. Je sais ce qu'ils valent... »

Autre créneau visé par les maîtrises STAPS : le développement des activités physiques pour les handicapés mentaux. Une centaine d'étudiants sont inscrits dans cette filière. La formation dispensée à Montpellier-I fait figure de référence. « Mais les débouchés sont limités. Les établissements spécialisés sont encore peu nombreux à avoir compris l'intérêt d'intégrer des activités d'éducation physique pour favoriser l'éveil de jeunes enfants retardés mentaux », déplore Henri Miot, directeur technique national à la Fédération française de sport adapté. Enfin, certaines universités, comme celle de Dijon, ont développé une filière pour préparer aux fonctions d'entraîneur. Mais là non plus le milieu ne semble pas mûr pour accueillir ces diplômés. Il faudra encore quelques années pour que ces formations acquièrent la notoriété leur permettant d'assurer le placement de ces diplômés.

Jean-Yves Guérin
(Zélig)

Les champions de la catégorie

POUR accéder à des fonctions de responsabilité dans la sphère sportive, mieux vaut être un spécialiste pointu dans les grandes fonctions de l'entreprise (fiscalité, marketing, droit...) qu'un champion du stade. C'est en partant de ce principe que les universités Paris-IX-Dauphine et de Limoges ont pris position sur le terrain du sport, chacune avec sa spécialité.

Fort de sa réputation, Dauphine a lancé une MST (maîtrise en sciences et techniques) d'économie et gestion du sport, pour former des responsables de centres sportifs privés, des directeurs des sports dans les collectivités territoriales ou des managers pour des sociétés spécialisées dans les articles de sport. A Limoges, où les compétences étaient plus juridiques, on a ouvert un DESS centré sur le droit du sport, pour préparer les futurs dirigeants des fédérations ou des clubs.

Les deux diplômes, créés quasiment en même temps (1983 et 1984), appliquent, à peu près, les mêmes méthodes. Une sélection sévère vérifie la motivation des candidats, mais aussi leur niveau dans des matières fondamentales. A Dauphine, sur cent vingt postulants, vingt-sept ont été reçus à l'examen d'entrée, à la dernière rentrée. Et ces deux cursus veillent à mêler enseignement théorique et interventions de professionnels.

Car, pour être opérationnels, ces étudiants doivent savoir lire un bilan, connaître les techniques de recherche des sponsors, ou être capables d'analyser les retombées d'une manifestation sportive. « Mais plus que tout, il faut se mettre au diapason du milieu sportif, qui a ses règles de fonctionnement propres », explique Jean-François Nys, le responsable du DESS « droit du sport » à Limoges.

Dans cet esprit, la MST de

Dauphine a invité cette année le directeur général de la fédération de tennis ou la DRH du Club Méditerranée. A Limoges, la présidente de la Fédération de judo, qui est expert-comptable de formation, intervient régulièrement. Et le président de la Fédération de cyclisme, François Laphillippe vient en voisin, puisqu'il fait partie des trois professeurs qui ont été à l'initiative de ce diplôme.

Plus sélectives et plus anciennes que les maîtrises STAPS option « sport et management », s'appuyant sur un corps professoral qui connaît l'entreprise, ces deux formations sont mieux connues des professionnels, ce qui facilite l'insertion des étudiants. En moyenne, les diplômés trouvent un emploi correspondant à leur niveau de qualification dans les six mois qui suivent l'obtention du diplôme.

Les étudiants de Limoges tracent les postes de directeur administratif dans les petites fédérations en cours de structuration (handisport, ski nautique, sports de glace...). Plus généralistes, les diplômés de Dauphine connaissent des débuts de carrière assez diversifiés. L'un travaille pour le groupe Gymnase Club sur les projets de diversification. Un autre est responsable des sports au conseil général de Seine-et-Marne. Certains gèrent des golfs privés.

Mais ces exemples ne doivent pas dissimuler les points faibles de ces formations. A Limoges, on reconnaît naïvement qu'aucun étudiant dans les grosses structures comme la FFF (Fédération française de football) et avoir peu de rapports avec les clubs, qui devraient être des employeurs potentiels. Quant au diplôme de Dauphine, Didier Boucher, qui gère le recrutement chez Décathlon, avoue ne pas le connaître. Il reste encore des efforts à faire pour assurer la promotion de cette filière.

J.-Y. G.

Les grandes écoles sur la pointe des baskets

DEUX élèves, ingénieurs de l'école des mines de Paris préparent une étude sur les retombées économiques que la France pourrait enregistrer si elle accueillait la Coupe du monde de football. Les étudiants de l'ESC Lille sont associés de très près à l'organisation des Jeux mondiaux de l'entreprise, qui se dérouleront dans la capitale du Nord en juin. Est-ce la preuve que les grandes écoles parient sur le développement du management du sport ? Pas réellement.

Car ces initiatives ponctuelles sont essentiellement le fait d'individus ou d'associations étudiantes. Les établissements, sous réserve de très rares exceptions, restent très prudents. Trois écoles parisiennes, toutefois, font exception. A l'ESSEC, Alain Michel, responsable de la maîtrise économie et gestion du sport de Paris-IX (Dauphine), assure une série de conférences sur ce sujet. HEC propose un module de sensibilisation au management du sport, en deuxième année.

Depuis six ans, sous l'impulsion de l'un de ses professeurs, Jean-Paul Minquet, l'ESCP propose, en dernière année, une spécialisation management du sport à une quinzaine d'étudiants. Un enseignement fondé essentiellement sur des rencontres avec des décideurs de la sphère sportive ou para-sportive : en 1990, le directeur de Fidal Sport est venu expliquer les méandres de la fiscalité des clubs, et Nelson Pailou, président du CNOSF (Comité national olympique du sport français), s'est fait une intervention sur le rôle des dirigeants dans les fédérations.

Aujourd'hui, on retrouve

quelques diplômés issus de cette spécialisation à des postes stratégiques : l'un est responsable du sponsoring chez Coca-Cola France ; un autre occupe la même fonction chez Perrier. Pourtant, Jean-Paul Minquet se défend de préparer aux métiers du sport : « Il n'y a pas encore de véritable marché de l'emploi dans ce secteur. A part dans le domaine des collectivités territoriales (villes, départements, régions), qui recrutent beaucoup de directeurs des sports. Mais ces propositions n'intéressent pas nos diplômés, en raison des salaires peu élevés. » Du coup, le professeur de l'ESCP s'est renoncé à monter un master en gestion du sport.

L'idée, toutefois, a été reprise par un enseignant de l'ESC Nantes, Jean-Marc Lauzanne. Son maître, qui occupe une quinzaine d'étudiants pour sa première promotion, ouvrira ses portes à la rentrée prochaine. Contrairement à ses collègues, Jean-Marc Lauzanne croit que le monde du sport, traumatisé par les faillites en chaîne de ses clubs, se tournera de plus en plus vers les jeunes diplômés : « Des entreprises nous ont avoué qu'elles manquaient de professionnels capables de choisir rationnellement leurs actions de sponsoring. Les collectivités territoriales ont le même problème, pour gérer leur politique et leurs équipements sportifs. Et certaines fédérations se rendent compte qu'elles ne peuvent plus fonctionner uniquement avec des hommes du sérail. »

J.-Y. G.

BAC + 5
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE
DE ROUEN

MASTÈRE SPÉCIALISÉ COMPTABILITÉ ET FISCALITÉ INTERNATIONALES

- Sélection ouverte aux titulaires d'un D.E.A., D.E.S.S., et aux diplômés de Grandes Écoles d'Ingénieurs et de Gestion
- Dates limites d'inscription :
 - 15 mai (1^{re} session)
 - 3 septembre (2^e session)

Renseignements :
SUP DE CO ROUEN
Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 108 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. : 35.74.03.00 - Fax : 35.76.06.62

Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen

NSI
Supraco

Professions : Ingénierie
et Management Culturels

ISMC

Institut Supérieur
de Management culturel

Le secteur culturel est en plein développement, mais il a besoin de cadres compétents formés à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à la programmation architecturale.

L'ISMC, créé par Claude Mollard, vous propose un enseignement unique en France : un 3^{ème} Cycle Supérieur de spécialisation de Management et d'Ingénierie Culturels d'une année, encadré par les meilleurs spécialistes de ce secteur.

Recrutement sur concours ouvert aux : Grandes Ecoles, IEP, ESC, Maîtrise, DEA, Gestion Droit, Sciences Économiques, Lettres, Sciences... ou expérience professionnelle.

Date limite des candidatures le 30/04/91.

Renseignements : ISMC

(établissement privé d'enseignement supérieur)

3, rue Danville 75014 Paris

Téléphone : (1) 43.20.73.73

Le Monde

des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

Offres d'emplois groupées
à 175 km de Paris, à 175 km de Dijon

Le Conseil Général de l'Yonne

recrute

AU SERVICE INFORMATIQUE :

Un ingénieur subdivisionnaire

Expérience analyse et programmation, maîtrise système PICK, MSDOS et outils logiciels micro-informatique pour fonctions d'adjoint-chef de service.

Un fonctionnaire de catégorie B ou C (échelle 4 ou au-delà)

Connaissances programmation, micro-informatique ou système MSDOS, électronique, électricité.

A LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION :

Un attaché

Développement communication interne ; formation, expérience souhaitée

A LA DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DES TRANSPORTS :

Un technicien

Programmation travaux routiers et bâtiments et suivi de gestion.

A LA DIRECTION DE LA SOLIDARITE :

Un rédacteur

Connaissances comptables, qualités rédactionnelles, pour Service des Etablissements Sociaux.

A LA STATION AGRONOMIQUE :

Un ingénieur subdivisionnaire

Connaissances chimie, physicochimie et bactériologie pour encadrement et organisation technique du laboratoire d'analyse.

AU SERVICE D'ASSISTANCE TECHNIQUE

AUX STATIONS D'EPURATION D'EAUX USEES :

Un technicien

Connaissances de bases chimie, hydraulique et électricité pour assurer assistance technique et étude de réseaux.

Postes disponibles de suite. Avantages divers.

Merci d'adresser, avant le 10 mai 1991, lettre manuscrite, précisant poste souhaité et n° de téléphone, accompagnée d'un CV détaillé avec photo à :

M. le Président du Conseil Général de l'Yonne,
Service des Personnels et des Moyens.

BP 100 - 89011 AUXERRE CEDEX - Tél. : 86-52-89-89.

Elaborer et réaliser des manifestations culturelles

la Villette

L'Etablissement Public du Parc de la Villette recherche son Chargé de Programmation des Manifestations Culturelles. Il élabore la programmation annuelle des manifestations et des expositions tant dans les espaces extérieurs que dans les bâtiments du Parc (les "Folies"). Responsable de la réussite de ces manifestations, il en assure la coordination, le suivi et la réalisation dans le respect des délais et des budgets. Il réunit des financements publics et privés et collabore avec les partenaires de l'E.P.P.V. (la Cité des Sciences, la Grande Halle, la Cité de la Musique...). Il participe également à la réflexion sur la politique de développement du Parc. Maîtrise, sens des responsabilités, un bon niveau culturel, un esprit de producteur de spectacles, une dizaine d'années d'expériences réussies, le souci de la qualité du Service Public, autant d'outils exigés pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prêt. sous réf. 4067 à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS



PAUL-EMILE
TAILLANDIER
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

Important organisme HLM de la région Franche-Comté en pleine mutation.

AUJOURD'HUI :

- 10 000 logements, 250 MF de CA, 150 personnes
- patrimoine harmonieusement réparti
- excellents moyens de gestion

DEMAIN :

- instrument d'une politique sociale innovante en matière d'habitat
- développement de produits nouveaux et diversification des prestations
- outil économique du cadre de vie.

VENEZ RELEVER CE CHALLENGE ET MANAGER CETTE MUTATION

Vous aurez l'aval du Président et de son Conseil d'Administration, mais vous devrez surtout apporter des idées neuves, participer aux choix stratégiques, développer une politique commerciale dans un environnement concurrentiel, faire évoluer les mentalités.

Votre première mission consistera à restructurer l'existant, à dynamiser et à créer des équipes... et à avoir très vite une vision d'ensemble - intelligente et moderne - des problèmes du logement, en harmonie avec la politique locale qui se veut novatrice par rapport aux exigences nationales.

Cette opportunité ne peut convenir qu'à un cadre de haut niveau, ayant eu des expériences larges tant dans le domaine spécifique (secteur public ou privé) que sur le plan de la direction et de l'animation d'équipes importantes. Vous êtes bien sûr diplômé de l'enseignement supérieur, mais nous attendons aussi de vous charisme, ouverture d'esprit, modernité, esprit de dirigisme et fidélité.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci de nous adresser votre dossier complet sous référence 5451 à SERIFO, Groupe Eurosearch, 47 bis avenue Bosquet, 75007 Paris.

Membre de Syntec

Filiale promotion du groupe SAEP, SOTRAFIM réalise des programmes immobiliers à usage de bureaux, logements, locaux industriels... S'appuyant sur les moyens du groupe, SOTRAFIM est présente sur tout le territoire de l'île de France. Nous recherchons un

Responsable Programmes Immobiliers

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le Responsable de Programme assure, en collaboration avec les monteurs d'opérations, le suivi financier, juridique et administratif des affaires.

De formation supérieure, vous avez impérativement une expérience de la promotion immobilière qui vous permet d'être opérationnel. Nous vous confierons au départ des responsabilités correspondant à votre degré d'expérience et évoluerez en fonction de vos capacités vers une large autonomie.

Prenez contact, en précisant la référence RP/019, avec Pascale FOURLEIGNE, SAEP - DRH - 117/119, avenue Victor-Hugo - 92100 BOULOGNE.

SOTRAFIM
GROUPE SAEP

Techniques Nouvelles de Consultation

CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES

Notre jeune société est forte de l'expérience de consultants, de services de recherche et de techniques prouvées et reconnues par nos partenaires "cadres" et par de nombreuses entreprises.

Dans le domaine du recrutement où il existe des prestations et des services très différents, dans un "marché" en évolution où candidats et entreprises ont du mal à se retrouver, notre choix est celui de la difficulté : nous affirmer à la fois Conseil des Cadres et des Entreprises.

Que vous soyez consultant junior ou très confirmé, si vous êtes capable d'apprendre et d'accepter nos méthodes et notre philosophie du Conseil en Ressources Humaines, vous avez peut-être votre place dans notre Equipe.

Nous n'avons pas d'a priori sur votre profil de Consultant, mais votre ambition de ne pas être un simple "recruteur" sera déterminante dans notre choix réciproque.

Pour une première information, contactez directement François Sanchez. Il vous garantira toute confidentialité, base même de notre éthique.

PANEL - 181, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine - Tél. 46.24.80.00.

FRANÇOIS SANCHEZ CONSULTANTS

PANEL

Saisissez
l'opportunité :
nous créons une
fonction-clé !

SECRETAIRE GENERAL à CAEN Juridique - Finances - Personnel

- ☐ Votre mission : Directement rattaché au Directeur Général, vous avez la responsabilité des affaires juridiques (droit commercial, social, des sociétés, ...) et financières (comptabilité, trésorerie, ...). Vous êtes chargé de mettre en place des montages (financier et juridique), qui permettront le développement de notre entreprise (rachats, ...) et sa protection. Vous supervisez également les fonctions Personnel et Formation. Vous animez une équipe de 14 personnes et assurez votre fonction en étroite collaboration avec notre
- ☐ Directeur Général, et les Directions Commerciales et Opérationnelles.
- ☐ Votre profil : A 30 ans minimum et de formation supérieure (Sup de CO, Sciences PO, Juriste...), votre expérience de plusieurs années en Cabinet Conseil et en entreprise, vous a permis d'acquérir une compétence certaine qui fait de vous l'expert que nous recherchons. Votre implication et votre sens relationnel sont les qualités indispensables qui vous permettront de rejoindre notre équipe jeune et participer à notre réussite.

Ce poste vous intéresse ? Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et références) sous référence LMO 2703 à notre Conseil : GROUPE PANISOD - 109, rue de Turenne 75003 PARIS.

GROUPE
PANISOD S.A.
RECRUTEMENT

DARTY

Organisateur Généraliste Confirmé

Leader incontesté de la distribution de produits d'équipements grand public, notre groupe réalise en France un CA de plus de 8 Milliards de Francs grâce à ses 6000 collaborateurs et à son réseau de 116 points de vente.

L'importance des projets en cours et des objectifs que nous nous sommes assignés nous amènent à intégrer dans une équipe d'organisation un Organisateur Généraliste Confirmé.

Vous aurez en charge l'étude et la conception de nouvelles procédures, en particulier celles relatives à la logistique, l'entrepôt, l'atelier, les magasins... Vous interviendrez également sur des questions de réflexion stratégique.

La trentaine, vous avez une formation supérieure d'ingénieur ou de gestion et une expérience de 5 ans acquise dans un service organisation ou dans un cabinet spécialisé. Bon négociateur, vous aimez travailler en équipe, tout en étant autonome.

Si ce poste très évolutif basé en proche banlieue Nord vous motive, écrivez sous référence AD 203/M à ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

La région
un cadre
la mission

OBJECTIF

Animation de projets pédagogiques, développement du concept de qualité nationale.

MISSION

Sous l'autorité du responsable :

- Animation administrative, formation de la formation dans le cadre de :
- le Centre d'animation sur la formation (CAFI)
- le Centre d'auto-formation
- le Centre de Ressources humaines
- le CRITT (Centre de l'Institut de Technologie)
- le Tour d'Europe des y.

- Animation des Centres de formation.

- Participation à l'évolution du non de la région.

- Travail sur l'évolution pédagogique, sur la création et l'évaluation.

QUALITÉS

- Travail en équipe.
- Connaissance du partenariat.
- Qualité de gestionnaire.
- Bonne capacité à communiquer.

PROFIL

- Titulaire d'un cadre d'emploi inscrit sur liste d'aptitude sociale.
- Bonne connaissance du milieu.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le poste est à pourvoir :

- soit par voie de mutation.

A défaut, il sera recruté au mode d'emploi de l'origine universitaire, sciences politiques.

DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les candidatures manuscrites, détaillées et d'une page.

M. le Président du Conseil
Mission de l'Ad.
15, rue de la
BP 575 - 85000

Ville de
(Seine-Saint-Denis)

UNE PUÉE

faisant fonction de Directeur

UNE INFIRMIÈRE

pour soins à domicile

Adressez candidature, CV, Mairie de Montreuil



CENAS

NOTES
LOGICIEL
LE M

MONTEUR OU CH

Vous avez une formation technique (BAC + 2) ?

Déjà opérationnel, vous êtes négociateur.

Rattaché au Directeur de l'Animation de produits, vous êtes commercial et des relations.

Poste à pourvoir : 30 000 F/mois.

Merci d'adresser votre candidature à :

M. Philippe VINCHON, T&D DEFENSE.

Diffusion 1990

recherche pour le D

UN CHEF

Pour compléter son équipe, le D

chef de produit (H/F).

Cette personne sera chargée d'analyser, des produits dérivés. Elle sera

tion des campagnes, de rigueur de

FORMATION : bac + 4, école de

Une expérience de 5 ans dans

ding direct ou de la vente par cor

Merci d'envoyer

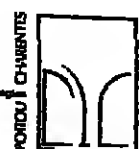
T&D

à l'attention de Monsieur

129, boulevard Ma

سكزا من ليل

Le Monde ^{des} Cadres



La région Poitou-Charentes

recrute

**un cadre de niveau A pour
la mission Education-Formation**

OBJECTIF

Animation de projets pédagogiques et innovants en vue du développement du concept de qualité dans la politique de formation régionale.

MISSION

Sous l'autorité du responsable de l'ingénierie de la formation :

- Animation administrative, financière et pédagogique des outils de la formation dans le cadre du partenariat avec l'Etat ;
 - le Centre d'animations et de ressources de l'information sur la formation (CARIF) ;
 - le Centre d'auto-formation aux technologies en audiovisuel ;
 - le lieu Ressources formateurs ;
 - le CRITT (Centre de Recherche, d'Innovation et de Transfert de Technologie) formation ;
 - le Tour d'Europe des jeunes.
- Animation des Centres inter-professionnels de bilan de compétences.
- Participation à l'évolution structurelle des organismes de formation de la région.
- Travail sur l'évolution pédagogique dans les organismes de formation, sur la création et l'évolution de nouveaux outils pédagogiques.

QUALITÉS

- Travail en équipe.
- Connaissance du partenariat de la formation.
- Qualité de gestionnaire.
- Bonne capacité à communiquer.

PROFIL

- Titulaire d'un cadre d'emplois ou d'un corps de catégorie A ou inscrit sur liste d'aptitude correspondante.
- Bonne connaissance du monde des collectivités territoriales sou-haitées.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le poste est à pourvoir :
- soit par voie de mutation, soit par voie de détachement.

A défaut, il sera recouru au mode contractuel. Dans ce cas, les candidats devront se prévaloir d'un niveau de qualification BAC + 5 ou équivalent d'origine universitaire en sciences économiques ou en sciences politiques.

DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo doivent être adressées à :

M. le Président du Conseil Régional Poitou-Charentes
Mission de l'Administration Générale
15, rue de l'Ancienne-Comédie
BP 575 - 86021 POITIERS Cedex.

Ville de Montreuil
(Seine-Saint-Denis) 100 000 habitants

recherche

UNE PUÉRICULTRICE

faisant fonction de Directrice de PMI. Diplômée d'Etat.

UNE INFIRMIÈRE D.E.

pour soins à domicile et en centre de santé.

Adresser candidature, CV à : Monsieur le Député-Maire
Mairie de Montreuil - 93105 Montreuil Cedex



**NOTRE MISSION :
LOGER LES HOMMES
LE MIEUX POSSIBLE.**

Associez vos compétences à nos objectifs : tel est le défi qui vous est proposé au sein d'un organisme à vocation départementale de 10 640 logements, un CA de 678 MF, 233 personnes.

MONTEUR OU CHARGE D'OPÉRATIONS

Vous avez une formation juridique, économique ou commerciale (BAC + 2).

Déjà opérationnel, vous êtes motivé par l'action sur le terrain et la négociation.

Rattaché au Directeur du Développement, vous participerez à l'animation de plusieurs Z.A.C., au développement de l'action commerciale et des relations publiques auprès des élus.

Poste à pourvoir : 50 Km au nord de PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à notre Conseil CENAS, Mr. Philippe VINCHON, Tour Neptune Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

Télérama

Diffusion 1990 : 520 000 exemplaires
recherche pour la Direction des abonnements

UN CHEF DE PRODUIT

Pour compléter son équipe, la Direction des abonnements recherche un chef de produit (H/F).

Cette personne sera chargée d'une partie des opérations et, en particulier, des produits dérivés. Elle fera preuve de créativité dans la conception des campagnes, de rigueur dans la mise en œuvre et le suivi.

FORMATION : bac + 4, école de commerce ou assimilé.

Une expérience de deux ans dans les domaines de la presse, du marketing direct ou de la vente par correspondance est demandée.

Merci d'envoyer votre candidature à :

TÉLÉRAMA

à l'attention de Monsieur le Directeur du Personnel,
129, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

**Le centre chirurgical
Marie Lannelongue**

recherche

SON INFIRMIER(E) GÉNÉRAL(E)

Associé(e) à la Direction Générale, il (elle) devra s'impliquer fortement dans le processus de changement engagé, ainsi que dans la mise en place des orientations stratégiques retenues.

Tout à la fois leader, manager, négociateur, doté d'une personnalité affirmée, il (elle) sera l'interlocuteur privilégié de l'Administration, du corps médical et du personnel soignant.

Vous êtes infirmier(ère) diplômé(e) d'Etat, titulaire du C.C.L., diplômé(e) de l'Université ou d'une grande Ecole, vous pouvez justifier d'une expérience réussie en C.H.U.

Adressez votre lettre de candidature avec photo, C.V. et prétentions avant le 15 avril 1991 au

CENTRE CHIRURGICAL MARIE LANNELOGUE

Directeur du Personnel - 133, avenue de la Résistance
92350 LE PLESSIS ROBINSON - Tél. : (16) 40-94-28-00

COMITÉ INTERENTREPRISES

recrute

DIRECTEUR DES SERVICES (H/F)

Missions :

- Diriger et coordonner l'activité.
- Elaborer et animer la communication.
- Gérer les ressources humaines (16 personnes).
- Formuler des propositions en matière budgétaire.

Profil :

- Connaissance des problèmes spécifiques à l'Economie Sociale.
- Maîtrise (M.S.G. - MIAGE - SSAT) ou E.S.C. ou équivalent C.N.A.M.
- Bonne culture générale informatique.

Rémunération annuelle : 200 000 francs.

Adresser candidature, CV + photo à :
M. AKRICH, Secrétaire du CIE des CCMA,
8, rue d'ASTORG - 75008 PARIS

BiPe
conseil

Une des premières sociétés de conseil et d'études européennes

RECHERCHE

3 CONSULTANTS

2 JEUNES INGÉNIEURS ayant des compétences complémentaires en économie et gestion pour compléter ses équipes de consultants dans le domaine suivant :

- Energie, Nouveaux Matériaux, Environnement, Mécanique et Métallurgie.

1 INGÉNIEUR SENIOR (Supélec, Armement, Centrale...) expérience minimum 5 à 10 ans dans l'industrie ou dans le conseil, ayant si possible des compétences complémentaires en économie et gestion pour compléter son équipe de consultants dans le domaine suivant :

- Electronique, Electricité, Armement, Spatial.

Vous avez quelques années d'expérience ou vous êtes débutant à fort potentiel issu d'une grande école d'ingénieur.

Disposant d'une grande autonomie dans votre travail, vous serez responsable de la gestion technique, commerciale et financière de vos interventions, et chargé de développer l'activité du BIPE dans votre domaine.

Vos capacités commerciales devront aller de pair avec une grande facilité d'expression écrite et orale en français ainsi qu'en anglais.

Vous adresserez votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite à :

Hervé PASSERON

Président Directeur Général de BIPE Conseil
Axe Seine 21 - 12, rue Rouget de Lisle
92442 Issy-les-Moulineaux Cedex

Le Monde des Cadres

Communiquez la magie d'Euro Disney !

En avril 92, Euro Disney ouvrira ses portes : une destination touristique unique en Europe avec 6 hôtels à thèmes (5200 chambres), un parc avec des attractions fascinantes... Tout un univers pour mettre votre professionnalisme au service du divertissement. Vous aussi, dès aujourd'hui, vous pouvez entrer au royaume du rêve !

REDACTEURS DE PRESSE

• de langue maternelle française (bilingue anglais)
• de langue maternelle allemande (trilingue français/anglais)
Vous rédigerez l'ensemble de nos communiqués à destination de la presse généraliste ou touristique. Vous aurez le goût des contacts directs avec les journalistes et vous aimez travailler en équipe. Vous réussirez dans ces postes avec une expérience de 3 ans minimum de la presse écrite acquise en agence de presse ou dans le milieu journalistique. (Réf. CM/1085/01/1M)

ASSISTANT DU RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

Vous possédez 3 à 4 ans d'expérience dans le service communication d'une grande entreprise et vous êtes bilingue anglais. Vous saurez apporter votre professionnalisme et être l'appui efficace du responsable de la communication institutionnelle. Vous interviendrez auprès de lui dans l'ensemble des actions qu'il mène : préparation des documents ou événements relatifs à la vie de l'entreprise... (réf. CM/1085/02/1M)

Vous êtes prêt à vivre une expérience hors du commun ? Adressez votre candidature, en précisant la référence du poste, à Euro Disney, Service recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

3015 ans d'histoire
EURODISNEY



les professionnels de l'imagination Disney

Société
Internationale
de Biens
Electroniques en
pleine expansion
recherche son

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT PARIS

Vous assurerez la gestion de 250 personnes, veillerez au bon fonctionnement des services administratifs ou de production dont vous aurez la responsabilité fonctionnelle ou hiérarchique et participerez à la totale rénovation de nos locaux. Directement rattaché au Directeur Général, vous êtes de formation type Ingénieur (IAE...), une connaissance en droit social est indispensable. Organisé, créatif et dynamique, vous désirez assumer des responsabilités correspondant à vos aptitudes et à vos aspirations.

Adressez votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. 91081 à LEVI-TOURNAY - 31, Bd BONNE NOUVELLE - 75008 PARIS qui transmettra.

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde est
le premier
titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

CANAL+

UNE DOCUMENTALISTE EN CDD (6 MOIS MINIMUM)

Votre mission s'articulera autour de :
• l'analyse du contenu de la documentation existante
• l'étude des besoins des utilisateurs
• la définition d'une méthodologie
• la création et maintenance d'un thésaurus informatisé élaboré à partir de la Revue de Presse quotidienne.

Pour cela :
• vous disposez d'une formation de documentaliste (INTD, DESS, IUT...) et d'une expérience confirmée de 2 ans dans la fonction
• de plus, vous avez une bonne connaissance des banques de données (langages, serveurs, sécurité...), la maîtrise de l'informatique. Vous avez déjà participé à l'élaboration d'un thésaurus.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. 91/03/DOC à Laurence BECKER, 78 rue Olivier de Serres, 75015 PARIS.

« Notre mission, loger les hommes. Organisme public de plus de 10 000 logements. Compétence départementale. Nord région parisienne »

TECHNICIENS

chargés de la préparation et du suivi des chantiers neufs. Titulaires D.U.T. Génie civil ou niveau. Bonne connaissance tous corps d'état bâtiment. Connaissance VRD indispensable. Maîtrise complète des marchés publics. Expérience minimum : 5 ans. Sans des responsabilités. Adressez lettre de candidature + CV + photo sous n° 8258 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE recrute

son DIRECTEUR des TRANSPORTS

- Il sera chargé de la Direction du Service (restructuration, organisation et animation).
- Il encadrera une équipe de 20 personnes et assurera la gestion d'un budget annuel d'environ 250 MF.
- Il devra concevoir, animer et gérer la politique départementale des transports en étroite collaboration avec les professionnels et les divers intervenants institutionnels.

Ce poste nécessite :
• une solide expérience professionnelle dans le domaine des transports ;
• le sens de l'organisation efficace et de la mobilisation des hommes ;
• dynamisme et disponibilité.
Ce poste, situé à TOULOUSE, convient à un Ingénieur en chef 1^{re} catégorie ou à un Administrateur.

Adressez lettre de candidature manuscrite, CV détaillé et photo AVANT LE 1^{er} JUIN 1991 à Monsieur le Président du Conseil Général Direction de l'Administration Départementale Bureau du personnel - 1, place Saint-Etienne 31090 TOULOUSE CEDEX - Tél : 61-33-47-16

« Notre mission, loger les hommes. Organisme public de plus de 10 000 logements. Compétence départementale. Nord région parisienne »

UN CADRE

qui sera chargé de la préparation et du suivi administratif des marchés. Niveau DEUG ou licence. Connaissances indispensables : Code des marchés publics. Micro-informatique (logiciels WORD et SOLON souhaités). Sans des responsabilités. Adressez lettre de candidature + CV + photo sous n° 8257 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

NOUS ALLONS DOUBLER NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES CETTE ANNEE REJOIGNEZ-NOUS POUR SOUTENIR NOTRE CROISSANCE

Nous sommes une société multinationale du secteur des technologies de pointe. Notre centre d'études et de production, basé en Normandie, intègre de nouveaux collaborateurs pour assurer sa forte croissance dans le respect de la qualité totale.

SERVICE APPROVISIONNEMENTS

Gestionnaire des commandes diplômé d'une école de commerce ou titulaire d'une maîtrise de gestion, avec une expérience de 3 ans minimum, vous établirez un plan de production pour l'une de nos gammes de produits à partir de prévisions marketing : déclenchement des approvisionnements, gestion quotidienne des commandes... Réf. AP17

Acheteur de formation BAC + 4 minimum, vous possédez idéalement une spécialisation achats. Au-delà de votre fonction d'acheteur de modules OEM, vous participerez à l'élaboration de produits nouveaux en assurant la coordination avec le département. Réf. AP18

SERVICE RESSOURCES HUMAINES

Adjoint du Directeur des Ressources Humaines : de formation BAC + 5, vous possédez au moins 7 ans d'expérience au sein d'une Direction des Ressources Humaines idéalement acquise en milieu industriel. Vous prendrez en charge les recrutements, les descriptions et évaluations de poste, la gestion prévisionnelle ainsi que la formation. Réf. HR34

SERVICE ETUDES

Rédacteur technique anglophone de formation BAC + 4, vous possédez si possible une expérience des réseaux informatiques. Vous serez chargé de concevoir, rédiger et produire nos manuels d'utilisation, de programmation et de maintenance de nos produits. Réf. E 310

Pour tous ces postes, la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à CURRICULUM 6, passage Laitaile 75018 PARIS qui transmettra.

Prenez une nouvelle orientation

Une société d'expertise, affiliée au groupe Francexpert, vous propose de contribuer à son développement en devenant :

Expert négociateur

Vous prendrez en charge les missions complètes d'expertise : évaluation des sinistres (pertes d'exploitation, globales de banque, préjudices financiers...) et négociation des règlements. Vous serez l'interlocuteur privilégié des Compagnies d'assurance et des assurés (banques, services, industries...). Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC...) ou d'une école d'ingénieurs, et avec une formation en gestion (INSEAD, MBA, ISA...), vous avez une première expérience professionnelle dans une banque, ou dans le service financier ou contrôle de gestion d'une entreprise. Un excellent sens du contact et de la négociation, doublé d'une bonne capacité d'analyse et de synthèse, vous permettra de faire carrière dans un métier original, passionnant et en fort développement. Merci d'envoyer votre candidature, sous référence Y103073/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

INSEAD, ISA...

Les chantiers du siècle...

SAE, N°1 du Bâtiment en France, Grand Groupe mondial du BTP, présent dans la concession des projets d'infrastructure les plus importants, tel le tunnel sous la Manche ou le doublement en souterrain du périphérique parisien, recherche pour sa Direction des Grands Projets un

CHEF DE PROJET

• votre profil : Ingénieur, vous avez suivi une formation complémentaire type INSEAD, ISA ou équivalent, et vous avez acquis quelques années d'expérience, de préférence opérationnelle, dans le secteur du BTP ou du Génie industriel. Vous pratiquez de préférence l'anglais, l'allemand ou l'espagnol et êtes familiarisé avec la micro-informatique.

• votre mission : Au sein d'une petite équipe, vous aurez l'entière responsabilité du montage d'opérations en concession dans leurs aspects techniques, financiers, architecturaux, etc... Vous bénéficierez par ailleurs de l'appui commercial de notre Groupe en France et à l'étranger.

Poste basé à Paris - Rémunération attractive et réelles possibilités d'évolution dans notre Groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature complet sous réf. CPM70, à Isabelle EMIN - SAE DRH - 39143, quai André Citroën 75739 PARIS CEDEX 15.

SAE
En confiance

GEC A

DIV
TRAN
ET DIST
D'EN

LY

IMPORTANTE ORGANISATION

(association nationale)
orientée vers le secteur du BTP

LE RESPONSABLE RECHERCHE

Mission et objectifs :

- Sous la responsabilité directe, mise en œuvre des programmes d'actions de l'organisation.
- Il coordonne les recherches, les colloques et assure la documentation (deux documents).

Profil attendu :

- Connaissance approfondie des techniques de recherche avec expérience recherche.
- Connaissance et expérience de la gestion de la recherche.
- Très bon niveau de culture générale et compréhension de cultures différentes.
- Bonnes capacités de recherche et de synthèse.
- Bonne pratique de l'anglais.
- Maîtrise du traitement de texte.
- La pratique d'une 2^e langue.

Intérêts de la fonction :

- Etre l'interface entre la recherche et la gestion.
- Finalité et environnement professionnels.

Conditions offertes :

- Grande autonomie et responsabilité.
- Rémunération en rapport avec l'expérience (200 KFF).

Ecrire sous réf. n° 824
5, rue de Montessuy

La région
un ca
po
des relati

MISSION

Assister le chargé de mission pour la coopération interrégionale avec :
- suivi des programmes communs des dossiers européens
- suivi des dossiers de coopération

PROFIL

- Titulaire d'un cadre d'emploi ou crit sur liste d'aptitude commune.
- Connaissance indispensable des régions et bonne connaissance des réalités administratives.
- Maîtrise de l'anglais et le posséder.
- Sens de l'organisation.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le poste est à pourvoir :

- soit par voie de mutation.

A défaut, il sera recruté sur mode concours. Les candidats devront se présenter d'un équivalent, d'une expérience de 5 années.

DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les candidatures manuscrites et détaillées et d'une photo 4x6.

M. le Président du Conseil Mission de l'Adm
15, rue de l'Adm
BP 575 - 8502

سماح بن لاجال

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XI

GEC ALSTHOM

**DIVISION
TRANSPORT
ET DISTRIBUTION
D'ÉNERGIE**

LYON

ASSISTANT DU DIRECTEUR DIVISIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES

(12000 personnes)

Ce poste convient à un candidat jeune, à fort potentiel, de formation supérieure, ayant de solides connaissances en droit du travail et de préférence, une première expérience dans la fonction RH.

L'Anglais est indispensable.

Il assiste le DDRH dans l'accomplissement de ses fonctions, notamment recrutement, entretiens, formation, promotions, mutations, gestion des litiges... Il a des liaisons fonctionnelles avec les Responsables RH des unités industrielles de la Division (France, Angleterre, Suisse).

Evolution possible vers une fonction de Responsable RH d'une unité industrielle.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6295-M à Mamrègies
3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE ORGANISATION HUMANITAIRE
(association reconnue d'utilité publique)
orientée vers le soutien au développement des tiers-mondes
recrute

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE « RECHERCHE-ÉVALUATION »

Mission et objectifs :

- Sous la responsabilité directe du secrétaire général, il dirige la mise en œuvre des programmes de recherche et l'évaluation des actions de l'organisation.
- Il coordonne les recherches initiées par l'organisation, organise des colloques et assume la responsabilité du service de documentation (deux documentalistes).

Profil attendu :

- Connaissance approfondie des milieux universitaires et des centres de recherche avec expérience réussie de plusieurs années de recherche.
- Connaissance et expérience du développement des tiers-mondes.
- Très bon niveau de culture générale et grande capacité de compréhension de cultures différentes et de dialogue avec des organisations de recherche du Nord et du Sud.
- Bonne pratique de l'anglais.
- Maîtrise du traitement de texte.
- La pratique d'une 2^e langue (espagnol ou portugais) est un plus.

Intérêts de la fonction :

- Etre l'interface entre le monde associatif et les milieux universitaires.
- Finalité et environnement riches.

Conditions offertes :

- Grande autonomie et responsabilité importantes.
- Rémunération en relation avec environnement associatif et selon l'expérience (200 KF).

Ecrire sous réf. n° 8265 au Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS



Tetra Pak a tous les atouts pour développer votre personnalité

Les atouts du leader mondial de systèmes de conditionnement pour liquides alimentaires : 58 milliards d'emballages par an dans 110 pays environ. Les atouts d'un innovateur qui, à partir d'une idée fondamentale liée à l'emballage aseptique, sait apporter à chacun de ses clients le conseil le mieux adapté.

Tetra Pak vous propose d'intégrer la Direction Commerciale à Paris.

DIRECTEUR REGIONAL

(réf. 31/3397C)

Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous développez et rentabilisez les affaires de la société chez les Clients et Prospects qui vous sont confiés dans le cadre de la politique commerciale et du plan marketing de la société.

Vous proposez au Directeur Commercial un programme d'action annuel.

Vous parvenez un ou deux Ingénieurs d'Affaires sur des aspects de méthode, de conseil et de formation en assurant un relais du Directeur Commercial.

Agé d'environ 35 - 40 ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce et/ou Ingénieur, avez une expérience confirmée de la vente de produits techniques dans une société industrielle ou para industrielle.

Vous êtes un négociateur de haut niveau. Vous maîtrisez l'anglais. La pratique de la micro-informatique serait un plus.

DIRECTEUR DES RELATIONS GRANDE DISTRIBUTION

(réf. 31/3397E)

Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous promouvez auprès des décideurs de la Grande Distribution les systèmes Tetra Pak et l'optimisation qualitative et quantitative des linéaires de produits en emballages TETRA PAK.

Vous promouvez également l'achat et le réachat par le consommateur des nouveaux produits lancés en emballages TETRA PAK.

Vous supervisez l'activité du Service Promotion des Ventes (25 personnes).

Agé de 35 - 38 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous avez une large expérience du secteur de la Grande Distribution et de la vente de produits alimentaires. Vous savez négocier, convaincre et enimer. Vous pratiquez couramment l'anglais.



Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo
et rémunération actuelle s/réf. choisie à :
EGOR 8, rue de Berni - 75008 PARIS

Ecoute, Service et Qualité.

EGOR
RESSOURCES
HUMAINES

La région Poitou-Charentes

recrute

**un cadre de niveau A
pour la Mission
des relations Internationales**

MISSION

Assister le chargé de mission pour les affaires européennes et de coopération interrégionale avec :

- suivi des programmes communautaires et gestion administrative des dossiers européens ;
- suivi des dossiers de coopération interrégionale.

PROFIL

- Titulaire d'un cadre d'emploi ou d'un corps de catégorie A ou inscrit sur liste d'aptitude correspondante.
- Connaissance indispensable des institutions européennes et régionales et bonne connaissance du monde des collectivités territoriales souhaitées.
- Maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand.
- Sens de l'organisation.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le poste est à pourvoir :

- soit par voie de mutation, soit par voie de détachement.

A défaut, il sera recouru au mode contractuel. Dans ce cas, les candidats devront se prévaloir d'un niveau de qualification BAC + 5 ou équivalent, d'une expérience dans le domaine des affaires européennes.

DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo doivent être adressées à :

M. le Président du Conseil Régional Poitou-Charentes
Mission de l'Administration Générale
15, rue de l'Ancienne-Comédie
BP 575 - 86021 POITIERS Cedex

36 15



Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

ADMINISTRATION

recherche

JEUNES ARCHITECTES

pour exercer fonctions d'Ingénieurs

Envoyer CV à :

DIRECTION DE LA VOIRIE (R.A.A.)
9, place de l'Hôtel-de-Ville - 75004 Paris

Le Monde

des Cadres

**JOUEZ
GAGNANT
AVEC**

**FRANCE
loto**

LOTO JACKPOT TACOTAL ■ TAPS VERT ■ **loterie nationale**

FRANCE LOTO poursuit la mise en place de structures plus performantes et recherche ses

RESPONSABLE RECRUTEMENT GESTION DES CARRIÈRES

5 ans d'expérience

Ce poste recouvre la responsabilité pour les trois sites de la société :

- du recrutement des cadres depuis l'évaluation des besoins jusqu'à leur intégration en liaison étroite avec la hiérarchie,
- de la gestion des carrières en assurant un rôle de conseil auprès des responsables opérationnels sur l'évolution des emplois et des hommes.

Il sera confié à un candidat de formation supérieure (Sciences Po, DESS de psychologie, CELSA, CIFOP...) disposant d'une expérience d'environ 5 ans acquise en entreprise ou en cabinet.

Réf. : 13 A 2117-1M

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

6 à 8 ans d'expérience

Rattaché au DRH, il assurera la mise en œuvre d'une politique moderne et volontariste basée sur une forte implication de l'encadrement de deux établissements (400 personnes) avec l'aide d'une équipe de 14 collaborateurs qu'il animera.

Il assurera la gestion opérationnelle des ressources humaines : administration - paie - formation - recrutement et mobilité des non cadres. Dans le cadre des actions de développement social, il aura à réaliser la mise en place d'un système d'évaluation des performances.

Doté d'une formation supérieure (Droit, IEP, ESCAE, IGS...) et d'une expérience de généraliste de la fonction personnel (6 à 8 ans), le candidat possèdera un tempérament de réalisateur et d'excellentes capacités relationnelles.

Les rémunérations (directes et indirectes) affectées à ces deux postes sont très attractives en fonction de l'importance accordée par la société à la gestion de ses ressources humaines.

Lieu de travail près de ROISSY EN FRANCE.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en indiquant la référence (à noter sur courrier et enveloppe) à notre conseil :

ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS

Une opportunité de carrière dans un secteur proche de la COMMUNICATION

ATTACHE(E) DE DIRECTION

Proche collaborateur du Directeur Général, vous occurez à l'ensemble des dossiers liés à la vie quotidienne de la Société. Il vous appartiendra d'élaborer les meilleures propositions rédactionnelles dans le cadre de notre objet social, en relation avec les différentes Directions opérationnelles (Juridique, Financière, Administrative...).

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur (Droit, IEP, ...), vous avez déjà quelques années d'expérience dans une fonction similaire.

Vous savez démêler des situations complexes, rédiger des textes clairs et précis, gérer avec diplomatie vos relations internes ou externes.

Votre rôle sera également de contribuer à l'image de l'Entreprise dans ses relations avec les tiers, en favorisant la mise en œuvre de solutions concrètes aux problèmes qui vous seront soumis.

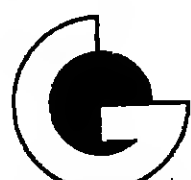
Pour ce poste situé à PARIS, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. OICAB à : RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

GRANDS COMPTES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Filiat du groupe britannique Guardian Royal Exchange 114 rue assureur Européen, 30 milliards de F de CAI, nous commercialisons certains de nos produits financiers par l'intermédiaire d'établissements financiers, d'organismes de crédit, de groupements professionnels, ... Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons pour le département Grands Comptes et Etablissements Financiers, un Chargé de Réseau.



**GUARDIAN
VIE**

Gestion et transmission de patrimoine, Remunérations différées et indemnités de fin de carrière.

CHARGE DE RESEAU H/F

Au sein d'une équipe jeune et performante, vous définirez la stratégie de développement, les produits et services, les actions de prospection et d'animation, les outils de reporting. Vous rechercherez de nouveaux canaux de distribution et établirez de nouveaux accords de partenariat. Vous animerez des réseaux bancaires déjà partenaires et chercherez avec eux des synergies complémentaires.

Agé(e) d'environ, 25-35 ans, de niveau BAC + 4, vous justifiez d'une solide expérience commerciale ou marketing dans le secteur bancaire ou assurances. Votre expérience précédente vous a permis d'être à l'aise dans les contacts de haut niveau, dans les activités de formation et d'acquies de soldes connaissances techniques en gestion de patrimoine. L'analyse et qualités rédactionnelles sont les atouts indispensables de votre réussite et de votre évolution.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions strict. MGVI à GUARDIAN VIE, Direction des Ressources Humaines, 42 rue des Mathurins, 75004 PARIS CEDEX 08.

IMPORTANTE ORGANISATION HUMANAIRE
(association reconnue d'utilité publique)

SON DIRECTEUR DE L'ANIMATION ET DE LA COMMUNICATION

Missions et objectifs :

- Sous la responsabilité directe du secrétaire général, il met en œuvre les objectifs de communication interne et externe. Il est le garant de la cohésion de l'image, du langage et de la programmation de l'action.
- Il anime et dirige une équipe de 30 personnes regroupées en quatre services qui concourent et mettent en œuvre la politique d'animation et de communication.
- Il gère et contrôle un budget de 30 millions.
- Il est membre du comité de direction.

Profil attendu :

- Expérience réussie de direction (5 à 10 ans).
- Connaissance de la culture chrétienne (catholique).
- Excellente culture générale, notamment sur le développement des tiers-mondes.
- Une expérience de l'anglais et de la micro-informatique est souhaitée.

Rémunération en relation avec un environnement associatif et selon expérience (environ 200 Kf).

Ecrire sous n° 8264, Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris



CREARGIE, société de conseil en stratégie, partenaire du groupe OUROUMOFF - plus de 200 consultants - est reconnue sur le marché français et européen pour la qualité de ses interventions et la compétence de ses équipes

Consultant Ingénieur Grande Ecole

Conseiller les entreprises et optimiser leur réflexion sur les plans de la maîtrise des coûts, de l'innovation et de la stratégie constitueront l'essentiel de vos missions.

Vos capacités d'animation, d'analyse et de synthèse vous permettront de comprendre les problèmes et d'y apporter des solutions innovantes grâce à la maîtrise d'outils spécifiques auxquels vous serez formé (analyse de la valeur, animation de groupes de travail, analyse stratégique, créativité...). Une formation d'ingénieur grande école, une expérience de 3 à 5 ans dans le conseil ou en entreprise constitueront les bases de votre réussite. Pour intégrer notre équipe polyvalente de consultants et pour conclure avec nous notre développement, vous êtes naturellement enthousiastes et autonomes.

Nous attachons une grande importance à votre personnalité, et à votre ouverture d'esprit devant vous permettre d'aborder, à terme, tous les types de missions.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. C230MO à notre Conseil NERVET POINT 15 rue Cardinet 75017 PARIS - Fax 47 54 94 56

Formateur

Bernard Krief Formation, département de Bernard Krief Consulting Group, poursuit son expansion et souhaite s'adjointre un(e) formateur(trice) supplémentaire capable de préparer et d'assurer des séminaires intra-entreprise, plus particulièrement dans les domaines du management et des techniques de vente.

Le poste s'adresse à des cadres, diplômés de l'enseignement supérieur, ayant ou non l'expérience de la fonction, mais dans tous les cas, dotés naturellement pour la formation et l'expression orale en public et capables d'assimiler rapidement les techniques propres à Bernard Krief Formation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 10427/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

DE LA GESTION DU PERSONNEL AU CONSEIL FORMATION

Professionnel de la gestion et de l'administration du personnel, vous souhaitez dynamiser votre carrière en devenant consultant formateur. Animant et concevant des stages de formation dans vos domaines de compétences, vous renouvellerez vos expériences, proposerez de nouveaux produits, négociez vos prestations auprès des entreprises. La CEGOS, n° 1 de la formation des adultes en Europe, vous offre les moyens de vos ambitions en vous intégrant dans l'un de ses départements en très forte expansion. Nous vous souhaitons diplômé Bac + 5, spécialisé en gestion et administration du personnel par 5 ans de pratique en entreprise, motivé par la pédagogie et la communication.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 23865/M à Marie-José FOURNIAT CEGOS Division Recrutement 204, Rond-Point du Pont de Sèvres Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

SODEAL
Société d'Aménagement et de Développement
Economique d'AGDE (34) et du Littoral
recherche :

Attaché(e) de direction

Sa mission consistera à assister le Directeur Général dans tous les aspects de sa fonction : coordination générale, administration et gestion, relations publiques, relations avec les élus.

Plus qu'un profil bien défini, nous recherchons une personnalité sachant et acceptant de s'investir totalement dans sa mission par sa disponibilité et par sa volonté de s'impliquer dans les objectifs du Directeur Général.

Nous vous proposons de vivre la passion de toute une équipe, dans un contexte de développement touristique : AGDE, première station touristique du littoral.

Envoyez rapidement CV et photo, sous référence LR 391 S, au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement BP 9227 - 34043 Montpellier Cedex 01 ou pour plus de renseignements contactez M.C. Bézina ou A. Garcia au 67 65 98 99.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Organisation Professionnelle Saône et Loire

Nous créons le poste de

Responsable Service Communication

Rattaché au Secrétaire Général, il participe à la définition de notre stratégie de communication et orchestre la communication interne et externe de notre Association à travers les vecteurs de l'information (écrits, réunions, presse...).

Il assure d'autre part, la Direction d'un journal hebdomadaire d'informations et d'annonces légales de bonne notoriété.

A 28/35 ans, de formation Supérieure (Sciences Po, ESC, journalisme), vous êtes un professionnel de la communication et l'entreprise vous passionne.

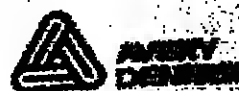
Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence 1244/LM à COORDONNÉES Groupe EQUATION - 19, rue du Commandant Faurax 69006 LYON.

LYON - PARIS

Coordonnées

DIRECTE

Premier fabricant mondial d'étiquettes adhésives, de systèmes d'étiquetage, de concepts adhésifs, le groupe DENNISON réalise dans le monde d'affaires de 2,5 milliards de \$ 18.000 personnes. Dans le cadre d'un développement international, une des filiales cherche un poste de directeur informatique, 220 millions de francs de salaire. Rattaché au directeur général, il aura en main les systèmes d'information et les développements en matière d'utilisation des ressources humaines. Après étude des candidatures.



NOUS RECHERCHONS GRANDES UNE N

Directeur de la communication interne et externe, vous serez responsable de la mise en œuvre de la stratégie de communication de la société. Vous serez également responsable de la gestion des relations publiques et de la gestion des médias. Vous devrez assurer la coordination des actions de communication et de la gestion des budgets. Vous devrez également assurer la gestion des relations avec les médias et les associations. Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les clients et les fournisseurs.

Notre entreprise trading des p recherches pour service inf.

UN I CH

PROFIL

RESPONSABILITES

Les candidatures
Servir
CIL. Mps

Nous prions
d'avoir les
lettres
aux intérêts
été confiés

سكز لمن لا يحل

هكذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XIII

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Paris Sud

Premier fabricant mondial d'étiquettes auto-adhésives, de systèmes d'étiquetages et de concepts adhésifs, le groupe AVERY DENNISON réalise dans le monde un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars avec 18.000 personnes. Dans le cadre de son développement, une des filiales françaises crée le poste de directeur informatique (300 personnes, 220 millions de francs de chiffre d'affaires). Rattaché au directeur général et animateur d'une équipe de 4 personnes, il prendra en main les systèmes existants, poursuivra les développements en cours et optimisera l'utilisation des ressources (environnement actuel : 3 IBM 36, 100 terminaux, 20 micros). Après étude des besoins des utilisateurs, il définira le plan informatique en prévoyant à terme une migration vers l'AS 400. Ce poste stratégique s'adresse à un candidat de formation supérieure (ingénieur ou grande école de commerce avec spécialisation informatique), âgé d'au moins 30 ans et ayant une expérience confirmée de la conduite de projets en milieu industriel acquise en entreprise et/ou en SSII. Il maîtrise le GAP II et parle impérativement l'anglais. Evoluif, déterminé, ouvert, il a le tonus et la motivation pour aller de l'avant. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence A/S8667M - PA Consulting - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

CHEF DE PROJETS

Banque

Paris - Cette banque commerciale et d'affaires à taille humaine, filiale d'un groupe bancaire international de premier plan, recherche pour sa direction informatique (40 personnes) un chef de projets. Il sera l'interlocuteur des directions comptable et financière de l'établissement pour la mise en place des nouvelles applications. Il aura pour mission d'analyser leurs besoins, d'élaborer les cahiers des charges et de superviser le déroulement des projets. Pour cela, il animera une équipe de 3 personnes, sera responsable des relations avec les fournisseurs et les prestataires de services. Le site informatique est composé de plusieurs AS/400, d'un réseau Token Ring et d'un important parc de micros connectés. Ce

poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, titulaire d'une formation supérieure (école d'ingénieurs, MAGE), venant avec une expérience de conduite de projet dans un cadre méthodologique MERISE (connaissance des outils MEGA appréciée). La maîtrise de l'environnement technique AS/400 n'est pas nécessaire pour ce poste mais des qualités personnelles d'aisance relationnelle sont indispensables aussi bien pour établir des contacts au plus haut niveau de la banque que pour animer l'équipe de projet. Merci d'écrire à Jean-Philippe VERON en précisant la référence A/F9870M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage



NOUS RECHERCHONS DES INGENIEURS GRANDES ECOLES POUR CONSTRUIRE UNE NOUVELLE INFORMATIQUE

Groupe privé d'assurances, AXA réalise un Chiffre d'Affaires de 57 milliards de francs (Assurances et Finances) dont 1/3 à l'étranger. Actuellement dans les 10 premiers groupes européens d'assurance, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine. Notre forte croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du groupe les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement, composé de grands systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, COBOL 2) et de 17.000 postes interconnectés (micros sous OS/2 réseau local TOKEN RING, Pascal orienté objet), intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes experts, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...

Diplômés des Grandes Ecoles, de débutants à 5 ans d'expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z.

Nous offrons une rémunération attractive.

D'autre part, la taille d'AXA permet d'offrir des évolutions de carrière tant dans le domaine informatique que dans les différents secteurs d'activité du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. LMO/2 à : AXA - Eric BRETON - DCRH - 14 Rue de Londres - 75009 Paris.



CaixaBank

Banque Immobilière et de Placements, filiale française d'un grand Groupe Financier Européen.

En forte croissance (a triplé en 3 ans son réseau national d'agences).

La Direction Informatique implantée dans le 17ème (métro Villiers), en fort développement et mutation technique, propose de nombreux postes dans un environnement à taille humaine à des informaticiens confirmés de tout niveau avec une expérience bancaire.

Dans l'environnement IBM 30 XX, MVS, IMS DB/DC, DL1, PL1, COBOL, AS avec une évolution à terme sur de nouvelles techniques, elle recherche

INFORMATIENS CONFIRMES

ORGANISATEURS JUNIORS

2 à 4 ans d'expérience surtout en assistance utilisateurs dans le domaine méthodes et procédures avant, pendant et après les différentes phases de mise en place des nouvelles applications informatiques. (réf.0701)

INGENIEURS SYSTEME/ INFOCENTRE/VIDEOTEX

2 à 4 ans d'expérience respectivement sur système MVS (Connaissances de DOS/VSE et VM appréciées), sur Infocentre AS et micro en C, sur videotex avec le moniteur AVX. (réf.07SP)

CHEFS DE PROJET et ANALYSTES

3 à 5 ans d'expérience dans un des domaines suivants : opérations de guichets, collecte de dépôts, escompte, comptabilité, engagements, compensation, CCB. (réf.07CPA)

ANALYSTES PROGRAMMEURS

1 à 2 ans d'expérience dans de petites équipes pluridisciplinaires chargées de l'ensemble d'un projet dans la technique IBM, MVS, IMS DB/DC, PL1 ou COBOL. (réf.07AP)

Nous avons confié ce recrutement à notre Conseil R.I.B. Merci d'y adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, prétentions) à Isabelle de FORCADE, 5, rue de Surène, 75008 PARIS, sous référence choisie.



RESSOURCES
INFORMATIQUES
BANCAIRES

Notre entreprise de niveau international, active dans le trading des produits du pétrole et dans les finances, recherche pour participer au développement de son service informatique (base de données IDNS/R)

UN INGENIEUR SYSTEME CHEF D'EXPLOITATION

PROFIL

- Expérience et maîtrise de l'environnement IBM 43XX
- Pratique approfondie de VM, VSE/SP, VTAM et des utilitaires qui s'y rattachent
- Esprit de synthèse, d'initiative et de coopération
- Français, anglais : parlé et écrit

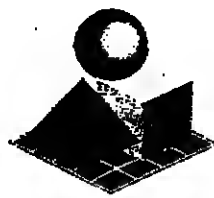
RESPONSABILITES

- Maintenance et évolution des logiciels et du matériel
- Supervision du système et de l'exploitation
- Support au développement

Les candidatures (nationalité indifférente) sont à adresser au Service du personnel de ANDRE & Cie S.A., CH. Messidor 7, Case Postale, CH-1002 Lausanne

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'intégration de systèmes : des perspectives ambitieuses pour votre développement.



isitec Ingénieurs

filiale commune
de SOLERI
et IBM France

ARCHITECTES DE SYSTEMES
CHEFS DE PROJET
SPÉCIALISTES

A 28/38 ans, vous avez prouvé votre réussite dans la conception et la conduite de projets d'envergure sur réseaux de PS/2 ou grands systèmes. Aujourd'hui, vous voulez aller plus loin et êtes disponible pour accéder à plus de responsabilités dans les environnements MVS/ESA - SAA - DB2 - CICS - OS/2 - PM - C.

Merci d'adresser votre candidature à Myriam Beal, ISITEC, 24 rue Benoît-Bernier, 69260 Charbonnières Tél. 78.44.22.89.

CONSTRUISSONS ENSEMBLE NOTRE PROJET D'ENTREPRISE

53 من الإجمالي

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XV

Le Monde de l'Informatique

Démarrer dans l'informatique avec le potentiel EDF GDF, un tremplin pour votre carrière...

Au rythme des évolutions technologiques, le STI, Service du Traitement de l'Information d'EDF GDF, mise au point de nos 200 Directions et Unités, des actions visant à développer et optimiser la qualité de nos services informatiques. Bénéficiant d'importants moyens techniques, nos 850 spécialistes contribuent chaque jour à améliorer la compétitivité de nos entreprises. Rejoindre le STI signifie pour vous une ouverture sur de multiples champs d'action, accompagnée de réelles opportunités à saisir.

EXPLOITATION
■ Dans un environnement IBM-3090/ BULL-DPS7, le réseau EDF GDF représente 4000 utilisateurs en temps réel et permet au client final d'accéder à des données, où la pertinence et la cohérence des informations sont contrôlées, où l'interactivité et la convivialité du système sont privilégiées. Pour maintenir ces exigences, vos principales attributions seront de gérer et d'optimiser les matériels d'exploitation, en choisissant et en appliquant de nouveaux outils d'automatisation. Vos qualités d'écoute et d'animation d'équipe, complétées par votre sens commercial, seront déterminantes pour remplir pleinement votre rôle

d'assistance et de conseil auprès de vos clients "internes". (réf. M1/263)

ETUDES

■ Afin de répondre aux besoins spécifiques de nos différentes Directions, vous intervenez aussi bien dans la conception et la réalisation de systèmes d'information, que dans le développement d'applications, en élaborant la solution technique adéquate. En contact étroit avec les utilisateurs, votre participation à l'étude de projets, comme par exemple le contrôle de gestion, la trésorerie, la mobilité interne... s'effectue toujours en veillant au respect des délais et à la parfaite cohésion avec les systèmes existants. Vos qualités de management, votre aisance relationnelle et vos compétences techniques vous permettront rapidement d'évoluer comme chef de projet. (réf. M2/263)

RESEAUX

■ En contribuant à l'évolution du réseau de communication d'EDF et GDF, vous entrez au cœur du système. Imaginer et mettre en œuvre de nouvelles applications (services en temps réel,

services interactifs, systèmes experts, systèmes d'aide à la décision...) garantir la migration aux normes internationales du réseau, font partie des missions que nous souhaitons vous confier. Votre passion des télécommunications, votre esprit d'analyse et vos capacités d'innovation sauront nous séduire. (réf. M3/263)

■ Par la suite, vous pourrez à votre choix : poursuivre votre carrière dans l'un de ces domaines, avec des responsabilités croissantes, tant sur le plan humain que technique, ou bien assurer votre évolution dans l'une des Directions opérationnelles où des opportunités variées sont à saisir.

Après une période de formation, les postes proposés sont à pourvoir à Issy-les-Moulineaux (92) et à Orléans.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions), en précisant la référence choisie, à Chantal Paré, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

**JEUNES INGENIEURS
DEBUTANTS OU
PREMIERE EXPERIENCE
GRANDES ECOLES
OU UNIVERSITES
INFORMATIQUE
TELECOMMUNICATIONS**

**EDF
GDF**

AU SEIN D'UN GROUPE

FRANÇAIS DE NOTORIÉTÉ

INTERNATIONALE,

NOTRE ENTREPRISE

CONÇOIT ET FABRIQUE

DES PRODUITS ÉLECTRO-

NIQUES PROFESSIONNELS.

PARTICIPER A LA MISE EN PLACE DE NOTRE SCHEMA DIRECTEUR

Chef de Projet

Responsable de la coordination des applications informatiques, vous animeriez une équipe de 4 analystes programmeurs. **Votre mission :** concevoir, développer, assurer l'interface avec l'ensemble des services utilisateurs et... participer à la mise en place de notre schéma directeur. MIAGE ou équivalent, votre expérience vous a permis d'affirmer vos qualités relationnelles et de manager des applications en environnement industriel (GPAO). Poste basé en proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4577/M à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES

Important groupe français d'assurances mutuelles, nous sommes dotés de moyens informatiques puissants et diversifiés : IBM 3090 - 3084 - AS 400, BULL DPS 6000, système de 4^e génération (VMS/R), plus de 3.700 terminaux en France et à l'étranger. Notre département Informatique et Organisation (plus de 600 personnes) conçoit et développe des projets importants pour les années à venir. Dans ce cadre, il recherche, pour son siège situé au MANS un

Adjoint au Responsable Méthodes

Ingenieur Grandes Ecoles ou équivalent, vous avez une expérience en conduite, conception et réalisation de projets sur gros système IBM-MVS (3 à 5 ans d'expérience), vous permettra de participer à la mise en place des méthodes, des procédures et des outils propres à accroître la productivité des

développements informatiques. Former, assister, promouvoir, contrôler l'approche méthodologique des développements seront vos maîtres mots quotidiens. Une pratique de la méthode MERISE ainsi qu'une connaissance en AGL seront appréciées.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. LM/RM à : Antoine PUCCINELLI - D.P.R.S. LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES 19-21 rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX

*Parlez-nous
de vos ambitions !*

Au sein du département de l'Informatique Interne des Organismes Centraux du Crédit Mutuel, venez prendre en charge la conduite de notre projet Méthode dans ses aspects conduite de projets et conception de systèmes d'information.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez une expérience de 2 à 5 ans en tant que chef de projet dans le secteur bancaire.

Vous maîtrisez une ou plusieurs méthodes de conduite de projets (type SDMS) et de conception de S.I. (MERISE...) ainsi qu'au moins un AGL.

Vous êtes bien sûr un homme de dialogue et d'ouverture.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Groupes Régionaux, 7,6 millions de clients, 23.000 collaborateurs et 4.130 points de vente, la puissance de la 5^{ème} Banque Française.

RESPONSABLE PROJET METHODE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 3084/M à la D.P.R.S., Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Le chemin le plus court pour optimiser vos Ressources Humaines Informatiques passe par la rue Lecourbe

Nouvelle adresse :
Résidence du Grand Pavois
350, rue Lecourbe 75015 PARIS
Téléphone : 40 60 02 34

**CARIA
profile**

UNE EQUIPE CONFIRMÉE ET DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES, UNE ÉQUIPE EXPERIMENTÉE HABITUÉE À CONDUIRE DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU, UNE COMPÉTENCE RECONNUE DANS LES DOMAINES DES TELECOM, DE L'ESPACE, DU GÉNIE LOGICIEL ET DU TEMPS RÉEL : VOILÀ QUELQUES ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM D'INTERVENIR DANS LE CADRE DE PROJETS INFORMATIQUES DE GRANDE ENVERGURE.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS 2 À 10 ANS D'EXPIÉRIENCE

Vous contribuerez activement à notre expansion et à notre diversification et serez directement associés aux résultats de la société.

TELECOMMUNICATIONS

Réseaux mobiles (GSM), supervision de réseaux, normalisation Réf. 1/M

AERONAUTIQUE ET SPATIAL

Logiciels embarqués, participation à la maîtrise d'œuvre Réf. 2/M

FINANCE

Schéma directeur, EDI, sécurité Réf. 5/M

METHODES

Formation, qualité Réf. 6/M

DEFENSE

Messagerie, systèmes de commandement Réf. 3/M

INDUSTRIE

Transport, énergie, électronique, informatique Réf. 4/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à Alain DESBOIS GENCOM Le Mermoz - 13 avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15

GENCOM

UNE EQUIPE, DES AMBITIONS

Le Monde des Secteurs de Pointe

Les Technologies de Demain, ...Aujourd'hui



Aujourd'hui pour Demain

Direction Industrielle

3 INGENIEURS METHODES

Au sein de notre Direction Industrielle située à Paris, vous aurez la responsabilité, à l'échelon central, de l'élaboration de nouveaux procédés technologiques applicables au développement de nos produits, dans nos activités TELECOMMUNICATIONS, COMMUTATION et OPTRONIQUE. Vous prendrez également en charge la gestion des investissements correspondants. Ref. ME 20

Pour être les Hommes de ce Challenge, vous êtes de formation Ingénieur Grande Ecole (ENSAM, ICAM, et équivalente), et lors de stages significatifs ou d'une première expérience, vous avez intégré l'importance des Méthodes et ou de la Production dans une entreprise de Hautes Technologies.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous référence vous concernant, à Patrick Cordiez, SAT, DPRS, 58B rue du Dessous des Berges, 75013 Paris Cedex 13.

6 INGENIEURS PRODUCTION

Pour nos Centres Industriels de LANNION, DINAN, et BAYONNE, vous participerez à la mise en place des nouvelles technologies de production des composants et cartes électroniques, des systèmes de transmissions et de commutation. Votre mission s'étendra à l'assistance technique des opérationnels sur site, et au suivi de l'application de ces processus. Ref. PR 21

LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS

recrute sous contrat
POUR SON SERVICE TÉLÉCOMMUNICATIONS :
- Un ingénieur des télécommunications (niveau maîtrise). Salaire net mensuel : 16 000 à 18 000 F suivant expérience et ancienneté.
- Un ingénieur électronicien (niveau BTS - DUT). Salaire net mensuel : 12 000 à 13 000 F suivant expérience et ancienneté.
- Dégageur des obligations militaires.
Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à :
Tél. 43-37-11-58, poste 555

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION



recrute par voie de concours (femmes et hommes) pour ses programmes scientifiques à l'étranger (toutes régions)

34 DIRECTEURS DE RECHERCHE de 2^e classe
5 CHARGÉS DE RECHERCHE de 1^{re} classe
23 CHARGÉS DE RECHERCHE de 2^e classe

Les postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :

GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE ;
HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE ;
HYDROBIOLOGIE, OCÉANOGRAPHIE ;
SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL ;
SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES
APPLIQUÉES À L'HOMME ;
SCIENCES SOCIALES.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès du bureau de concours de :

L'ORSTOM : 213, rue La Fayette, 75010 Paris
Tél. : 48-03-77-82 ou 48-03-77-83

Les dossiers d'inscriptions
peuvent être retirés à la même adresse

La clôture des inscriptions est fixée au 22 avril 1991, à 17 heures

LYON

Ingénieur d'essais comportements matériaux

Spécialiste mondial des matériaux composites appliqués au domaine de la traction, nous avons pour partenaires l'industrie aéronautique, le ferroviaire à grande vitesse et la compétition auto. Renforçant notre potentiel R et D Matériaux, nous vous proposons de coordonner la planification, la réalisation et l'exploitation d'Essais de comportements en Labo et sur le terrain. Vous prendrez personnellement en charge la définition et l'optimisation des protocoles d'essais (méthodologie et matériels) et assurerez la supervision et le suivi d'équipes extérieures de recherche. Vous collaborerez également lors d'essais terrain avec les équipes Développement Produits et participerez avec l'équipe Calcul à la modélisation des phénomènes physico-chimiques observés. Responsable d'une petite équipe de techniciens votre implication sera humaine, technique et budgétaire. Ingénieur mécanicien ou Matériaux vous possédez une première expérience en mécanique du frottement ou en composites hautes performances. Nous vous offrons autonomie d'action et opportunités d'évolution dans une entreprise en développement rapide. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. 2324 à CARBONE INDUSTRIE, Service du Personnel 7, avenue du Bel Air, 69100 VILLEURBANNE.



Place à votre personnalité !

Chefs de groupe travaux

Prenez place à bord d'un groupe (1 200 personnes, 1 milliard de CA, 20 agences et filiales) qui assure son image de marque sur la qualité de ses réalisations dans le domaine du bâtiment : construction, ingénierie, promotion.

Mener de front le suivi et la gestion de plusieurs chantiers importants, former et manager leurs conducteurs de travaux, apporter des solutions originales tant en termes d'organisation que de techniques utilisées... sont autant de responsabilités que nous souhaitons vous confier.

Expérimenté et autonome, votre personnalité fera la différence. Maîtrise de l'outil informatique souhaitée.

Postes à pourvoir à Paris, en Normandie ou en Picardie.

Merci d'adresser CV, lettre et photo, sous réf. M/2603, au Groupe Lanctuit, Ressources humaines, BP 805, 27207 Vernon Cedex.

3616 code Lanctuit



INGENIEUR DEVELOPPEMENT INNOVEZ, CONSEILIEZ, REALISEZ

• Notre société (425 p.) est une filiale d'un groupe principalement orienté vers le service au public (18 000 p. C.A. : 3 MDS F). Nous renforçons, en permanence, la qualité de notre offre et notre taux de pénétration du marché, notamment par la mise en œuvre de technologies nouvelles dans le cadre d'un partenariat très étroit avec les collectivités locales.

• Membre du Comité de Direction, vous gèrerez un budget de 25 MF. Vous préparerez les plans d'investissement, poserez les stratégies, orchestrerez la réalisation des projets, en relation constante avec les services internes (marketing...) et externes (maître, fournisseurs...). Responsable de l'étude, la recherche et la mise en place de produits innovants, vous vous assurez de leur faisabilité technico-économique.

• Ingénieur généraliste, H/F, 28-35 ans, vous avez de préférence une première expérience de la gestion simultanée de plusieurs projets mettant en œuvre des techniques variées. Créatif, curieux, vous êtes rigoureux pour concevoir et gérer. Terme et diplomate pour expliquer, convaincre, négocier.

Pour ce poste basé à CAEN, écrivez sous réf. C/966 à : CONCORDANCES - 129 rue Servant - 64311 LYON CEDEX 03 Tél. 78.63.65.60.



CONCORDANCES
Les missions de confiance

LA RECHERCHE INDUSTRIELLE DANS UN ENVIRONNEMENT DE HAUTE TECHNOLOGIE

AÉRAULIQUE THERMIQUE



Le CETIAT, centre de recherche industrielle (120 personnes) recrute dans le cadre de son développement pour Villeurbanne et Orsay des

Ingénieurs

motivés par la recherche appliquée pour renforcer ses équipes dans les domaines suivants :

ACOUSTIQUE ET VIBRATIONS pour Villeurbanne (68) réf. A

MECANIQUE DES FLUIDES pour Orsay (91) réf. B

Anglais nécessaire pour contacts internationaux.

Merci d'envoyer c.v., photo et prêt en précisant la référence choisie au Service du Personnel, CETIAT, Plateau du Moulin, 91400 Orsay.

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

Nos projets vont intéresser des Ingénieurs Grandes Ecoles (Centrale, INSA, ESIM...)

Société d'Etudes d'Urbanisme, d'Aménagement et d'Équipement, filiale du Groupe Caisse des Dépôts Développement, BETURE SETAME est en France et en Europe le partenaire du développement des villes et des régions.

Ses experts étudient et élaborent des projets "sur mesure" en étroite collaboration avec ses clients. Son département ENERGIE ET ENVIRONNEMENT recherche pour Saint-Quentin-en-Yvelines, siège de la société :

Ingénieur Thermicien confirmé (3 à 6 ans) dans les réseaux de chaleur et les chaufferies industrielles. Réf. 08.91

Ingénieur Thermicien débutant (2 à 3 ans) Réf. 10.91

Ingénieur Environnement confirmé (3 à 6 ans) dans le traitement des déchets urbains et industriels. Réf. 11.91

Ces postes à pourvoir immédiatement nécessitent de posséder le sens du travail en équipe, de l'autonomie et de l'aisance dans les contacts clients.

Adresser lettre de motivation et cv en précisant la réf. du poste à BETURE SETAME, Département Energie et Environnement, M.L. Schweitzer, 2 rue Stephenson, 78181 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.



Innovation et Développement au Service de l'Aménagement et de l'Environnement

سكس (من الإبريل)

هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XVII

Le Monde des **Secteurs de Pointe**
CGI?

Quelles activités et quels métiers ? Quelles carrières, pour quels diplômés ?
Quelles technologies et quels outils ? Quels moyens pour former quels professionnels ?
Quelles missions, pour quels objectifs ? Quels salaires et quelles évolutions ?
Quelles ambitions et quelles stratégies ? Quel avenir pour vous, à quelles conditions ?

Toutes ces questions et d'autres encore, vous pourrez les poser "en direct" aux ingénieurs et aux responsables de CGI, réunis pour vous au siège mondial du Groupe, lors des

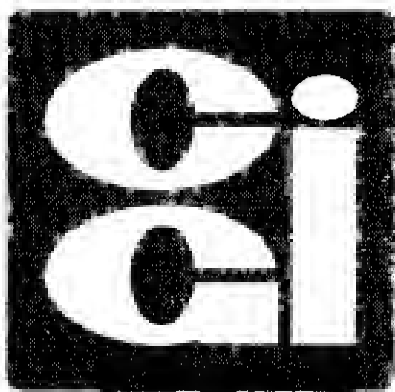
JOURNÉES CARRIÈRES CGI **les 11 et 12 Avril 1991**

**Vous êtes diplômé ou futur diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs
ou d'une Université Scientifique.**

Vous allez choisir un secteur, un métier et une carrière.

**Nous vous proposons de découvrir, concrètement et complètement, ceux d'un des groupes
internationaux les plus performants du monde du Conseil et de l'Ingénierie.**

Pour recevoir votre invitation
personnelle aux Journées Carrières
CGI, merci de nous adresser un
court résumé de votre parcours de
formation (études poursuivies,
année d'études, stages et



spécialisations...), en nous préci-
sant votre adresse et votre numéro
de téléphone.

Soucieux de bien vous recevoir,
nous vous fixerons par retour du
courrier un rendez-vous précis.



CGI INFORMATIQUE
Madame B. Lanneval
30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris Cedex 13



AD'COM

Le Monde des Secteurs de Pointe



ARJOMARI

ARJOMARI, filiale du Groupe ARJOMARI - WIGGINS TEAPE APPLETON, premier papeter de la CEE (25 milliards de CA), recherche pour son usine de BESSE SUR BRAYE.

INGENIEUR

pour son DEPARTEMENT FINITION (300 personnes)

Adjoint ou Responsable du Service, il aura pour mission immédiate - après avoir pris connaissance des diverses activités de ce secteur - la mise en place de la G.P.A.O., mission s'intégrant à un rôle plus général axé sur la LOGISTIQUE.

Ce poste - impliquant un goût prononcé pour les contacts et le terrain - s'adresse à un INGENIEUR de formation AM, INSA, IDN, ICAM, etc... DEBUTANT ou possédant une première expérience en milieu industriel. La Société offre de nombreux avantages dont une maison de fonction agréable.

Les dossiers de candidature sous réf. 3950 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrenoy 75116 PARIS.



Pour la division Grands Travaux Energie d'une de nos filiales (4000 pers. 2 milliards de francs) qui installe des postes de transformation HT, MT et qui fabrique des modules de protection et de commande électronique du réseau HT national EDF, nous recherchons un

CHEF DE DEPARTEMENT

VOTRE MISSION : □ après une période d'intégration, animer et coordonner l'activité du département contrôle commande □ gérer votre activité en centre de profit, en supervisant les coûts, les devis et la mise en œuvre des moyens □ assurer le commercial avec vos clients □ assurer l'interface entre les différents services (production, bureau d'études, administration, recherche & développement) en veillant au respect des objectifs de rentabilité, qualité et délais.

VOUS AVEZ : □ 30-40 ans, une formation supérieure (SUPELEC, ESME, INSA...) □ une bonne connaissance du contrôle commande, la maîtrise des postes de transformation HT/MT serait un plus □ l'envie de vous investir dans un métier alliant les aspects techniques, commerciaux et de management □ un haut niveau d'exigence sur la qualité de vos prestations □ une mobilité géographique.

NOUS VOUS OFFRONS : □ le management d'une équipe de 25 à 50 personnes (selon les projets) □ un haut niveau de décision et de responsabilité □ une entreprise de forte notoriété sur un marché porteur □ une structure très opérationnelle.

Pour un entretien individuel avec la société le 09/04/91.

Adressez ou télécochez C.V., lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE.

Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence 6769 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN

Notre réussite et nos performances sont le résultat de la technologie de pointe que nous mettons à disposition de nos clients.

INGENIEURS ETUDES DEVELOPPEMENTS
AUTOMATISME, ROBOTIQUE, TELECOMMUNICATIONS
INGENIEURS D'ETUDES HARD/SOFT
INFORMATIQUE, COMMUNICATION, HYPERFREQUENCES
INGENIEURS SUPPORT
TELECOMMUNICATIONS, TELEPHONIE

Débutants ou expérimentés, nous allons mettre en valeur votre potentiel et contribuer à la réussite de vos entreprises.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature

QUASAR INFORMATIQUE
33, rue Héloïse 75001 PARIS

QUASAR INFORMATIQUE



Le groupe GARONOR, leader européen dans la réalisation de plate-formes logistiques (terminaux de charge, centres de transit de marchandises et gares routières), désireux d'accroître son développement, recrute, pour sa division ETUDES :

RESPONSABLE ETUDES ET ORGANISATION H/F

FUTUR DIRECTEUR DE SITE LOGISTIQUE 240 KF +

A trente ans environ, vous avez exercé des responsabilités en relation avec le domaine de la logistique (Transports, entreposage...) et avez eu un rôle d'encadrement.

De formation supérieure scientifique, Bac + 4 minimum, vous avez l'esprit d'analyse et le sens de la négociation.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais, et de l'espagnol, et si possible de l'italien.

Votre mission : Etudes d'organisation de sites logistiques (France ou Etranger), analyse, réalisation et suivi de projets - négociations avec les partenaires et les clients du groupe.

Réelles possibilités d'évolution de carrière, notamment comme Directeur de site, en Province ou à l'Etranger (séjour longue durée à prévoir).

Poste basé à Aubrey-sous-Bois (93).

Adressez votre candidature + CV + photo et prétentions sous réf. GR à

PROFIL CADRES CONSEIL - 76, Boulevard Magenta - 75010 PARIS

Profil Cadres Conseil

Unité de recherche en pleine expansion

souhaitant recruter dans un contexte de collaboration internationale

1 ingénieur mécanicien confirmé

pour assurer la conception et le développement d'appareillages. Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école ou 3^e cycle universitaire ayant quelques années de pratique en bureau d'études et/ou une expérience de conduite de projet qui lui ont permis d'affirmer son goût marqué pour les technologies avancées, son aptitude aux contacts et à l'encadrement.

Anglais indispensable. Connaissances précises en informatique (CAO/MEF).

1 ingénieur micro électronique

pour assurer l'étude et la réalisation de circuits VLSI. Full Custom.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école ou 3^e cycle universitaire ayant quelques années d'expérience en analogique.

Lieu de travail : littoral méditerranéen

Adressez CV, LM et prétentions à Marie-Pierre Deravieux, CPPM, faculté des Sciences Luminy, case 907, 13288 Marseille Cedex 9.

Ingénieur d'Etudes et d'Essais Isolation et Câbles Électriques

Notre métier

Étudier, tester, mesurer tout matériel électrique ou électronique.

Votre mission

- développer nos activités
- Études dans le domaine de l'isolation électrique
- Essais de câbles et connexions en favorisant leur synergie
- assumer des responsabilités techniques et d'animation de votre équipe
- participer à l'action commerciale et aux activités de normalisation

Votre profil

- ingénieur, avec de solides connaissances en courants forts
- de préférence une expérience du secteur câbles électriques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV au :

LCIE - BP 08 - 92266 Fontenay aux Roses cedex

GAGNEZ L'ESPACE EUROPEEN

TEUCHOS est une jeune société d'ingénierie en expansion rapide. Son domaine : les grands programmes aéronautiques et spatiaux nationaux et européens en collaboration avec un grand donneur d'ordre de la profession. Elle recherche pour ses activités de conception et de développement de satellites des

INGENIEURS 2 A 5 ANS D'EXPERIENCE (Bac + 5 minimum)

pour les postes suivants basés dans les Alpes-Maritimes.

- Développement de logiciels embarqués satellites en ADA.
- Développement de systèmes de détection embarqués (IR et visible).
- Etudes d'architecture chaînes électriques bord.
- Analyse et modélisation des phénomènes EMC, ESD, radiations.
- Support utilisateurs et développement logiciels de calcul structures (NASTRAN...).

• Vous justifiez d'une très bonne connaissance de l'anglais.

• Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires au sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé), en précisant la référence CAO1, à TEUCHOS EXPLOITATION, 6, Av. du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES. Elle fera l'objet de la plus grande discrétion.

Nous vivons au cœur des grands projets de demain

Concepteur et réalisateur du Métro de Lyon, SEMALY est reconnue pour son savoir-faire dans l'ingénierie des réseaux de transports (Études et Infrastructures, Équipements fixes, Systèmes). Pour réaliser ces grands projets sur le transport urbain, nous recherchons un

INGENIEUR PLANNING

Chargé de la planification de projets dans les phases d'études puis de travaux, vous assurerez l'établissement, le suivi et le contrôle d'avancement des plannings de plusieurs opérations importantes. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les chefs de projets et chefs de service et jouerez un rôle important de coordination et d'alerte.

• Ingénieur Génie Civil, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans l'organisation, la coordination d'affaires. La maîtrise de l'outil informatique est importante.



SEMALY METRIM

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil Pascale Garnier, sous réf. 1017 Hay Managers, 5 place Charles Béraudier, 69428 Lyon Cedex 03.

Participez à notre plan de développement ambitieux ! Doublez votre production en 3 ans

Filiale du 1^{er} mondial de l'industrie papetière (50 000 personnes, CA : 13 milliards de \$), notre unité de production papetière - 100 personnes/100 000 tonnes par an - se trouve à proximité d'une très agréable ville de Provence. Nous recherchons notre

Ingénieur des services techniques

Poste évolutif - AM, MM, MS...

C'est une mission complète qui allie technicité, sens relationnel, aptitudes à la gestion et à la réalisation. Responsable des études de faisabilité, vous participez à la conception et mettez en œuvre les programmes d'investissement (budget de 15 millions de francs annuels) afin de développer et optimiser les outils de production. Vous coordonnez la réalisation des travaux de technologies très diversifiées et veillez au respect des délais et de la qualité, en étroite collaboration avec notre Direction Générale et les Services Production et Maintenance. Dans le souci constant d'efficacité, vous devez répondre à des objectifs ambitieux.

A 28/32 ans, vous êtes de formation ingénieur généraliste et possédez 3 à 5 ans d'expérience, de préférence dans une industrie lourde. Des connaissances solides en automatique, régulation, électricité et électronique sont souhaitées. Une expérience de l'industrie papetière et la pratique de l'anglais seraient un plus.

Ce poste évolue d'un candidat à fort potentiel, à même de prendre des responsabilités importantes à court et moyen terme. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 2.3.91 LM, en précisant votre rémunération actuelle. Les entretiens auront lieu à Paris et Nîmes.

prospective

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
4, rue Deyrolle, BP 1422, 30017 Nîmes Cedex

MEMBRE DE LA CSE
QUALITE O.P.E.C.H.



Ingénieur d'essais

Assisté d'une équipe de 8 techniciens, vous définissez des méthodes de mesures dynamiques afin de caractériser in-situ des matériaux et produits visco-élastiques, à l'aide d'instrumentations variées (capteurs piezo-électriques, radars, triangulation laser...). Vous mettez en œuvre des techniques d'acquisition des mesures à distance et de traitement informatisé du signal en temps réel.

Vous planifiez et gérez la réalisation opérationnelle des essais, travaillez en relation étroite avec nos ingénieurs. Développement et entretenez des contacts permanents avec nos clients, constructeurs et utilisateurs.

Ingénieur Grande Ecole (Mines, Ponts, Géologie, Agro, ENSTA, ENSAM...), vous avez acquis une première expérience dans le monde agricole, dans la mécanique des milieux continus ou dans l'instrumentation : nous vous proposons une responsabilité ouverte, vivante, composée de technique, d'animation... et d'action sur le terrain, dans la région d'ALIX EN PROVENCE.

Pour nous rejoindre, au sein de notre Groupe Industriel (2,2 milliards de F. de CA), nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous la réf. BRA 342 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC



Ne signez

su

Choisir son entreprise... pas facile. Quel type de poste vous propose-t-elle ? Quelles sont les conditions de travail ? Quelle est la stratégie ? Chez MATRA COMMANC, toutes ces questions que vous vous posez.

INGENIEUR DEBUTANT

Parce que nos projets (IPAN EUROPEEN, D2 MAC, etc.) nous recrutons de jeunes ingénieurs pour des projets et de nos missions débutent généralement.

Vous participez à la conception, à la réalisation, à la transmission de données, à la mise en œuvre de systèmes.

Le développement de nos projets nous fait évoluer plus loin que l'architecture traditionnelle, vers l'architecture internationale, vers l'architecture globale.

Le talent commence par la curiosité. MATRA COMMANC Service Recrutement B.P. 26 - Rue Jean-Paul 78397 Bois d'Arcy Cedex

Reliez votre

No 1 mondial de la construction, nous sommes en recherche de talents. Nous fabriquons des câbles d'énergie et des câbles de télécommunications pour les domaines terrestres et marins : études de

INGENIEUR

Fort d'une expérience dans le domaine de la construction, vous serez chargé de la mise en œuvre de projets.

INGENIEUR

Vous serez intégré à une équipe chargée d'étudier

Ces postes, qui nécessitent une maîtrise de l'anglais et quelques années d'expérience, vous offrent de nombreuses possibilités de déplacements de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à SEFOP, notre Conseil, sous la réf. BRA 342 M.

Handwritten signature and notes at the bottom of the page.

هكذا لمن لا يملك

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XIX

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ne signez pas un chèque en blanc sur votre carrière...

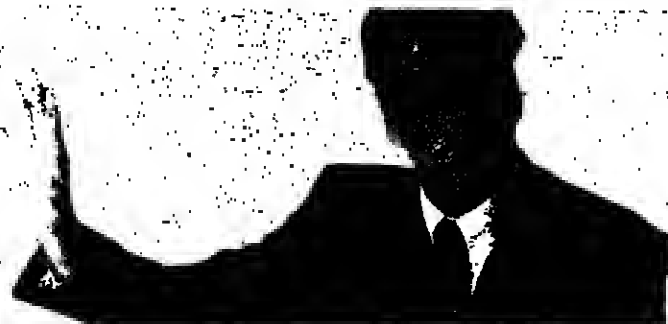


Photo PR

Choisir son entreprise pour réussir sa vie professionnelle, progresser, évoluer, s'épanouir... pas facile. Pourtant les questions-clés restent les mêmes : quel type de poste vous propose-t-on ? Sur quel projet ? Quelles sont les différentes évolutions de carrières envisageables ? Quelle est la stratégie de l'entreprise pour les cinq ans à venir ? Chez MATRA COMMUNICATION, nous savons répondre à toutes ces questions que vous vous posez.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants ou première expérience

Parce que nos projets dans le domaine des radiocommunications numériques (PAN EUROPEEN ou RUBIS), des réseaux d'entreprise et de l'imoge (visio-phonie, D2 MAC) sont l'illustration même de la réussite de nos équipes, nous recrutons de jeunes ingénieurs, capables d'évoluer parmi l'ensemble de nos projets et de nos métiers. Chez nous, le parcours professionnel des ingénieurs débute généralement par le développement logiciel :

Vous participerez à la réalisation d'un projet depuis sa conception, en définissant les spécifications fonctionnelles, jusqu'à la phase de validation et d'intégration. Le développement logiciel couvre les principaux domaines de notre activité : transmission de données, protocoles de réseaux (RNET), interface homme/machine, traitement du signal, logiciel intégré temps réel, systèmes d'exploitation.

Le développement logiciel : une formation essentielle qui vous permettra d'évoluer plus loin ou au-delà de la technique : responsable d'intégration ou d'architecture systèmes, responsable d'affaires (France ou International), responsable marketing...

Le talent commence par savoir choisir son entreprise. Posez-nous vos questions.

MATRA COMMUNICATION
Service Recrutement
B.P. 26 - Rue Jean-Pierre Timboud
78392 Bois d'Arcy Cedex.



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Nous savons donner à votre évolution sa vraie signification

La Division RGS (Radiocommunication, Guerre électronique, Sécurité des systèmes et de l'information) conçoit, réalise et installe des produits et des réseaux en France et à l'étranger. Au sein de notre Centre industriel de Cholet, le Service technique (220 personnes dont 80 ingénieurs) spécialise dans les matériels de transmission tactique hautement protégée (émission de fréquence, chiffre...), guerre électronique, transmissions HF pour l'infrastructure et le naval, renforce ses équipes et recherche :

INGÉNIEUR RADIO CONFIRME

Au sein d'une équipe-projet, vous prenez en charge des études dans le domaine des radiocommunications VHF et plus spécifiquement dans les techniques de contre-mesures (ECM). A votre expérience des techniques analogiques, nous associerons la connaissance d'outils de simulation analogique (CIRCEC, ESOP) qui vous permettra de mener à bien cette mission. Réf. LM/IRC

INGÉNIEUR RESPONSABLE D'ETUDES ANALOGIQUES

Dans le cadre des communications HF d'infrastructure marine, vous intégrez une équipe projet d'un de nos laboratoires d'études pour prendre en charge le développement d'amplificateur de puissance transistorisé. Ingénieur électronicien, votre maîtrise de l'aspect technique est matérialisée par une forte expérience dans le domaine de l'électronique analogique. Ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions de chef de projet ou vers un poste plus technique selon vos souhaits. Réf. LM/TEA

CHEF DE PROJET

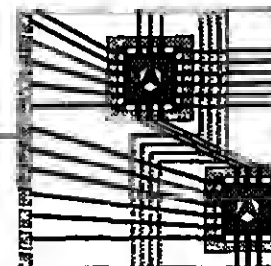
Vous avez la responsabilité de la conduite du projet technique d'un émetteur-récepteur dans le domaine des radiocommunications VHF.

Vous assurez la définition de ce matériel, en évaluez le coût de développement, le prix de revient et argumentez vos choix techniques au plus haut niveau de décision.

Ingénieur électronicien, vous bénéficiez d'une expérience de 8 à 10 ans et souhaitez poursuivre dans le domaine des études analogiques.

Ce poste vous conduira vers des responsabilités techniques plus larges. Réf. LM/CP

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) en précisant la référence du poste choisi à Didier PLANCHOT - THOMSON-CSE - Division RGS 110 avenue du Maréchal Leduc - BP 945 - 49309 CHOLET CEDEX - Tél. 41.62.54.32.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Reliez votre avenir à celui du câble.

No 1 mondial du câble avec 24 milliards de CA consolidé, 70 sociétés implantées dans 20 pays et un effectif de 20.000 salariés, nous fabriquons l'ensemble des câbles d'énergie et de télécommunications dans tous les domaines terrestres et sous-marins : études des systèmes,

fabrication, pose et raccordement. Relevons ainsi chaque jour de nouveaux défis, nous souhaitons vous associer à notre succès.

Dans le cadre de nos activités d'installation de projets clé en main à l'exportation, nous recherchons

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPORT CONFIRME (REF. DG/15)

Fort d'une expérience d'environ 5 ans dans le domaine de projets d'installation de biens d'équipement, vous serez chargé, dans le cadre de nos installations

de câbles télécom, des études et de la négociation des affaires en milieu international.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPORT DEBUTANT (REF. DG/16)

Vous serez intégré dans une équipe chargée d'étudier nos projets

internationaux de réseaux de télécommunication.

Ces postes, qui s'adressent à des diplômés d'école d'ingénieurs, nécessitent la maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol et permettront aux candidats de valeur, après quelques années d'expérience réussie, d'évoluer dans notre groupe. Déplacements de une à trois semaines dans le monde entier à prévoir.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Mlle GAIS, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL CABLE, 30, rue des Chasses, BP 309, 92111 Clichy Cedex.



Filière Telemecanique.

"Point de rencontre des compétences et de la haute technologie..."

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de systèmes de commandes numériques pour machines et robots. (500 personnes - CA : 550 MF - 50% de croissance - 10 agences en France - 7 filiales dans le monde)

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (SUPELEC, AM, ENSI OU ÉQUIVALENT)

pour participer à la conception et à l'élaboration de la future gamme des équipements NUM, à base de microprocesseurs MOTOROLA 68020.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans chacune des fonctions suivantes :

• INGENIEURS ETUDES LOGICIELS TEMPS REEL (réf. LM 06)

chargés du développement de logiciels intégrés dans les équipements destinés à la commande de Machines de Production et de Robots.

• INGENIEURS ETUDES ET SUIVI TECHNOLOGIQUE (réf. LM 12)

chargés de l'homologation des composants électroniques, en liaison avec les différents responsables d'études, et du suivi des fournisseurs. Ils seront les interlocuteurs des services Qualité, Fiabilité, Achats et Laboratoires d'Analyses extérieurs.

Ces postes constituent une réelle opportunité de carrière pour des candidats motivés et désireux d'évoluer dans un environnement de haute technologie.

Votre candidature (lettre manuscrite portant la référence du poste choisi + CV et prétentions) sera examinée attentivement par Marc THEBAULT - Direction du Personnel - NUM S.A. - 21, avenue du Maréchal Foch 95101 ARGENTEUIL Cedex.

(Réponse et discrétion totale assurées).

GROUP SCHNEIDER

Le Monde des Secteurs de Pointe

SOCORI TECHNOLOGIES

RESPONSABLE DU B.E. METHODES

VOTRE MISSION : En étroite collaboration avec le Responsable des Etudes Automobiles et le Responsable des Etudes Avancées, vous prenez en charge une équipe qui compte aujourd'hui 6 ingénieurs et techniciens et que vous devrez faire évoluer, soit par vos propres compétences, soit en recrutant des spécialistes. Vous gerez des études importantes en liaison avec le B.E. de conception et le bureau de calcul. Vous êtes le responsable de certains projets auprès de nos clients. Vous appuyez le responsable commercial dans ses démarches.

VOTRE PROFIL : 35 ans environ. Ingénieur A&M ou équivalent. Une solide expérience des méthodes dans le domaine automobile (batterie, fondation, usinage, soudage...). Un leadership, autorité de compétence et sens du résultat. Un bon niveau d'anglais.

NOUS VOUS OFFRONS : Une entreprise en très forte croissance dans un secteur HIGH TECH. Une position de leader qui nous permet de travailler sur des projets très valorisants. Un poste à responsabilités importantes ayant une influence directe sur nos performances. De réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Pour un entretien individuel avec la société le vendredi 12/04/91

Adressez ou télécoïtez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11 rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. FAX : 46.21.78.13 en indiquant la référence 3577 sur la lettre et sur l'emboîture.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

LOCATEL

Filiale du groupe ALCATEL-ALSTHOM, nous sommes depuis de nombreuses années les spécialistes de la location et de la vente d'équipements audiovisuels aux Particuliers et aux Entreprises. Pour accentuer notre position de leader nous recherchons pour POISSY un

INGENIEUR ELECTRONICIEN (ENSI ou équivalent)

chargé de la conception et du suivi de la fabrication, de la documentation :

- de produits analogiques et numériques
- de logiciels d'application sur microcontrôleur et d'exploitation sur microordinateur et mini réseau,

en matière d'audiovisuel "grand public" ou "institutionnels".

Qualités requises :

- expérience de 2 à 3 ans dans le développement hard et soft
- bon contact humain (relations avec la clientèle)
- esprit d'équipe
- disponibilité
- connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la réf. IE/LM à : LOCATEL - Direction du Personnel - 16, rue Barbès - 92300 LEVALLOIS PERRET.

N

NOUS ALLONS DOUBLER NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES CETTE ANNEE REJOIGNEZ-NOUS POUR SOUTENIR NOTRE CROISSANCE

Nous sommes une société multinationale du secteur des technologies de pointe. Notre centre d'études et de production, basé en Normandie, intègre de nouveaux collaborateurs pour assurer sa forte croissance dans le respect de la qualité totale.

SERVICE INDUSTRIALISATION

Ingénieur électronicien diplômé d'une grande école ou universitaire, vous serez chargé, lors de l'introduction en production de nouveaux produits, de concevoir et de mettre au point des équipements de test. Réf. E30

SERVICE QUALITE

Ingénieur informaticien diplômé d'une grande école ou universitaire, vous analyserez et évalueriez la conception des logiciels à qualifier : élaboration des tests, conception d'outils de mesure de la qualité. Réf. E33

SERVICE INFORMATIQUE DE GESTION

2 Analystes ingénieurs informaticiens, grande école ou universitaire, participeront au sein de notre équipe à l'implantation de nouveaux modules pour notre programme de GPAO et au support de l'existant. Réf. M51

SERVICE ETUDES

2 ingénieurs logiciels (langage type C et microprocesseurs) diplômés d'une école d'ingénieurs en informatique, dont l'un expérimenté, qui assureront des développements réseaux dans un environnement C/OS ou WINDOWS PC. Réf. E38

Plusieurs ingénieurs électroniciens qui intégreront nos départements support hardware, tests et développement de l'architecture logique et électronique de nouveaux produits. Réf. E19

Pour tous ces postes, la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 PARIS qui transmettra.

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons :

INGENIEURS

GRANDES ECOLES, DESS, DEA, DOCTORATS.

Options : AERODYNAMIQUE, MECANIQUE DES STRUCTURES ET DES FLUIDES, VIBRATIONS.

Activité : Recherches, développement et suivi des essais.

DUT Génie Mécanique ou Thermique ou Mesures Physiques

Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles immédiatement. Anglais souhaité.

Lieu de travail : banlieue Sud

Adressez C.V. et présentations à T21, 92, rue Saint Lazare 75009 Paris ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 42.85.38.41.

36 15

IM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

De formation Bac + 5 type supérieur ou universitaire. Vous utilisez la micro-informatique et pratiquez l'anglais. Nous vous offrons une formation complémentaire, si nécessaire, pour devenir :

INGENIEUR EN METROLOGIE DES MASSES

Vous développez les étalons de référence et les méthodes de mesure en métrologie des masses et des masses volumiques, en liaison avec les travaux internationaux et les besoins de l'industrie. Bonnes connaissances en mesures physiques et technologie mécanique. Réf. 543

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Spécialité en hyperfréquences, vous mettez en place les moyens d'essais des perturbations électromagnétiques. Votre sens du contact vous permet de rechercher des partenaires pour la réalisation d'essais en sous-traitance. Réf. 547

INGENIEUR MATERIAUX

Vous développez nos moyens d'essais en matière de détermination des propriétés thermiques des matériaux : diffusivité - conductivité - dilatométrie. Vous réalisez les analyses thermiques DSC, TMA, spectrométrie IR et mettez au point les documents normalisés, tant au niveau national qu'européen. Réf. 603

Merci de nous écrire en précisant la référence choisie à : LNE, 1 rue Gaston Batais, 75015 PARIS.

LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

Spécialiste de la chimie des végétaux dans un centre de recherche en Aquitaine

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE

Rattaché au Directeur du Département Recherche et Opérations, ce chef de service assurera et fera réaliser toutes les déterminations de chimie. Il développera les techniques d'analyse appropriées à l'étude de nos matières premières et des constituants du sol. En relation avec les autres services et les autres centres de recherche, il coordonnera, validera et synchronisera les méthodes et les thèmes de recherche. Ce poste conviendrait à un spécialiste en chimie des végétaux (docteur en chimie, ingénieur agronome, chimiste ou équivalent), possédant dix à quinze ans d'expérience au cours de laquelle il aura acquis une bonne connaissance de l'analyse des végétaux. Aptitude au travail en équipe et au commandement, rigueur dans l'analyse et la méthode, maîtrise de l'informatique et de la langue anglaise, autant d'atouts pour réussir dans ce poste basé en Aquitaine.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo, sous la réf. 4066 à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.

PAUL-EMILE TAILLANDIER

PARIS - BORDEAUX - ETHIQUE ET RECRUTEMENTS - TOULOUSE - ORLÉANS

Nous sommes la division Réseau d'un grand groupe industriel,

VOUS AVEZ DEJA EXERCE DES RESPONSABILITES AU SEIN D'UNE EQUIPE DE DEVELOPPEMENT TELECOM, RESEAU, SYSTEME TEMPS REEL...

NOUS AVONS DE GRANDS PROJETS POUR VOUS !... et des PERSPECTIVES A VOTRE MESURE.

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole, vous avez une dizaine d'années d'expérience en développement de logiciels dans le cadre de grands projets. Techniquement compétent et rigoureux dans l'utilisation de méthodes, vous témoignez d'un goût affirmé pour le pilotage d'une équipe de développement.

Votre mission : Contribuer au développement de produits destinés au monde des Telecoms selon votre profil et vos souhaits (conception ou réalisation ou mise au point). Anglais Indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et présentations) en précisant la référence M/AS 205 à notre conseil: ANNO STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

INFORAMA

la technologie par les hommes

Les Technologies de Demain, ... Aujourd'hui

SAT

Aujourd'hui pour Demain

Division Optronique et Défense

INGENIEURS RESPONSABLES COMMERCIAUX FRANCE

Dans le cadre de nos programmes en Optronique aéroportée (Mirage 2000, Rafale), en Auto-directeurs et en caméras AOCG, en collaboration avec la DGA et les grands systemiers, AEROSPATIALE, MATRA, THOMSON, vous aurez la responsabilité des réponses aux appels d'offres.

Vous gerez les négociations des contrats, de 10M à 600 M€, assurerez le suivi commercial des programmes et mènerez les recherches de nouveaux marchés.

De formation supérieure, vous avez acquis lors d'une précédente expérience, une parfaite connaissance des aspects commerciaux. L'anglais et la connaissance des services techniques de la DGA seront des atouts déterminants pour ce poste.

Ces postes sont basés à Paris

Merci d'adresser CV, photo et présentations, sous réf. IRCH, à Jean-Marc BLAIRON, SAT, DPRS, 382 rue du Dessous des Berges, 75651 PARIS CEDEX 13.

Ingénieur Logiciel Temps Réel

Pour renforcer son équipe de développement de logiciels temps réel, nous recherchons un ingénieur logiciel expérimenté, capable de gérer des équipes et de réaliser des projets complexes.

Votre profil : Diplômé d'une grande école ou universitaire, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans le développement de logiciels temps réel. Vous maîtrisez les langages C, C++ et l'architecture des systèmes embarqués.

Nous vous offrons : Une entreprise leader dans le domaine des systèmes temps réel. Des projets innovants et stimulants. Une rémunération attractive et des avantages sociaux.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation et photo) sous la référence 1234 à : Direction des Ressources Humaines, 123 rue de la Paix, 75001 Paris.

TELECOM

L'ECOLE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

ENSEIGNEMENT RECHERCHE

AUX COMPAGNIES

RESEAU

SYSTEMES DE TRAITEMENT

RESEAUX A HAUT DEBIT

RESEAUX DE COMMUNICATIONS MOBILES (GSM, GPRS)

TRAITEMENT DU SIGNAL SATELLITAIRE (GPS, GPSR)

TRANSMISSIONS RADIO (RF, RFM)

TRAITEMENT DES IMAGES MANUSCRITES (RECOGNITION)

COMMUNICATIONS OPTIQUES

Vous animerez des équipes de projets d'études, vous mènerez la recherche dans les laboratoires de nos étudiants qui préparent un diplôme ou un développement de logiciels et de coopération internationale.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole ou Université, vous possédez une expérience dans un des domaines suivants :

- l'enseignement et du travail en équipe
- l'activité d'une première expérience dans une entreprise
- l'enseignement supérieur

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation et photo) sous la référence 5678 à : Directeur de l'Enseignement, 567 rue de la République, 75001 Paris.

سكزا من الإيجل

هكذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XXI

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieur Logiciel Temps Réel

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Nous renforçons nos équipes dans le domaine du logiciel de contrôle de systèmes d'imagerie.

Vous participerez aux spécifications fonctionnelles et vous serez ensuite chargé de la conception, du développement, du test et de l'intégration de ce logiciel. Vous gèrerez votre projet jusqu'à l'évaluation clinique auprès du client.

Diplômé d'une école d'ingénieurs en informatique ou automatique, débutant ou avec 2 ans d'expérience, vous allez à votre connaissance des microprocesseurs 68000 ou Motorola et n'avez pas de temps réel (VRTX), la pratique de l'anglais.

Nous vous proposons un poste évolutif dans un environnement technologique de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions réf. IAM au Service Recrutement GENERAL ELECTRIC CGR - 283, rue de la Minière 78530 BUC.



General Electric CGR

INGENIEURS GRANDES ECOLES TRAVAUX NEUFS - MAINTENANCE

Aujourd'hui, Usinor Sacilor est le premier européen et le second mondial dans son métier : l'acier. Notre Groupe a dégagé en 1990 un bénéfice de 3,7 milliards de francs et consacre un budget de 6 milliards de francs en investissements industriels en 1991.

Vous êtes ingénieur généraliste, passionné par l'industrie et les matériaux. Vous recherchez un poste de terrain et de dialogue où vous verrez rapidement le résultat concret de vos actions.

Dans l'éventail des postes à pourvoir, nous vous proposons :

■ Ingénieur Travaux Neufs

Acteur de la politique d'investissement de nos unités de production, vous établirez des projets d'installations et piloterez leur réalisation ainsi que leur mise en service. Grâce à vos qualités de gestionnaire, vous saurez maîtriser les budgets importants mis en œuvre.

■ Ingénieur Maintenance

Animateur d'une équipe de techniciens, vous mettrez en pratique des technologies nouvelles afin d'améliorer les techniques de maintenance. Imaginatif et rigoureux, vous établirez des plans de maintenance préventive et assurerez la réalisation et la promotion des études de fiabilité.

Ces postes basés en province vous motiveront, si vous êtes doté de réelles capacités techniques et relationnelles. Vous êtes de formation ingénieur grandes écoles, débutant ou possédant une première expérience.

Travailler au sein d'Usinor Sacilor, c'est d'abord choisir de travailler avec les meilleurs de sa spécialité, c'est souhaiter prendre rapidement des responsabilités, c'est aussi se former et s'enrichir soi-même au quotidien.

Merci de nous contacter au 49.00.57.49
ou d'adresser votre candidature sous réf. LM263 à
USINOR SACLOR - DRH Ingénieurs et Cadres
CEDEX 33 - 92070 PARIS-LA DEFENSE

Acier
USINOR SACLOR

TELECOM
PARIS

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES TELECOMMUNICATIONS

recherche des

ENSEIGNANTS CHERCHEURS

aux compétences en

RESEAUX ET SYSTEMES DE TRANSMISSION

pour renforcer son potentiel dans des domaines tels que :

- RESEAUX A HAUT DEBIT (réf. RHD)
- RESEAUX DE COMMUNICATIONS AVEC LES MOBILES (réf. CAM)
- TRAITEMENT DU SIGNAL POUR LIAISONS SATELLITAIRES. Ce poste est basé sur notre site de Toulouse (Réf. TSL)
- TRANSMISSIONS RADIO-MOBILES (réf. TRM)
- TRAITEMENT DES DOCUMENTS ECRITS MANUSCRITS (réf. TDEM)
- COMMUNICATIONS OPTIQUES (réf. COO)

Vous animerez des enseignements (cours, encadrement de projets d'élèves), vous mènerez des activités de recherche dans les laboratoires de l'Ecole et encadrerez des étudiants qui préparent une thèse. Vous participerez au développement de la politique de contrats industriels et de coopération internationale.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université, vous possédez de solides compétences dans un des domaines énumérés ci-dessus et avez le goût de l'enseignement et du travail en équipe. Vous avez à votre actif une première expérience professionnelle en R et D dans une entreprise et/ou une expérience de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence(s) choisie(s), et prétentions au Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications
46, rue Barrault - 75634 PARIS Cedex 13

Conduire les projets de développement d'un réseau urbain...



Telle sera la mission que nous confierons au Responsable du Service Etudes du réseau urbain de Lille, métropole à la pointe des technologies modernes dans le domaine des Transports.

Nos objectifs de développement dépendent des projets menés par une équipe dont vous serez le leader. Les projets les plus importants demanderont votre implication personnelle.

Vous et votre équipe serez responsables, depuis les phases d'études initiales jusqu'aux Réalisations, vous participerez à la formation des utilisateurs.

35 ans environ, INGENIEUR CONFIRME, (Centrale-Télécom-Supélec ...) vous justifiez d'une expérience réussie, acquise si possible, à un poste de responsabilités d'études dans un environnement industriel.

Imagination, mobilité intellectuelle, sens relationnel doivent vous permettre de relever ce défi. Votre réussite est essentielle pour notre société. Elle vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe leader de l'exploitation des transports urbains de France.

Merci de faire parvenir votre dossier, CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 803/777 UN à notre Conseil Française BARSIL.



26, rue Henri Mounier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

GRUPE INTERNATIONAL DE DISTRIBUTION

Sa filiale française (200 personnes, 1 milliard de Francs), commercialisant des produits de loisirs : jeux, jouets, cassettes, implante une unité de conditionnement hautement automatisée et crée le poste, basé près de Pontoise (95) de

DIRECTEUR DE PRODUCTION

A la tête d'une équipe très technique, il participera à la conception et à la réalisation de l'unité, puis mettra en place des chaînes de pick end pack, de blistérisation et d'emballage, avec les matériels les plus performants. Il aura la responsabilité de l'ordonnement de la production, et de la supervision de son outil, en liaison avec les services compétents du groupe.

Ce poste essentiel et évolutif exige un ingénieur diplômé de type A & M, ECL, IDN ou similaire. Agé de 30 à 40 ans, il pourra faire état d'une expérience réussie à la tête d'un département de production, d'ordonnement ou d'industrialisation. Il sera familier des systèmes de gestion de type COPICS et aura pratiqué le juste à temps. Anglais nécessaire.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9351 à notre Conseil.

sc sélection conseil
16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

Le Monde des Secteurs de Pointe

Etre high-tech, c'est un état d'esprit

Principal acteur
du marché mondial
du CAD/CAM/CAE,
une avance technologique
dans l'univers de la CFAO
avec CATIA, championne
de France de l'exportation
avec 90% de ses ventes
réalisées à l'export,
le professionnalisme de
ses 700 collaborateurs
au service de ses clients...
Autant de réalisations et
de moyens qui conduisent
DASSAULT SYSTEMES
à préparer les grands défis
de l'an 2000,
c'est-à-dire demain...

Ingénieurs et universitaires Confirmés et débutants

Aujourd'hui, pour aller encore plus loin dans nos projets
d'étude et de développement d'avant-garde liés à :

- L'INGENIERIE ASSISTEE PAR ORDINATEUR,
- LA CAO MECANIQUE INDUSTRIELLE,
- L'ANALYSE PAR ELEMENTS FINIS ET LA SIMULATION,
- LE PILOTAGE DES MACHINES OUTILS ET DES ROBOTS,
- LES BASES DE DONNEES TECHNOLOGIQUES...

nous recherchons vos compétences en informatique, en
algorithmique mathématique, en mécanique, en analyse
numérique et en génie logiciel.

De l'analyse à la conception, vous élaborerez des logiciels
applicatifs à nos domaines d'intervention. Vous mettrez
en œuvre les techniques les plus avancées, de l'intelligence
artificielle à l'interface-utilisateur jusqu'à la modélisation
mathématique et aux bases de données.

Vous l'avez compris, si vous cherchez une entreprise où
le mot "high-tech" a réellement un sens, alors adressez
lettre manuscrite et CV à Dassault Systèmes, Catherine
Fulda, sous réf. ID391, 24-28 avenue du Général-de-Gaulle,
92150 Suresnes.

 **dassault systemes**

Sûreté nucléaire : anticiper, simuler...



INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

Ingénieur grande école, une expérience de 2 à 5
ans vous a permis de vous familiariser avec
l'exploitation et la sûreté des installations
électronucléaires.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de
support opérationnel aux exploitants. Au sein d'une
petite unité autonome, vous optimiserez les
compétences de nos experts, développerez des
scénarii d'anticipation complexe sur notre
simulateur et qualifierez les outils indispensables à
leur analyse.

Ce poste très varié, au carrefour des fonctions
études, matériels et exploitation, requiert de réelles
qualités relationnelles. Il vous permettra de
développer vos compétences au meilleur niveau et
de saisir les multiples opportunités d'évolution
qu'offre un groupe de notre dimension.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence
PRY 05, à Pascal Garay, Groupe Framatome,
Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16,
92084 Paris-La Défense, Confidentialité assurée.

 **GROUPE FRAMATOME**
Les technologies de l'essor.

TV Haute Définition : c'est aujourd'hui et c'est chez nous.

VIDEOCOLOR (2900 personnes, 2,5 milliards de CA), filiale de THOMSON CONSUMER ELECTRONICS
fait partie des leaders mondiaux du Tube Télévision couleur avec pour objectif la "Haute Définition".
Installé à proximité de DIJON, son laboratoire d'optique électronique conçoit les Canons électroniques
et blocs de déviation des tubes images couleur fabriqués et commercialisés dans le monde entier.
Dans le cadre du développement du laboratoire, nous recherchons :

INGÉNIEUR QUALITE

En étroite collaboration avec le Directeur du Laboratoire, vous créez la fonction Qualité et dans ce but,
mettez en place un système d'informations fiables entre les labos et les usines de production. Vous
développez également les méthodes et outils Qualité appliqués aux projets de recherche, afin de
prendre en compte les évolutions de produits et d'anticiper les problèmes Qualité.

Ingénieur Physicien (ECL, ESPM...), vous avez entre 27 et 30 ans et bénéficiez d'une première expérience
en Recherche et Développement.

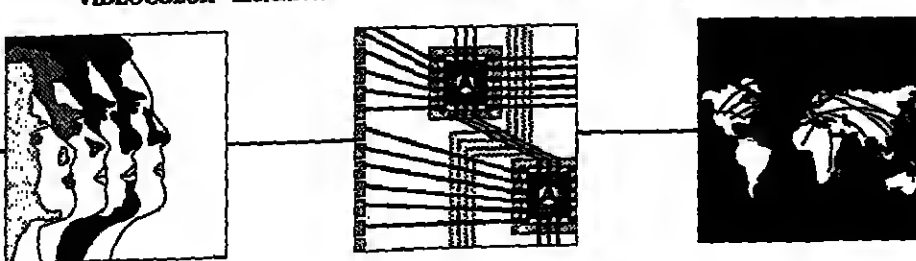
INGÉNIEUR ETUDES

Intégré au sein de l'équipe Etudes Avancées, vous prenez en charge la conception des nouvelles
générations de canons électroniques. Vous vous appuyez pour cela sur un outil informatique et de
simulation très performant.

Ingénieur Physicien (ECL, ESPM...), vous justifiez d'une première expérience professionnelle au cours
de laquelle vous avez mis en œuvre des techniques d'expérimentation.

Pour tous ces postes, des déplacements dans les sites industriels et les autres centres de recherche du
groupe sont à prévoir. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(Lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle et prétentions) à
VIDEOCOLOR - Laurent MARECHAL - Avenue du Général de Gaulle - 21110 GENUS.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Maîtriser l'essentiel de la haute technologie pour aller plus loin...

INGÉNIEURS D'AFFAIRES ÉLECTRONICIENS, MÉCANICIENS, INFORMATIENS

Seule la maîtrise de l'essentiel permet d'aller plus loin et de garder l'avance
qui fait notre différence. Des moyens puissants et performants, une grande
liberté d'action... : dans de telles conditions, nos ingénieurs accèdent au cœur
même de la haute technologie.

Ingénieur d'affaires pour nos équipements électroniques ou responsable de
leurs essais et tests, de leur testabilité, des essais en vol, responsable d'affaires
en fabrication de produits électro-optiques ou responsable bureau d'études en
électro-mécanique : vous assurez le suivi des études et du développement de
nos produits, l'orientation et le contrôle des choix techniques et techno-
logiques, l'organisation, le suivi des plannings et des coûts de nos projets.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous souhaitez évoluer dans un
groupe international et maîtriser les secteurs de haute technologie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 035/M à notre
Service Recrutement.

Pour plus d'information, composez sur votre minitel 3617 JOBPLUS,
annonceur MATRA.

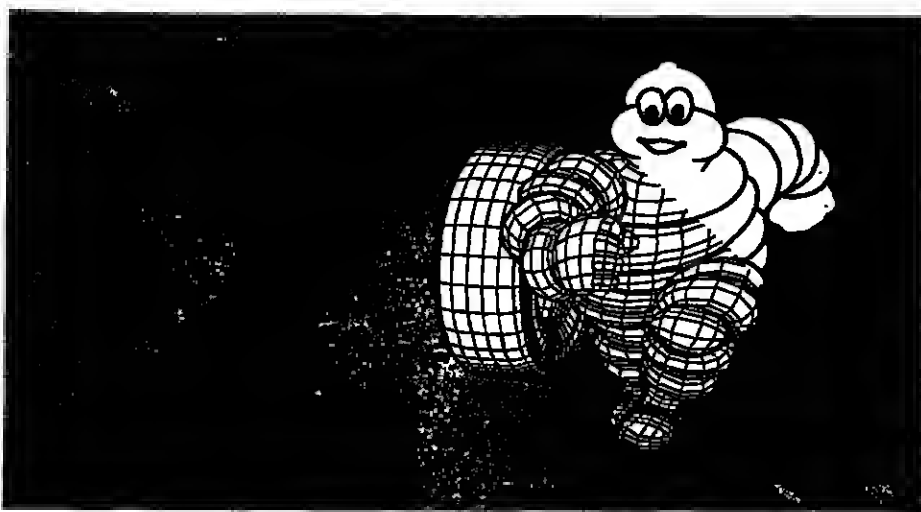
MATRA DEFENSE
Direction des Ressources Humaines
37, avenue Louis Bréguet - BP N°1
78146 Velizy-Villacoublay Cedex.

MATRA

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

de la Fonction Commerciale

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



Nous recherchons plusieurs
HEC - ESSEC - ESCP - IEP
débutants ou première expérience

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants, et capables de prendre rapidement en charge après une période de formation en France d'environ 2 ans

LA DIRECTION COMMERCIALE
D'UNE DE NOS FILIALES
À L'ÉTRANGER

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau. Vous voulez éviter la filière «classique». Assistant Chef de Produit, Chef de Produit. Vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de management.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/47 à MICHELIN, Olivier BRUET - Service du Personnel 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

MICHELIN
Les moyens de se passionner

Inspecteur commercialisation Service



Garant de l'image Service de V.A.G France et intervenant sur une zone géographique déterminée, vous êtes responsable auprès des concessionnaires :
• de l'application de la politique service (pièces de rechange et accessoires, après-vente) • des résultats commerciaux et financiers de cette activité • du suivi et de l'évolution de la qualification du personnel et des structures.
De la négociation des objectifs aux études de marché et circuits de distribution jusqu'à la réalisation des actions promotionnelles, vous donnerez à

vos missions toute la dimension conseil en intégrant les moyens financiers de chaque concession. Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous possédez à la fois une expérience commerciale et une bonne appréhension de la technique. Vous saurez donc apporter votre expertise à toute l'activité service du premier importateur automobile français.
Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature à Pascal Cernau, V.A.G France, Division du personnel et des relations sociales, BP 64, 02601 Villers-Cotterêts Cedex.

UNE IMAGE, DEUX MARQUES

V-A-G

Le Monde des Secteurs de Pointe

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

RIGUEUR ET PASSION

Premier organisme de recherche fondamentale en Europe, le Centre National de la Recherche Scientifique recrute par concours

- 159 Ingénieurs
- 49 Techniciens
- 23 Administratifs

Dès aujourd'hui, composez sur Minitel

3614 code SIG 4
rubrique : EMPLOIS

pour obtenir tous les renseignements sur les métiers, lieu de travail et formalités d'inscription.

Les dates limites de retrait et dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement au

26 avril et 29 avril 1991

.Ingénieur Technico-Commercial



Leader mondial de la garniture d'embrayages, nous sommes implantés en Europe, aux Amériques et en Asie. Aujourd'hui, nous recherchons pour notre Division en FRANCE (500 personnes) implantée à LIMOGES (87) un Ingénieur Technico-Commercial. Diplômé d'études supérieures (Grandes Ecoles), vous possédez une expérience de 3 à 5 ans de la vente en première monte, acquise dans l'industrie automobile.

Nous vous proposons de prendre en charge les relations commerciales et techniques avec les constructeurs d'automobiles, de poids-lourds et les fabricants d'embrayages du Nord de l'Europe. Pour ce poste clé, la préférence sera donnée à un candidat parfaitement bilingue allemand. L'anglais serait un plus.

Vous voulez mettre votre enthousiasme, votre potentiel technique et commercial au service d'un groupe international en constant développement, nous vous assurons par notre dynamisme technologique une évolution rapide vers d'importantes responsabilités.

Si cette perspective de carrière vous attire, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) s/réf. 13242 à EURORESEARCH - BP 80 82105 BOULOGNE Cedex. Réponses et discrétion assurées.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 30.000 personnes réparties en dix Branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

La Direction IARD des ENTREPRISES des AGF recherche :

2 chargés d'affaires grandes entreprises

Leader sur le marché des risques d'entreprise, dans un marché européen en plein essor, les AGF étoffent leurs équipes d'ingénieurs d'affaires.

Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs ou d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous maîtrisez l'anglais et vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en négociations commerciales dans un secteur de pointe.

Nous vous proposons de rejoindre l'un de nos départements chargés de clientèle. Vous aurez, en relation avec nos intermédiaires et nos clients importants (grandes entreprises françaises et internationales) à proposer des couvertures d'assurance, à en évaluer le coût et en assurer le suivi commercial.

Si ce poste évolutif vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous réf. M121E à Isabelle DONNADIEU - AGF - Département des Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 Paris.

AGF... L'ESPRIT OLYMPIQUE



dassault data services

Aéronautique
Spatial
Haute
Technologie

Entreprise de pointe, Dassault Data Services est une société à capital 100% français. Elle est spécialisée dans l'analyse et la conception de systèmes d'information. Elle dispose d'une équipe de 150 personnes, dont 100 ingénieurs et techniciens. Elle est implantée à Paris et dans plusieurs villes de France. Elle est membre de l'Association Française des Sociétés d'Ingénieurs (A.F.S.I.).

2 Ingénieurs Commerciaux

Vous développerez et gèrerez de grands comptes.

La trentaine environ, diplômés ingénieur et forts d'une expérience commerciale d'au moins deux ans, vous êtes attirés par le domaine des secteurs de pointe, et en particulier par l'informatique technique. Une expérience en SSII ou dans l'industrie serait un plus.

Merci d'envoyer votre manuscrite et CV à Madame Christine Levesseur, 9 rue Pagès, 92150 Suresnes.

Conseil en Recrutement

recherche

CONSULTANTS (H./F.)

Nous voulons rencontrer des candidats motivés et désireux de s'engager dans un réel partenariat.

Indépendants, les Consultants se prennent en charge et réalisent l'intégralité des missions confiées.

Nous offrons une synergie, des compétences et un réel savoir-faire.

L'expérience et l'âge sont sans importance. Formation technique assurée.

Courrier et CV à adresser sous n° 8268

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris